

23.821 B 12

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
VOL. XL

J O U R N A U X
DE
L'Assemblée Législative

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 18 JANVIER AU 9 MARS 1906

— CES DEUX JOURS INCLUS —

Dans la cinquième et la sixième-année du règne de Notre Souverain

LE ROI EDOUARD VII

**ÉTANT LA DEUXIÈME SESSION DU ONZIÈME PARLEMENT DE
LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC**

SESSION 1906

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC
IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION DU "SOLEIL", QUÉBEC

1906



PROCLAMATIONS

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.] }

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de JUIN, mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*, TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DOUZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie
QUÉBEC.

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 3 juillet 1905.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Jean Prévost, écuyer, avocat, Conseil du Roi, député à l'Assemblée Législative pour la division électorale de *Terrebonne*, membre du Conseil Exécutif de la Province de *Québec*.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer :

L'Honorable Adélard Turgeon, Ministre des Terres et Forêts ;

L'Honorable Jules Allard, Ministre des Travaux Publics et du Travail ;

L'Honorable Jean Prévost, Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

CANADA,
Province de *Québec*,
[L. S.] }

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le HUITIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq et à chacun de vous—

SALUT :

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*, TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }
[I S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le VINGT-SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de Québec, le CINQUIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec ; TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUISA. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et à chacun de vous—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de *Québec* se trouve convoquée pour le CINQUIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de *Québec* ;

SACHEZ, MAINTENANT, QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, le TREIZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

L.-A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TREIZIÈME jour du mois de JANVIER prochain—

SALUT :

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au TREIZIÈME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit TREIZIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et pour y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS-A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIÈME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et de Notre Règne la cinquième année.

Par ordre,

L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

QUEBEC.

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUEBEC

SESSION 1906

Jeudi, 18 janvier 1906

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée), pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Le message suivant est apporté par Arthur St-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif ;

Et étant de retour :

M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session il a reçu les notifications des vacances suivantes survenues dans les districts électoraux de Yamaska, Montréal, division No 4, Terrebonne, St-Sauveur et Napierville, et qu'il a adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux, respectivement :

Québec, 2 juin 1905.

L'honorable W. A. WEIR

Orateur de l'Assemblée Législative
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral d'Yamaska, par l'acceptation par l'honorable Louis-Jules Allard, député du dit district électoral, de la charge de Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, division No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Québec, 6 juin 1905.

L'honorable W. A. WEIR,

Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Montréal, division No 4, par le décès de Monsieur James Cochrane, député du dit district électoral.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) LOMER GOUIN,

Député du district électoral de Montréal, division No 2

(Signé) ADÉLARD TURGEON,

Député du district électoral de Bellechasse.

Québec, 3 juillet 1905.

L'Honorable W.-A. WEIR,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Terrebonne, par l'acceptation par l'honorable Jean Prévost, député du dit district électoral, de la charge de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Nous avons l'honneur d'être,

Vos obéissants serviteurs,

(Signé) LOMER GOUIN,
Député du district électoral de Montréal, division No 2.

(Signé) ADÉLARD TURGEON,
Député du district électoral de Bellechasse.

A L'honorable W.-A. WEIR,
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la Province de Québec.

Monsieur,

Je, Simon-Napoléon Parent, de la cité de Québec, avocat, et député pour le district électoral de Saint-Sauveur, déclare par les présentes résigner mon mandat de député pour la division électorale de Saint-Sauveur à l'Assemblée Législative de la Province de Québec.

Donné sous ma signature, à Québec, ce cinquième jour de septembre, mil neuf cent cinq, en présence des témoins soussoussignés.

(Signé) S.-N. PARENT.

Témoins :

(Signé) GEO. TANGUAY,
Député pour le comté du Lac-Saint-Jean.

(Signé) L.-A. TASCHEREAU,
Député pour le comté de Montmorency.

Québec, 8 novembre 1905.

L'honorable W. A. WEIR,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous donner avis de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de Napierville, par l'acceptation par l'honorable Dominique Monet, député du dit district électoral, d'une charge salariée de la Couronne.

Nous avons l'honneur d'être,
Vos obéissants serviteurs,
(Signé) LOMER GOUIN,
Député du district électoral de Montréal, division No 2.
(Signé) ADÉLARD TURGEON,
Député du district électoral de Bellechasse.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élections suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 21 juin 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du septième jour de juin 1905, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur O. E. Courchesne, registrateur de St-François du Lac, et officier-rapporteur pour le district électoral de Yamaska, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Louis-Jules Allard, nommé Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics, et appelé au Conseil Législatif, Monsieur Edouard Ouellette, commerçant, de Notre-Dame de Pierreville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 19 juillet 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du sixième jour de juillet, mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur J.-A. Théberge, registrateur de St-Jérôme, officier-rapporteur pour le district électoral de Terrebonne, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Jean Prévost, nommé ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, l'honorable Jean Prévost, avocat, de la ville de St-Jérôme, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 12 octobre 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de septembre 1905, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur Seth-P. Leet, C.R., de la cité de Montréal, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division No 4, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de Monsieur James Cochrane, décédé, Monsieur Georges-Washington Stephens, courtier, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 27 octobre 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de septembre mil neuf cent cinq, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à l'honorable Charles Langelier, de la cité de Québec, shérif, officier-rapporteur pour le district électoral de Saint-Sauveur, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Simon-Napoléon Parent, démissionnaire, pour l'acceptation d'une charge salariée de la Couronne, Monsieur Charles-Eugène Côté, médecin, de Saint-Sauveur de Québec, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'Honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

QUÉBEC, 29 décembre 1905.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-septième jour de novembre 1905, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur et adressé à Monsieur Alphonse Morin, de Saint-Jean d'Iberville, proto-notaire, officier-rapporteur pour le district électoral de Napierville, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, aux lieux et place de l'honorable Dominique Monet qui a accepté une charge salariée sous la Couronne, Monsieur Cyprien Dorris, cultivateur, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

(Signé) L.-G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'honorable

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

L'honorable Jean-B. Prévost, député élu pour le district électoral de Terrebonne, M. David Ouellette, député élu pour le district électoral de Yamaska, M. Cyprien Dorris, député élu pour le district électoral de Napierville, M. Charles-Eugène Côté, député élu pour le district électoral de Saint-Sauveur, et M. George-W. Stephens, député élu pour le district électoral de Montréal, division No 4, ayant préalablement prêté le serment d'office, conformément à la loi, et signé le rôle qui le contient, prennent leur siège, après le cérémonial d'usage.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 1) concernant la prestation des serments d'office.

Il présente, en conséquence, ce bill qui est reçu et lu la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative.

Je suis heureux de saluer votre retour dans la capitale, où vous rappellent vos devoirs parlementaires. Soyez les bienvenus.

La mort si soudaine de l'honorable R. Préfontaine, un des membres de l'exécutif fédéral, a fait naître de profonds regrets dans tout le Canada et en particulier dans cette province dont il était un fils distingué. Sa largeur de vue, son esprit de conciliation, la claire perception qu'il avait des besoins actuels du Canada et son énergique volonté en faisaient un élément puissant de rapprochement entre les diverses nationalités, et de progrès dans le développement du pays. Les marques de respect et de sympathie données au Canada, à l'occasion de son décès, par le gouvernement impérial et par celui de la République française, ont vivement touché tous les habitants de cette province.

Je suis sûr d'exprimer vos sentiments en adressant un dernier hommage à M. Cochrane, député de Montréal, et à M. Leslie, député des Iles-de-la-Made-

leine, décédés au cours des vacances parlementaires. MM. Cochrane et Leslie étaient des députés intègres et éclairés, et leur mort prive la province des services d'hommes dévoués et vraiment patriotes.

Nous avons lieu de nous réjouir de l'entrée dans la Confédération de deux provinces nouvelles. Cet événement atteste le progrès continu de notre pays et nous permet d'espérer que l'avenir assurera à la nation canadienne l'influence à laquelle elle peut légitimement aspirer.

Je regrette que le règlement de la question du subside fédéral n'ait pas progressé dans la mesure des efforts que mon gouvernement a faits pour l'obtenir. Quoiqu'il en soit, encouragé et soutenu par le concours assuré des autres provinces, mon gouvernement est bien déterminé à continuer ses démarches et à faire tout ce qui sera nécessaire pour hâter le règlement favorable de cette juste réclamation.

Mon gouvernement s'est aussi occupé des diverses questions qui se rattachent aux pêcheries de la province, telles que le remboursement, par les autorités fédérales, d'une partie de l'indemnité d'Halifax, la remise des sommes perçues par le Canada pour les permis de pêches dans les limites de la province, et l'émission de ces permis dans toutes nos eaux territoriales. Dès la prochaine saison, il exercera tous les droits que lui assure la constitution quant à la propriété des pêcheries, et ne reconnaîtra que les permis qu'il aura émis lui-même.

La détermination des frontières entre le territoire de la province, à l'est, et celui réclamé par Terre-Neuve reçoit également l'attention de mon gouvernement.

L'instruction publique a été tout spécialement l'objet de la sollicitude de mon gouvernement. Je suis heureux de constater qu'il a donné une aide plus généreuse aux municipalités scolaires pauvres, et qu'il s'est occupé de la fondation de nouvelles écoles normales où les jeunes filles, qui se destinent à l'enseignement, pourront recevoir une bonne formation pédagogique. Les mesures qu'il a adoptées pour aviver le zèle des commissions scolaires et pour encourager les institutrices à persévérer dans la carrière de l'enseignement rencontreront, j'en suis sûr, votre approbation.

La colonisation reçoit de mon gouvernement toute l'attention que mérite une œuvre dont dépend à un si haut degré le rôle de la Province dans la Confédération. La tâche difficile de classer les terres, de manière à séparer celles réservées à l'agriculture de celles attribuées à l'exploitation forestière, a été poussée avec vigueur. Ce qui a été fait assurera la bonne entente entre les colons et ceux qui ont droit à la coupe du bois, car déjà les conflits entre leurs intérêts opposés ont presque entièrement cessé.

Afin de grouper nos défricheurs de terres nouvelles, des cantons, dont le sol présente les qualités les plus favorables à la culture, seront bientôt mis à la disposition du département de la colonisation qui y ouvrira des voies de communication.

Mon gouvernement n'a pas manqué de se préoccuper vivement de la question forestière. Nos forêts constituent un appoint considérable de la fortune publique. Leur existence est intimement liée aux besoins de notre budget, au succès d'importantes industries et à la conservation d'un bon régime des eaux. Il importe donc de les protéger si nous voulons en assurer la perpétuité tout en en permettant une exploitation légitime. C'est sous l'empire de ces considérations que mon gouvernement a réformé les mesures établies pour leur protection contre l'incendie et qu'il a aussi résolu d'ajouter, dans les régions qui lui paraîtront favorables, de nouvelles réserves forestières à celles qui existent déjà.

L'industrie laitière prend, au milieu de nous, une importance remarquable. Il est maintenant admis que, de toutes les provinces de la Confédération canadienne, la province de Québec tient le premier rang pour la production du beurre et qu'elle fait, tous les ans, de grands progrès dans l'industrie fromagère. Mon gouvernement redoublera les efforts qu'il a faits jusqu'ici pour seconder cet intelligent travail de notre population rurale. Dans quelques jours, une école d'industrie laitière, pourvue de toutes les améliorations modernes, et peut-être la plus perfectionnée de ce continent, sera inaugurée à Saint-Hyacinthe.

La refonte des Statuts a fait des progrès satisfaisants. Une partie de ce travail vous sera soumise pendant cette session.

La réorganisation des départements, autorisée par une loi de la dernière session, a été accomplie et a produit d'heureux résultats.

Les édifices publics que mon gouvernement fait construire à Sherbrooke et à Montréal, seront bientôt terminés.

Messieurs de l'Assemblée législative,

L'état des dépenses de la dernière année fiscale vous sera soumis, suivant l'usage, et vous serez appelés à voter de nouveaux crédits pour les besoins du service public.

Je suis heureux de vous annoncer que la dette de la province a été sensiblement réduite et que le dernier exercice financier s'est soldé par un excédent.

Je vous engage, cependant, à étudier attentivement la situation financière. Cette étude vous convaincra qu'il incombe au gouvernement de pratiquer l'économie et d'augmenter les revenus.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur divers sujets, notamment sur le droit civil, les terres publiques, la chasse et la pêche et d'autres matières d'intérêt général.

J'ai confiance que vous donnerez à vos importants travaux toute l'attention qu'ils méritent, et que vous serez toujours guidés, dans vos délibérations, par le seul désir de bien servir l'intérêt public.

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. Turgeon et il est—

Résolu :—Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la Législature, soit pris en considération demain.

Résolu :—Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soit nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et élections ;
2. Ordres permanents ;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ;
4. Bills privés ;
5. Législation et lois expirantes ;
6. Comptes publics ;
7. Agriculture, immigration et colonisation ;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1905.
(*Document de la session No 2*).

L'honorable M. Roy, dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le trente-cinquième rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1905.
(*Document de la session No 4*).

Aussi, le rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1904 au 30 juin 1905.
(*Document de la session No 6*).

L'honorable M. Turgeon dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le rapport du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1905.
(*Document de la session No 3*).

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus comme suit par M. l'Orateur :

(*Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte*).

L.-A. JETTÉ.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.

(Document de la session No 11.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 18 janvier 1906.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 23 mars 1905, et approuvé par lui le 23 mars 1905, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative.

(Document de la session No 12.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 18 janvier 1906.

L.-A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

(Document de la session No 13.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 18 janvier 1906.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : L'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaire-trésoriers des corporations municipales, au Secrétaire de la Province, en vertu de l'article 4618 S. R. P. Q.

(Document de la session No 17.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mai 1905, pour la production : 1. De tous documents et correspondance se rapportant aux droits de pêche sur la rivière Petite-Caspédia.

2. Tous documents et correspondance se rapportant à la location de trois milles chaque côté de l'embouchure de la dite rivière.

3. Correspondance échangée entre les citoyens de Black Capes et le gouvernement, la correspondance échangée avec la " Little Caspédia Salmon Club " se rapportant à la dite location.

(Document de la session No 18.)

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mai 1905, pour correspondance échangée entre M. J. J. Hill et le gouvernement au sujet des rivières Saint-Jean et Magpie.

(Document de la session No 14.)

Réponse à une adresse, en date du 19 mai 1905, demandant production de tous documents, correspondance, ordres en conseil, etc., entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du Pont Yule, sur la rivière Richelieu, depuis 1904.

(Document de la session No 15.)

Et, état indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Ed. VII, ch. 34) dans le cours de l'année fiscale 1904-1905, et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis.

(Document de la session No 16.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 19 janvier 1906.

M. l'Orateur présente à la Chambre le rapport du Bibliothécaire de la Législature, pour l'année 1905-1906, comme suit :

A L'Honorable Orateur et aux Honorables Membres

de l'Assemblée législative,

Le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1905-1906.

Dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'ouverture de la dernière session, c'est-à-dire depuis le 2 mars 1905, la bibliothèque s'est accrue d'environ 1,500 volumes, au moyen d'achats, d'échanges et de dons particuliers.

Parmi les collections les plus importantes acquises au cours de l'année 1905, se trouvent " l'Annuaire de la Noblesse de France ", en 61 volumes, " The Historians History of the World ", en 25 volumes, " The World's Best Histories ", en 62 volumes, une Encyclopédie Américaine en 16 volumes.

Ces dernières acquisitions contribueront à enrichir d'une façon assez notable le département de l'histoire du monde.

Le bibliothécaire a fait installer un certain nombre de petits meubles comme bibliothèques temporaires afin de pouvoir attendre le jour où la Province sera en position de construire un bâtiment pour y loger plus confortablement les 70,000 volumes de sa bibliothèque.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 69,250, et des brochures, 18,100.

Le tout humblement soumis,

N. E. DIONNE,

Bibliothécaire de la Législature

de la Province de Québec.

Québec, 18 janvier 1906.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Delâge.—La pétition de George W. Mitchell et autres, de Québec et ailleurs.

Par M. Décarie.—La pétition du révérend T. H. Lecours et autres, de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe, Montréal.

Par M. Dion.—La pétition de l'honorable T.-P. Pelletier et autres, de Trois-Pistoles.

Par M. Godbout.—La pétition de la révérende Sœur Marie-Victorine et autres, de Beauceville.

Par M. Morisset.—La pétition du révérend J. C. Auger et autres, de Dorchester.

Par M. Morin.—La pétition de la corporation de la cité de St-Hyacinthe.

Par M. Tanguay (Lac-St-Jean).—La pétition de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-St-Jean.

Par M. Stephens.—La pétition de Ed. Archibald et autres, de Montréal.

L'honorable M. Tessier dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1905.

(Document de la session No 5.)

L'honorable M. Prévost dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le rapport du Ministre de la Colonisation et des Travaux Publics pour l'année finissant le 30 juin 1905.

(Document de la session No 7.)

M. Côté, appuyé par M. Stephens, propose et il est—

Résolu :—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, comme suit :

A Son Honneur

L'honorable SIR LOUIS-AMABLE JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il lui a plu de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par l'honorable M. McCorkill, secondé par l'honorable M. Gouin, et—

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu,—Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer les voies et moyens de payer les subsides accordés à Sa Majesté.

Proposé par l'honorable M. Gouin, secondé par l'honorable M. Turgeon, et—

Résolu,—Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre.

Ordonné,—Que les honorables MM. Gouin, Turgeon, McCorkill, Robitaille, Kaine et LeBlanc et MM. Tellier, Décarie, Jobin, Mackenzie et Girard composent le dit comité.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi.

Lundi, 22 janvier, 1906.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes :

L'Asile de Ste-Brigitte, de la cité de Québec ; l'Hôpital Notre-Dame de Montréal ; l'Hospice de la Miséricorde ; l'Hospice de la Maternité et de la Crèche, Montréal, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde ; l'Hospice St-Jérôme ; l'Hospice du Sacré-Cœur de Sherbrooke ; l'Hôtel-Dieu de Nicolet ; l'Hôtel-Dieu de St-Joseph d'Arthabaska ; Salle d'Asile St-Joseph, Montréal ; l'Hôpital-Général de Sorel ; l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, de Québec ; "Ladies' Hebrew Benevolent Society" ; Sœurs de la Providence, Montréal ; "Church of England Female Orphan Asylum" ; l'Orphelinat et l'Hôpital de Valleyfield ; l'Hôpital St-Patrice de Montréal ; "The Sheltering Home", Montréal ; "Finlay Asylum", Québec ; "Hervey Institute" ; l'Hôpital de Fraserville ; "Montreal St-Bridget's Refuge" ; "Ladies' Protestant Home", Québec ; l'Hospice St-Antoine, de Longueuil ; "Women's Hospital", Montréal ; "Homeopathic Hospital of Montreal" ; l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi ; "Montreal Protestant Home of Industry and Refuge" et "Quebec Garrison Club", pour l'année 1905.
(Document de la session No 19)

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Caron (L'Islet).—La pétition de la corporation de la ville de Saint-Germain de Rimouski, et la pétition de la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

Par M. Côté.—La pétition de la "Sherbrooke Lumber Company".

Par M. Décarie.—La pétition de la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce-Ouest, et la pétition de "La Foncière", compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Par M. Tellier.—La pétition d'Eusèbe Asselin et autres, de Joliette.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De George W. Mitchel et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company".

Du révérend M. Lecours et autres, demandant l'autorisation de vendre certaine propriété de la paroisse de la Longue-Pointe.

De l'honorable Thomas P. Pelletier et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie "T. P. Pelletier".

De la révérende Sœur Marie-Victorine et autres, demandant une loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise.

De C.-J. Auger et autres, demandant une loi détachant certaines parties des paroisses du comté de Dorchester, pour ériger une paroisse nouvelle sous le nom de Saint-Nazaire.

De la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, demandant des amendement à sa charte,

Et d'Ed. Archibald et autres, demandant une loi constituant en corporation l'église "Messiah", de Montréal, et ratifiant une certaine vente de propriété faite par la dite église.

M. Girard présente le premier rapport du comité nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la Chambre qui se lit comme suit :

" Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu président M. Girard.

Ordres permanents :—Les honorables MM. LeBlanc, Robitaille, Tessier (Rimouski), MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (L'Islet), Champagne, Chauret, Godbout, Duhamel, Dupuis, Mackenzie, Pelletier, Perrault, Pilon, Smith et Tellier.

Bills privés :—Les honorables MM. LeBlanc, McCorkill, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraka), Tessier (Rimouski), Turgeon ; MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Blouin, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Carter, Champagne, Chauret, Côté, Daignault, D'Auteuil, Delège, Duhamel, Dupuis, Fiset, Godbout, Gendron, Giard, Girard, Gosselin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemieux, Lemay, Mackenzie, Morin, Mousseau, Neault, Panet, Pelletier, Perrault, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Stephens, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny, Walker et Walsh,

Agriculture et immigration :—Les honorables MM. Tessier (Rimouski), Turgeon ; MM. Bissonnette (Montcalm), Bernard, Bergevin, Blanchard, Cardin, Caron, (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Daignault, Décarie, Dion, Delège, Dorris, Duhamel, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Gillies, Godbout, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), Lacombe, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Mousseau, Morisset, Morin, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny et Walker.

Comptes publics :—Les honorables MM. Turgeon, Gouin, Kaine, LeBlanc, McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski) ; MM. Bergevin, Cardin, Carter, Chauret, D'Auteuil, Décarie, Delège, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin Kelly, Lafontaine (Maskinongé), Laferté, Langlois, Lemieux,

Morin, Neault, Ouellette, Perrault, Roy (Saint-Jean), Roy (Montmagny), Stephens, Tanguay (Wolfe), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Taschereau, Tourigny et Walker.

Chemins de fer et canaux :—Les honorables MM. Gouin, Kaine, LeBlanc, McCorkill, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon ; MM. Blouin, Bernard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Carter, Caron (Matane), Champagne, Cherrier, Côté, Daignault, D'Auteuil, Décarrie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Gendron, Giard, Gillies, Girard, Gosselin, Jobin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Laferté, Langlois, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Neault, Ouellette, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Smith, Stephens, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Trois-Rivières) et Walker.

Industries :—Les honorables MM. Kaine, McCorkill, Turgeon ; MM. Blouin, Bernard, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Carter, Côté, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin, Jobin, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morisset, Mousseau, Morin, Neault, Petit, Smith, Stephens, Tourigny.

Privilèges et élections :—Les honorables MM. Gouin, LeBlanc, McCorkill, Robitaille, Prévost, Turgeon ; MM. Champagne, Duhamel, Girard, Lafontaine (Maskinongé), Mackenzie, Tellier, Tessier (Trois-Rivières).

Législation et lois expirantes :—Les honorables MM. Gouin, LeBlanc, McCorkill, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski), Turgeon ; MM. Carter, Champagne, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Duhamel, Dupuis, Godbout, Lacombe, Mackenzie, Morin, Mousseau, Panet, Roy (Montmagny), Roy (Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Tessier (Trois-Rivières).

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre :—L'Etat des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts refondus de la Province de Québec, et préparé par l'Auditeur de la Province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 20 mai 1905 et l'ouverture de la session suivante le 18 janvier 1906.

ET/AT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts Refondus de la Province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 20 mai 1905, et l'ouverture de la session suivante le 18 janvier 1906, et préparé par l'Auditeur de la province tel que requis.

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
3	<p><i>Agriculture :</i></p> <p>Sociétés d'Agriculture :</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au Département de l'Agriculture de rembourser un montant payé temporairement à même le crédit de la Législature No 73, cédula B de la loi 4 Ed, VII., Chap. 1, en vertu de l'Ordre-en-Conseil No 244 du 20 avril 1903, pour l'achat et l'importation de chevaux belges, dont le coût aurait dû être imputé à l'item " Sociétés d'Agriculture " du budget de l'année courante, le crédit à cette fin étant alors épuisé, et vu qu'il est maintenant nécessaire que cette dépense soit régularisée et imputée au service qu'il appartient</p>	339	7 juin 1905...	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	
4	<p><i>Administration de la Justice, etc. :</i></p> <p>Administration de la Justice :</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de défrayer les dépenses de l'administration de la Justice pour l'année courante, le crédit voté à cette fin étant insuffisant.....</p>	410	30 juin 1905....	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	

ETAT des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des Statuts Refondus de la Province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 20 mai 1905 et l'ouverture de la session suivante le 18 janvier 1906, et préparé par l'Auditeur de la province tel que requis.—*Suite.*

Nos.	SERVICE.	RAPPORTS DU CONSEIL.			MANDATS SPÉCIAUX.		
		Nos.	Dates.	Montants.	Montants.	Dépenses.	Balances.
5	<i>Colonisation et Travaux publics:</i> Travaux publics : (Ordinaires). Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier de rencontrer les dépenses se rapportant aux Travaux publics pour l'année courante, les crédits votés pour ce service étant insuffisants, viz. : Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général.. \$ 8,732 63 Inspections, explorations, etc..... 866 97	432	30 juin 1905...	9,599 60	9,599 60	9,384 42	215 18
6	<i>Agriculture :</i> Cercles agricoles : Montant requis d'urgence pour permettre au Département de l'Agriculture de faire honneur aux engagements suivants, le budget pour l'année courante ne contenant pas de crédit voté à cette fin, viz. : Aide à l'école d'économie domestique de Saint-Paschal, construction d'un pont à Armagh, comté de Belle Chasse, un pont à Saint-Raphaël, même comté, et paiement de certains dommages causés par la grêle à Saint-Romain de Winslow.....	416	30 juin 1905...	4,537 23	4,537 23	4,537 23	.....

7	<i>Asile d'aliénés :</i>	Asile d'aliénés, y compris transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes :					
		Montant requis d'urgence pour permettre au Trésorier d'acquitter les comptes se rapportant au service des asiles d'aliénés pour l'année finissant le 30 ^e jour de juin courant, les crédits votés pour ce service pour la dite année étant insuffisants.....	432 ^a 30 juin 1905...	65,000 00	65,000 00	64,590 54	409 46
1	<i>Services divers :</i>	Bal à S. A. R. le Prince de Battenberg et aux officiers de la seconde escadre, etc., etc. Montant requis d'urgence afin de permettre au Trésorier de rencontrer les dépenses encourues à l'occasion du bal donné dans la bâtisse de l'Assemblée législative le 14 août dernier en l'honneur de S. A. R. le Prince de Battenberg et des officiers de la seconde escadre et aussi à l'occasion de certaines réceptions qui ont été données en leur honneur à Spencer Wood, et de plus pour rencontrer les dépenses encourues dans le mois suivant à l'occasion de la réunion des membres du synode protestant tenu à Québec, le budget pour l'exercice financier courant ne contenant aucun crédit à cette fin.....	644 11 octobre 1905.....	3,875 89	3,875 89	3,875 89	624 64
			.....	107,012 72	107,012 72	106,388 08	

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR, — Bureau de l'Auditeur.

Québec, 20 janvier 1906.

A. H. VERRET, Auditeur de la Province.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (No 150) amendant le Code de procédure civile en ajoutant l'article 135a.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 13) amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill No (14) amendant la loi des cités et des villes, 1903, concernant les états transmis au Secrétaire de la province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 15) amendant l'article 639 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 3) abolissant la mort civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 9) amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 23 janvier 1906.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin.—La pétition de John Forman et autres, de Montréal.

Par M. Carter.—La pétition du "Montefiore Club", de Montréal ; la pétition de la corporation de la cité de Montréal ; la pétition du Collège et de l'Université McGill, de Montréal ; la pétition de Sir George A. Drummond, de Montréal ; la pétition de Lawrence M. Lambe, d'Ottawa ; la pétition de la "Montreal Street Railway Company" ; la pétition de "The Trafalgar Institute", de Montréal ; et la pétition de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien et de la cité de Montréal.

Par M. Chauret.—La pétition des Révérendes Sœurs de Sainte-Anne, de Lachine ; et la pétition de M. Brayer dit St-Pierre et autres, de Montréal.

Par M. Décarie.—La pétition de Jos. N. Décarie et autres, de Montréal ; la pétition de J. L. Dafeur et autres, de Montréal ; la pétition de la corporation du village du Boulevard Saint-Paul ; la pétition de Demoiselle Emélie Lacombe et autres, de Notre-Dame des Neiges-Ouest ; et la pétition du "Crédit municipal canadien," de Montréal.

Par M. Girard.—La pétition de N. Vasseur et autres, de Saint-Pie, Bagot.

Par M. Jobin.—La pétition de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte, de Québec.

Par M. Mackenzie.—La pétition de la "Drummond and Yamaska Mutual Fire Assurance Company."

Par M. Roy (Montmagny).—La pétition de Georges G. Burnett et autres, de Québec.

Par M. Taschereau.—La pétition de la "Royal Trust Company", de Montréal, et la pétition de la Révérende Dame Maria Lahaye et autres, de Sainte-Anne de Beaupré.

Par M. Tanguay (Lac-Saint-Jean).—La pétition de l'honorable R. Turner, de Québec.

Par M. Walker.—La pétition de James Fortune, d'Huntingdon.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qu'il se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi P. J. L. Bissonnette, écr., (Montcalm), pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

• M. Caron (Matane), du comité des industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Blouin son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, canaux, etc., présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Gillies son président et recommande que son quorum soit réduit à dix membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a choisi L. A. Taschereau, écr., pour son président et recommande à votre honorable Chambre que le quorum du dit comité soit réduit à quinze membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Gouin, du comité de législation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Gouin son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Turgeon, du comité d'agriculture, de colonisation et d'immigration, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable A. Tessier comme son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. McCorkill, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. McCorkill comme son président et recommande que son quorum soit réduit à vingt membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Champagne, du comité des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu M. Champagne son président et recommande que son quorum soit réduit à six membres.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Gouin, propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera mardi, le 23 janvier courant, elle s'ajourne à mercredi le 24 janvier courant, à onze heures de l'avant-midi.

Et que, lorsque la Chambre s'ajournera mercredi prochain, elle s'ajourne à lundi, le 29 janvier courant, à trois heures de l'après-midi.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Langlois.—1. Combien d'exemplaires de l'ouvrage de M. C. J. Magnan : “ Honneur à la province de Québec ” le gouvernement a-t-il achetés, depuis sa publication ?

2. A quel prix l'exemplaire ?

3. A qui ont-ils été distribués ?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de donner de nouvelles commandes à M. Magnan pour cet ouvrage ?

5. Le gouvernement a-t-il eu l'occasion de constater, ou de faire constater si “ Honneur à la province de Québec ” est un livre qui contient des inexactitudes, des erreurs et des chiffres fantaisistes sur l'instruction publique dans notre province ?

6. Dans la négative, qu'entend-il faire à ce sujet ?

7. Quels sont les 116 couvents et les 72 écoles de Frères qui ne communiquent aucun renseignement au Bureau de l'instruction publique, et dont il a fait mention à la page 8 et aux pages suivantes dans “ Honneur à la province de Québec ” ?

-
- Réponse par l'honorable M. Roy :—1. 400 exemplaires, le 12 mars, 1903.
2. 20cts l'exemplaire.
3. Il en a été distribué aux membres de l'Assemblée législative et du Conseil législatif ; il n'y a pas eu d'autre distribution régulière.
4. Non.
5. et 6. Le gouvernement laisse aux lecteurs de juger du mérite de cet ouvrage.
7. Le gouvernement ignore à quels couvents et à quelles écoles M. Magnan réfère à la page 8 de son ouvrage.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 24 janvier 1906

Onze heures A. M.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin.—La pétition de Raymond Belleau, de Lévis.

Par M. Décarie.—La pétition de Robert Mackay et autres, de Montréal.

Par M. Jobin.—La pétition de A. Jobin et autres, de Québec.

Par M. Lacombe.—La pétition de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Par M. Langlois.—La pétition de Joseph E. W. Lecours et autres, de Montréal.

Par M. Petit.—La pétition de la Révérende Dame Louise Giboin et autres, de Chicoutimi.

Par M. Walsh.—La pétition de T. N. Malone et autres, de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la ville de Saint-Germain de Rimouski, demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, demandant une loi amendant sa charte.

De la " Sherbrooke Lumber Company ", demandant une loi la constituant en corporation.

De Notre-Dame-de-Grâces-Ouest, demandant une loi la constituant en municipalité de ville.

De " La Foncière ", compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, demandant des amendements à sa charte.

Et, de Eusèbe Asselin et autres, demandant une loi autorisant les habitants catholiques romains de Saint-Charles Borromée de Joliette à aider la corporation épiscopale de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

M. Champagne, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

" Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De George W. Mitchell et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company";

De l'honorable Thomas-P. Pelletier et autres, demandant une loi constituant en corporation la compagnie T.-P. Pelletier;

Et de la Révérende Sœur Marie-Victorine et autres, demandant une loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise".

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un bill (No 50) constituant en corporation la compagnie T.-P. Pelletier.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (No 32) constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (No 90) constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Co".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 149) amendant l'article 33 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Gouin propose, secondé par l'honorable M. LeBlanc, et il est—

Résolu,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi, à l'occasion des funérailles de l'honorable Raymond Préfontaine, ministre de la Marine et des Pêcheries du Canada, et en hommage à sa mémoire.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 29 janvier 1906

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu comme suit par M. l'Orateur :

(Tous les membres de la Chambre étant debout, tête découverte).

L.-A. JETTÉ,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône et je vous en remercie bien sincèrement.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 29 janvier 1906.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes :

L'Hospice des Sœurs de la charité de Saint-Thomas de Montmagny ; la Salle d'asile de Saint-Jean d'Iberville ; l'Hôpital Saint-Jean, à Saint-Jean d'Iberville ; Sœurs de charité de l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis ; l'Hospice des Sœurs de la charité de Rimouski ; l'Hospice des Sœurs de la charité de Québec ; l'Orphelinat des Sœurs de la charité, de Québec ; l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe ; l'Association des Dames Charitables de Québec et l'Hospice des Sœurs de la charité de Québec, pour l'année 1905.

(Document de la session No 19).

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Blouin.—La pétition de la corporation de la ville de Lévis.

Par M. Chauret.—La pétition de la corporation de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Par M. Décarie.—La pétition de Joseph Dion, de Sainte-Thérèse de Blainville, Terrebonne ; la pétition de la corporation de la ville d'Outremont ; la pétition de J. C. H. Dussault et autres, de Montréal ; la pétition de J. A. Mercier et autres, de Montréal ; et la pétition de Maurice-R. de Meslé et autres, de Montréal.

Par M. Delâge.—La pétition de M. S. Delisle et autres, de Québec.

Par M. Dion.—La pétition de la corporation de la ville de Fraserville.

Par M. Godbout.—La pétition de la "Quebec Central Railway Company."

Par M. Mackenzie.—La pétition de la "Lotbiniere Lumber Company."

Par M. Stephens.—La pétition de la "Financial Corporation"; et la pétition du bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Par M. Taschereau.—La pétition de la "Paquet Company, Limited."

Par M. Tessier (Trois-Rivières).—La pétition de la "North Shore Power Company."

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De John Forman et autres demandant de les constituer en corporation ;

De "The Montefiore Club" demandant une loi augmentant ses pouvoirs ;

De la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

De l'Université McGill demandant une loi déclarant certains collèges situés en dehors de la province de Québec, collèges affiliés à l'Université McGill ;

De Sir George A. Drummond demandant une loi ratifiant un acte de donation, et pour autres fins ;

De Lawrence M. Lambe et autres demandant une loi ratifiant un certain acte de vente ;

De "The Montreal Street Railway Co." demandant des amendements à sa charte ;

De "The Trafalgar Institute", demandant des amendements à sa charte ;

De la compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien, demandant de ratifier certains arrangements faits avec la cité de Montréal ;

De la communauté des Sœurs de Sainte-Anne, pour faire ratifier un acte de convention passé avec MM. les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève et les commissaires d'école de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1 ;

De MM. Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils, demandant une loi ratifiant un acte de transaction passé entre eux ;

De M. Joseph N. Décarie et autres demandant une loi autorisant le partage de la succession de Félix Décarie ;

De M. J.-L. Lafleur et autres, demandant une loi constituant en corporation la Cie des Boulevards de l'Île de Montréal ;

Du village du Boulevard Saint-Paul, de Montréal, demandant certains pouvoirs ;

De Demoiselle Emilie Lacombe et autres, demandant une loi à l'effet de changer certaines dispositions du testament de feu Simon Lacombe ;

Du Crédit Municipal Canadien demandant des amendements à sa charte ;
De N. Vasseur et autres demandant une loi constituant en corporation la municipalité de l'Espérance ;

De l'Association de l'asile " Sainte Brigitte " demandant une loi lui permettant de se fusionner avec la congrégation des catholiques de langue anglaise de Québec ;

De la " Richmond, Drummond, Yamaska Mutual Fire Assurance Co. " demandant une loi à l'effet d'étendre ses pouvoirs ;

De Georges G. Burnett et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Sovereign Fire Assurance Co. " ;

De la " Royal Trust Co. ", demandant d'augmenter ses pouvoirs ;

De la Révérende Dame Marie Lahaye et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ordre du Très Saint-Rédempteur ;

De l'honorable R. Turner et autres, demandant une loi amendant la charte du chemin de fer Québec et Baie James ;

De James Fortune, de Huntingdon, demandant une loi permettant à l'Association Pharmaceutique de l'admettre au nombre de ses membres.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que le troisième paragraphe de la 58ième Règle de cette Chambre soit suspendu jusqu'à jeudi prochain, inclusivement, pour la présentation des pétitions pour bills privés.

Résolu,—Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Turgeon, Roy, Robitaille et Tessier, et de MM. Blanchard, Cardin, Champagne, Cherrier, Chauret, Délage, Morin, Décarie, Lacombe, Tellier, Pelletier, Lemay, Roy (St-Jean), Walker, Mackenzie, Perrault, Bissonnette (Montcalm), Duhamel, Dupuis, Caron (l'Islet), Taschereau, Gendron, Lafontaine (Berthier), Tanguay (Wolfe), Smith et Ouellette, soit nommé pour prendre en considération les divers amendements à être faits au Code municipal.

Ordonné,—Que M. Tessier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un Bill (No 148) amendant l'article 1064 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Caron (l'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 142) amendant la loi de l'Instruction publique en ajoutant l'article 35a.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (50) constituant en corporation la compagnie " T. P. Pelletier. "

Bill (32) constituant en corporation " Les Sœurs de Saint-François d'Assise. "

Le bill (90) constituant en corporation " The Quebec Northern Railway Co " est, aussi, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Perrault.—1. Quels sont les frais occasionnés à la province par la collection de la taxe spéciale sur les opérations de bourse depuis le 30 juin 1905, en vertu de l'acte 5 Ed. VII, ch. 15 ?

2. Quelles sont les recettes provenant de la collection de cette même taxe ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : —1. \$1,715.21, y compris l'ameublement du bureau.

2. \$13,289.74.

Par M. Perrault.—1. L'honorable Trésorier de la Province est-il en état de faire rapport à cette Chambre que les compagnies de chemin de fer se sont soumises, depuis le 30 juin 1905, aux dispositions des lois 58 Vic., chap. 6 et 1 Ed. VII, chap. 2, quant à la taxe sur les subventions, tel que promis dans le discours sur le budget, en date du 25 avril 1905 ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—Conformément à 58 Victoria, chapitre 6, La Compagnie du Grand-Tronc \$1,791.77 ; Le Québec Central \$10,647.82. Conformément à 1 Ed. VII, chap. 2 : La Compagnie du Grand-Tronc \$516.45.

Par M. Perrault.—Quel est le montant de la taxe perçue par le département du Trésor, depuis le 30 juin 1905, en vertu de l'article 3 de la loi 5 Ed. VII, chap. 14, amendant la loi des licences ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :—\$7,525.00.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir, amender ou abroger l'article 3 de la loi 5 Ed. VII, chap. 14, au sujet des licences ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : A l'étude.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir, amender ou abroger la loi 5 Ed. VII, chap. 15, au sujet des transferts d'actions, etc ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : A l'étude.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer le système de paiement d'allocations spéciales aux employés permanents du service civil, en sus de leur salaire régulier ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Sous considération.

Par M. Langlois.—1. Quel est le nombre des institutrices non brevetées qui enseignent dans les écoles de la province de Québec ?

2. Quelle est la moyenne de leur traitement, par mois ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

	Instituteurs laïques non brevetés.		Instituteuses laïques non brevetées.		Par mois.
	Nombre.	Traitement moyen.	Nombre.	Traitement moyen.	
Catholiques.....	16	\$ 420 00	830	\$ 93 00	9 30
Protestants.....	19	607 00	286	158 00	15 80
Totaux et moyennes des traitements	35	521 00	1,116	109 00	\$ 10 90

Par M. Langlois.—Quel a été le montant total dépensé par le gouvernement pour les écoles d'agriculture dans la province de Québec, depuis 1896 ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : \$230,477.11.

Par M. Langlois.—Y a-t-il, ainsi que l'affirme M. C.-J. Magnan, à la page 8 et suivantes, dans "Honneur à la province de Québec", 116 couvents et 72 écoles de Frères qui ne communiquent aucun renseignement au département de l'instruction publique ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Les maisons d'éducation indépendantes non subventionnées n'ont transmis, à venir jusqu'à ce jour, au départe-

ment de l'instruction publique, aucun renseignement ou rapport officiel et, il est, en conséquence, impossible de répondre à cette question.

Par M. Langlois.—Quel est le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905, pour l'impression des rapports des départements et des documents de la Chambre ?

Réponse par l'honorable M. Roy : \$43,778.14.

Le département de l'Agriculture n'a pas reçu le compte de l'imprimeur pour l'impression de son rapport, et le coût de telle impression devra être ajouté à la somme ci-dessus.

M. Caron (L'Islet), propose, appuyé par M. Dion, et il est—

Ordonné,—Que l'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (149) loi amendant l'article 33 du Code municipal, soit rescindé.

Ordonné,—Que le dit bill soit renvoyé au comité du Code municipal.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les réserves forestières de la chasse et de la pêche, dans la Gaspésie.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Prévost, et il est—

Résolu,—Que, mercredi prochain, la Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes, appartenant à la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 14) amendant la loi des cités et des villes, 1903, concernant les états transmis au Secrétaire de la Province.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Robitaille fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu, la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Tessier, dépose sur le bureau de la Chambre :—Le rapport annuel de la société de Pomologie et de culture fruitière de la Province de Québec, pour 1904, et le vingt-troisième rapport de la Société d'industrie laitière de la province de Québec, pour 1904.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 30 janvier 1906.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Bergevin.—La pétition de la " Imperial Trust Company " ; et la pétition de la Révérende Dame M. L. Lemoyne et autres, de Salaberry de Valleyfield.

Par M. Décarie.—La pétition de Suzan M. Whitney et autres, de Montréal.

Par M. Langlois.—La pétition de J. C. Heintz et autres, de New-York, E. U.

Par M. Roy (Montmagny).—La pétition de la corporation du comté de Lévis ; la pétition de Sévère L. Perron, du Cap-Santé, Portneuf ; la pétition de Alfred Hardy, de Rimouski ; la pétition de François Richer-Lafèche, d'Arthabaska ; et la pétition de Ernest Bourgouin, de Bonaventure.

Par M. Taschereau.—La pétition de G. E. Amyot et autres, de Québec ; et la pétition de G. E. Amyot et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues, savoir :

De Raymond Belleau, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De M. Robert MacKay et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Southern Electric Co ", et pour d'autres fins ;

D'Albert Jobin et autres, demandant une loi amendant la charte de la cité de Québec ;

De l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph-Edouard W. Lecours et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Ecole de Pharmacie de l'Université Laval, à Montréal ;

De Louise Giboin et autres demandant une loi constituant en corporation Les Servantes du Très Saint-Sacrement ;

Et de Timothy W. Malone et autres, demandant une loi érigeant en municipalité scolaire séparée, la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De l'église “ Messiah ” ;

De l'Ordre du Très-Saint Rédempteur, demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation ;

D'Eusèbe Asselin et autres, demandant une loi autorisant les habitants catholiques romains de Saint-Charles Borromée de Joliette, à aider la corporation épiscopale de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette ;

De Sir George A. Drummond, demandant une loi ratifiant un acte de donation et pour autres fins ;

De L. M. Lambe et autres, demandant une loi ratifiant un certain acte de vente ;

De Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et de Magloire Brayer dit St-Pierre, fils, demandant une loi ratifiant un acte de transaction passé entre eux ;

De l'association de l'Asile Sainte-Brigitte, demandant une loi lui permettant de se fusionner avec la Congrégation des Catholiques de langue anglaise de Québec ;

De James Fortune, d'Huntingdon, demandant une loi permettant à l'association pharmaceutique à l'admettre au nombre de ses membres ;

De la Compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé ;

De “ The Montefiore Club ” ;

De “ The Montreal Street Railway ” ;

De “ The Trafalgar Institute ” ;

Du Crédit Municipal Canadien ;

Et de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu “ Richmond, Drummond & Yamaska ”, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.”

Ordonné,—Que M. Jobin ait la permission de présenter un Bill (No 12) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que les amendements constituant en corporation l'association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walker ait la permission de présenter un Bill (No 31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (No 52) augmentant les pouvoirs de la “ Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 55) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (No 41) incorporant l'église Messiah (*Unitarian*) de Montréal, et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par la dite église.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse Saint-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 80) ratifiant l'acte d'une donation de certaine propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la " Royal Trust Company ", comme fidéicommissaire, pour l'établissement d'un asile pour les incurables, etc.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robertson.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 37) concernant le Club Montefiore.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un Bill (No 53) amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint Rédempteur.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (No 147) relatif au maintien de l'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et places publiques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 145) amendant l'article 291 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 146) amendant les articles 2098 et 2152a du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—Quel montant a été dépensé par le gouvernement en 1904-1905 pour l'amélioration des routes rurales ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—\$18,750.58 par le département de l'agriculture.

Par M. Langlois.—Quel est le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905, pour abonnements aux journaux, revues et autres publications?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Le montant total payé par le gouvernement en 1904-1905 pour abonnements est mentionné aux comptes publics soumis à cette Chambre depuis l'ouverture de la session.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Bissonnette (Montcalm) et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre :

Copie de l'ordre en conseil du 30 juin 1897, autorisant un emprunt temporaire de \$700,000.00 au taux d'intérêt de $3\frac{1}{8}$ tel qu'il appert à la page 16, tableau No 3 des comptes publics de 1898.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un Ordre de la Chambre en date du 2 mai 1905, pour production d'un état démontrant : 1. Quels comtés, en vertu de la section 7, chapitre 110 des Statuts refondus du Bas-Canada, (telle que reproduite dans l'article 2744 des Statuts refondus de la province de Québec) ont droit à la somme de \$1,200 chacun, à même le fonds municipal du Bas-Canada (devenu le fonds des municipalités de la province de Québec), avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts, ont été payés, établissant, séparément, ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts et ceux qui ne les ont pas reçus.

2. Quels comtés, en vertu de la section 8, de l'acte ci-haut mentionné, reproduite dans l'article 2745 des Statuts refondus de la province de Québec, ont droit à la somme de \$600 chacun, à même le fonds ci-dessus, avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi ont été payés, établissant, séparément, ceux qui ont reçu l'octroi et ceux qui ne l'ont pas reçu.

(Document de la session No 20.)

Et réponse à un Ordre de la Chambre en date du 4 mars 1905, pour production du compte détaillé de la Banque de Montréal, en rapport avec l'item \$24,253.83, à la page 73 des comptes publics de 1904, (version française), intitulé : " intérêt sur avances." (Document de la session No 21.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 31 janvier 1906.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables messieurs Chapais, de Boucherville, Girouard, Gosselin, Lanctôt, Mathieu, Rolland, de Varennes et Ward.

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Carter.—La pétition du "Protestant Hospital of the Insane", de Montréal.

Par M. Lacombe.—La pétition de E. L. Ethier et autres, de Montréal.

Par M. Lemieux.—La pétition de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la ville de Lévis demandant une loi pour refondre et reviser sa charte ;

De la ville de Sainte-Anne de Bellevue demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph Dion demandant une loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion ;

De la ville d'Outremont demandant des amendements à sa charte ;

De Joseph C. H. Dussault et autres, demandant une loi constituant en corporation le Club Viger ;

De J. A. Mercier et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association Athlétique d'Amateurs Nationale ;

De Maurice R. de Meslé et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec ;

De S. Delisle et autres, demandant une loi constituant en corporation "The Portneuf County Railway Co." ;

De la ville de Fraserville demandant des amendements à sa charte ;

Du "Quebec Central Railway", demandant des amendements à sa charte ;

De la "Lotbinière Lumber Co.", demandant une loi ratifiant un acte de vente et transport d'E.-William Tobin et Frank-N. McCrea à la "Lotbinière Lumber Co." ;

De la "Financial Corporation", demandant une loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71 ;

Du bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant l'émission d'obligations ;

De la "Paquet Company, Limited," demandant une loi l'autorisant à émettre des obligations, et pour augmenter ses pouvoirs ;

De la "North Shore Power Co." demandant des amendement à sa charte.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De Louise Giboin et autres, demandant une loi constituant en corporation "Les Servantes du Très-Saint-Sacrement" ;

De la ville de Saint-Germain de Rimouski demandant des amendements à sa charte ;

De la communauté des Sœurs de Sainte-Anne demandant une loi ratifiant un acte de convention passé entre MM. les curé et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève et les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève, No. 1."

M. Duhamel, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

"Votre comité a élu M. Duhamel son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres".

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est

Résolu,—Qu'un comité spécial, composé des honorables Messieurs Gouin, Turgeon, McCorkill, Tessier, Prévost, LeBlanc, et de messieurs Tellier, Perreault, Dupuis, Tessier (Trois-Rivières), Champagne, Gillies, Cardin, Chauret, Roy (Montmagny), soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque, et qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à Leurs Honneurs la proposition ci-dessus.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informant Leurs Honneurs que les Honorables Messieurs Gouin, Turgeon, McCorkill, Roy, Robitaille, LeBlanc, et Messieurs Champagne, Tellier, Giard, Perrault, Delâge, Lacombe et Walker agiront, de la part de cette Chambre, comme membres du dit comité des impressions.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Proposé par l'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et—

Ordonné,—Que le nom de M. Mousseau soit ajouté à ceux des membres des comités des chemins de fer et du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Petit ait la permission de présenter un Bill (No 36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (Matane) ait la permission de présenter un Bill (No 86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Caron (L'Islet) ait la permission de présenter un Bill (No 38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un Bill (No 7) concernant les syndicats d'élevage.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Delâge.—1. Quel est le nombre des municipalités scolaires qui, depuis l'année 1895 à l'année 1905, inclusivement, ont demandé à l'honorable Secrétaire de la province l'approbation des plans des maisons d'écoles qu'elles ont construites?

2. Quelle est la valeur approximative et moyenne des dites maisons d'écoles?

3. Est-il à la connaissance de l'honorable Secrétaire de la province que ces municipalités scolaires se sont conformées ou non aux exigences de la loi et des règlements du Conseil de l'Instruction publique, en pareil cas?

Réponse par l'honorable M. Roy :

Maisons construites en	1895	.....	194	maisons.	
“	“	1896	.....	164	“
“	“	1897	.....	151	“
“	“	1898	.....	154	“
“	“	1899	.....	163	“
“	“	1900	.....	203	“
“	“	1901	.....	153	“
“	“	1902	.....	211	“
“	“	1903	.....	247	“
“	“	1904	.....	187	“

2. Moyenne \$800.

3. Généralement.

Par M. Delâge.—1. En quelle année le bureau central des examinateurs catholiques de cette province a-t-il été établi et par quel gouvernement?

2. A la demande de qui le gouvernement a-t-il établi ce bureau central?

3. Quelle institution similaire le bureau central des examinateurs catholiques a-t-il remplacée?

4. Quels sont les membres qui composent actuellement le bureau central des examinateurs catholiques ?

5. Quelles sont les dépenses qu'occasionne au gouvernement le bureau central des examinateurs catholiques de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. En 1897, par le gouvernement Flynn et définitivement organisé par le gouvernement Marchand.

2. A la demande du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

3. Les bureaux d'examineurs locaux, au nombre de 28.

4. Mgr J.-C.-K. Laflamme, président ; M. le chanoine G. Dauth, vice-recteur de l'Université Laval à Montréal ; M. l'abbé P.-J.-A. Lefebvre, supérieur du Séminaire de Sherbrooke ; M. l'abbé J.-A. Vincent, professeur au collège de Valleyfield ; John Tompkins, professeur au collège de Montréal ; M. Calixte Brault, inspecteur d'écoles ; MM. John Ahern, C.-J. Magnan, Chs.-A. Lefebvre, professeurs à l'Ecole Normale Laval ; M. J.-O. Casgrain, professeur à l'école Normale Jacques-Cartier, et M. J. N. Miller, secrétaire.

5. Aucune.

Par M. Delâge.—1. Combien de diplômes ont été accordés, chaque année, depuis l'année 1887 à l'année 1897, par les différents bureaux d'examineurs catholiques existant dans cette province ?

2. Combien de diplômes ont été accordés, chaque année, depuis l'année 1897 à l'année 1905, inclusivement, par le bureau central des examinateurs catholiques de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. En 1887-88	699
1888-89	459
1889-90	485
1890-91	857
1891-92	750
1892-93	744
1893-94	920
1894-95	1,472
1895-96	1,869
1896-97	1,535
Partie de 1897-98	661
2. En 1898-99	615
1899-00	849
1900-01	948
1901-02	941
1902-03	1,276
1903-04	1,122
1904-05	1,346
1905-06	1,220

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, signé de sa main.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (*les députés se tenant debout, tête découverte*) ainsi qu'il suit :

L. A. JETTÉ,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1907, conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre.
(*Document de la session No 1.*)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 31 janvier 1906.

Ordonné,—Que ce message ainsi que les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille sept cent cinquante-cinq piastres et quatre-vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolution à être rapportée.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Perrault fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu, maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se forme, de nouveau, en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Perrault rapporte, alors, du comité des subsides une résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille sept cent cinquante-cinq piastres et quatre-vingt-trois centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte de Québec, et, aussi, pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des Catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

Bill (31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.

Bill (37) concernant le Club Montefiore.

Bill (47) définissant les placements qui peuvent être faits des fonds de l'Institut Trafalgar et augmentant l'étendue de ses pouvoirs.

Bill (52) augmentant les pouvoirs de la " Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company ".

Le bill suivant est lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer :

Bill (53) amendant les lois concernant la " Montreal Street Railway Company ".

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse en date du 30 janvier 1906, demandant copie de l'ordre en conseil du 30 juin 1897, autorisant un emprunt temporaire de \$700,000.00 aux taux d'intérêt de 3½ tel qu'il appert à la page 16, tableau No 3, des comptes publics de 1898. (Document de la session No 22).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 1^{er} février 1906

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Gillies,—la pétition de O. Cherrier et autres, de Pontiac.

Par M. Lacombe,—la pétition du comité catholique des commissaires d'écoles de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De " l'Imperial Trust Co ", demandant des amendements à sa charte ;

De Marie-Louise Lemoyne et autres, demandant une loi constituant en corporation les " Pauvres Clarisses de Valleyfield " ;

De Suzan M. Whitney et autres, demandant une loi augmentant le salaire des administrateurs de la succession de James O'Brien ;

De John C. Heintz et autres, demandant une loi constituant en corporation la " North Eastern Railway Company " ;

De la corporation du comté de Lévis, demandant une loi amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22 ;

De Sévère L. Perron demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

D'Alfred Hardy demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De François Richer-Lafèche, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

D'Ernest Bourgouin, demandant une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen ;

De Géo. E. Amyot et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Quebec Paper Box Co. " ;

Et de Geo. E. Amyot et autres, demandant une loi constituant en corporation " The Dominion Corset Co. "

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des Ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De J. C. Auger et autres demandant une loi détachant certaines parties des paroisses du comté de Dorchester, pour ériger une paroisse nouvelle sous le nom de St-Nazaire ;

De la compagnie de chemin de fer du comté de Lévis ;

Du Club Viger ;

De l'Association Athlétique d'Amateurs Nationale ;

De l'Association des Opticiens de la Province de Québec ;

De la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf, demandant respectivement une loi les constituant en corporation ;

De la ville de Lévis ;

De la ville de Ste-Anne de Bellevue ;

De la ville de Fraserville ;

De la “ Financial Corporation ; ”

Et de la Compagnie Paquet, demandant, respectivement, des amendements à leur charte.”

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (No 57) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de “ Financial Corporation ” en celui de “ The Financial and Trust Corporation.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (No 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie, ait la permission de présenter un Bill (No 59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (No 60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie, ait la permission de présenter un Bill (No 91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 85) amendant la charte de la ville de Fraserville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Morisset ait la permission de présenter un Bill (No 75) détachant des municipalités de St-Léon de Standon et de St-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de St-Nazaire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Panet, ait la permission de présenter un Bill (No 56) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Portneuf.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Delège.—I. Quel est le nombre des instituteurs et des institutrices enseignant actuellement dans les écoles élémentaires, modèles et académiques de cette province ?

2. Quel est le nombre des instituteurs et des institutrices diplômés enseignant actuellement dans les écoles modèles et académiques de cette province

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. Instituteurs laïques.....	302
Institutrices laïques.....	6,593
Total des instituteurs et institutrices laïques.....	6,895
Instituteurs religieux.....	1,039
Institutrices religieuses.....	3,014
1 Total des instituteurs et institutrices religieux.....	4,053
Grand total des instituteurs et institutrices.....	10,948
2. Instituteurs laïques brevetés.....	267
Institutrices laïques brevetées.....	5,477
Total.....	5,744

Par M. Stephens.—Quelle est la superficie comprise dans la réserve de forêt connue sous le nom de Parc des Laurentides, et quelle est sa valeur approximative en bois de construction ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. Depuis le 1^{er} décembre 1905, la superficie du Parc National des Laurentides est de 3271 milles carrés. Avant cette date, elle était de 2,640.

2. Nous n'avons pas de rapport précis. Environ 7 billions de pieds, en outre des bois durs.

Par M. Stephens.—Combien de milles carrés de limites de bois a-t-on annuellement vendus pendant les dix dernières années, et quel en a été le montant réalisé ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Ces renseignements se trouvent aux pages 10 du rapport du ministre des Terres, Mines et Pêcheries, pour 1904, et 14 du rapport du ministre des Terres et Forêts pour 1905.

Par M. Stephens.—Combien de milles de limites de bois la province de Québec a-t-elle encore à vendre ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Approximativement 100,000 milles carrés.

Par M. Stephens.—Quel montant de revenu a-t-il été réalisé par l'exportation de la pulpe de bois durant l'exercice financier finissant le 30 juin 1905 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : La réponse à cette question se trouve à l'appendice No 12 du rapport du ministre des Terres et Forêts pour l'année 1905.

Par M. Perrault.—Quel est l'item des comptes publics de 1905 qui se trouve affecté par le déficit de \$42,704.18 annoncé à l'état No 22, page 284, comme étant le résultat des recettes et paiements faits par certains officiers attachés à l'administration de la justice ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

Le montant d'honoraires reçu d'après l'état No 22 page 284 des comptes publics, savoir : \$155,243.52 se compose des recettes suivantes, lesquelles se trouvent à la page 4 des comptes publics, savoir :

Honoraires judiciaires à l'exclusion des timbres.....	\$	5,646	02
Cette partie des \$211,471.90 perçue pour timbres judiciaires qui étaient émis pour honoraires judiciaires.....		149,597	50
		<u>\$155,243</u>	<u>52</u>

Le montant des paiements pour traitements et dépenses contingentes, savoir : \$197,947.70 ainsi qu'il appert au même état à la page 5 des comptes publics, comme suit :

Traitement des shérifs, anciens districts.....	\$	32,412	91
Protonotaires, Greffiers des Cours de circuit, de la Couronne, de la Paix et de la Cour d'appel, anciens districts, savoir :			
Traitements	\$151,388	87	
Dépenses contingentes	14,145	92	
		<u>\$165,534</u>	<u>79</u>
		<u>\$197,947</u>	<u>70</u>

dont on trouvera les détails aux pages 124 et 125 des comptes publics.

Par M. Perrault.—Quel est l'item dans la colonne des dépenses des comptes publics de 1905, qui correspond à l'item \$10,975.29, dans la colonne des recettes, mentionné à la page 4, comme reçu et déboursé par les shérifs ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Item " Paiements par les shérifs de collections faites par eux," comptes publics 1904-05, page 13.

Par M. Perrault.—Les treize dépôts spéciaux et les quinze comptes courants en diverses banques mentionnés aux pages 2 et 3 des comptes publics, état No 1, au montant total de \$289,738.74, rapportent-ils un intérêt quelconque ?

2. Dans l'affirmative, à quelle page des comptes publics ces intérêts sont-ils détaillés ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Quelques-uns portent intérêt.
2. Aucun détail n'est donné dans les comptes publics.

Par M. Perrault.—1. Depuis 1896 les livres du département du Trésor ont-ils été audités par une ou plusieurs personnes désintéressées, autres que les officiers recevant un traitement annuel ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par qui ?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du gouvernement de faire auditer ces livres annuellement par un comptable désintéressé et n'étant pas un employé permanent ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Non ; 2. Réponse donnée ci-dessus ; 3. Non.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il quelque raison spéciale pour ne pas collecter tout l'intérêt à $3\frac{1}{2}\%$ sur le placement de \$34,991.25 fait à la Banque de Montréal, Québec, à la page 18 des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : L'intérêt sur ce dépôt est payé, semi-annuellement, le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année. Le 1^{er} mars 1905 le dépôt était de \$29,791.25, et il a été augmenté le 30 juin 1905 de \$5,200 sur lequel l'intérêt sera payé le 1^{er} septembre 1906.

Par M. Perrault.—1. A quelle date des années 1904 ou 1905 le département du Trésor a-t-il fait un dépôt additionnel de \$60,000 à la Banque Provinciale du Canada, Montréal, en sus des \$50,000 déjà mentionnées à la page 19 des comptes publics de 1904 ?

2. A quel taux d'intérêt ce dépôt est-il fait ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. 23 avril 1904.

2. Quatre pour cent.

Par M. Perrault.—Quel est le taux d'intérêt payé par la Banque de Montréal, Québec, sur le placement de \$29,791.25, à la page 19 des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Voir page 18 des comptes publics.

Par M. Perrault.—Quel est le taux d'intérêt payé par la Banque de Québec, sur le placement de \$64,000 à la page 19 des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Voir page 18 des comptes publics.

Par M. Perrault.—A quelle date des années 1904 ou 1905, le département du Trésor a-t-il réduit le dépôt de \$89,000 à \$64,000 à la Banque de Québec, Québec, comme placement d'une partie des \$600,000 reçus en à-compte de la vente du chemin de fer de la Rive Nord et du chemin de fer Pacifique Canadien, tel qu'il appert aux pages 18 et 19 des comptes publics de 1905 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 23 avril 1904.

Par M. Perrault.—Quel est le taux d'intérêt payé par la Caisse d'Economie de Notre-Dame de Québec, Québec, sur le placement de \$11,200 à la page 19 des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Voir page 18 des comptes publics.

Par M. Perrault.—Quel taux d'intérêt le montant reçu, \$5,305.64, à la page 19 des comptes publics est-il censé représenter sur les obligations du Palais de Justice de Québec ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Les \$5,305.64 sont en à-compte des cinq pour cent d'intérêt que portent les débentures.

Par M. Perrault.—Pourquoi le gouvernement a-t-il cessé, en 1905, de faire paraître dans ses recettes, le dépôt de \$25,000 de l'assurance Mont-Royal, tel qu'il appert aux comptes publics de 1904 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Parceque, ayant été entré comme recette dans les comptes publics de 1903-4, il ne pouvait pas être mentionné comme recettes, l'année suivante, le montant sera inscrit comme un dépôt dans l'état 3, page 16 des comptes publics de 1904-5 sous le titre d'"emprunts temporaires et dépôts."

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre au compte des profits et pertes les montants indiqués comme placements et prêts, à la page 17 des comptes publics, qui ne rapportent aucun intérêt ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Il n'y a pas de compte de profits et pertes dans les comptes de la province ?

Par M. Perrault.—Quelles sont les compagnies de chemin de fer qui doivent au fonds de remboursement de subventions, avec le montant respectif de chaque compagnie ?

2. Combien la province perd-elle annuellement de ce chef ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

Atlantic & Lake Superior (Baie des Chaleurs Branch).....	\$37,205.22
“ “ “ (Great Eastern).....	4,901.60
“ “ “ (Ottawa Valley).....	1,533.37
St. Lawrence & Adirondack.....	1,896.38
Montreal, Portland and Boston.....	3,466.82
Quebec Central.....	777.93
Great Northern Railway of Canada.....	32,909.26
Quebec Southern.....	16,477.12
Témiscouata.....	9,212.92
Quebec & Lac-St-Jean.....	6,811.81
Pacifique Canadien.....	2,304.55
Orford Mountain.....	4,422.32
Lotbinière & Mégantic.....	103.26

Philipsburg Quarries Jct.....	\$ 578.70
Quebec, Railway, Light & Power Co.....	12,799.27
Canada Atlantic.....	8,637.16
L'Assomption Ry. Co.....	188.34
Ottawa & Gatineau.....	10,916.00
Pontiac & Pacific Jct.....	10,619.74

Les chiffres donnés pour les deux derniers chemins de fer sont contestés et la question est à l'examen.

Le gouvernement espère percevoir ce qui lui est dû de toutes les compagnies solvables.

Par M. Perrault.—La province de Québec a-t-elle remis aucun montant d'emprunt temporaire ou avances à la Banque de Montréal entre le 25 avril et le 30 juin 1905 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Aucun remboursement de l'emprunt temporaire de \$700,000.

La plus grande partie des avances au compte courant le 25 avril a été remboursée avant le 30 juin.

Par M. Perrault.—Quel a été le montant total d'avances faites à la province par la Banque de Montréal depuis le 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, et quel a été le taux d'intérêt ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Aucune avance spéciale n'a été faite par la Banque de Montréal, mais, par arrangement, le compte courant a été soustré au besoin et l'intérêt au taux de $4\frac{1}{2}$ pour cent par année a été payé sur les sommes soustrées.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de corriger les états Nos 3 et 4, établissant le montant du fonds d'amortissement de la dette publique pour le faire accorder avec l'état No 5 indiquant le placement de ce même fonds ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Le gouvernement n'a pas l'intention de changer les états Nos 3 et 4. Le fonds du revenu consolidé est responsable envers le fonds d'amortissement du montant perdu dans la faillite de la Banque d'Echange.

M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de racheter ou de convertir les deux emprunts de 1874 et 1876 dont l'échéance a lieu le 1er mai 1906, dont les intérêts respectifs sont au taux de 5 et $4\frac{1}{2}$ %, et dont le capital s'élève à un total de \$5,835,620.00 ?

2. Dans l'affirmative quant au rachat, le gouvernement a-t-il l'intention d'utiliser les sommes dues par le Pacifique Canadien ?

3. Quel sera le coût du rachat ou de la conversion ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Le gouvernement a l'intention de payer les obligations restant dues des emprunts de 1874 et 1876, le 1er mai 1906.

2. Oui.

3. Nous espérons que cela ne coûtera rien.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer l'intérêt au taux de $4\frac{1}{2}$ % sur les items appelés "emprunts temporaires et avances" au montant de \$1,250,000, tel qu'il appert à la page 26 du budget de 1905 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Le gouvernement a l'intention de payer l'intérêt au taux le plus avantageux qu'il pourra obtenir sur ce montant d'emprunts temporaires et avances qui pourra être nécessaire.

Par M. Perrault.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'annuler l'ordre-en-conseil du 22 juin 1899, passé en vertu de la loi 60 V., chap. 2, au sujet d'un certain contrat avec la Banque de Montréal pour la conversion partielle de la dette publique, ou de maintenir cet ordre en conseil pour l'exécution de la loi 3 Ed. VII, chap. 2, concernant la dette totale de la province ?

2. Le gouvernement se considère-t-il suffisamment autorisé par les termes de la dite loi 3 Ed. VII, chap. 2, à traiter exclusivement avec une banque quelconque, sans demander de soumission à aucune autre institution faisant affaires dans la province, et sans demander une nouvelle autorisation à la Législature ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Le gouvernement n'a pas considéré la question.

2. Même réponse.

Par M. Perrault.—1. Le gouvernement a-t-il collecté les arrérages d'intérêt dus par la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, depuis le 6 août 1895, sur la vente des sections est et ouest du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et provenant de la différence dans le taux d'intérêt entre les $4\frac{1}{2}$ % payés, d'après les comptes publics, et les 5 % stipulés dans les actes 45 Vict., chap. 19 et 20 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Le gouvernement n'a pas l'intention d'exiger de la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien un taux d'intérêt plus élevé que celui que la compagnie s'est engagée à payer.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Résolu,— Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de l'ordre en Conseil du 17 mars 1903, au sujet du dépôt de \$25,000 de l'assurance Mont-Royal.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de l'ordre-en-conseil, autorisant le changement de taux d'intérêt de $3\frac{1}{8}$ à $4\frac{1}{2}$ % sur les \$700,000 d'emprunt temporaire tel qu'il appert à la page 16 tableau No 3 des comptes publics de 1905.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des sommes d'argent déposées entre les mains de la province sous le nom de "fonds de fidéicommiss", et rapportant des intérêts au chiffre de \$73,835.57 tel qu'il appert à la colonne des recettes, page 4 des comptes publics de 1905, avec le nom des déposants.

M. Perrault propose, ensuite, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,— Que la motion soit retirée.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe. et il est—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toute pièce justificative, sous forme de reçu ou extrait des livres, comme preuve que les montants d'emprunts temporaires représentés par l'item "intérêt sur avances" ont été remis à la Banque de Montréal à ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par M. Turgeon et il est—

Ordonné,—Que le troisième paragraphe de la 58^e règle de cette Chambre soit suspendu jusqu'à lundi prochain, inclusivement, en ce qui concerne la présentation des pétitions pour bills privés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (3) abolissant la mort civile.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cherrier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (9) amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

• Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint Rédempteur.

Bill (66) autorisant les catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Bill (49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

Bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très Saint-Sacrement.

Bill (51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

Le bill (86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 2 février 1906

Les pétitions suivantes sont présentées, séparément, et déposées sur la table de la Chambre :

Par M. Décarie,—la pétition de E.-B. Garneau et autres de Québec.

Par M. Godbout,—la pétition de Thos-J. Samson et autres, de Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'hôpital protestant des aliénés, demandant une loi déclarant en quelles valeurs les fonds de l'hôpital devront être placés ;

D'E.-L. Ethier et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et quilles de la province de Québec ;

Et de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental demandant des amendements à sa charte.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 90.—Loi constituant en corporation la “ Quebec Northern Railway Company,” et l'a adopté avec un amendement.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 32.—Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité recommande à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à huit membres au lieu de quinze.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des Ordres permanents présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

Du révérend M. Lecours et autres, demandant l'autorisation de vendre certaine propriété de la paroisse de la Longue-Pointe ;

De la “ Royal Trust Company,” demandant des amendements à sa charte ;

Du bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, demandant une loi autorisant l'émission d'obligations ;

Et de Marie-Louise Lemoyne et autres, demandant une loi constituant en corporation les “ Pauvres Clarisses de Valleyfield.”

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un bill (No 97) amendant les loi 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission d'obligations de débetures par le Bureau des Commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (No 92) autorisant les curés et marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (No 67) amendant la charte de la “ Royal Trust Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un bill (No 61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (No 139) amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes, appartenant à la côte Nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

L'honorable M. Roy informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien et de l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay, passé le treizième jour de juin mil neuf cent cinq, devant Joseph Allaire, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dix-neuf juillet mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le treizième jour de juin, devant M^{re} JOSEPH ALLAIRE, notaire public pour la province de Québec, résidant à Québec, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable RODOLPHE ROY, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre-en-conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

LA CONGRÉGATION DES FILLES DE JÉSUS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, ici représentée par la révérende sœur Marie de Sainte-Elizabeth, dûment autorisée à l'effet des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil provincial des Filles de Jésus, passée en la cité des Trois-Rivières le trente et un mai dernier (1905) et annexée aux présentes, et aussi du consentement et de l'agrément de Sa Grandeur Monseigneur François-Xavier Cloutier, évêque du diocèse des Trois-Rivières, lequel consentement porte la date du neuf juin courant et se trouve au pied de la susdite résolution,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. La dite Congrégation des Filles de Jésus, dûment autorisée comme susdit aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador), qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

2. La dite Congrégation des Filles de Jésus sera, pour les fins du présent contrat, soumise et sujette aux lois de cette province concernant les dites écoles de réforme et d'industrie.

3. Dans le cas de désertion des enfants confiés à leur garde, la dite Congrégation des Filles de Jésus sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir à leur frais.

4. Les dites Filles de Jésus seront tenues de fournir au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport mensuel dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants.

5. Les dites Filles de Jésus seront de plus tenues de fournir au Secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors des dites écoles.

6. Le nombre d'enfants que les dites Filles de Jésus seront ainsi tenues de recevoir pour les dites écoles de réforme et d'industrie en vertu du présent contrat sera de pas plus de huit, sauf ce que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

7. Les dites Filles de Jésus s'engagent, en outre, à recevoir dans leur établissement de la Pointe-aux-Esquimaux, à y nourrir, vêtir et instruire, gratuitement, au moins dix jeunes filles pauvres mais intelligentes, appartenant

à la dite côte nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais, tous les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles ; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise de manière à donner parfaite satisfaction et à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

8. Les autorités de la dite école seront tenues de fournir au département du Secrétaire de la province de Québec, un rapport annuel dans lequel elles donneront le nom et l'âge de chacune des dites jeunes filles, la date de l'entrée, et celle de la sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune des dites jeunes filles, la satisfaction qu'elles donnent, les talents dont elles peuvent faire preuve et l'endroit où chacune d'elles s'est dévouée à l'enseignement après sa sortie de chez les dites Filles de Jésus.

9. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites Filles de Jésus, pour la tenue des dites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres par année, les paiements devant être distribués d'après entente entre les parties aux présentes.

10. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers les dites Filles de Jésus à leur payer la dite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à leurs dites écoles de réforme et d'industrie ; mais à la condition spéciale que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que pourvu ci-haut, soient toujours au nombre de dix, au moins.

11. Le gouvernement de cette province ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais il paiera en sus de la dite somme de mille piastres, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacun des dits enfants excédant le nombre de huit qui pourrait être envoyé dans le dit établissement de la Pointe-aux-Esquimaux en vertu des lois de cette province concernant les écoles de réforme et d'industrie.

12. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif, de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite maison de la Pointe-aux-Esquimaux ainsi tenue par les dites Filles de Jésus.

13. Les autorités de la dite école devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner de temps à autre.

14. A défaut par les dites Filles de Jésus d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est fait pour un temps et terme de dix années à compter du premier juillet mil neuf cent cinq et devant expirer le premier juillet mil neuf cent quinze.

Il est entendu qu'un ordre-en-conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et le présent contrat devra aussi être ratifié par la Législature.

FAIT ET PASSÉ à Québec, au bureau de l'honorable Secrétaire de la province, les jour, mois et an susdits, sous le numéro onze mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du dit Mtre Joseph Allaire, et lecture faite, les dites parties ont signé en présence du dit notaire.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
" SR MARIE DE STE ELIZABETH
F. de J. Provinciale,
" JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JOS. ALLAIRE, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec, et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie.

No 20

L'honorable Secrétaire de la province, dans un rapport, en date du trois janvier (1905), expose: que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort.

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable secrétaire.

EN CONSÉQUENCE, l'honorable secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toutes autres, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres; tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre-en-conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, devant Joseph Allaire, le notaire soussigné, le treize de juin mil neuf cent cinq.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
" SR. MARIE DE STE ELIZABETH,
F. de J. Provinciale,
" JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie
JOS. ALLAIRE, N. P.

EXTRAIT d'une délibération du conseil provincial des Filles de Jésus, tenu aux Trois-Rivières, le 31 mai 1905.

Relativement au projet de l'établissement tenu jusqu'à l'an dernier par les révérendes sœurs de charité de Québec à la Pointe-aux-Esquimaux et dont on nous a proposé de prendre la suite, le conseil de notre maison provinciale a adopté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. Les dites Filles de Jésus acceptent un projet de contrat avec le gouvernement de la province de Québec, représenté par l'honorable monsieur Louis-Rodolphe Roy, secrétaire de la province, et concernant une école de réforme et d'industrie et pour former des institutrices, laquelle école sera tenue par elles à la Pointe-aux-Esquimaux.

Ce contrat devra fixer la pension des enfants, tel qu'il y sera mentionné, et garantir à l'institution un nombre d'enfants suffisant pour atteindre au moins la somme de mille piastres par année à dater du premier juillet 1905.

2. Sœur Marie de Sainte Elizabeth est autorisée à signer ce contrat.

Couvent des Filles de Jésus.

Trois-Rivières, ce 31 mai 1905.

(Signé) SR MARIE LE GALLO dite
MARIE DE STE ELIZABETH,
" SR JEANNE MARIE JEGAT dite
MARIE DU ST SÉPULCRE,
" SR MARIE VINCENTE LEQUER dite
MARIE STE BATHILDE.

Vu et approuvé,
† F. X. Ev. des Trois-Rivières.

Ste-Ursule, 9 juin 1905.

Ceci est la résolution de la Congrégation des Filles de Jésus, suivie du consentement de S. G. Mgr F.-X. Cloutier, évêque des Trois-Rivières.

Québec, 13 juin 1905.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
“ SR MARIE DE STE ELIZABETH,
“ JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,
JOS. ALLAIRE, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1905
Concernant un contrat avec la Congrégation des Filles de Jésus.

No 468

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du dix-neuf juillet (1905), soumet au conseil, pour approbation et ratification, le contrat passé devant Mtre Joseph Allaire, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec la Congrégation des Filles de Jésus qui a son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, pour la garde, l'entretien et l'instruction des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador) qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Blouin, en conséquence, rapporte la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Que le contrat ci-après reproduit comme cédule A, au sujet de l'entretien et de l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay, passé le treizième jour de juin mil neuf cent cinq, devant Joseph Allaire, notaire, entre le gouvernement de la province de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, tel qu'approuvé par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dix-neuf juillet mil neuf cent cinq, ci-après reproduit comme cédule B, soit approuvé et ratifié.

CÉDULE A

CONTRAT

L'an mil neuf cent cinq, le treizième jour de juin, devant M^{re} JOSEPH ALLAIRE, notaire public pour la province de Québec, résidant à Québec, soussigné,

ONT COMPARU :

SA MAJESTÉ LE ROI EDOUARD VII, ici représentée par l'honorable RODOLPHE ROY, de la cité de Québec, avocat et conseil du roi, agissant aux présentes en sa qualité de secrétaire et registraire du gouvernement de la province de Québec, et dûment autorisé à l'effet des présentes aux termes d'un ordre-en-conseil de l'honorable Conseil exécutif de la province de Québec, dont copie certifiée est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été signée par les parties et le dit notaire, *ne varietur*,

Partie de la première part ;

ET

LA CONGRÉGATION DES FILLES DE JÉSUS, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, ici représentée par la révérende sœur Marie de Sainte Elizabeth, dûment autorisée à l'effet des présentes par et en vertu d'une résolution du conseil provincial des Filles de Jésus, passée en la cité des Trois-Rivières le trente et un mai

dernier (1905) et annexée aux présentes, et aussi du consentement et de l'agrément de Sa Grandeur Monseigneur François-Xavier Cloutier, évêque du diocèse des Trois-Rivières, lequel consentement porte la date du neuf juin courant, et se trouve au pied de la susdite résolution,

Partie de la seconde part.

LESQUELLES ont fait entre elles les conventions et stipulations suivantes, savoir :

1. La dite congrégation des Filles de Jésus, dûment autorisée comme susdit aux fins des présentes, tel qu'il appert de la résolution ci-annexée, s'engage à recevoir, nourrir, vêtir et instruire tous les enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador), qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais tous les corps qui ne seraient pas réclamés, à leur enseigner tout ouvrage en rapport avec leur âge, et, en général, à traiter les dits enfants, tant pour la dite école de réforme que pour la dite école d'industrie et les assujettir à l'ouvrage, de manière à donner parfaite satisfaction et à remplir le but pour lequel sont créées les dites écoles.

2. La dite Congrégation des Filles de Jésus sera, pour les fins du présent contrat, soumise et sujette aux lois de cette province concernant les dites écoles de réforme et d'industrie.

3. Dans le cas de détention des enfants confiés à leur garde, la dite Congrégation des Filles de Jésus sera tenue de les faire appréhender et de les faire revenir à leur frais.

4. Les dites Filles de Jésus seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec, un rapport mensuel dans lequel elles donneront la date de l'entrée, celle de l'évasion, celle de la sortie temporaire, celle de la réadmission, celle de la sortie définitive, ainsi que celle du décès de chacun des dits enfants.

5. Les dites Filles de Jésus seront de plus tenues de fournir au secrétaire de la province des renseignements sur le placement des enfants en dehors des dites écoles.

6. Le nombre d'enfants que les dites filles de Jésus seront ainsi tenues de recevoir pour des dites écoles de réforme et d'industrie en vertu du présent contrat sera de pas plus de huit, sauf ce que ci-après pourvu quand il y en aura plus que huit.

7. Ces dites Filles de Jésus s'engagent, en outre, à recevoir dans leur établissement de la Pointe-aux-Esquimaux, à y nourrir, vêtir et instruire, gratuitement, au moins dix jeunes filles pauvres mais intelligentes, appartenant à la dite côte nord (Labrador), à leur donner tous les soins nécessaires, tant en santé qu'en maladie, et, au cas de décès, à faire inhumer à leurs frais, tous

les corps qui ne seraient pas réclamés par les familles ; à leur donner l'enseignement dans les langues française et anglaise de manière à donner parfaite satisfaction et à en faire des institutrices capables de donner un bon enseignement primaire.

8. Les autorités de la dite école seront tenues de fournir au département du secrétaire de la province de Québec un rapport annuel dans lequel elles donneront le nom et l'âge de chacune des dites jeunes filles, la date de l'entrée, et celle de la sortie. Ce rapport devra aussi indiquer le progrès fait par chacune des dites jeunes filles, la satisfaction qu'elles donnent, les talents dont elles peuvent faire preuve et l'endroit où chacune d'elles s'est dévouée à l'enseignement, après sa sortie de chez les dites Filles de Jésus.

9. De son côté, le gouvernement de la province s'oblige à payer aux dites Filles de Jésus, pour la tenue des dites écoles de réforme et d'industrie, une somme de mille piastres par année, les paiements devant être distribués d'après entente entre les parties aux présentes.

10. Le gouvernement de cette province s'oblige et s'engage envers les dites Filles de Jésus à leur payer la dite somme de mille piastres comme minimum, qu'il y ait huit enfants ou moins à leurs dites écoles de réforme et d'industrie ; mais à la condition spéciale que les jeunes filles destinées à l'enseignement, tel que pourvu ci-haut, soient toujours au nombre de dix, au moins.

11. Le gouvernement de cette province ne paiera rien pour les jeunes filles destinées à l'enseignement et qui excéderont le nombre de dix, mais il paiera en sus de la dite somme de mille piastres, une somme de cinq piastres et demie par mois pour chacun des dits enfants excédant le nombre de huit qui pourrait être envoyé dans le dit établissement de la Pointe-aux-Esquimaux en vertu des lois de cette province concernant les écoles de réforme et d'industrie.

12. Outre les personnes autorisées par la loi à ce faire, il sera loisible aux membres du Conseil législatif, aux membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, aux membres du Conseil exécutif, ainsi qu'à l'évêque diocésain et ses grands vicaires, de visiter en tout temps, à des heures convenables, la dite maison de la Pointe-aux-Esquimaux ainsi tenue par les dites Filles de Jésus

13. Les autorités de la dite école devront suivre les instructions que les inspecteurs des asiles et prisons et le secrétaire de la province pourront leur donner de temps à autre.

14. A défaut par les dites Filles de Jésus d'exécuter les clauses et conditions ci-dessus stipulées, le présent contrat deviendra nul et de nul effet à toutes fins que de droit.

Le présent contrat est fait pour un temps et terme de dix années à compter du premier juillet mil neuf cent cinq et devant expirer le premier juillet mil neuf cent quinze.

Il est entendu qu'un ordre-en-conseil sera passé pour ratifier les présentes aussitôt qu'elles seront complétées, et le présent contrat devra aussi être ratifié par la Législature.

FAIT ET PASSÉ à Québec, au bureau de l'honorable Secrétaire de la province, les jour, mois et an susdits, sous le numéro onze mille huit cent quatre-vingt-trois des minutes du dit Mtre Joseph Allaire, et, lecture faite, les dites parties ont signé en présence du dit notaire.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
" SR MARIE DE STE-ELIZABETH,
F. de J. Provinciale,
" JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

JOS. ALLAIRE, N. P.

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 7 janvier 1905

Concernant certains contrats avec les couvents du Bon-Pasteur de Québec et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort, pour asiles de réforme et d'industrie

No 20.

L'honorable Secrétaire de la province, dans un rapport, en date du trois janvier (1905), expose : que, par une résolution de l'Assemblée législative de janvier 1895, le gouvernement a été autorisé et, de fait, a passé des contrats pour la garde et l'entretien des enfants envoyés aux écoles de réforme et d'industrie avec les couvents du Bon Pasteur de Québec et de Montréal, les Sœurs de la Charité de Lévis et de la Pointe-aux-Esquimaux et les Pères Maristes de Montfort.

Que ces contrats avec les communautés susmentionnées expirent cette année, et qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient renouvelés aux mêmes conditions ou sujets aux modifications jugées nécessaires par l'honorable Secrétaire.

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Secrétaire propose qu'il soit autorisé à signer, sujet à approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec les communautés susdites, ou toutes autres, si quelques-unes ne sont pas prêtes à renouveler les contrats existants, des contrats aux conditions qu'il jugera nécessaires, pourvu que la somme totale engagée n'excède pas une somme annuelle de vingt-sept mille piastres ; tels contrats devant être approuvés par la Législature.

Certifié,

(Signé) GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Ceci est la copie de l'ordre-en-conseil auquel il est référé dans le contrat ci-annexé et exécuté entre le gouvernement de Québec et la Congrégation des Filles de Jésus, devant Joseph Allaire, le notaire soussigné, le treize de juin mil neuf cent cinq.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
 " SR. MARIE DE STE-ELIZABETH,
 F. de J. Provinciale,
 " JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie

JOS. ALLAIRE, N. P.

EXTRAIT d'une délibération du conseil provincial des Filles de Jésus, tenu aux Trois-Rivières, le 31 mai 1905.

Relativement au projet de l'établissement tenu jusqu'à l'an dernier par les révérendes sœurs de charité de Québec à la Pointe-aux-Esquimaux et dont on nous a proposé de prendre la suite, le conseil de notre maison provinciale a adopté, à l'unanimité, les résolutions suivantes :

1. Les dites Filles de Jésus acceptent un projet de contrat avec le gouvernement de la province de Québec, représenté par l'honorable monsieur Louis-Rodolphe Roy, secrétaire de la province, et concernant une école de réforme et d'industrie et pour former des institutrices, laquelle école sera tenue par elles à la Pointe-aux-Esquimaux.

Ce contrat devra fixer la pension des enfants, tel qu'il sera mentionné, et garantir à l'institution un nombre d'enfants suffisant pour atteindre, au moins, la somme de mille piastres par année à dater du premier juillet 1905.

2. Sœur Marie de Sainte-Elizabeth est autorisée à signer ce contrat.

Couvent des Filles de Jésus.

Trois-Rivières, ce 31 mai 1905.

(Signé) SR MARIE LE GALLO dite
 MARIE DE STE-ELIZABETH,
 " SR JEANNE MARIE JEGAT, dite
 MARIE DU ST-SÉPULCRE,
 " SR MARIE VINCENTE LEQUER dite
 MARIE STE-BATHILDE.

Vu et approuvé,

† F.-X. Ev. des Trois-Rivières.

Ste-Ursule, 9 juin 1905.

Ceci est la résolution de la Congrégation des Filles de Jésus, suivie du consentement de S. G. Mgr. F.-X. Cloutier, évêque des Trois-Rivières.

Québec, 13 juin 1905.

(Signé) L. RODOLPHE ROY,
“ SR MARIE DE STE-ELIZABETH,
JOS. ALLAIRE, N. P.

Vraie copie,
JOS. ALLAIRE, N. P.

CÉDULE B

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 18 juillet 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1905

Concernant un contrat avec la Congrégation des Filles de Jésus

No 468

L'honorable secrétaire de la province, avec un mémoire en date du dix-neuf juillet (1905), soumet au conseil, pour approbation et ratification, le contrat passé devant Mtre Joseph Allaire, notaire public, de la cité de Québec, en vertu d'un arrêté en conseil en date du 7 janvier 1905, avec la Congrégation des Filles de Jésus qui a son principal bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, pour la garde, l'entretien et l'instruction des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe St-Laurent (Labrador), qui seront envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie, à la Pointe-aux-Esquimaux.

Certifié GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

La dite résolution ayant été lue la deuxième fois est adoptée.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la Côte Nord du Golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

En conséquence, il présente ce bill, qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 7), concernant les syndicats d'élevage.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité de législation :

Bill (150) amendant le Code de procédure civile en ajoutant l'article 135a.

Et bill (146) amendant les articles 2098 du Code civil.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Combien le gouvernement a-t-il payé à la communauté des Sœurs de Sainte-Anne à l'occasion de l'incendie de leur couvent de Sainte-Geneviève?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'en faire autant pour aider les victimes de l'incendie de Louiseville?

Réponse par l'honorable M. Gouin: 1. Le gouvernement a, en octobre 1905, payé deux cent cinquante dollars aux Sœurs de Sainte-Anne, non pas pour les dédommager des pertes qu'elles avaient subies à l'occasion d'un incendie, mais pour les aider à construire un couvent dans Sainte-Geneviève de Jacques-Cartier.

2. A l'étude.

Par M. Langlois.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de subventionner, à l'avenir, les expositions régionales ?

2. Quel est le montant total des subsides accordés, annuellement, aux expositions régionales ou provinciales, depuis 1897-98 ?

Réponse par l'honorable M. Tessier.—1. A l'étude.

2. Année 1898-1899.....	\$-19,604 75
1899-1900.....	16,050 00
1900-1901.....	10,391 50
1901-1902.....	17,000 00
1902-1903.....	15,879 20
1903-1904.....	15,095 03
1904-1905.....	16,101 54
1905-1906 (au 1er février).....	6,500 00
Total.....	\$116,622 02

Par M. Langlois.—Combien d'écoles primaires, dans la province de Québec, sont conformes aux articles 101 et 102 des règlements du comité catholique de l'Instruction publique en rapport avec la ventilation ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Il y a, sous contrôle, dans la province de Québec, 5,901 écoles ; 8,028 salles de classes ; 6,677 salles de classes dont la ventilation est bonne. Les écoles indépendantes catholiques et les écoles supérieures protestantes ne fournissent aucune statistique se rapportant à la ventilation.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe et—

Résolu :—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :—copie de tous ordres en conseil, documents, correspondance, etc., en rapport avec le placement de \$133,200, payées en à-comptes sur la vente du chemin de fer de la rive nord et du Canadien Pacifique, en bons du palais de justice de Québec, tel qu'il appert à la page 18 des comptes publics, ainsi qu'en rapport avec l'item "fonds en fidéi-commis" à la page 281, au montant de \$10,505.64, au sujet du placement de ces mêmes à-comptes.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe—et, la motion est soumise à la Chambre,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province et la Banque de Montréal au sujet de l'item " intérêt sur les avances " au montant de \$24,253.83, à la page 73 des comptes publics de 1904, ainsi qu'au sujet des items correspondants dans les comptes publics, depuis le 30 juin 1896.

M. Perrault propose ensuite, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la dite motion soit retirée.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Lacombe et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :

Copie 1. D'un état de l'emprunt effectué par la province suivant 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16, et des sommes dépensées sur cet emprunt pour le palais de justice de Québec, ainsi que des revenus depuis 1882, provenant de la taxe imposée en vertu des mêmes statuts.

2. D'un état jusqu'à date du fonds d'amortissement provenant de la même taxe, du capital qu'il a dû former depuis 1882, avec le nom de l'institution dépositaire de ce capital.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre du jour, lus une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William-B. Lambe, à James Robinson.

Bill (55) amendant la charte du Crédit Municipal Canadien.

Bill (38) amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski.

Bill (75) détachant des municipalités de St-Léon de Standon et de St-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de St-Nazaire.

Bill (59) constituant en corporation le club Viger, Montréal.

Bill (60) constituant en corporation l'Association Athlétique d'Amateurs Nationale.

Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec.

Et Bill (48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Le bill (56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf est, conformément à l'ordre du jour, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 5 février 1906

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant une loi l'autorisant à contracter un emprunt et pour d'autres fins ;

De O. Cherrier et autres, demandant une loi à l'effet de diviser le comté de Pontiac pour les fins de la représentation ;

D'Edouard Burroughs-Garneau et autres, demandant une loi constituant en corporation la " Canadian Eastern Railway Company " ;

Et de Thomas J. Samson et autres, demandant une loi constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Ordonné,—Que M. Dion ait la permission de présenter un Bill (No 141) amendant l'article 32 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (90), constituant en corporation " The Quebec Northern Railway Company. "

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (32) constituant en corporation les Sœurs de St-François d'Assise.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (41) constituant en corporation l'église du " Messiah " (Unitarian), de Montréal, et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par la dite église.

Bill (57) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de " Financial Corporation " en celui de " The Financial and Trust Corporation ".

Bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield.

Bill (67) amendant la charte de la " Royal Trust Company ".

Bill (97) amendant les lois 4 Edouard VII, ch. 50, 5 Edouard VII, ch. 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, ch. 53, concernant l'émission d'obligations ou débentures par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de St-François d'Assise de la Longue-Pointe, à vendre la terre No 42 du cadastre de la Longue-Pointe.

Le bill suivant est, aussi, conformément à l'ordre du jour, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc :

Bill (65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉFONSES

Par M. Perrault.—1. Quelles sont les assurances qui ne se sont pas conformées à la loi 2 Edouard VII, chapitre 67, ou à tout autre statut précédent, exigeant un rapport à l'honorable Secrétaire de la province, ainsi qu'un dépôt de garantie entre les mains de l'honorable Trésorier, avec ou sans intérêt?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir ces lois ou de les amender de manière à ce que les porteurs de police soient protégés par un dépôt de garantie efficace?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Aucune.

2. Cette question est trop indéfinie et vague pour qu'on y réponde.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer les subventions aux compagnies de chemins de fer qui ne veulent pas se soumettre aux lois 54 Victoria, chapitre 88, 58 Victoria, chapitre 6 et 1 Ed. VII, chapitre 2?

Réponse par l'honorable M. Gouin : C'est l'intention du gouvernement de retenir sur les subventions qu'il aura à payer aux compagnies de chemins de fer toutes les sommes que ces compagnies lui devront lors du paiement de telles subventions.

Par M. Perrault.—1. Quels sont les statuts qui sont révisés et refondus par la commission spéciale ?

2. A quelle époque ces Statuts seront-ils prêts à être livrés à la circulation ?

3. A quelle somme s'élèvera le coût de ce travail ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Les statuts d'intérêt général.

2. Le gouvernement l'ignore. Le premier rapport de la commission sera déposé dans quelques jours.

3. La dernière refonte de nos statuts a coûté \$107,999.40 ; le gouvernement est convaincu que le coût de la refonte qui se fait actuellement sera moindre.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer la politique de subventions en argent et en terres aux compagnies de chemins de fer et de déboursier les \$382,411.58 qui restent à payer suivant la page 45 des comptes publics de 1905 ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : A l'étude.

Par M. Perrault.—Le gouvernement peut-il placer la date de la vente des terres au commencement de l'année fiscale sans préjudice aux conditions de cette vente ou aux intérêts généraux de la province ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Cette question reçoit, en ce moment, l'attention du département des Terres et Forêts.

Par M. Perrault.—La conférence entre les trésoriers des diverses provinces, en vue d'assimiler les lois sur les droits de succession, a-t-elle eu lieu, telle que projetée dans le discours sur le budget, prononcé par l'honorable Trésorier de la province, le 25 avril 1905 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ?

3. Quel en est le résultat ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Non.

Par M. Perrault.—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder aucun octroi spécial pour l'empierrement des routes dans les comtés qui ne reçoivent pas d'argent pour les fins de colonisation ?

2. Dans l'affirmative quel montant par mille ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : A l'étude.

Par M. Perrault.—Le gouvernement a-t-il mis à l'étude, depuis la session de 1903 les questions soulevées dans les divers débats, à l'effet de réaliser une augmentation de revenu, soit par la consolidation de la dette provinciale à un taux réduit, soit par la revendication, auprès du gouvernement du Canada des droits de la province dans le remboursement des sommes provenant des baux et permis de pêche, ou des sommes payées par les Etats-Unis pour l'indemnité dite des pêcheries ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Oui.

Par M. Perrault.—Quelle est la raison de la réduction du montant mentionné dans les états financiers de 1906-1907, page 10, pour intérêts sur fonds en fidéicommis possédés par le Dominion, tel que comparé avec le même item des comptes publics de 1904-1905, page 4, dans la colonne des recettes ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Vu que le taux de l'intérêt sur les fonds en fidéicommis est discuté, la province prétendant qu'il devrait être de cinq pour cent et le Dominion qu'il devrait être de quatre pour cent, les estimés, pour plus de certitude, ont été basés sur le taux le moins élevé.

Par M. Perrault.—1. Les différends sont-ils réglés entre la Province et le Dominion, au sujet du montant d'intérêt qui devait être payé sur les fonds en fidéicommis possédés par le Dominion ?

2. Dans l'affirmative, le taux d'intérêt est-il maintenu ou réduit ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Non.

Proposé par M. Mackenzie, secondé par M. Kelly, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie du procès-verbal ou du projet du procès-verbal de la réunion du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, le 30 janvier 1906.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : Etat des cautionnements fournis par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 10 mars 1905 au 31 janvier 1906, inclusivement, tel que requis par l'article 633 S.R.P.Q.

(Document de la session No 25.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les réserves forestières de la chasse et de la pêche, dans la Gaspésie.

L'honorable M. Turgeon propose, appuyé par l'honorable M. Gouin,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Turgeon informe la Chambre que son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est désirable et avantageux de convertir une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la Couronne, dans la péninsule de Gaspé, en une réserve forestière, dans le but de protéger la forêt tout en permettant la coupe du bois ainsi qu'il y a été pourvu par règlements, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans la dite région ; qu'il soit, en conséquence,—

Résolu, 1.—Que le territoire s'étendant, partie dans le comté de Matane et partie dans le comté de Gaspé, décrit comme suit : “ Commenant à la ligne de division entre le comté de Matane et le comté de Bonaventure, à l'intersection du 67e méridien de longitude-est, avec la ligne de profondeur du comté de Bonaventure ; de là le long de la dite ligne de profondeur du comté de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant le 65e méridien de la longitude-est, au lac Edouard, dans le comté de Gaspé ; de là au nord, le long du dit 65e méridien jusqu'au 49e parallèle de latitude-nord ; de là, à l'est le long du dit 49e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat ; de là suivant les lignes de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et de Cherbourg, dans le comté de Matane, jusqu'au 67e méridien susdit ; de là au sud, le long du dit 67e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins”, mis à part comme réserve forestière par un ordre en conseil du 28 avril 1905, ne pourra être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu ; et que le dit ordre-en-conseil, appendice A de cette loi soit ratifié.

Résolu, 2.—Que ce territoire soit mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre des terres et forêts, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et aux règlements qui seront

faits en vertu d'icelle et sujet de plus au contrôle du ministre de la colonisation des mines et des pêcheries, en tant que la chasse et la pêche y sont concernées, et soit connu sous le nom de " Réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie ".

Résolu,—3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ajouter à la réserve tout territoire adjacent et non concédé de la Couronne.

Résolu, 4.—Que nul—sauf les personnes ayant bail, licence ou permis—ne pourra s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie de la dite réserve, et qu'aucun bail, licence ou permis qui puisse diminuer de quelque manière l'utilité de la réserve ne pourra être fait, accordé ou émis.

Résolu, 5.—Que les dispositions de toute loi générale ou spéciale permettant de prendre possession de quelque partie de la réserve de forêt, de chasse et de pêche de la Gaspésie ou l'exécution de tous travaux dans les limites de la réserve soient sujettes à l'application de la résolution précédente.

Résolu, 6.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et des règlements faits en vertu d'icelle, et que les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires seront nommés par le ministre des terres et forêts.

Résolu, 7.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants :

a. L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations de la réserve et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

b. La protection contre les incendies et leur extinction ;

c. La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages en général, et de tous les animaux de la réserve, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs ;

d. Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes-forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet ;

e. L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui se trouvent, sans droit, dans les limites de la réserve ;

f. L'émission de licences de boutiques et de maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant à la réserve peuvent être exploités ;

g. L'émission de licences pour couper du bois sur des limites, ci-devant vendues, situées dans la réserve pour l'amélioration de la réserve et pour le chauffage des préposés au service de la réserve ;

h. L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites de la réserve, et l'émission de licences ou permis d'occupation pour cet objet ou pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux ;

i. La location, pour un nombre d'années quelconque, de telles parties de la réserve, qu'il jugera propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant à la réserve.

j. Et, en général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la loi qui sera basée sur ces résolutions ; et que tous ces règlements seront publiés deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, et auront dès lors force de loi.

Résolu, 8.—Que tout contrevenant à l'une des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou à l'un des règlements faits en vertu d'icelle, soit passible d'une pénalité de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas cinquante piastres, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés.

Résolu, 9.—Que nul ne peut pêcher dans les eaux, chasser dans les limites de la réserve sans une licence accordée par le ministre des terres et forêts ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par la résolution précédente.

Résolu 10.—Que le surintendant ou tout garde forestier de la réserve ou tout constable peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès suivant la loi, ou peut arrêter et chasser des limites de la réserve toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements faits en vertu d'icelle.

Résolu 11.—Que tous filets, trappes, dards, armes à feu, explosifs, armes ou instruments, saisis ou confisqués en vertu des règlements faits suivant la loi qui sera basée sur ces résolutions, soient vendus, et que le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, soit appliqué comme il est ci-après spécifié.

Résolu, 12.—Qu'aucun bois de construction ou autre pourra être abattu ni coupé dans les limites de la réserve, qu'en vertu d'une licence accordée conformément à la loi concernant les bois et forêts ou à des règlement s'y rapportant ou d'une autorisation donnée par le ministre des terres et forêts ou des règlements concernant la régie de la réserve.

Résolu, 13.—Qu'un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie de la réserve ne donne point au porteur d'icelui titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire à l'encontre de la Couronne ou des agents ou employés de cette dernière, et qu'aucun tel permis ne soustraira le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions relatives à la pêche, à la chasse, au port ainsi qu'à l'usage d'armes à feu dans les limites de la réserve.

Résolu, 14.—Que la recherche des minéraux dans les limites de la réserve soit prohibée, sauf quand elle sera faite en conformité des règlements passés à cet égard.

Résolu, 15.—Qu'aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de la réserve ne pourra être accordée ; et que toute liqueur enivrante, trouvée dans les limites de la réserve et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la loi des licences de Québec, pourra être saisie et détruite par tout garde forestier de la réserve, ou par tout constable ou percepteur du revenu de la province à ce autorisé ; et que les dits gardes forestiers auront les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la loi des licences de Québec et de celles de la loi qui sera basée sur ces résolutions, dans la réserve.

Résolu, 16.—Que rien de ce que contient la loi qui sera basée sur ces résolutions ne soustraira le dit territoire comprenant la réserve ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de cette dernière à l'application des dispositions des statuts refondus relatives aux pêcheries, ni à celles des lois de la chasse, à moins de prescriptions contraires.

Résolu, 17.—Que, en sus de toute pénalité imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits en vertu d'icelle, le délinquant soit responsable de tous les dommages qu'il aura causés, et que ces dommages soient recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente.

Résolu, 18.—Que, afin de maintenir l'ordre, de faire respecter la loi et les dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et les règlements faits en vertu d'icelle, le surintendant aura, dans les limites de la dite réserve et dans un rayon d'un mille autour d'icelle, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police.

Résolu, 19.—Que toute personne arrêtée pour une contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou aux règlements faits en vertu d'icelle, punissable sur conviction sommaire devant un juge de paix ou le surintendant, pourra avant ou après condamnation, être emprisonnée dans la prison commune ou tout autre prison des districts de Rimouski et de Gaspé, suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge plus convenable.

Résolu, 20.—Que, lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte faite en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements passés en vertu d'icelle, le plaignant ou dénonciateur soit témoin compétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans la conviction du délinquant, et le délinquant est aussi témoin compétent et contraignable.

Résolu, 21.—Que toutes poursuites pour la punition des infractions à la loi qui sera basée sur ces résolutions pour lesquelles il n'existe pas de dispositions spéciales, pourront être intentées devant tout magistrat de police, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant.

Résolu, 22.—Que la moitié de toute amende ou pénalité imposée en vertu de la loi appartiendra à Sa Majesté et pourra être employée à payer les dépenses

encourues par la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et l'autre moitié, si elle est perçue, donnée au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais qu'il pourra avoir encourus, et qui auront été recouvrés, et que le surintendant, les gardes forestiers et autres employés de la réserve n'auront aucune part dans les amendes ou dans les pénalités.

Résolu, 23.—Que les dispositions et formules du Code criminel de 1892, touchant les convictions sommaires, régiront les poursuites et procédures en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions en autant qu'elles seront applicables.

Résolu, 24.—Que tous revenus provenant de l'octroi des licences, permis aux baux, en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, constitueront un fonds spécial et seront affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ces dispositions ; et, que jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre des terres et forêts, pour cet objet.

Résolu, 25.—Que la loi qui sera basée sur ces résolutions n'affectera aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche.

APPENDICE A)

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 27 avril 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 28 avril 1905.

No 255

Pour la conversion d'une partie de la péninsule de Gaspé en réserve forestière, en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

L'honorable ministre des terres, mines et pêcheries, dans un rapport en date du 27 avril (1905), expose : qu'il est désirable et avantageux qu'une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la Couronne, dans la péninsule de Gaspé, soit érigée en réserve forestière, dans le but suivant, savoir : la protection des forêts, tout en permettant la coupe du bois, tel qu'il est pourvu par les règlements actuellement ou ci-après en vigueur, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole, ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans la dite région ;

Que des réserves semblables à celle ici décrite ont été établies sur une grande échelle dans les provinces voisines et aux Etats-Unis et sont agrandies

et augmentées, continuellement, et que, là où ces réserves ont été faites, il y a quelques années, les résultats qu'elles ont produits ont déjà été trouvés très avantageux pour le public ;

Que le territoire en question est borné comme suit :

“ Commencant à l'intersection du 67^e méridien, de là le long de la ligne de profondeur du comté de Bonaventure, de là dans la même direction atteignant le 65^e méridien au lac Edouard ; de là, au nord, le long du 65^e méridien au 49^e parallèle ; de là à l'est, le long du 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat ; de là suivant la ligne de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et Cherbourg jusqu'au 67^e méridien ; de là au sud, le long du 67^e méridien au point de départ, comprenant une superficie d'environ 2,500 milles carrés, plus ou moins ” ;

Que le territoire ci-dessus décrit est éminemment propre aux fins mentionnées, vu qu'il est tout à fait impropre à la colonisation, que plusieurs grandes et importantes rivières y prennent leur source, qu'il est riche en poissons et en gibier, toutes choses qu'il est dans l'intérêt public de protéger.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière sous le nom de “ Réserve forestière de Gaspé,” conformément aux dispositions de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

(Certifié)

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil. et M. Blouin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Blouin, en conséquence rapporte les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Attendu qu'il est désirable et avantageux de convertir une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la Couronne, dans la péninsule de Gaspé, en une réserve forestière, dans le but de protéger la forêt tout en permettant la coupe du bois ainsi qu'il y a été pourvu par règlements, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans la dite région ; qu'il soit en conséquence—

Résolu, 1.—Que le territoire s'étendant, partie dans le comté de Matane et partie dans le comté de Gaspé, décrit comme suit : "Commencant à la ligne de division entre le comté de Matane et le comté de Bonaventure, à l'intersection du 67^e méridien de longitude-est avec la ligne de profondeur du comté de Bonaventure ; de là le long de la dite ligne de profondeur du comté de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant le 65^e méridien de la longitude-est, au lac Edouard, dans le comté de Gaspé ; de là au nord, le long du dit 65^e méridien jusqu'au 49^e parallèle de latitude nord ; de là, à l'est le long du dit 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat ; de là suivant les lignes de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et de Cherbourg, dans le comté de Matane, jusqu'au 67^e méridien susdit ; de là au sud, le long du dit 67^e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins" ; mis à part comme réserve forestière par un ordre-en-conseil du 28 avril 1905, ne pourra être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu ; et que le dit ordre-en-conseil, appendice A de cette loi soit ratifié.

Résolu, 2.—Que ce territoire soit mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre des terres et forêts, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et aux règlements qui seront faits en vertu d'icelle et sujet de plus au contrôle du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, en tant que la chasse et la pêche y sont concernées, et soit connu sous le nom de "Réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie".

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra ajouter à la réserve tout territoire adjacent et non concédé de la Couronne.

Résolu, 4.—Que nul—sauf les personnes ayant bail, licence ou permis—ne pourra s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie de la dite réserve, et qu'aucun bail, licence ou permis qui puisse diminuer de quelque manière l'utilité de la réserve ne pourra être fait, accordé ou émis.

Résolu, 5.—Que les dispositions de toute loi générale ou spéciale permettant de prendre possession de quelque partie de la réserve de forêt, de chasse et de pêche de la Gaspésie ou l'exécution de tous travaux dans les limites de la réserve soient sujettes à l'application de la résolution précédente.

Résolu, 6.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et des règlements faits en vertu d'icelle et que les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires seront nommés par le ministre des terres et forêts.

Résolu, 7.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants :

a. L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations de la réserve et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

b. La protection contre les incendies et leur extinction ;

c. La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages, en général, et de tous les animaux de la réserve, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs ;

d. Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet ;

e. L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui se trouvent, sans droit, dans les limites de la réserve ;

f. L'émission de licences de boutiques et de maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant à la réserve peuvent être exploités ;

g. L'émission de licences pour couper du bois sur des limites, ci-devant vendues, situées dans la réserve, pour l'amélioration de la réserve et pour le chauffage des préposés au service de la réserve ;

h. L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites de la réserve, et l'émission de licences ou permis d'occupation pour cet objet et pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux ;


i. La location, pour un nombre d'années quelconque, de telles parties de la réserve qu'il jugera propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant à la réserve ;

j. Et, en général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la loi qui sera basée sur ces résolutions et que tous ces règlements seront publiés deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec* et, auront, dès lors, force de loi.

Résolu, 8.—Que tout contrevenant à l'une des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou à l'un des règlements faits en vertu d'icelle, soit passible d'une pénalité de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas cinquante piastres, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés.

Résolu, 9.—Que nul ne peut pêcher dans les eaux, chasser dans les limites de la réserve sans une licence accordée par le ministre des terres et forêts ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par la résolution précédente.

Résolu, 10.—Que le surintendant ou tout garde forestier de la réserve ou tout constable peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès suivant la loi, ou peut arrêter et chasser des limites de la réserve toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements faits en vertu d'icelle.

Résolu, 11.—Que tous filets, trappes, dards, armes à feu, explosifs, armes ou instruments, saisis et confisqués en vertu des règlements faits en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, soient vendus, et que le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires soit appliquée comme il est ci-après spécifié. 

Résolu, 12.—Qu'aucun bois de construction ou autre ne pourra être abattu ni coupé dans les limites de la réserve, qu'en vertu d'une licence accordée conformément à la loi concernant les bois et forêts ou à des règlements s'y rapportant ou d'une autorisation donnée par le ministre des terres et forêts, ou des règlements concernant la régie de la réserve.

Résolu, 13.—Qu'un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie de la réserve ne donne point au porteur d'icelui titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire à l'encontre de la Couronne ou des agents ou employés de cette dernière, et qu'aucun tel permis ne soustraira le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions relatives à la pêche, à la chasse, au port ainsi qu'à l'usage d'armes à feu dans les limites de la réserve.

Résolu, 14.—Que la recherche des minéraux dans les limites de la réserve soit prohibée, sauf quand elle sera faite en conformité des règlements passés à cet égard.

Résolu, 15.—Qu'aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de la réserve ne pourra être accordée ; et que toute liqueur enivrante trouvée dans les limites de la réserve et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la loi des licences de Québec, pourra être saisie et détruite par tout garde forestier de la réserve, ou par tout constable ou percepteur du revenu de la province à ce autorisé ; et que les dits gardes forestiers auront les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la loi des licences de Québec et de celles de la loi qui sera basée sur ces résolutions dans la réserve.

Résolu, 16.—Que rien de ce que contient la loi qui sera basée sur ces résolutions ne soustraira le dit territoire comprenant la réserve ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de cette dernière à l'application des dispositions des statuts refondus relatives aux pêcheries, ni à celles des lois de la chasse, à moins de prescriptions contraires.

Résolu, 17.—Que, en sus de toute pénalité imposée par la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits en vertu d'icelle, le délinquant soit responsable de tous les dommages qu'il aura causés, et que ces dommages soient recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente.

Résolu, 18.—Que, afin de maintenir l'ordre, de faire respecter la loi et les dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et les règlements faits en vertu d'icelle, le surintendant aura, dans les limites de la dite réserve et dans un rayon d'un mille autour d'icelle, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police.

Résolu, 19.—Que toute personne arrêtée pour une contravention aux dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou aux règlements faits en vertu d'icelle, punissable sur conviction sommaire devant un juge de paix ou le surintendant, pourra, avant ou après condamnation, être emprisonnée, dans la prison commune ou tout autre prison des districts de Rimouski et de Gaspé, suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge plus convenable.

Résolu, 20.—Que lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte faite en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions ou des règlements passés en vertu d'icelle, le plaignant ou dénonciateur soit témoin compétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans la conviction du délinquant, et le délinquant est aussi témoin compétent et contraignable.

Résolu, 21.—Que toutes poursuites pour la punition des infractions à la loi qui sera basée sur ces résolutions pour lesquelles il n'existe pas de dispositions spéciales, pourront être intentées devant tout magistrat de police, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant.

Résolu, 22.—Que la moitié de toute amende ou pénalité imposée en vertu de la loi appartiendra à Sa Majesté et pourra être employée à payer les dépenses encourues par la mise à exécution des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions et l'autre moitié, si elle est perçue, donnée au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais qu'il pourra avoir encourus, et qui auront été recouvrés, et que le surintendant, les gardes forestiers et autres employés de la réserve n'aurent aucune part dans les amendes ou dans les pénalités.

Résolu, 23.—Que les dispositions et formules du Code criminel de 1892, touchant les convictions sommaires, régiront les poursuites et procédures en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions en autant qu'elles seront applicables.

Résolu, 24.—Que tous revenus provenant de l'octroi des licences, permis aux baux en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions, constitueront un fonds spécial et seront affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ces dispositions ; et, que jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres sera annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre des terres et forêts, pour cet objet.

Résolu, 25.—Que la loi qui sera basée sur ces résolutions n'affectera aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche.

APPENDICE A

COPIE DU RAPPORT d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 27 avril 1905, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 28 avril, 1905.

No 255

Pour la conversion d'une partie de la péninsule de Gaspé en réserve forestière, en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

L'honorable ministre des terres, mines et pêcheries, dans un rapport en date du 27 avril (1905), expose : qu'il est désirable et avantageux qu'une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la Couronne, dans la péninsule de Gaspé, soit érigée en réserve forestière, dans le but suivant, savoir : la protection des forêts, tout en permettant la coupe du bois, tel qu'il est pourvu par les règlements actuellement ou ci-après en vigueur, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole, ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans la dite région ;

Que des réserves semblables à celle ici décrite ont été établies sur une grande échelle dans les provinces voisines et aux Etats-Unis et sont agrandies et augmentées, continuellement, et que, là où ces réserves ont été faites il y a quelques années, les résultats qu'elles ont produits ont déjà été trouvés très avantageux pour le public ;

Que le territoire en question est borné comme suit :

“ Commençant à l'intersection du 67e méridien, de là le long de la ligne de profondeur du comté de Bonaventure, de là dans la même direction atteignant le 65e méridien au lac Edouard ; de là, au nord, le long du 65e méridien au 49e parallèle ; de là à l'est, le long du 49e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton du Cap-Chat ; de là suivant la ligne de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et Cherbourg jusqu'au 67e méridien ; de là au sud, le long du 67e méridien au point de départ, comprenant une superficie d'environ 2,500 milles carrés, plus ou moins ;”

Que le territoire ci-dessus décrit est éminemment propre aux fins mentionnées, vu qu'il est tout à fait impropre à la colonisation ; que plusieurs grandes et importantes rivières y prennent leur source, qu'il est riche en poissons et en gibier, toutes choses qu'il est dans l'intérêt public de protéger.

En conséquence, l'honorable ministre recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière sous le nom de "Réserve forestière de Gaspé," conformément aux dispositions de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 8) concernant l'établissement d'une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ordonné—Que l'honorable M. Turgeon ait la permission de présenter un Bill (No 12) amendant la loi concernant les terres publiques.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1er février 1906, pour copie de l'ordre en conseil du 17 mars 1903, au sujet du dépôt de \$25,000 de l'assurance Mont-Royal. *(Document de la session, No 23.)*

Et réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 1er février 1906, pour copie de l'ordre en conseil autorisant le changement de taux d'intérêt de $3\frac{1}{2}$ à $4\frac{1}{2}$ % sur \$700,000 d'emprunts temporaire tel qu'il appert à la page 16, tableau No 3 des comptes publics de 1905.

(Document de la session, No 24.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 6 février 1906

M. Dupuis du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la compagnie de chemin de fer Québec & Lac St-Jean ;

De la cité de Montréal ;

De la ville d'Outremont ;

De la compagnie du chemin de fer Québec Central ;

De la “ Imperial Trust Co ” ;

De la corporation du comté de Lévis ;

De la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, demandant respectivement une loi amendant leur charte.

De la “ Sovereign Fire Insurance Company ” ; de la “ Quebec Paper Bag Company ” ; de la “ Dominion Corset Company ” ; et de l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de quilles, et de l'Association des hôteliers de la province de Québec, demandant, respectivement, une loi les constituant en corporation.

Et de Timothy W. Malone et autres, demandant une loi érigeant en municipalité scolaire séparée la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal.”

M. Dupuis, président *protem.*, du comité des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre Comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.

Bill (37) concernant le club Montefiore.

Bill (47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Bill (68) constituant en corporation l'ordre du Très-Saint-Rédempteur.

Et bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement. ”

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac-St-Jean), ait la permission de présenter un Bill (64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec & Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Walsh, ait la permission de présenter un bill (79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter, ait la permission de présenter un Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Godbout ait la permission de présenter un Bill (43) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer "Quebec Central."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Bergevin ait la permission de présenter un Bill (78) amendant la charte de “ l’Imperial Trust Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (62) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l’entretien de certains ponts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (63) constituant en corporation “ The Sovereign Fire Insurance Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (No 69) constituant en corporation “ The Quebec Paper Box Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un Bill (70) constituant en corporation “ The Dominion Corset Company ”.

En conséquence, il présente ce Bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Stephens.—1. Combien y a-t-il d’écoles rurales dans la province de Québec ?

2. Combien y a-t-il d’enfants qui fréquentent les écoles élémentaires dans la province de Québec ?

3. Combien de garçons et de filles reçoivent l’instruction dite supérieure ?

4. Combien d’élèves fréquentent les écoles du soir ?

5. Quel est le nombre des élèves qui fréquentent les écoles des arts ?

Réponse par l’honorable M. Roy : 1. 6,115.

2. 209,713.

3. 27,724 suivent les cours modèle et académique.
4. 6,788 élèves inscrits ; présence moyenne : 3,609.
5. 2,194 élèves inscrits ; présence moyenne : 1363.

Par M. Mackenzie.—A la réunion du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, tenue le 30 janvier courant, la motion faite par M. G. J. Walker, pour changer les règlements de l'école normale relativement aux diplômes, a-t-elle été prise en considération ?

2. L'amendement de M. Sutherland a-t-il été pris en considération ?
3. La motion ou l'amendement a-t-il été adopté ?
4. Quels sont les membres du comité qui ont voté en faveur de l'amendement de M. Sutherland, et quels sont ceux qui ont voté contre ?
5. Quels sont les membres, s'il y en a, qui se sont abstenus de voter ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Oui.

2. Oui.

3. L'amendement a été adopté.

4. Pour : MM. J. C. Sutherland, H. J. Silver, H. B. Ames, le Rév. Dr. Rexford, Dr. W. Peterson et Sa Seigneurie l'Evêque Dunn. Contre : MM. W. S. Maclaren, John White, G. J. Walker, le Dr. W. S. Shurtleff.

5. Dr. J. W. Robertson, le Rév. Dr. Shaw, M. G. L. Masten, le Dr. S. P. Robins.

Avant d'appeler l'article 13 de l'ordre du jour, M. l'Orateur s'adresse à la Chambre comme suit :

“ Au sujet de l'article 13, que j'ai lu avec soin, je dois décider que les paragraphes 6 et 17 ne sont pas dans l'ordre, parcequ'il est irrégulier, dans une interpellation, de demander l'opinion du gouvernement—ou d'aucun membre de la Chambre—sur une matière d'ordre politique ou d'administration. (Bourinot, page 434).—Décision de M. l'Orateur Wurtele, page 1010 du volume des “ Décisions des Orateurs de l'Assemblée Législative ” de cette province, publiées par le greffier de cette Chambre.)

May dit, page 237 de l'Edition de 1893, de “ May's Parliamentary Practice : ”

“ Questions addressed to ministers should relate to the public affairs with which they are officially connected, to proceedings pending in Parliament, or to any matter of administration for which the minister is responsible. Within these lines an explanation can be sought regarding the intentions of the government, but not for an expression of their opinion upon matters of policy.”

“ Cette irrégularité rend toute cette interpellation hors d'ordre, parce qu'une interpellation partiellement irrégulière dans sa rédaction, est hors

d'ordre dans son entier, au sens parlementaire. Mais le système parlementaire a aussi beaucoup de ressources pour la solution des difficultés qui se présentent au cours de la procédure, toujours pour la protection plus efficace des libertés constitutionnelles dont il est la sauvegarde.

“ L'honorable député de Pontiac n'a qu'à consentir au retrait des deux paragraphes irréguliers de son interpellation, et il aura ensuite le droit de la faire, avec le consentement de la Chambre.

“ Si les paragraphes irréguliers ne sont pas retranchés, il sera de mon devoir de décider que toute cette interpellation n'est pas dans l'ordre.”

M. Gillies demande alors la permission de retrancher les paragraphes 6 et 17 de l'interpellation dont il a donné avis, et qui est inscrite au feuillet des ordres comme article 13. Cette permission lui est donnée, unanimement.

Par M. Gillies.—1. Combien y a-t-il de membres du comité protestant du conseil de l'instruction publique qui résident dans les cités de Montréal et de Québec ?

2. Combien y en a-t-il qui résident dans d'autres cités de la Province ?

3. Combien de membres viennent des comtés ruraux ?

4. N'est-il pas vrai que les écoles protestantes de cités sont régies et réglementées par des statuts spéciaux, tandis que les écoles rurales sont administrées d'après les lois générales de l'instruction publique de la Province ?

5. N'est-il pas vrai que tout ou presque tout le travail du comité protestant du conseil de l'instruction publique provient des dites lois générales de l'instruction publique et non des dits statuts spéciaux ?

7. Le gouvernement a-t-il l'intention de modifier la composition du dit comité ?

8. Le gouvernement sait-il que les contribuables des écoles protestantes se plaignent de la rareté d'instituteurs pour leurs écoles rurales ?

9. Quelles mesures le comité a-t-il prises pour remédier à la dite rareté d'instituteurs ?

10. Le gouvernement sait-il que la motion de M. G. J. Walker, membre du dit comité, ayant pour but de remédier à la rareté d'instituteurs a été rejetée par le vote, à la dernière réunion du dit comité ?

11. Quelqu'un des membres du comité résidant à la campagne a-t-il voté contre la dite motion ? Dans l'affirmative, qui est-il, celui-là ?

12. Le gouvernement sait-il que l'école Normale McGill, à Montréal, est la seule source qui fournit les instituteurs protestants?

13. Le gouvernement sait-il que l'école normale McGill ne fournit pas le nombre d'instituteurs requis pour les écoles protestantes de la province.

14. Le gouvernement sait-il que le nombre de personnes enseignant sans diplômes dans les écoles protestantes a considérablement augmenté depuis 1898?

15. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet?

16. Le gouvernement sait-il qu'un grand nombre de protestants dans toute la province se refusent à envoyer leurs enfants à l'école Normale McGill, à Montréal, pour en faire des instituteurs?

18. Y a-t-il dans le comité protestant des représentants venant des comtés de Pontiac, Ottawa, Châteauguay, Drummond, Wolfe, Sherbrooke, Compton, Bonaventure et Gaspé?

L'honorable M. Roy répond comme suit :

1. Onze, comprenant un à Westmount.

2. Aucun.

3. Neuf.

4. Oui, en partie, mais la loi générale s'applique, dans tous les cas auxquels il n'est pas pourvu par le statut spécial.

5. Oui.

7. Oui, à mesure que se produiront les vacances.

8. Oui.

9. Aucune.

10. Oui.

11. On n'a pas voté directement sur la motion de M. W. Walker.

Les votes de MM. J. C. Sutherland, S. J. Walker et John Whyte, membres résidant à la campagne, ont été donnés sur un sous-amendement pratiquement au même effet.

L'amendement qui a pratiquement fait rejeter la motion principale, n'a été appuyé que par M. J. C. Sutherland parmi les membres résidant à la campagne.

12. Oui.

13. Oui.

14. Oui.

15. Le gouvernement prend la question en sérieuse considération.

16. Le gouvernement n'a pas d'informations.

18. Non.

Proposé par M. Bernard, secondé par M. Lafontaine (Maskinongé), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Une liste des noms des médecins employés à l'asile Saint-Jean-de-Dieu de la Longue-Pointe pour le traitement des malades de cette institution, etc.

2. La date de la nomination de chacun de ces médecins.
3. Le salaire de chacun de ces médecins, par année.

Proposé par M. Perrault, appuyé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant la Chambre : Copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province, au sujet de la convocation de la convention forestière fédérale tenue les 10, 11 et 12 janvier 1906, en vertu d'une décision du parlement fédéral, à sa session de 1905.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant la Chambre : Copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance ou la commission fédérale du chemin de fer "le Transcontinental" et le gouvernement de la province de Québec, au sujet de toute somme à être remboursée en vertu de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867 (section 92, article 10, paragraphe c), en rapport avec les subventions votées par la législature de Québec, comme aide à la construction du pont de Québec.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant la Chambre : Copie des documents et de la correspondance échangée avec toute personne en rapport avec la consolidation de la dette fondée, et des emprunts temporaires ainsi que le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904 ?

Ordonné,—Qu'il soit mis devant la Chambre : Copie de tous documents expliquant la nature de la défalcation ou détournement au montant de \$39,388.23 mentionné dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis le 30 juin 1886 et l'origine des billets ou effets non échus au montant de \$44,625.80 mentionné aussi dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis 1890.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : Copie des ordres-en-conseil, documents et correspondances autorisant le congrès de colonisation à St-Jérôme, les 21, 22 et 23 novembre 1905, et le congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les 12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la Province pour la convocation et la tenue de ces deux congrès.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette Province.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe,—et la motion est soumise à la Chambre,—qu'il soit voté un ordre de la Chambre pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province de Québec, soit au sujet d'aucune augmentation des subsides, soit au sujet du remboursement des sommes provenant des Etats-Unis, pour l'indemnité dite des pêcheries, soit au sujet des droits de la province dans le remboursement d'autres sommes provenant des baux et permis de pêche.

Sur la proposition de M. Perrault et, avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

Conformément à l'ordre du jour, le bill suivant est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés :

Bill (80) ratifiant l'acte d'une donation de certaine propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la " Royal Trust Company ", comme fidéicommissaire, pour l'établissement d'un asile pour les incurables, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 7 février 1906

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 86—Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie du Chemin de fer Matane et Gaspé, et l’a adopté sans amendement.”

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à sa charte et trouve que les avis ont été publiés,

Votre comité a aussi examiné la pétition de Raymond Belleau, demandant une loi autorisant la Chambre des notaires de la province de Québec à l’admettre au nombre de ses membres, après examen, et trouve que les avis ont été publiés dans les journaux mais qu’il n’a été donné aucun avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, et votre comité est d’opinion que les avis ne sont pas suffisants.

Quant aux pétitions suivantes, votre comité trouve qu’il n’en a pas été donné avis, savoir :

De Severe L. Perron ;

D’Alfred Hardy ;

De François Richer-Lafleche ;

Et d’Ernest Bourgoin, demandant respectivement une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la Province de Québec à les admettre au nombre de ses membres, après examen.”

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l’honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 42—Loi pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l’Association de l’Asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des Catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

Bill 81—Loi ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret-J. Morris, épouse de feu William-B. Lambe, à James Robinson.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill 59.—Loi constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

Et Bill 91.—Loi constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec."

Ordonné,—Que M. Morin ait la permission de présenter un bill (35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny), ait la permission de présenter un Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blouin ait la permission de présenter un Bill (No 136) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 février 1906, pour une copie du procès-verbal ou d'un projet du procès-verbal de la réunion du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, le 30 janvier 1906.

(Document de la session No 26.)

L'honorable M. Roy, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, donnant : 1. Les noms des médecins employés à l'asile St-Jean-de-Dieu de la Longue-Pointe pour le traitement des malades de cette institution, etc.

2. La date de la nomination de chacun de ces médecins.

3. Le salaire de chacun de ces médecins, par année.

(Document de la session No 27.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Mackenzie.—1. Quel est le nombre d'instituteurs à qui l'école normale McGill a accordé des certificats, chaque année, depuis 1890 ?

2. Quel est le nombre de certificats d'instituteurs qui a été accordé chaque année, depuis 1890, par l'ancien bureau central des examinateurs protestants aboli en 1898 ou 1899 ?

3. Quelle somme la province a-t-elle donnée aux écoles protestantes et autres institutions scolaires de Montréal, en l'année 1904-1905 ?

4. Quelle somme la province a-t-elle donnée aux écoles protestantes et autres institutions scolaires de Québec, en l'année 1904-1905 ?

5. Quelle somme des deniers de la province a été donnée, dans chaque classe, aux écoles protestantes, élémentaires, modèles et académiques, dans les comtés de la province, en l'année 1904-1905 ?

6. Quel est le taux de la taxe scolaire imposée aux contribuables protestants dans les cités de Montréal et de Québec, respectivement, en l'année 1904-1905, et la valeur totale de la propriété immobilière imposée dans chacune des dites cités ?

7. Quel a été le nombre des élèves du deuxième cours de la classe académique dans chaque académie protestante de la province, durant les années 1898 et 1904-1905 ?

8. Quel est le nombre d'instituteurs, hommes ou femmes, enseignant sans diplôme, qui ont été employés dans les écoles élémentaires protestantes de la province, chaque année, depuis 1898 jusqu'à 1905 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. 1890	73
1891	90
1892	81
1893	83
1894	93
1895	120
1896	137
1897	106
1898	138
1899	143
1900	123
1901	146
1902	149
1903	167
1904	91
1905	119
	<hr/>
	1859

2. Nombre de diplômes accordés par le Bureau central des examinateurs protestants durant les années suivantes :

1890.....	173
1891.....	261
1892.....	289
1893.....	252
1894.....	301
1895.....	328
1896.....	266
1897.....	332
	<hr/>
	2202

481 de ces diplômes n'étaient valides que pour un an seulement.

3. (a) Du fonds des écoles publiques, \$6,369.21.

(b) Pour trente bourses fondées par le gouvernement à la " High School ", Montréal, \$1,185.00.

(c) Pour les écoles du soir, \$

(d) Université McGill, \$2,075.00.

(e) Bureau des examinateurs de l'université, \$500.00.

4. (a) Du fonds des écoles publiques, \$420.44.

(b) Pour vingt bourses fondées par le gouvernement à la " High School ", de Québec, \$1,285.00.

(c) Pour les écoles du soir, \$

(d) Pour la " High School," des filles, \$200.00.

5. Académies (excepté Montréal et Québec), \$6,035.00.

Ecoles modèles, \$5,730.00.

Ecoles des municipalités pauvres, \$8,146.00.

Ecoles élémentaires, sur le fonds des écoles publiques, à peu près \$12,000.00.

Comme le fonds des écoles publiques est divisé à raison de la population et non pas spécifiquement entre catholiques et protestants, il est pratiquement impossible de donner en ce cas plus qu'un chiffre approximatif.

6. (a) Quatre millièmes par piastre calculés sur la valeur imposable de la propriété immobilière, à Montréal.

(b) Quatre pour cent de la valeur locative, à Québec.

(c) La valeur imposable, à Montréal, pour les protestants, \$65,265,000.00

(d) La valeur imposable, à Québec, pour les protestants, \$2,327,497.00.

7. Nombre des élèves qui ont pris part aux examens du mois de juin en 1898 et 1905, respectivement :—

Académies	Année 1898	Année 1905
	2e cours académique.	2e cours académique.
Aylmer.....	3	
Bedford.....	0	5
Coaticook.....	4	7
Cookshire.....	5	8
Cowansville.....	6	2
Danville.....	8	2
Dunham.....	7	9
Gault Institute.....	0	6
Granby.....	5	9
Huntingdon.....	46	19
Inverness.....	4	13
Knowlton.....	7	8
Lennoxville.....	..	3
Lachute.....	13	8
Lachine.....	..	3
Ormstown.....	11	4
St-Lambert.....	..	1
St-François.....	10	5
St-Jean.....	3	
Shawville.....	2	7
Sherbrooke.....	16	7
Stanstead.....	10	11
Sutton.....	6	6
Trois-Rivières.....	1	
Waterloo.....	19	10
Westmount.....	10	31
Examen général fait à l'école McGill pour l'admission à l'Ecole normale.....	..	25
	196	209

Le deuxième cours académique de 1905 représente à peu près une année de plus de vie scolaire que le deuxième cours académique de 1898, le terme ayant été prolongé d'un an depuis cette dernière date.

8. Instituteurs non diplômés :

1898-9.....	64
1899-1900.....	83
1900-1.....	137
1901-2.....	171
1902-3.....	187
1903-4.....	254
1904-5.....	305

Par M. Mackenzie.—1. Des 305 instituteurs non diplômés enseignant dans les écoles élémentaires protestantes de la province, combien y en avait-il qui enseignaient sans permis ou autorisation du département ?

2. Combien y avait-il d'instituteurs d'écoles protestantes enseignant dans cette province en 1904-05, qui possédaient un diplôme de l'Ecole Normale McGill ?

3. Combien y avait-il d'instituteurs d'écoles protestantes enseignant dans cette province en 1904-05, qui possédaient un diplôme de l'ancien bureau central des examinateurs aboli en 1899 ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. 214.
 2. 743.
 3. 433.
-

Proposé par M. Mackenzie, secondé par M. Roy (St-Jean),—et la motion est soumise à la Chambre—

Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie : 1. De tout règlement du comité protestant de l'instruction publique exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école Normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires.

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond.

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'instruction publique, demandant l'annulation de ces règlements et, spécialement, de la motion de M. Gavin Walker.

4. Etat comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent.

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50,000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du Statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école Normale McGill et comment il a été employé.

Un débat s'élevant,—

* L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et pharmacien dans la province de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cherrier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (37) concernant le club Montefiore.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Bill (82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Bill (78) amendant la loi 5 Edouard VII, chapitre 79 constituant en corporation la " Imperial Trust Company ".

Bill (63) constituant en corporation " The Sovereign Fire Insurance Company ".

Et Bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Le bill suivant est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc. :

Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (13) amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.

Bill (14) amendant la loi des cités et villes, 1903, concernant les états transmis au Secrétaire de la province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 8 février 1906

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été publiés dans chaque cas, savoir :

De la ville de Notre-Dame-de-Grâces-Ouest, demandant une loi la constituant en corporation ;

De la cité de Montréal et de la compagnie du chemin de fer le Pacifique Canadien demandant une loi ratifiant certains arrangements faits entre elles ;

De Suzan M. Whitney et autres, demandant une loi augmentant le salaire des administrateurs de la succession James O'Brien ;

Et de la “ Canadian Eastern Railway Company ” demandant une loi la constituant en corporation.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 21e jour de février courant.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 53.—Loi amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer Urbain de Montréal, et l'a adopté avec un amendement.”

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de cette honorable Chambre :

Bill 38.—Loi amendant la charte de la ville de Rimouski ;

Bill 60.—Loi constituant en corporation l'Association athlétique d'Amateurs Nationale ;

Et bill 66.—Loi autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles-Borromée de Joliette, à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour présentation des bills privés soit étendu jusqu'au vingt et unième jour de février courant inclusivement.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Carter, ait la permission de présenter un Bill (45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (No 135) ajoutant l'article 753a à l'article 753 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Langlois, ait la permission de présenter un Bill (No 133), amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Stephens ait la permission de présenter un Bill (No 134), amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Rapports, états et statistiques des chemins de fer, conformément aux art. 5176, par. 4, 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1905.
(*Document de la session No 28*).

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Rapports des compagnies de chemins de fer subventionnées par la Législature de Québec, indiquant les recettes et les dépenses de ces chemins de fer et adressés à l'hono-

nable Ministre de la Colonisation et des Travaux publics, conformément au statut 1 Ed. VII, ch. 2, pour l'année finissant le 30 juin 1905.

(Document de la session No 29).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—1. La décision judiciaire est-elle rendue dans la cause de la province de Québec contre la compagnie "Montreal Light, Heat and Power" au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly ?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de cette décision ?

Réponse par l'honorable M. Gouin.—Non.

Par M. Perrault.—1. Le gouvernement a-t-il encore en mains aucuns bons ou débetures émis depuis 1874 par aucune compagnie de chemin de fer, en faveur de la Province, en vertu de l'Acte 37 Victoria, chap. 2, et des actes qui l'amendent, ainsi qu'en vertu des actes régissant le remboursement d'aucune subvention, soit directement, soit au moyen d'un fonds d'amortissement ?

2. Dans l'affirmative, pour quel montant ?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre sur le marché les débetures qui sont échues, pour en retirer une valeur quelconque ?

4. Dans la négative, ces débetures ont-elles été remplacées par une garantie quelconque ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. En l'année 1875, en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 2, le gouvernement a reçu des bons des compagnies de chemins de fer suivantes, comme garantie collatérale des avances faites pour la construction de ces chemins de fer ;

"Montreal and Northern Colonization Railway Company," 500 bons de \$1,000 chacun.

"Compagnie du chemin de fer de la rive nord," 235 bons de \$1,000 chacun.

Lorsque, en vertu de la loi 38 Victoria, chapitre 2, le gouvernement prit la propriété et les droits de ces deux compagnies et se chargea de la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, comprenant les deux chemins de fer ci-dessus mentionnés, ces bons devinrent d'aucune valeur. Ils sont encore dans les voutes du département du Trésor. Il n'a pas été reçu de bons ni de débetures en vertu d'aucune loi régissant le remboursement des subventions.

2, 3 et 4. Réponse ci-dessus.

Par M. Perrault.—Le gouvernement interprète-t-il la loi 5 Ed. VII, chap. 14, art. 3, en chargeant aux voyageurs de commerce, ne résidant pas dans la province, trois cents piastres de licence pour chaque personne, chaque société, et chaque corporation qu'ils représentent ?

2. Dans l'affirmative, est-il à la connaissance du gouvernement qu'un grand nombre de ces voyageurs de commerce évitent la loi en ne payant qu'une licence, tout en représentant jusqu'à vingt institutions différentes n'ayant aucune place d'affaires en Canada ?

3. La réponse du gouvernement par les mots "à l'étude" dans le procès-verbal de la séance du 29 janvier 1906, signifie-t-elle que la répression de cet abus sera considérée ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Non ; 2. Non.

3. Cela signifie que toute la loi est à l'étude.

Par M. Langlois.—De quelle façon a été dépensé annuellement depuis 1897 à 1905, inclusivement, le crédit de \$600 pour le musée scolaire ?

Réponse par l'honorable M. Roy : De façon à acquérir différents spécimens de nature à compléter le musée, etc.—Un état relatif à ce sujet a été publié, tous les ans, dans "l'Etat financier du Surintendant de l'Instruction Publique."

Pour l'année 1896-97,	voir page 121 de cet état financier.
do do 1897-98,	do do 123 do
do do 1898-99,	do do 147 do
do do 1899-1900,	do do 141 do
do do 1900-01,	do do 150 do
do do 1901-02,	do do 153 do
do do 1902-03,	do do 154 do
do do 1903-04,	do do 158 do

L'état financier pour l'année 1904-05 sera bientôt soumis à cette Chambre.

Par M. Langlois.—Quel a été le montant total dépensé en 1884-1885 et en 1904-1905, respectivement, pour l'administration de la justice dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

Montant total dépensé 1884-1885.....	\$ 377,575 45
" " " 1904-1905.....	650,863 14

Cela comprend la dépense encourue pour la police et l'inspection des bureaux publics.

Proposé par M. Langlois, secondé par M. Lemieux et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie des documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'Etat.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :
—Copie des ordres en conseil, documents, correspondance avec la Banque de Montréal, ou toute personne, au sujet du renouvellement ou de la continuation, pendant deux ans, de l'emprunt de 1874 dû le 1er mai 1904, au montant de \$2,723,873.33.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :
Copie des ordres en conseil, documents, et correspondance avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, la Banque de Montréal, ou toute personne au sujet de la balance de \$1,164,380.00 restant au crédit de la Province, sur les \$7,000,000.00 que la Compagnie du Pacifique doit remettre, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5,835,620.00.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, —et la motion est soumise par M. l'Orateur,—

Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie du rapport de M. E. J. Barbeau, ancien directeur-gérant de la banque d'Epargne de la cité et du district de Montréal, en 1892, sur le fonctionnement du service public, tel qu'il appert par la réponse du gouvernement au Journal de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1893.

Un débat s'élève.—

L'hon. M. Gouin propose, appuyé par l'hon. M. McCorkill, et il est—

Ordonné,—Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 142) amendant la loi électorale en ajoutant l'article 35a.

M. Caron (L'Islet), appuyé par M. Dion, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (3) abolissant la mort civile.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (2) concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

Bill (7) concernant les syndicats d'élevages.

Bill (9) amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (42) abrogeant la loi 23 Victoria, ch. 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'Asile de Ste-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, ch. 228.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lamb, à James Robinson.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morisset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dorris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Le bill suivant est, conformément à l'ordre du jour, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc. :

Bill (64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, et les lois qui l'amendent.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

En 1904-05 ; fonds des écoles publiques.....	\$ 160,000.00
fonds des municipalités pauvres....	13,000.00
sur les \$50,000, 60 Vict., ch. 3....	10,286.62
 Total.....	 \$ 183,286.62

Par M. Langlois.—1. Quel est le montant payé par le gouvernement à M. C. J. Magnan, pour la publication de “ L'Enseignement Primaire ” ?

2. Quel est le salaire annuel payé à M. C. J. Magnan, comme professeur à l'école Normale ?

3. Quelle somme a été payée à M. C. J. Magnan, en rapport avec la préparation et la publication de “ Mon Premier Livre ” ?

4. M. Magnan a-t-il touché des émoluments ou des revenus d'autres sources que celles-là depuis 1897 ?

5. Quel en a été le montant et à quel titre ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. \$41,927.32, et ce montant a été payé à M. Magnan depuis la fondation de “ L'Enseignement Primaire,” en 1899, jusqu'au 8 février 1906, comme suit :

30 juin 1899.....	\$ 5,000 00
30 “ 1900.....	5,750 00
30 “ 1901.....	5,000 00
30 “ 1902.....	5,000 00
30 “ 1903.....	5,014 00
30 “ 1904.....	6,070 00
30 “ 1905.....	6,056 00
6 fév. 1906.....	4,037 32

Total.....\$ 41,927 32

2. \$1,200.00.

3. \$1,195.00.

4. Oui.

5. \$80.00 pour achat de 400 exemplaires du livre “ Honneur à la Province de Québec ”.

\$50.50 pour achat fait par le département des Travaux Publics et de la Colonisation de 100 exemplaires du “ Manuel de Droit Civique ”, et \$795.00 pour annonces et publications d'études sur la colonisation, dans “ L'Enseignement Primaire ”.

\$650.00 ont été payées par le ministère de l'Agriculture pour la livraison de “ l'Ecole Rurale ” (supplément de “ L'Enseignement Primaire ”) du 1er septembre 1904, au 30 juin 1905.

M. Girard.—1. En quelle année a été fixée l'échelle du prix actuellement chargée pour la coupe des bois sur les terres de la Couronne ?

2. Combien de millions de pieds de bois ont été coupés sur les terres de la Couronne, l'année dernière ?

3. Combien de cordes de bois de pulpe ont été coupées sur les terres de la Couronne, l'année dernière ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. En 1901 ; 2. 3. Voir page 28a du dernier rapport du ministre des terres, mines et pêcheries.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Whitton, comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. 73,500 ; 2. 24,028.

Par M. Delâge.—1. Le gouvernement a-t-il passé un ordre-en-conseil affectant une partie de la somme de cent mille piastres votée en vertu de la loi 60 Victoria, et amendée par le Statut 5 Edouard VII, au paiement de primes annuelles aux institutrices ?

2. Si tel ordre-en-conseil a été passé, quelles conditions impose-t-il ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Oui.

2. Une prime de \$15.00 sera payée annuellement aux institutrices laïques qui auront enseigné pendant plus de quinze ans sans interruption, dans cette province, et une prime de \$20.00 sera également accordée aux institutrices laïques qui auront enseigné pendant plus de vingt ans ; lesquelles institutrices devront être diplômées et actuellement dans l'enseignement.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, lundi prochain.

Conformément à l'ordre du jour, le bill suivant est lu, la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés :

Bill (62) amendant la loi 56 Victoria, chap. 22, relative à l'entretien de certains ponts.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (45) ratifiant un contrat passé entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Cet bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

Et, alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 12 février 1906

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de La Broquerie de la Bruère demandant une loi l'autorisant à pratiquer l'art dentaire dans la province de Québec est lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (100) constituant en corporation la "Canadien Eastern Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un bill (138) amendant l'article 291 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (140) amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un bill (129) amendant les dispositions spéciales concernant les écoles publiques de la cité de Montréal en ce qui regarde les écoles placées sous le contrôle du bureau des commissaires d'écoles protestantes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un bill (132) amendant le Code municipal en ajoutant l'article 476b.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que l'honorable M. Tessier ait la permission de présenter un bill (17) amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (130) relatif aux corporations municipales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (53) amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 76) amendant la charte de la cité de Montréal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Girard.—Quel est le montant de toutes les dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec le procès de Fouquet, accusé et trouvé coupable de meurtre devant la cour criminelle du district de Saint-François, y compris les frais d'appel à la cour du Banc du Roi, à Montréal, en 1905 ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

Témoins de la Couronne.....	\$ 1,024 90
Grand constable, honoraires, frais d'arrestation, frais d'assignation des témoins, etc.....	120 00
J. A. Gauthier & Cie., repas aux jurés.....	442 20
E. C. Gatien, sténographe.....	478 55
C. H. Duberger, assignation des témoins.....	23 20
J. O. Massé, huissier audencier.....	34 00
A Couture, constable spécial.....	51 00
J. W. Hughes, constable spécial.....	51 00
H. Paré, constable spécial.....	51 00
C. Bernier, constable spécial.....	51 00
Corporation de Sherbrooke, pour 4 constables.....	102 00
W. C. Tracy, interprète.....	85 00
M. Ryan, assignation de témoins.....	23 40
J. L. de Lottinville, copies de documents, etc.....	40 16
Païement des jurés.....	374 00
J. S. Broderick, substitut du Procureur-Général.....	340 00
Emile Rioux.....	1,388 50
Total.....	\$ 4,679 91

Par M. Langlois.—1. L'arrondissement du village de la paroisse de St-Michel-Archange, comté de Napierville, a-t-il construit une maison d'école nouvelle durant le cours de l'année dernière (1905)? Dans l'affirmative, les plans et les devis de cette école ont-ils été fournis ou approuvés par le surintendant, conformément à la loi ?

2. Le surintendant a-t-il reçu un rapport quelconque sur l'état hygiénique de cette maison d'école ? Dans l'affirmative, quel est ce rapport ?

3. Le dit arrondissement a-t-il engagé un instituteur ou une institutrice pour l'ouverture des classes au mois de septembre dernier ?—Dans la négative, pendant combien de temps l'école du dit arrondissement a-t-elle été fermée ?

4. Un terrain a-t-il été acheté pour y construire telle maison d'école ?—Dans l'affirmative, de qui ?—Dans la négative, à quel titre les commissaires ont-ils construit la dite maison d'école ?

5. L'ancienne maison d'école du dit arrondissement a-t-elle été vendue ?—Dans l'affirmative, à quelle date, et le surintendant a-t-il donné son consentement à telle vente ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—Le dossier concernant l'école du village de la paroisse de St-Michel-Archange a été adressé à M. l'inspecteur Demers, le 10 janvier dernier, pour qu'il en prenne connaissance, avant d'aller visiter cette école.

M. Demers n'a pas encore fait son rapport et le dossier n'a pas été retourné au département de l'Instruction publique ; nous lui avons télégraphié le 9 du courant, mais n'avons reçu aucune réponse.

Par M. Delâge.—1. La publication "L'Enseignement Primaire" est-elle distribuée aux écoles élémentaires, modèles et académiques de cette province, en vertu d'un contrat ?

2. Si un contrat existe, quel est le nombre d'écoles auxquelles cette publication a été ainsi distribuée, depuis l'année mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf à l'année mil neuf cent cinq ?

3. Cette publication est-elle distribuée à d'autres parties ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1. "L'Enseignement Primaire" est adressé : 1. A toutes les écoles élémentaires, modèles et académiques sous le contrôle des commissaires et des syndics catholiques de la province de Québec.

2. A toutes les commissions scolaires de la province de Québec, depuis septembre 1903. La revue est adressée gratuitement aux parties ci-dessus en vertu d'un contrat stipulé entre le gouvernement d'une part et M. C. J. Magnan de l'autre. Avant d'être arrêté, ce contrat a reçu l'approbation du département du procureur-général.

2. 1898-1899.....	4,585 écoles.
1899-1900.....	4,659 "
1900-1901.....	4,726 "
1901-1902.....	4,753 "
1902-1903.....	4,856 "
1903-1904.....	4,950 "
1904-1905.....	5,037 "

3. Oui. Aux membres du Conseil de l'Instruction publique, aux inspecteurs d'écoles ainsi qu'à d'autres officiers de l'Instruction publique, aux députés, aux conseillers législatifs, à plusieurs institutions de charité et des maisons d'éducation qui ne sont pas sous contrôle, à quelques écoles indépendantes. Dans plusieurs cas, "L'Enseignement Primaire" est adressé en double à des écoles contenant deux ou trois classes. En vertu de son contrat, M. Magnan n'est pas tenu à cette dépense.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de tous ordres-en-Conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Walker, secondé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Un état indiquant par comté :

1. Le taux de la taxe scolaire payée, dans chaque municipalité, par les contribuables protestants, en l'année 1904-1905.

2. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes, dans chaque comté, dont les termes, en 1904-1905 ont duré un mois, deux mois, et ainsi de suite, jusqu'à dix mois.

3. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes où il n'y a pas eu de termes scolaires en 1904-1905.

Proposé par M. Mackenzie, secondé par M. Walker, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie du rapport du sous-comité du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, dont M. Kneeland était le président, fait en 1903 ou 1904, au sujet de la rareté des instituteurs et institutrices, avec, aussi, copie de toutes les résolutions adoptées et de tout ce qui s'est passé au sujet du dit rapport.

Proposé par M. Smith, secondé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état donnant, comté par comté, le montant des contributions municipales aux écoles publiques, durant les années 1897-98, et 1904-05, et le montant contribué par le gouvernement pour ce même objet.

L'honorable M. LeBlanc propose, appuyé par M. Tellier, et il est—

Ordonné,—1. Que, pour l'usage des membres de cette Chambre, il soit imprimé un catalogue des livres achetés pour la bibliothèque de la Législature et qui ne se trouvent pas dans le catalogue de 1903.

2. Qu'à l'avenir, un catalogue des livres achetés pendant l'année soit aussi imprimé pour être distribué aux députés de cette Chambre, à l'ouverture de chaque session.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (134) amendant la loi constituant en corporation les compagnies à fonds social.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'Association d'industrie laitière de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (51) ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des sœurs de Sainte-Anne.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (85) amendant la charte de la ville de Fraserville.

Bill (35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 13 février 1906.

M. Delâge propose, et, avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que la pétition de la corporation du village de St-Joseph de Bordeaux soit présentée et déposée sur la table de la Chambre.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l’a adopté sans amendement Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l’a rejeté :

Bill (142) ajoutant l’article 35a à la loi électorale de Québec, 1903.”

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental, et l’a adopté avec un amendement.”

M. Champagne, du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Compagnie des Boulevards de l’Ile de Montréal et de la “ Southern Electric Company”, demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

Du village du Boulevard St-Paul et de la “ North Shore Power Company”, demandant respectivement des amendements à leur charte.

De Dlle Emélie Lacombe et autres, demandant une loi concernant la succession de feu Simon Lacombe.

De la “ Lotbinière Lumber Company ” demandant une loi ratifiant un acte de vente fait par M. William Tobin et Frank McCrea à la “ Lotbinière Lumber Company”.

De l’Hôpital protestant des aliénés demandant une loi déclarant en quels placements peuvent être mis les fonds du dit hôpital.

Et de la Commission des écoles catholiques de Montréal demandant une loi l’autorisant à contracter un emprunt et pour d’autres fins.”

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l’honneur de les rapporter sans amendement :

Bill (41) incorporant l’église de Messiah (*Unitarian*), de Montréal, et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par la dite église.

Bill (80) ratifiant un acte de donation d’une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la “ Royal Trust Company ”, en qualité de fidéicommissaire, pour l’établissement d’un hospice à l’usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.

Votre comité a examiné, aussi, le bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses, de Valleyfield, auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Quant au bill (62) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relativement à l’entretien de certains ponts, votre comité trouve que le préambule du dit bill n’a pas été prouvé.”

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (99), concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tessier (Trois-Rivières) ait la permission de présenter un Bill (72), amendant la charte de “ North Shore Power Company.”

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Carfer ait la permission de présenter un bill (95), déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits des fonds de l’Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie, ait la permission de présenter un bill (54), concernant la succession de feu Simon Lacombe.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (58) concernant le village du Boulevard Saint-Paul.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (84) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (73) constituant en corporation "The Southern Electric Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (98) ratifiant et confirmant un acte de vente fait par Edmond-William Tobin et Frank-N. McCrea, à "The Lotbinière Lumber Company".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Proposé par l'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. Turgeon et—

Ordonné,—Que le nom de M. Chauret soit ajouté à ceux des membres composant le comité de législation.

L'honorable M. Roy dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangée avec toute personne, en rapport avec la consolidation de la dette fondée, et des emprunts temporaires, ainsi que le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904.

(Document de la session No 30.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres-en-conseil, documents et

correspondance avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, la Banque de Montréal, ou toute personne au sujet de la balance de \$1,164,380.00 restant au crédit de la Province, sur les \$7,000,000.00 que la Compagnie du Pacifique doit remettre, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5,835,620.00. (*Document de la session No 31.*)

Et, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres en conseil, documents, correspondance avec la Banque de Montréal, ou toute personne, au sujet du renouvellement ou de la continuation pendant deux ans de l'emprunt de 1874, dû le 1er mai 1904, au montant de \$2,723,873.33.

(*Document de la session No 32.*)

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (136) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

M. Blouin, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

La Chambre reprend le débat ajourné, jeudi, le 8 février dernier, sur proposition de l'honorable M. Gouin, et relatif à la motion de M. Perrault, demandant la production d'une copie du rapport de M. E. J. Barbeau, ancien directeur-gérant de la banque d'Epargne de la cité et du district de Montréal, en 1892, sur le fonctionnement du service public, tel qu'il appert par la réponse du gouvernement au Journal de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1893,—

Et le débat se continuant, M. Perrault propose, et, avec le consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que cette motion soit retirée.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Perrault.—Quel est le montant des dépenses encourues par le gouvernement avant le 1er juillet 1905 et qui n'ont pas été payées avant cette date?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : \$25,622,949.33, balance nette de la dette consolidée, à cette date. (Voir page 16 des comptes publics).

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905 et qui n'ont pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant, dans chaque cas.

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Un état détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le premier juillet 1905, donnant : 1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier dans chaque cas. 2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite—Que ce bill soit, maintenant, lu, la troisième fois,—

M. Tellier propose, en amendement, appuyé par l'hon. M. LeBlanc,—Que tous les mots après “Que” soient retranchés et remplacés par les mots : Ce bill soit de nouveau renvoyé au comité général de cette Chambre pour l'amender en retranchant l'ancienne clause 3 devenue la clause 2, qui permet de taxer, pour certaines fins, les immeubles affectés à des fins de religion, de charité ou d'éducation”,—

Et l'amendement étant soumis à la Chambre par M. l'Orateur, l'hon. M. Tessier propose, en sous-amendement, appuyé par l'hon. M. McCorkill :

“Que tous les mots après les mots “pour l'amender” soient retranchés du dit amendement et remplacés par les suivants : “En retranchant dans

l'ancienne clause 3 devenue clause 2, les mots suivants : "places publiques, marchés publics".

Et un débat s'élevant—

L'hon. M. LeBlanc, appuyé par M. Tellier, propose, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

Les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Et bill (94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.

Conformément à l'ordre du jour, le bill (100) constituant en corporation la "Canadian Eastern Railway Company", est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, etc.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.

Il est proposé par l'honorable M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Gouin, et—

Ordonné,—Que les amendements du Conseil législatif faits au bill (8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie, soient pris en considération demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 14 février 1906.

M. l'Orateur met devant la Chambre l'état d'affaires des institutions suivantes :

De la "Sherbrooke Protestant Hospital"; de la "Women's Christian Association"; de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec; de la "Church Home, rue Guy, Montréal"; du Monastère de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur d'Angers, à Montréal, pour l'année 1905.

— *(Document de la session No 19).*

Aussi, l'état des affaires de la commission des chemins à barrières de l'Île Jésus, pour l'année 1905.

(Document de la session No 35).

Aussi, l'état des affaires de la commission des chemins à barrière de Terrebonne, pour 1905.

(Document de la session No 36).

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des Ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés dans chaque cas, savoir :

De l'Université McGill amendant une loi déclarant certains collèges situés en dehors de la province de Québec, collèges affiliés à l'université McGill.

Et de la compagnie de chemin de fer "Québec et Baie James" demandant des amendements à sa charte."

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill (64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean et les lois qui l'amendent et l'a adopté avec des amendements."

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill 33.—Loi refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Bill 57.—Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation."

Bill 93.—Loi constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Et bill 75.—Loi détachant des municipalités de St-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 78.—Loi amendant la charte de l' "Imperial Trust Company."

Et bill 92.—Loi autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre le lot No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe."

Ordonné,—Que M. Carter ait la permission de présenter un bill (83) concernant l'Université McGill.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Tanguay (Lac-St-Jean) ait la permission de présenter un bill (71) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec et Baie James.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (16) concernant la Cour Suprême du Canada et la Cour d'Echiquier du Canada.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill (125) amendant le code municipal en ajoutant l'article 960a.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Proposé par M. Kelly, secondé par M. Mackenzie, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie de la correspondance échangée avec le gouvernement relativement au Congrès de la Colonisation tenu à St-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre dernier, ainsi qu'une copie des résolutions passées, à ce congrès.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants, savoir :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangés entre le gouvernement de la Puissance ou la commission fédérale du chemin de fer "le Transcontinental" et le gouvernement de la province de Québec, au sujet de toute somme à être remboursée en vertu de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, (section 92, article 10, paragraphe c), en rapport avec les subventions votées par la législature de Québec, comme aide à la construction du pont de Québec. *(Document de la session No 33).*

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour copie du rapport du sous-comité du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, dont M. Kneeland était le président, fait en 1903 ou 1904, au sujet de la rareté des instituteurs et institutrices, avec aussi, copie de toutes les résolutions adoptées et de tout ce qui s'est passé au sujet du dit rapport.

(Document de la session No 34.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (137), amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus. Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Stephens fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (139) amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du Code civil.

M. Lacombe, appuyé par M. Perrault, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement de l'honorable M. Tessier à l'amendement de M. Tellier fait à la motion proposée le mardi, 13 février, dans ces termes : " Que le bill (38) amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski, soit maintenant lu la troisième fois",—L'amendement à cette motion se lisant ainsi : " Que tous les mots après " Que " dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les mots : " le bill soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l'amender en retranchant la section 3, maintenant la section 2, qui permet de taxer, pour certaines fins, des immeubles appartenant à des communautés religieuses, de charité et d'éducation ";—

Le sous-amendement se lisait ainsi :

" Que tous les mots après les mots " pour l'amender " soient retranchés du dit amendement et remplacés par les suivants : " En retranchant dans l'ancienne clause 3 devenue clause 2 les mots suivants : " places publiques, marchés publics."

Et, la Chambre siégeant jusqu'après minuit,—

Jeudi, 15 février 1906.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

Bergerin,
Bissonnette (Montcalm),
Blanchard,
Blouin,
Caron (Matane),
Caron (l'Islet),
Carter,
Chauret,
Décarie,
Dion,
Dorris,
Duhamel,
Fiset,
Girard,
Gosselin,
Gouin,
Kaine,
Laferté,
Lafontaine (Berthier),

Langlois,
Lemieux,
Marchildon,
McCorkill,
Mousseau,
Neault,
Ouellette,
Pilon,
Prévost,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Roy (St-Jean),
Smith,
Stephens,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Turgeon,
Walker et
Walsh.—38.

CONTRE :

Messieurs

*Bernard,
Bissonnet (Stanstead),
Cardin,
Daignault,
D'Auteuil,
Giard,
Godbout,
Jobin,*

*Kelly,
Lacombe,
Lafontaine (Maskinongé),
LeBlanc,
Morisset,
Tellier et
Tourigny.—15.*

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'amendement, ainsi amendé, étant soumis, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative et d'après la division précédente.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi amendé, soit pris en considération demain.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (84) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Île de Montréal.

Bill (73) constituant en corporation "The Southern Electric Company."

Bill (58) concernant le village du Boulevard Saint-Paul.

Bill (72) amendant la charte de la "North Shore Power Company."

Bill (98) ratifiant et confirmant un acte de vente faite par Edmond-William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company."

Bill (95) déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits à même les fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Bill (99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité.

Et bill (54) concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Et, alors, la Chambre ayant siégé jusqu'à minuit et vingt minutes s'ajourne à cet après-midi.

Jeudi, 15 février 1906.

La pétition suivante, conformément à l'ordre du jour, est lue et reçue :

De la corporation du village de Bordeaux demandant une loi la constituant en municipalité de village.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, dans chaque cas, savoir :

De la “ Foncière ”, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, demandant des amendements à sa charte ;

Et de Jos. N. Décarie et autres, demandant une loi concernant la succession de Félix Décarie.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports concernant les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-troisième jour de février courant, inclusivement,”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Roy (St-Jean), du comité du Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement :

Bill (148) amendant l'article 1064 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendements :

Bill (149) amendant l'article 33 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les renvoie à votre honorable Chambre, sans exprimer d'opinion sur leur mérite :

Bill (138) amendant l'article 291 du Code municipal ;

Bill (145) amendant l'article 291 du Code municipal ;

Et bill (147) relatif au maintien d'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques ”.

M. Pelletier, du comité des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (67) amendant la charte de la “ Royal Trust Company,” et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill 52.—Loi augmentant les pouvoirs de la “ Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company ”.

Bill 63.—Loi constituant en corporation “ The Sovereign Fire Insurance Company ”.

Bill 45.—Loi ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-troisième jour de février courant, inclusivement ”.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Décarie, ait la permission de présenter un bill (96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (87), concernant “ La Foncière ”, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (102), amendant le Code municipal relativement à la cour de circuit et au bureau d'enregistrement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (128), amendant le Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur : Le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour 1904-05.
(Document de la session No 8).

Aussi, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour la production d'un état donnant, comté par comté, le montant des contributions municipales aux écoles publiques, durant les années 1897-98 et 1904-05, et le montant contribué par le gouvernement pour ce même objet.
(Document de la session No 37).

INTEPELLATIONS AU MINISTRÉE ET RÉPONSES.

Par M. Lacombe.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de construire une prison nouvelle pour le district de Montréal ?

2. Dans l'affirmative, où le gouvernement se propose-t-il de construire cette prison ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : A l'étude.

Par M. Lacombe.—Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, à l'avenir, une indemnité aux jurés du coroner pour le temps qu'ils perdent ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Non.

Par M. Lacombe.—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le salaire des employés du palais de justice et de la prison de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : Chaque demande d'augmentation de salaire des employés sera accueillie suivant son mérite.

Par M. Perrault.—Quel est le capital payé de la Banque de Montréal sur lequel est calculé la taxe provinciale, en vertu de la loi 59 Victoria, chapitre 15 ?

2. Quel est le montant que cette banque paie à la province, en vertu de cette même loi ?

3. A quel date cette banque a-t-elle payé ce montant pour l'exercice financier 1904-1905 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. \$14,000,000.00.

2. Pour l'année financière 1904-1905.....	\$4,450.00
" " 1905-1906.....	\$4,828.34

La différence est expliquée par une augmentation dans le nombre des bureaux.

• 3. Le 2 juillet 1904 et le 3 juillet 1905, respectivement.

Par M. Perrault.—En vertu de quelle loi ou autorité de la Législature, le gouvernement a-t-il continué ou renouvelé, temporairement, à 4½ pour cent, l'emprunt de 1874, dû le premier mai 1904, au montant de \$2,723,873.33 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Il n'y a pas d'acte de la Législature. L'extention de l'emprunt fut faite sous l'autorité d'un ordre en Conseil No 119, du 15 mars 1904, à la requête de la compagnie du Pacifique Canadien et du consentement des détenteurs de bons. Tous les détenteurs de bons consentirent à accepter 4½ au lieu de 5% durant les deux années d'extension.

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Combien de cordes de bois de pulpe ont été exportées de Trois-Rivières, par chacune des compagnies qui exportent ce bois, respectivement, durant les années 1900, 1901-2-3-4 et 1905, aussi respectivement ?

2. Combien de cordes de bois de pulpe ont été exportées de Batiscan, et par quelles compagnies, respectivement, durant les mêmes années 1900, 1901-2-3-4 et 1905, aussi respectivement ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : Le département des douanes peut seul fournir ces renseignements.

Par M. Langlois.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire reviser et compléter les règlements concernant la construction et l'aménagement des maisons d'école ?

Réponse par l'honorable M. Roy : A l'étude.

Par M. Cherrier.—Est-ce l'intention du gouvernement d'ordonner l'impression des noms des pères et mères de douze enfants reconnus officiellement jusqu'au 1er juillet 1906, pour faire suite au premier volume de statistiques du même genre, publié en 1904 ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—Oui.

M. Perrault propose, appuyé par M. Lacombe : Qu'attendu que la question de savoir si certains services d'utilité générale, tels que traction électrique, éclairage électrique, aqueduc, etc., pourraient être exploités par la province, présente quelque intérêt ; il soit—

Résolu : Que cette Chambre a confiance dans le patriotisme éclairé du gouvernement pour mettre à l'étude, au moment opportun, la question de la nationalisation de ces services et pour conduire à bonne fin l'exécution de tout projet qui pourrait être adopté dans ce sens.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (140) amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 8) établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à prendre en considération les amendements faits en comité général au Bill (No 38) amendant la charte de la ville de Rimouski.

M. Caron (L'Islet) propose, appuyé par M. Décarie : Que ces amendements soient maintenant lus la première fois. La motion est soumise à la Chambre qui se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la première fois.

Et la motion étant faite : Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant posée :

Cette Chambre adoptera-t-elle ces amendements ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ces amendements sont, en conséquence, agréés.

La question étant ensuite posée : Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (41) constituant en corporation l'église du "Messiah" (*Unitarian*) de Montréal et ratifiant un certain acte de donation et de transport fait par la dite église.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Smith fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (80) ratifiant un acte de donation d'une propriété fait par Sir George A. Drummond en faveur de la *Royal Trust Company*, en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-St-Jean et les lois qui l'amendent.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (57) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Édouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walsh fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (75) détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie, certains lots du canton de Buckland, et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (78) amendant la charte de "l'Imperial Trust Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre le lot No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bissonnette (Montcalm), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés en comité des chemins de fer, savoir :

Bill (43) amendant la charte du chemin de fer Québec Central.

Et Bill (71) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec et Baie James.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Et bill (83) concernant l'Université McGill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (3) abolissant la mort civile.

Bill (31) autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.

Bill (32) constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise.

Bill (60) constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement.

Bill (59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (59) constituant en corporation le Club Viger, de Montréal et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 16 février 1906.

L'honorable M. Robitaille propose, et, avec le consentement unanime de la Chambre, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

La pétition de la corporation du village de Bordeaux demandant une loi la constituant en municipalité de village ;

Et de Joseph Octave Paquet et autres, de Québec.

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De la "Sherbrooke Lumber Company," demandant une loi la constituant en corporation ;

De l'Association St-Jean-Baptiste, de Montréal, demandant des amendements à sa charte ;

De l'Ecole de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal, demandant une loi la constituant en corporation ;

De la corporation du village de Saint-Joseph de Bordeaux, demandant une loi la constituant en corporation."

M. Perrault, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill 48—loi amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill 82—loi amendant la charte de la ville d'Outremont et a l'honneur de le rapporter sans amendement."

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

"Votre comité a examiné le bill 56—loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf et l'a adopté avec un amendement."

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny), ait la permission de présenter un Bill (77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company."

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (46) constituant en corporation l'École de pharmacie de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un Bill (89) amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Daignault ait la permission de présenter un bill (127) amendant la loi des cités et des villes, 1903.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Prévost ait la permission de présenter un bill (23) amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads".

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un bill (124) amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du Code civil, ainsi que l'article 30 du Code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits donnés en dehors de la province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (16) concernant la Cour Suprême et la Cour d'Echiquier du Canada.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (148) amendant l'article 1064 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à lundi pour être considéré en comité général.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—1. A quelle époque a été concédé à la “Montréal Light, Heat & Power Co.” le lit de la rivière Richelieu, en amont du barrage de Chambly ?

2. Combien de milles ont été concédés à la “Montréal Light, Heat & Power Co.” ?

3. Quel prix a payé cette compagnie pour cette concession ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. Le 23 février 1905 et le 24 février 1905.

2. 2 13,100 milles : 1617 arpents.

3. \$5,800.

M. Perrault.—Quelles étaient les balances nettes de la dette consolidée et non consolidée au 1er juillet de chacune des années 1901, 1902, 1903 et 1904, respectivement ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

1901—Consolidée.....	\$ 25,022,381 05
Non consolidée.....	1,048,366 05
1902—Consolidée.....	24,933,444 26
Non consolidée.....	1,138,974 74
1903—Consolidée.....	24,834,728 95
Non consolidée.....	1,140,787 84
1904—Consolidée.....	24,731,109 39
Non consolidée.....	1,068,984 95

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie du détail des items sur lesquels porte l'allocation de \$12,000, pour le Bureau provincial d'hygiène, avec le nom et le salaire de chaque officier.

Proposé par M. Smith, secondé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des mines.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (67) amendant la charte de la "Royal Trust Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blouin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (63) constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (59) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (36) constituant en corporation le club Viger, de Montréal, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (69) constituant en corporation " The Quebec Paper Box Company."

Bill (70) constituant en corporation " The Dominion Corset Company."

Bill (87) concernant " La Foncière, " compagnie d'assurance mutuelle, contre le feu.

Bill (96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (63) constituant en corporation " The Sovereign Fire Insurance Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe et que son titre soit : Loi constituant en corporation " The Sterling Insurance Company."

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin dépose sur la table de la Chambre le rapport de la Commission chargée de la révision et de la refonte des statuts généraux de la province de Québec, avec la première partie du projet de refonte.

(Document de la session No 38.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 19 février 1906

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Octave Paquet et autres contre le Bill B du Conseil législatif.— Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée," et lui accordant de nouveaux pouvoirs.

Et du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant une loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province quant à certains pouvoirs du bureau des dits commissaires.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (No 120) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (24) amendant l'article 1149 du Code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour production d'une copie de tous documents expliquant la nature de la défalcation ou détournement au montant de \$39,388.23, mentionné dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis le 30 juin 1886 et l'origine des billets ou effets non échus au montant de \$44,625.80, mentionné aussi dans les comptes publics, à la colonne des recettes, depuis 1890.

(Document de la session No 39.)

Et, réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 février 1906, pour la production d'une copie des documents et de la correspondance échangés entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province, au sujet de la convocation de la convention forestière fédérale, tenue les 10, 11 et 12 janvier 1906, en vertu d'une décision du parlement fédéral, à sa session de 1905.

(Document de la session No 40.)

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (48) amendant la charte de la ville de Ste-Anne de Bellevue.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gendron fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (l'Islet) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (79) érigeant la corporation de la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal, en municipalité scolaire distincte.

L'honorable M. Walsh, appuyé par l'honorable M. Kelly, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Conformément à l'ordre du jour, les bills suivants sont lus, séparément, une deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés, savoir :

Bill (77) concernant la " Sherbrooke Lumber Company ".

Bill (39) érigeant en corporation le village de St-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.

Bill (46) constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal

Et bill (89) amendant la charte de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Mackenzie.—1. Quelles gratifications sont accordées aux étudiants de l'Ecole Normale McGill ?

2. Quel est l'objet de ces gratifications ?

3. Est-ce que ces gratifications sont donnés en certains cas pour encourager les élèves de l'Ecole Normale McGill à aller suivre les cours à l'Université McGill, après avoir pris leurs diplômes à l'Ecole Normale McGill ?

4. (a) Quelle résolution a été soumise au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique quant à l'emploi de ces gratifications relativement au nombre d'élèves qui suivent les cours de l'Université McGill ? (b) Quelle est la date de cette résolution ?

(c) Qui a proposé et a appuyé cette résolution ? (d) Espère-t-on que les élèves de l'Ecole Normale McGill après avoir fréquenté les cours de l'Université McGill, enseigneront dans les écoles élémentaires de la province ?

5. Quelle a été la moyenne des diplômes accordés aux nouveaux instituteurs protestants pour les années 1890 à 1897, toutes deux inclusivement, et pour les années 1898 à 1905, toutes deux inclusivement ?

6. Est-ce que l'effectif des instituteurs nouveaux, de 1890 à 1897, a été bien considérable ?

7. D'où proviennent les chiffres qui figurent à la page 294 du dernier rapport du surintendant de l'Instruction publique, indiquant que les recettes de l'Université McGill ont été de \$391,000.00 et ses dépenses de \$363,161.86 ?

8. Le fonds des licences de mariage sert-il à fournir les allocations accordées annuellement à l'Université McGill, suivant la recommandation du comité protestant ?

9. Est-ce que l'allocation à l'Université McGill est faite suivant la discrétion accordée au comité protestant par l'article 450 de la loi scolaire ?

10. (a) Le gouvernement a-t-il pris connaissance d'un rapport du département de l'Instruction publique déclarant " qu'il ne voyait aucune raison de demander au comité protestant de faire des changements à ses règlements " ? (b) Existe-t-il, dans notre système provincial, un département de l'Instruction publique capable de faire un tel rapport au comité protestant ?

11. Quelles concessions le comité protestant a-t-il faites (s'il en a faites) depuis les huit dernières années "à la faiblesse de certains arrondissements scolaires pris individuellement" ?

12. Combien d'élèves des académies protestantes ont été immatriculés à l'Université McGill depuis 1898 ?

13 (a) Y a-t-il eu quelque changement durant les cinq dernières années dans le montant fourni à même les fonds de la Province pour les examens d'immatriculation de l'Université ?

(b) Qui a proposé ce changement ?

(c) Quels sont les examinateurs de ces élèves d'académies aspirant à cette immatriculation ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Le règlement 63 du comité protestant se lit comme suit :

Tout porteur d'un diplôme d'école élémentaire avancée, d'une école modèle ou de jardin de l'enfance, démontrant qu'il a enseigné avec succès dans une école de cette province sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles, recevra du principal de l'école normale, à même les fonds de la dite école, la somme de deux piastres pour chaque mois d'enseignement efficace, n'excédant pas huit mois chaque année, durant chacune des deux années scolaires qui suivent immédiatement la collation de son diplôme. Si dans deux années consécutives d'assistance à l'école normale, un élève-maître a obtenu un diplôme d'école élémentaire avancée et un diplôme d'école modèle ou de jardin de l'enfance, le montant à payer, sera de quatre piastres par chaque mois ; s'il s'écoule trois termes de l'école normale entre l'admission de l'élève-maître et la collation du second diplôme, le montant devant être payé sera de trois piastres par mois.

Règlement 65.—Sur l'octroi d'un diplôme d'école élémentaire avancée, d'un diplôme d'école modèle ou d'un diplôme de jardin de l'enfance, tout élève-maître de l'école Normale McGill recevra du Principal de l'Ecole Normale, à même les fonds de l'école, la somme de cinq centins pour chaque mille de distance, en sus de cinquante milles dans la province de Québec, entre sa résidence et la cité de Montréal.

2. De rembourser dans une certaine mesure aux instituteurs les frais encourus pour fréquenter l'Ecole Normale.

3. Puis que ces qualifications sont données aux instituteurs, après qu'ils ont pris leurs degrés à l'Ecole Normale, qu'ils suivent ou non les cours d'une université, on ne peut pas dire qu'elles sont données pour encourager l'assistance à l'université.

4. (a) Il a été résolu que le règlement 63 du comité protestant fut amendé en y ajoutant la clause suivante : " Pour les fins de ce règlement deux années d'assistance efficace dans une université de la Province seront considérées comme valant deux années d'enseignement avec succès, et cette assistance avec succès dans l'une des universités sera constatée par un certificat, d'année en année, du principal ou du doyen de la faculté des arts."

Ceci s'applique à l'université McGill comme à l'université Bishop.

(b) Septembre 29, 1905.

(c) Leurs noms ne sont pas enregistrés.

(d) Les élèves de l'Ecole Normale McGill qui suivent les cours de l'université en agissent ainsi avec l'intention déclarée de se préparer à obtenir un diplôme d'académie et sur promesse faite par écrit d'enseigner au moins pendant trois ans dans la Province, et l'on s'attend donc à ce qu'ils enseignent dans les écoles modèles ou les académies.

5. 363 et 139 respectivement.

6. Oui.

7. Du rapport fourni en premier lieu par le collègue McGill pour l'année finissant le 30 juin 1904. Toutefois, dans ce rapport se trouve, au bas de la page, une note à propos des recettes qui se lit comme suit :

“ Comprend donations, souscriptions et revenu en fonds spécial applicables aux années futures.

8. Non pas le fonds des licences de mariage, mais l'intérêt sur ce fonds et la moitié des honoraires de licences de mariage forme une partie du fonds général de l'enseignement supérieur. C'est de ce fonds général que McGill reçoit son allocation.

9. Non.

10. (a) Il n'existe pas de tel rapport écrit. Le rapport auquel on fait évidemment allusion a été dressé par le secrétaire anglais du département en réponse à une question qui lui a été faite par l'un des membres du comité protestant, à une réunion tenue le 30 janvier dernier.

(b) Oui. Voir articles 37 et 38 de la loi scolaire.

11. Cette question est trop vague.

12. Il n'y a rien dans les archives du gouvernement qui puisse indiquer de quelles écoles viennent les élèves immatriculés à McGill.

13. Aucuns fonds provinciaux ou fonds publics n'ont jamais été mis à contribution pour défrayer les dépenses de l'examen d'immatriculation de McGill.

Si la question s'adresse à ce que l'on appelle A. A., la réponse est : non.

(c) McGill fait avec l'aide des membres de son propre personnel l'examen de tous ceux qui demandent l'immatriculation quelle que soit l'école où ils aient préalablement étudié. Elle accepte certains certificats qui tiennent lieu de ces examens.

Par M. Mousseau.—1. La province de Québec a-t-elle, depuis 20 ans, figuré aux sections d'instruction publique des différentes expositions universelles qui ont été tenues, soit en Europe, soit en Amérique ?

2. Dans l'affirmative, auxquelles ?

3. Avec quels résultats, quant aux marques de distinction obtenues ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Oui.

2. A l'exposition Colombienne de Chicago, en 1893, et à l'exposition universelle de Paris, en 1900.

3. (a) A l'exposition de Chicago, il a été décerné 73 médailles ou diplômes d'honneur aux personnes ou aux institutions scolaires qui avaient pris part à cette exposition.

(b) Voici la liste officielle des récompenses obtenues à l'Exposition universelle de Paris en 1900:

CLASSE 1.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Le gouvernement de Québec, grand prix ; les commissaires des écoles catholiques de Montréal, médaille d'or ; les commissaires des écoles protestantes de Montréal, médaille d'or ; les Frères des Ecoles Chrésiennes, médaille d'argent ; les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame, de Montréal, médaille d'argent ; Institut des Clercs de Saint-Viateur, mention honorable ; les Sœurs du Bon-Pasteur, mention honorable ; les Sœurs de Sainte-Anne, mention honorable ; les Sœurs de la Charité, Québec, mention honorable ; les Sœurs de la Présentation de Marie, mention honorable ; les Frères du Sacré-Cœur, mention honorable.

CLASSE 2.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

Le gouvernement du Canada, Grand prix ; douze maisons de haute éducation, au Canada, sont mentionnées comme ayant contribué à l'obtention de ce grand prix, dont six de la seule province de Québec, savoir : le collège de Saint-Sulpice, le séminaire de Québec, le séminaire de Sherbrooke, le collège de Sainte-Marie, le séminaire des Trois-Rivières et le collège de Lévis.

CLASSE 3.

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE.

Le gouvernement du Canada, Grand prix ; ont participé à cette récompense, dans la province de Québec, l'Université Laval et l'Université McGill.

CLASSE 4

Enseignement spécial des beaux arts, le Conseil des arts de la province de Québec, médaille d'argent.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terres dans le canton de Ditton, comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon: 1. 61,600—2. 27 milles carrés, ou 17,280 acres.

Par M. Langlois.—1. Quel a été le montant versé actuellement depuis 1898 par les aspirants aux examens du bureau des examinateurs, en vertu de l'article 31 des règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique ?

2. Quel emploi a-t-il été fait de ces deniers ?

Réponse par l'honorable M. Roy: 1. En l'année 1898, \$3,379.00 ; en 1899, \$4,223.00 ; en 1900, \$4,082.00 ; en 1901, \$4,158.00 ; en 1902, \$4,511.50 ; en 1903, \$5,244.50 ; en 1904, \$5,061.00 ; en 1905, \$5,427.00.

2. A indemniser les membres du Bureau central des examinateurs catholiques pour leur travail et leurs frais de voyage ; à payer le traitement du secrétaire du Bureau ; à indemniser les nombreux examinateurs-délégués chargés de la surveillance des candidats dans les différentes localités où se font les examens et à les rembourser de leurs frais de voyages, s'il y a lien ; à payer les frais d'impression, l'achat de papier, plumes et autres effets nécessaires que le Bureau est tenu de fournir à tous les candidats, à payer les frais de poste et d'express, etc., etc.

Par M. Langlois.—1. Quel montant a été payé annuellement aux collaborateurs de l' "Enseignement Primaire", depuis 1897 ?

2. Quel est le nom des collaborateurs dont les services ont été rétribués et combien ont-ils reçu annuellement, chacun, depuis 1897 ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—Le gouvernement ne connaît rien des arrangements intervenus entre M. C. J. Magnan et les collaborateurs de l' "Enseignement Primaire."

Par M. Langlois.—1. Est-il à la connaissance du département de l'Instruction publique que les 9 écoles élémentaires de la municipalité de Gracefield n'ont aucun système de ventilation ?

2. Dans l'affirmative, le département entend-il prendre des mesures pour obliger cette municipalité à se conformer aux exigences de la loi ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1.—2. Il n'existe dans la Province aucune municipalité scolaire désignée sous le nom de "Gracefield".

Par M. Bernard.—Quel travail J. S. Dion, dont le nom figure comme garde-chasse et pêche, à la page 79 du dernier rapport du Ministre des terres, mines et pêcheries, a-t-il fait, comme tel, pour retirer \$730.00 par année, soit deux piastres par jour, fêtes et dimanches compris ?

2. Quelle est sa juridiction ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Le travail de garde-chasse et garde-pêche.

2. Dans les cité et district de Québec.

Par M. Bernard.—1. Quel travail Adolphe Veilleux, dont le nom figure comme garde-chasse et pêche, à la page 79 du dernier rapport du Ministre des terres, mines et pêcheries, a-t-il fait, comme tel, pour retirer \$730.00 par année, soit deux piastres par jour, fêtes et dimanches compris ?

2. Quelle est sa juridiction ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Le travail de garde-chasse et garde-pêche.

2. Dans la cité de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (148) amendant l'article 1064 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (149) amendant l'article 33 du Code municipal.

M. Caron (L'Islet) propose, appuyé par M. Dion, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois ;—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mackenzie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (145) amendant l'article 291 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières), fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 20 février 1906

M. l'Orateur met devant la Chambre :—l'état d'affaires de l'Hospice Ste-Anne de la Baie-St-Paul pour 1904-05. (*Document de la session No 19.*)

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (43) amendant la charte du chemin de fer Québec Central.”

M. Lacombe, du comité de législation, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec des amendements :

Bill 146.—Loi amendant l'article 2098 du Code civil ;

Bill 134.—Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Bill 136.—Loi abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté :

Bill 140.—Loi amendant les Statuts refondus, concernant les corporations de ville.”

M. Bissonnette (Montcalm), du comité des ordres permanents, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné la pétition du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec, demandant une loi concernant certains pouvoirs du dit Bureau, et trouve que les avis n'ont pas été publiés ; cependant votre comité recommande la suspension de la 51ième règle, convaincu qu'il est que toutes les parties intéressées ont été informées de la pétition.

Votre comité a examiné aussi les pétitions suivantes et trouve que les avis ont été donnés, savoir :

De la “ North Eastern Railway Company ” demandant une loi la constituant en corporation ;

Et de Joseph Dion demandant une loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion.

Quant aux pétitions suivantes, savoir :

D'Albert Jobin et autres, demandant une loi amendant la charte de la cité de Québec ;

Et de La Broquerie de la Bruère, demandant une loi l'autorisant à pratiquer la profession de dentiste dans la province de Québec, votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés. ”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un Bill (74) constituant en corporation “ The North Eastern Railway Company ”.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Décarie ait la permission de présenter un Bill (88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Robitaille ait la permission de présenter un Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation dans cette province, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un Bill (126) amendant l'article 246 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Mousseau ait la permission de présenter un bill (119) amendant la loi des élections contestées de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné, — Que M. Chauret ait la permission de présenter un bill (121) amendant les articles 89 et 686 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (B).—Loi amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs,—pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

M. Délage propose, appuyé par M. Champagne, et il est—

Ordonné,—Que le bill (B) du Conseil législatif, amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée, et leur accordant de nouveaux pouvoirs, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill (145) amendant l'article 291 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (127) amendant la loi des cités et des villes, 1903.

M. Daignault, appuyé par M. Chauret, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de mettre à l'étude l'adoption du système employé par le gouvernement de la Puissance pour la reddition des comptes publics ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : Cette question est trop vague pour y répondre.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de changer la date de l'expiration de l'année fiscale du 30 juin au 31 mars, suivant la pratique adoptée en Angleterre et par le gouvernement de la Puissance du Canada, tel qu'il appert par les comptes publics du Canada, en date du 15 décembre 1905 ?

Réponse par l'honorable McCorkill : Le gouvernement n'a pas étudié la question.

Par M. Langlois.—Quel est le pourcentage de la cotisation scolaire, par comté, dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

COTISATION ANNUELLE ET COTISATION SPÉCIALE

	Par \$100 \$ c		Par \$100 \$ c
Argenteuil.....	0 81	Matane.....	0 73
Arthabaska.....	0 66	Mégantic.....	0 61
Bagot.....	0 39	Missisquoi.....	0 38
Beauce.....	0 61	Montcalm.....	0 33
Beauharnois.....	0 34	Montmagny.....	0 27
Bellechasse.....	0 55	Montmorency.....	0 24
Berthier.....	0 31	Montréal cité, catholique.....	0 25
Bonaventure.....	0 67	Montréal cité, protestante.....	0 40
Brome.....	0 46	Napierville.....	0 23
Chambly.....	0 27	Nicolet.....	0 35
Champlain.....	0 65	Pontiac.....	0 73
Charlevoix.....	0 26	Portneuf.....	0 43
Chateauguay.....	0 32	Québec cité.....	0 24
Chicoutimi.....	0 58	Québec comté.....	0 35
Compton.....	0 74	Richelieu.....	0 34
Deux-Montagnes.....	0 33	Richmond.....	0 59
Dorchester.....	0 41	Rimouski.....	0 41
Drummond.....	0 62	Rouville.....	0 25
Gaspé.....	0 82	Saguenay.....	0 48
Hochelaga.....	0 28	Shefford.....	0 58
Huntingdon.....	0 37	Sherbrooke.....	0 51
Iberville.....	0 32	Soulanges.....	0 50
Jacques-Cartier.....	0 31	Stanstead.....	0 58
Joliette.....	0 31	St-Hyacinthe.....	0 39
Kamouraska.....	0 37	St-Jean.....	0 36
Labelle.....	1 25	St-Maurice.....	0 32
Lac-St-Jean.....	0 59	Témiscouata.....	0 47
Laprairie.....	0 26	Terrebonne.....	0 49
L'Assomption.....	0 29	Vaudreuil.....	0 31
Laval.....	0 41	Verchères.....	0 23
Lévis.....	0 21	Wolfe.....	0 70
L'Islet.....	0 29	Wright.....	0 92
Lotbinière.....	0 36	Yamaska.....	0 52
Maskinongé.....	0 33		

Proposé par M. Lafontaine (Maskinongé), secondé par M. Langlois, et—
Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de la correspondance et des documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill (82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (L'Islet), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (48) amendant la charte de la ville de Ste-Anne de Bellevue.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambre de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Qu'à la présente séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Lacombe rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la bibliothèque de la Législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes des élections pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois, sont agréées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 21 février 1906

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (100) constituant en corporation “ The Canadian Eastern Railway Company ”, et l’a adopté avec plusieurs amendements.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l’honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 97.—Loi amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l’émission de bons ou d’obligations par le bureau des commissaires d’écoles protestantes de la cité de Montréal.

Bill 58.—Loi concernant le village du Boulevard St-Paul.

Bill 98.—Loi ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à “ The Lotbinière Lumber Company.”

Bill 95.—Loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l’hôpital des aliénés protestants augmentant l’étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Et bill 83.—Loi concernant l’Université McGill.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre :

Bill 85.—Loi amendant la charte de la ville de Fraserville.

Bill 101.—Loi constituant en corporation l’Association des hôteliers de la province de Québec.

Bill 94.—Loi concernant les fidéicommissaires de la succession de James O’Brien

Et bill 50.—Loi constituant en corporation la Compagnie T. P. Pelletier.”

Ordonné,—Que l'honorable M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (25), amendant la loi de la pêche de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (22) amendant la loi de chasse de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Prévost ait la permission de présenter un Bill (18) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (27) relatif aux séances de la cour de circuit dans le district de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (103) amendant la loi électorale de Québec, 1903.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 février 1906 pour la production du détail des items sur lesquels porte l'allocation de \$12,000, pour le bureau provincial d'hygiène, avec le nom et le salaire de chaque officier.

(Document de la session No 41).

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Mackenzie.—1. Le collègue McGill et le collègue Bishop de Lennoxville reçoivent-ils annuellement, ou autrement, une partie des sommes mentionnées dans l'article 450 de la loi scolaire, provenant des licences pour la célébration des mariages par les ministres protestants?

2. Dans l'affirmative, quel montant chacun de ces collègues reçoit-il ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Non, ils ne reçoivent aucune part de ces sommes de cette manière. Les sommes d'argent dont il est question ne sont pas distribuées séparément, mais deviennent une partie de deux fonds généraux.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (145) amendant l'article 291 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walsh fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (138) amendant l'article 291 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'honorable M. Prévost dépose sur la table de la Chambre :—Un état des sommes dépensées dans divers districts électoraux pour la colonisation, à la date du 1er février 1906.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Tessier, et il est—

Ordonné,—Que cet état soit publié dans les procès-verbaux et les journaux de l'Assemblée législative, comme suit :

1ER FÉVRIER 1906, CHEMINS DE COLONISATIONS

Argenteuil.....	\$ 4,322 68	Mégantic.....	\$ 1,032 98
Arthabaska.....	896 07	Missisquoi.....	199 82
Beauce.....	2,278 14	Montcalm.....	955 31
Bellechasse.....	2,648 21	Montmagny.....	2,294 98
Berthier.....	1,731 59	Montmorency.....	1,920 17
Bonaventure.....	6,354 03	Nicolet.....	584 84
Brome.....	424 57	Ottawa.....	20,572 89
Champlain.....	1,000 00	Pontiac.....	4,745 12
Charlevoix.....	401 00	Portneuf.....	1,224 75
Châteauguay.....	150 00	Québec.....	796 15
Chicoutimi & Saguenay.	4,853 68	Richmond.....	435 03
Compton.....	581 01	Rimouski.....	2,244 30
Dorchester.....	1,893 59	St-Maurice.....	993 23
Drummond.....	229 94	Shefford.....	423 47
Gaspé.....	1,983 58	Sherbrooke.....	690 70
Huntingdon.....	200 00	Stanstead.....	495 75
Iles-de-la-Magdeleine...	450 00	Témiscouata.....	5,509 70
Joliette.....	1,310 79	Terrebonne.....	3,068 54
Kamouraska.....	1,474 75	Vaudreuil.....	572 75
Lac-St-Jean.....	11,415 14	Wolfe.....	350 00
L'Islet.....	1,199 48	Visites et explorations..	10,962 51
Lotbinière.....	425 00		
Maskinongé.....	2,888 76		
Matane.....	5,244 82	Total.....	\$114,429 82

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907,

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Roy (St. Jean), fait rapport que le comité a passé deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu.—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, à la prochaine séance, en comité des subsides.

M. Roy (St. Jean) rapporte alors les deux résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Ordonné.—Que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à demain.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (No 15) amendant l'article 639 du Code de procédure civile.

L'hon. M. Gouin, appuyé par l'hon. M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 102) amendant le Code municipal relativement à la cour de circuit et au bureau d'enregistrement.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à demain pour être étudié en comité général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 24) amendant l'article 1149 du Code civil.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu.—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné.—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (43) amendant la charte du chemin de fer Québec Central.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont lus, séparément, la deuxième fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill (B du Conseil législatif) amendant la loi constituant en corporation la compagnie Paquet, limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs.

Bill (88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.

Le bill (74) constituant en corporation " The North Eastern Railway Company " est lu la deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre :—L'Etat financier du Surintendant de l'Instruction publique pour l'exercice finissant le 30 juin 1905. (*Document de la session No 9*).

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 22 février 1906

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 71—Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec et Baie James, et l’a adopté sans amendement.”

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 99—Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité et a l’honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a examiné aussi le bill 35.—Loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre honorable Chambre.

Quant au bill 73.—Loi constituant en corporation “ The Southern Electric Company ”, votre comité trouve que le préambule n’a pas été prouvé.”

M. Duhamel, du comité de législation, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill 150.—Loi amendant le Code de procédure civile en y ajoutant l’article 135a.

Et bill 127.—Loi amendant la loi des cités et villes, 1903.”

Ordonné,—Que l’hon. M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (No 116) amendant l’article 166 du Code civil concernant les aliments.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un Bill (No 20) amendant la loi de l'Instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (16) concernant la Cour Suprême du Canada et la Cour d'Echiquier du Canada.

Bill (47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.

Bill (49) ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.

Bill (66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de St-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette.

Bill (51) ratifiant et validant les conventions intervenues entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Ste-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Ste-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des Sœurs de Ste-Anne.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (37) concernant le Club Montefiore.

Bill (42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'Asile Ste-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.

Bill (53) amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.

Bill (68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur.

Bill (81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lamb, à James Robinson.

Bill (90) constituant en corporation "The Quebec Railway Company."

Et Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (37) concernant le Club Montefiore, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'Asile Ste-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la congrégation des catholiques de Québec parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (53) amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (90) constituant en corporation "The Quebec Railway Company," et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à demain.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre :—La réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 2 février 1906, demandant la production de tous ordres en conseil, documents, correspondance, etc., en rapport avec le placement de \$133,200, en à-compte sur la vente du chemin de fer de la rive nord et du Pacifique Canadien, en bons du palais de justice de Québec, tel qu'il appert à la page 18 des comptes publics, ainsi qu'en rapport avec l'item "fonds en fidéicommiss" à la page 281, au montant de \$10,505.54, au sujet du placement de ces mêmes à-comptes.

(Document de la session No 42)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 février 1906, pour la production : 1. D'un état de l'emprunt effectué par la province suivant 45 Vic., chap. 26 et 48 Vic., chap. 16, et des sommes dépensées sur cet emprunt pour le palais de justice de Québec, ainsi que des revenus depuis 1882, provenant de la taxe imposée en vertu des mêmes statuts.

2. D'un état jusqu'à date du fonds d'amortissement provenant de la même taxe et du capital qu'il a dû former depuis 1882, avec le nom de l'institution dépositaire de ce capital.

(Document de la session No 43.)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Smith.—1. Quelle a été, dans la province, en 1877-1878, et en 1904-1905, la dépense *per capita* des écoliers ?

2. Y aura-t-il augmentation en l'année 1905-1906 ?

3. Est-ce que le gouvernement ou le comité protestant du conseil de l'Instruction publique a reçu de l'Ecole normale McGill, un rapport à l'effet que le deuxième degré académique comporte un enseignement trop peu élevé pour permettre aux élèves d'être admis à l'Ecole normale McGill ?

4. Quel est le programme des études pour la classe du deuxième degré académique des écoles protestantes ?

5. L'examen final du troisième degré académique, comporte-t-il l'immatriculation à l'université McGill ?

6. Le gouvernement a-t-il quelques renseignements au sujet du nombre des nouveaux instituteurs que requièrent annuellement les écoles protestantes de la province ?

7. A la dernière réunion du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, M. Silver a-t-il soumis une résolution de l'Association des instituteurs protestants de la province, désapprouvant tout changement dans le degré d'aptitude ou les conditions pour obtenir les diplômes d'instituteur ?

8. Combien de fois le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique a-t-il autorisé de nouveaux livres de classe durant les dix dernières années, pour chacune des trois catégories d'écoles ?

9. Combien de livres de classe, pour chaque matière, dans chacune des trois catégories d'écoles, sont sur les listes autorisées par le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique ?

10. Le secrétaire anglais du Conseil de l'Instruction publique a-t-il fait quelque rapport au comité protestant au sujet du règlement passé en 1898, limitant l'effectif des instituteurs aux gradués de l'Ecole normale McGill, ou au sujet de tout changement proposé du dit règlement ?

11. Quelles ont été les contributions municipales au coût de l'Instruction publique, et les contributions du gouvernement dans les années 1897-1898 et 1904-1905, dans chacun des comtés suivants, savoir : Pontiac, Ottawa, Argen-teuil, Huntingdon, Châteauguay, Missisquoi, Shefford, Brome, Drummond, Stanstead, Richmond, Sherbrooke, Compton, Mégantic et Gaspé ?

12. Quelles ont été les augmentations de la moyenne des salaires des instituteurs protestants des écoles élémentaires dans les dits comtés durant les dites années ?

13. Y avait-il quelque différence en 1904-1905 dans les traitements payés aux gradués de l'Ecole normale McGill, et ceux qui étaient payés aux instituteurs qui ont reçu leur diplôme de l'ancien bureau central des examinateurs aboli en 1898 ?

14. Quelle a été la moyenne des instituteurs protestants fournis durant les années 1890 à 1897, inclusivement ?

15. Quelle a été la moyenne des instituteurs protestants fournis pour les années 1898 à 1905, inclusivement ?

16. Combien d'heures par semaine sont consacrées à l'étude du grec, du latin et du français, dans les deuxième et troisième cours des académies protestantes ?

17. Quel est le nombre de points accordés à chacune des dites matières ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. Aux pages XXIX et XXX du rapport du Surintendant de l'Instruction publique pour la dernière année fiscale, on trouvera un état du nombre d'élèves et du coût total de l'instruction pendant les deux années mentionnées.

2. Il est impossible de répondre à cette question avant la fin de l'année.

3. Le gouvernement n'a pas connaissance de rapport de ce genre.

4. (1) Tennyson : — Selections part 1, West's Elements of English Grammar.

(2) Greek History ; ou Collier's Great Events, periods 1-4.

(3) Physical and Agriculture, comme dans Davis Elementary (Ed. 1902), chap. 1 à 5, ou Tarr ou Hinman.

(4) Mensuration, comme dans Stephens.

(5) Factoring, Fractions G. C. M. et L. C. M. Equations simples et quadrations faciles.

(6) Euclid 1, 2 et déductions faciles.

(7) Progressive Fr. Reader, part 2, Bertenshaw's Gram. jusqu'à la page 12.

(8) German Accidence.

(9) (1) Shorter Latin Course, part 2, pages 40-73 ; (2) Cesar, De bello Gallico, IV, c. I.—29 ; (3) Gleason's Ovid, 200 lignes, commençant page 54.

(10) Premier livre grec. p. 64 jusqu'à la fin, avec traduction et exercices écrits de l'anglais en grec ; ou First Steps in Greek (Ritchie) page 38 jusqu'à la fin.

(11) Physique et chimie (2e degré) chimie :—Remsen, c 1. 12—Botanique :—Groom Pt. 1., et l'étude de quelques plantes communes.

(12) Prang No 6, ou No 5 D. F. C.

Le minimum de connaissance de six sujets est exigé des élèves pour ce degré.

5. Oui, généralement, mais non nécessairement.

6. On ne peut obtenir des chiffres exacts, mais d'après un calcul approximatif, il en faut environ deux cents par an actuellement.

7. M. Silver, dans ses remarques, n'a parlé que d'une résolution de l'Association des instituteurs protestants désapprouvant un changement dans les conditions exigées par les diplômes d'instituteurs et d'une résolution de même genre du comité exécutif de cette association, résolutions qui étaient toutes deux entre les mains du secrétaire du comité.

8. Deux fois. C'est-à-dire que des changements n'ont été faits qu'aux deux révisions quatriennales régulières qui ont eu lieu pendant les dix dernières années. Des livres ont été souvent recommandés.

9. Copie de cette liste est annexée à ce document.

10. Non, sauf ce qui a été dit en réponse à la question dix des questions posées par M. Mackenzie, le 9 février.

11. Ces contributions sont données page 168 (version anglaise) du rapport du surintendant de l'Instruction publique de l'année 1897-98, et page 196 de la version française du rapport de l'année 1904-05.

12. Il n'existe pas de statistiques spéciales des traitements payés dans ces comtés, faites séparément de celles de toute la province, mais il n'y a aucune raison de supposer que l'augmentation de la moyenne des traitements dans ces comtés n'est pas la même que celle des traitements de toute la province.

13. Aucune statistique n'existe pour pouvoir répondre exactement à cette question.

14. 313 instituteurs avec diplôme permanent, et 60 avec diplôme valable pour un an seulement.

15. 211 instituteurs avec diplôme permanent et 30 avec diplôme valable pour un an seulement.

16. Aucune limite de temps n'est imposée pour l'étude du latin, du grec ou du français. Les institutions consacrent un temps différent à ces sujets, suivant les progrès que font les élèves dans ces différentes matières.

17. 200, 200 et 100, respectivement.

Par M. Bernard.—1. Le gouvernement a-t-il été informé que M. Wilfrid Paquet, employé du Palais de justice de Montréal, a déserté son emploi pour s'occuper de l'élection fédérale de Maisonneuve, maintenant pendante ?

2. Se propose-t-il de voir à ce que M. Wilfrid Paquet fasse son devoir comme employé du gouvernement et reste à son poste pendant les heures de bureau ?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Non ; 2. Oui.

Par M. Giard.—1. Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder une subvention pour venir en aide à la municipalité du village de Compton, pour la reconstruction et l'élévation du chemin conduisant à la station du même nom sur la ligne du chemin de fer du Grand-Tronc ?

2. Dans l'affirmative, quel montant ?

3. Dans la négative, quand le gouvernement donnera-t-il telle subvention ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Le gouvernement n'en est arrivé à aucune décision.

Par M. Giard.—Quelle réponse le gouvernement a-t-il donné à une députation du conseil de la municipalité du village de Compton venue à Québec, en septembre dernier (1905), pour demander au gouvernement une subvention pour les aider à élever le chemin allant de ce village à la station du même nom, sur la ligne du chemin de fer du Grand-Tronc ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : Le gouvernement a donné la réponse suivante : sous considération.

Par M. Langlois.—1. "Mon premier livre" est-il encore distribué dans les écoles de la province de Québec ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de publier une nouvelle édition de cet ouvrage ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. Non. Aucune distribution depuis à peu près 15 jours, la 2ème partie étant épuisée.

2. A l'étude.

Par M. Langlois.—1. Est-il à la connaissance du département de l'Instruction publique que 9 écoles élémentaires de la municipalité de Wright et Northfield n'ont aucun système de ventilation ?

2. Dans l'affirmative, le département entend-il prendre des mesures pour obliger cette municipalité à se conformer aux exigences de la loi ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Non.

2. D'après le bulletin de l'année 1904-1905 de l'inspecteur d'écoles chargé de la partie du district du comté de Wright où se trouve la municipalité scolaire de Wright et Northfield la note "bien" est donnée à toutes les écoles à la question posée : sont-elles pourvues d'un système de ventilation suffisante ?

Par M. Langlois.—1. Le gouvernement a-t-il confié à quelqu'un le soin de cataloguer les livres de la bibliothèque du département de l'Instruction publique ?

2. Quand et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Personne n'a été chargé de cataloguer les livres de la bibliothèque du département de l'Instruction publique.

Par M. Langlois.—1. Combien de maisons d'école y a-t-il dans le district d'inspection de M. J. Curot ?

2. Quel est le nombre des maisons d'école dans lesquelles la ventilation fait défaut ?

3. Dans combien de maisons d'école le mobilier est-il insuffisant ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. 194 maisons d'école.

2. 163 " "

3. 150 " "

Par M. Giard.—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Hampden, comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. 35,000 acres, plus ou moins.

2. 8,517 acres.

Proposé par M. Bergevin, secondé par M. Blouin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie de la correspondance et des résolutions en rapport avec le congrès de chasse et de pêche tenu sous la présidence de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905).

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le département de l'Instruction publique, ou aucun de ses membres, officiers ou employés, concernant les vices de construction au point de vue hygiénique, de certaines maisons d'école situées dans le district d'inspection de M. l'inspecteur Curot.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (128) amendant le code de procédure civile.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (121) amendant les articles 89 et 686 du Code civil.

M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Co."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (97) amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (58) concernant le village du Boulevard Saint-Paul.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morisset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (98), ratifiant et confirmant un acte de vente fait par Edmond William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (L'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (95) déclarant quels sont les placements qui peuvent être faits des fonds de

l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (83) concernant l'université McGill.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (85) amendant la charte de la ville de Fraserville.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (101) constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morisset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (50) constituant en corporation la Compagnie T. P. Pelletier.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (L'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (41) constituant en corporation l'église du Messie (*Unitarian*) de Montréal, et ratifiant un certain acte de vente et transport fait par la dite Eglise.

Et bill (67) amendant la charte de la " Royal Trust Company ".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (33) refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.

Bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses, de Valleyfield.

Bill (75) détachant des municipalités de St-Léon de Standon et de St-Malachie certains lots du canton Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de St-Nazaire.

Bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (33) réfondant et revisant la charte de la ville de Lévis, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses, de Valleyfield, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (75) détachant des municipalités de St-Léon de Standon et de St-Malachie certains lots du canton Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de municipalité de la paroisse de St-Nazaire, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que les dits amendements soient lus, la seconde fois, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède de nouveau, à l'étude des résolutions rapportées du comité des subsides, mercredi, le 21 février dernier, et ces résolutions sont lues de nouveau ainsi qu'il suit :

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolu.—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (102) amendant le Code municipal relativement à la cour de circuit et au bureau d'enregistrement.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Stephens.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi des licences de manière que la taxe sur les courtiers en actions soit étendue de façon à s'appliquer à ce que l'on appelle "courtiers sur marge" (*Bucket shops*) ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'adopter, au cours de la présente session, une loi pour remédier aux lois usuraires ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1 et 2. Le gouvernement à l'intention d'étendre la portée de la loi, de manière à la rendre aussi étendue et aussi équitable que possible.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Quel est le montant des dépenses encourues par le gouvernement pendant l'année fiscale terminée le 30 juin 1905 et restées impayées avant cette date ?

2. Quel est le montant de ces dépenses payées depuis cette date ?

3. Quel est le montant de ces dépenses non encore payées ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

1. \$56,921.30, comprenant :

Coroners	\$	8,133 41
----------------	----	----------

NOTA.—Les comptes compris sous ce titre pour le semestre finissant le 30 juin, chaque année, sont rendus et payés à près le 1er juillet suivant, de sorte que les paiements au compte de ce service pour l'exercice financier comprennent les dépenses pendant douze mois.

Protonotaires et greffiers de la Cour de Circuit.....	\$ 2,181 64
Dépenses contingentes des shérifs.....	33,634 57

NOTA.—Les comptes sous les deux chapitres ci-dessus, pour le trimestre finissant le 30 juin chaque année, sont rendus et payés après le 1er juillet suivant, de sorte que les paiements au compte de ces services pour l'exercice financier comprennent les dépenses pendant douze mois.

Divers. Administration de la justice.....	2,604 50
Ecoles du soir.....	1,248 00
Perception des licences.....	2,939 47

NOTA.—*Contra.* Il y avait entre les mains des percepteurs au 30 juin 1905, \$2,261.26, appartenant au revenu pour l'exercice financier finissant à cette date, ce qui tombe dans le revenu de l'exercice financier courant.

Traitements et dépenses contingentes des registrateurs.....	1,989 29
Immigration.....	297 91
Magistrats de district.....	82 44
Police.....	92 20
Archives canadiennes.....	75 50
Timbres de licences.....	95 44
Travaux publics et travail.....	3,546 93
	<hr/>
	\$ 56,921 30

2. \$56,921.30

3. Rien.

Des dépenses semblables encourues avant le 30 juin 1904, mais soumises ensuite et payées à même les recettes de l'année 1904-1905, se sont élevées à..... \$ 58,265 99

Dépenses encourues durant l'exercice se terminant le 30 juin 1904, restées non payées avant cette date :

Coroners.....	\$ 7,828 09
Protonotaires et greffiers de la cour de circuit.....	1,973 87
Dépenses contingentes des shérifs.....	34,237 31
Administration de la justice, divers.....	2,361 35
Ecoles du soir.....	.....
Perception des licences, etc.....	1,813 16
Traitements et dépenses contingentes des registrateurs.....	.....
Immigration.....	238 87
Magistrats de districts.....	183 78
Police.....	435 47
Archives canadiennes.....	.....
Timbres, licences, etc.....	74 75
Travaux publics et travail.....	9,119 34
	<hr/>
	\$ 58,265 99

Par M. Mackenzie.—1. Est-il affecté un montant aux examens des associés-arts ?

2. Dans l'affirmative, à qui est-il payé et quel en est le montant ?

3. Y a-t-il eu une augmentation de ce montant, ces années dernières ?

4. Dans l'affirmative, qui a proposé et secondé la motion, à cet effet, au comité protestant du conseil de l'Instruction publique ?

5. Y a-t-il eu une augmentation, ces années dernières, de la somme payée aux personnes qui ont présidé aux examens finals, aux académies protestantes ?

6. Dans l'affirmative, quel est le montant payé actuellement ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1. Oui.

2. Au trésorier de l'Université McGill. Le montant est actuellement de \$500 par année.

3. En l'année 1900, le montant a été augmenté de \$200 au chiffre actuel.

4. La seule information que le gouvernement possède à ce sujet se trouve dans l'extrait suivant des procès-verbaux de la réunion du comité protestant, le 28 septembre 1900 :

“ A la demande du principal Peterson il est résolu de contribuer \$500 aux frais des examens A. A.”

5. Oui.

6. Trois piastres par jour et une allocation, pour les dépenses de voyage, à chaque examinateur, excepté l'inspecteur des écoles supérieures qui reçoit un traitement annuel.

Le montant total pour services, dépenses de voyage, etc., varie d'année en année. Les quatre derniers totaux ont été de \$764.00, \$786.80, \$726.90 et \$567.00.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 23 février . 1906

M. Cherrier, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre le rapport suivant :

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement :

Bill 135.—Loi ajoutant l'article 753a au Code municipal.

Et bill 126.—Loi amendant l'article 246 du Code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (131) amendant les articles 535, 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.”

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements :

Bill (65) incorporant le chemin de fer du comté de Lévis.

Votre comité recommande aussi que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit étendu jusqu'au premier mars prochain, inclusivement.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill 46.—Loi constituant en corporation l'école de pharmacie de Montréal.

Bill 40.—Loi constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 54.—Loi concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Bill 96.—Loi ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jus qu'au premier jour de mars inclusivement."

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Makinongé) ait la permission de présenter un Bill (114) amendant de nouveau la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (113) amendant l'article 4905 des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à lundi prochain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que, mercredi prochain, la Chambre se formera en comité général pour considérer une résolution concernant la chasse dans la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (127) amendant la loi des cités et des villes.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre considère de nouveau, les amendements faits par le Conseil législatif au Bill (137) amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (120) amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.

M. Roy (Montmagny), appuyé par M. Côté, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

INTERPELLATIONS AUX MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Perrault.—1. Quel est le montant total du capital versé de toutes les banques réunies faisant affaires dans la Province, sur lequel est basé la taxe en vertu de l'article 1145 des Statuts réfondus et des actes qui l'amendent.

2. Quel est le montant total de la taxe payée par ces mêmes banques à la Province, basé sur le capital versé, saus tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—1. \$70,385,517.17.

2. \$33,755.64.

Par M. Perrault.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi pour changer les dispositions des articles 1143, 1144 et 1145 des Statuts réfondus et des lois qui les amendent, à l'effet de fixer la taxe à un taux uniforme pour toutes les corporations et compagnies commerciales, basé sur le montant du capital versé ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—Non.

Par M. Perrault.—1. A quel montant s'élevait, au 1er juillet 1905, le total de la taxe spéciale d'un pour cent, imposée en vertu de 45 Victoria, chapitre 26 et 48 Victoria, chapitre 16, sur le district judiciaire de Québec, comme fonds d'amortissement pour payer l'emprunt effectué par la province, en vertu des mêmes statuts ?

2. Dans quelle banque ou institution financière cette taxe spéciale a-t-elle été déposée, et quel est le fonds capital que cet amortissement a produit au 1er juillet 1905 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkil :—On a répondu à cette question par la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 février 1906.

(Document de la session No 43)

Par l'honorable M. LeBlanc.—Le gouvernement a-t-il adopté quelques ordres en conseil pour la classification des terres publiques ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Le gouvernement se propose-t-il de vendre des limites à bois cette année ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ?

3. Où sont situées ces limites ?

4. Quelle est leur étendue ?

5. Sont-elles actuellement annoncées en vente ? Si elles ne le sont pas déjà, quel est le délai minimum que le gouvernement se propose de donner entre la publication des annonces et le jour de la vente ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. Oui.

2. Dans le mois de juin prochain.

3. Dans les agences Ottawa Supérieur, St-Maurice, St-Charles, Saguenay, Gaspé, Lac St-Jean, Bonaventure, Rimouski et Grandville.

4. A peu près 10,000 milles.

5. Non. Elles le seront bientôt.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Une liste des banques faisant affaires dans la province, avec le chiffre du capital versé de chacune d'elles, et le montant de la taxe payée annuellement par chacune d'elles, en vertu de l'article 1145 des Statuts refondus et des lois qui l'amendent, mais sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état détaillé des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le 30 juin 1905 jusqu'à date.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (71) amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec et Baie James.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (37) concernant le club Montefiore et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (42) pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (53) amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (68) constituant en corporation l'ordre du Très-Saint-Rédempteur, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (81) ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Couseil législatif et informe Leurs Houneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (90) constituant en corporation " The Quebec Northern Railway Company ", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (75) détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire ", et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (93) constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec, et les dits amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation dans cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 26 février 1906

M. l'Orateur met devant la Chambre : Le bilan de la "Royal Trust Company" au 31 décembre 1905. (*Document de la session No 45*).

Ordonné,—Que l'honorable M. Roy ait la permission de présenter un bill (105) amendant la section 2, du chapitre 3, du titre XI des Statuts refondus.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Langlois ait la permission de présenter un bill (115) amendant l'article 307 de la loi de l'instruction publique.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Lacombe ait la permission de présenter un bill (151) contre l'usure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 février 1906, pour production d'une copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le département de l'instruction publique, ou aucun de ses membres, officiers ou employés concernant les vices de construction au point de vue hygiénique, de certaines maisons d'écoles situées dans le district d'inspection de M. l'inspecteur Curot. (*Document de la session No. 44.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (45) ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.

Bill (63) constituant en corporation "The Sterling Fire Insurance Company".

Et, Bill (64) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, et les lois qui l'amendent.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental.

Bill (86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé.

Et Bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer "Atlantic Quebec & Occidental", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné —Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (46) constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Berthier) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame de Grâces.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lafontaine (Berthier) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (54) concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (96) ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Caron (Matane) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Giard.—1. Quel sont les comtés et les paroisses où le gouvernement a accordé des montants pour indemniser les cultivateurs des pertes subies par la grêle, depuis 1904, et quels sont les montants payés à chaque paroisse respectivement ?

2. Par qui et à la demande de qui ces montants ont-ils été distribués ?

3. Quels sont les noms des personnes qui ont reçu quelque indemnité ?

Réponse par l'honorable M. Tessier :

1. Comté de Montmorency, paroisse Saint-Féréol.....	\$ 500 00
“ “ “ Saint-Tite des Caps.....	1,000 00
“ Compton, “ Saint-Romain.....	500 00

2. Comté de Montmorency, distribution faite par des employés du ministère de l'agriculture. Demande faite par le député local du comté. Comté de Compton, distribution faite par un officier du ministère de l'agriculture en compagnie de M. L. S. Roberge, membre du Conseil d'Agriculture.

Demande faite par les victimes de la grêle.

3. Paroisse de Saint-Féréol de Montmorency.—Cléophas Lachance, Joseph Simard, Cyrille Boucher, Magloire Giguère, Pierre Dupont, Pierre Bilodeau, Moïse Bérubé, Emilien Dupont, Elzéar Poulin, Albert Poulin, Pierre Leclerc, Alex. Huot, Joseph Drouin, Solyme Lessard, Damase Fortier, Jean Huot, Elie Côté, Elzéar Lessard, Louis Gagnon, David Bilodeau, Joseph L'Heureux Sr, Joseph L'Heureux Jr, Vve Joseph Morency, Octave Paré, François Michel, Téléphore Lachance, Bruno Poulin, Thomas Bolduc, Théodore Racine, Deméric Racine, Alfred Bilodeau, Alfred Giguère, Louis Caron, Octave St. Hilaire, François Simard, Joseph Lachance, Bruno Lachance, Alfred Racine, Vve Phil. Paré, Hippolyte Paré, Thomas Bolduc, Joseph Paré.

Paroisse de Saint-Romain, comté de Compton.—Damase Marceau, Adélard Bouffard, Joseph Marceau, Flavien Bélanger, Joseph Richard, Augustin Coulombe, Honoré Bouffard, Joseph Belavance, Napoléon Belavance, Philémon Roy, Damase Roy, Joseph Nadeau, Joseph Bélanger, Joseph Gosselin, Damase Bouffard, Pierre Bouffard, Ambroise Roy, George Campeau, Cyrille Bureau, Paul Roy, Rémi Campeau, Alphonse Hallé, Edmond Fortin, Augustin Goudreau, James Allen, Majorique Roy, Jos. Boulanger, Guillaume Boulanger, Joseph Guay, Léon Roy, Alphé Bélanger, Joseph Isabelle (Chs.), Napoléon Collet, Joseph F. Moore, rév. L. G. Pelletier, Joseph Audet, Omer Dion, Napoléon Blais (G.), Théodore Hallé, Pierre Gagné, Elzéar Hallé, Hippolyte Gagné, Nap. Blais (Damase), Eugène Coulomb, Adélard Collet, fils, Barromé Hallé, Jérémie Guay, Adélard Collet, père, Edmond Royer, Thomas

Roy, Ferdinand Hallé, Henri Plante, G. R. Morin, V. Boulanger, Joseph Isabelle (M).

Paroisse de Saint-Tite des Caps, comté de Montmorency.—Jean Ferland, Veuve Na.p Jean, Athanase Drolet, Louis Jean, Joseph Cantin, Elie Audet, Joseph Martineau, Michel Martineau, Ovide Lavoie, F. Lachance, Pierre Laurent, Siméon Labranche, Azarie Ferland, Veuve Tel. Renaud, Stanislas Asselin, Jules Boivin, Euxerie Vandal, Ovide Simard, Avila Vandal, Alfred Bouchard, Geo. Duchaine, Ben. Bolduc, Ls. Giguère, Cyprien Ferland, Clovis Côté, Ls. Paradis, Veuve François Paradis, Ths. Lachance, Ludger Dubeau, Ed. Girard, Joseph Lachance, Auguste Mercier, Veuve Pierre Ls. Ferland, L. Goulet, fils, Joseph Gauthier, Joseph Paradis, Ls. Goulet, Frs. Fillion, Bruno Cantin, Frs. Racine.

Par M. Perrault.—1. A quelles fins le gouvernement destine-t-il la somme de \$1,164,380.00, balance au crédit de la Province sur les \$7,000,000.00 que la compagnie du Pacifique Canadien doit remettre prochainement, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5,835,620.00?

2. Dans quelle banque cette balance sera-t-elle déposée, et quel sera le taux d'intérêt que le gouvernement fixera pour le dépôt de cette somme en attendant son placement définitif?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Le gouvernement a l'intention d'employer la balance des \$7,000,000 qu'il doit recevoir de la compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, après remboursement des emprunts du 1874 et 1876, en remboursement de l'emprunt temporaire de \$700,000 et à compléter le crédit pour l'emprunt de 1878.

2. Réponse ci-dessus.

Par M. Langlois.—1. Y a-t-il un tableau de l'emploi du temps en usage dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, est-il fourni gratuitement aux écoles?

3. Dans la négative, quel mode d'emploi de temps est suivi par les institutrices?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1. et 2.—Il n'y a pas et il ne peut y avoir un tableau unique de l'emploi du temps pour les écoles de la province.

3. En vertu du paragraphe 7 de l'article 145 des règlements du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction publique, chaque instituteur et institutrice est tenu de préparer pour ses classes un tableau de l'emploi du temps. De plus, voici ce que déclare le nouveau programme d'études des écoles catholiques, sous le titre "Tableau de l'emploi du temps" : Vu les conditions parfois considérablement différentes où se trouvent les écoles, il n'est pas imposé de tableau unique de l'emploi du temps. Mais chaque titulaire est tenu d'en

préparer un pour son école, et de le soumettre à l'approbation de l'inspecteur. Après approbation, cet horaire sera affiché, bien en vue, dans les salles de classes.

Par M. Mackenzie.—1. Quel montant est annuellement affecté à l'éducation supérieure ?

2. Quelle partie de ce montant provient des licences de mariage et de l'intérêt sur le fonds des licences de mariage ?

3. Quelle somme est payée annuellement à l'université McGill à même le montant affecté à l'éducation supérieure ?

4. Quelle somme est payée annuellement à l'université du collège Bishop, à même le montant affecté à l'éducation supérieure ?

5. De ces sommes, ainsi payées aux universités, quelle proportion provient des honoraires de licences de mariage et de l'intérêt sur le fonds des licences de mariage ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—En supposant que les questions se rapportent seulement à l'éducation supérieure chez les protestants, les réponses sont :

1. Il varie d'année en année. La moyenne pour les quatre dernières années est de \$18,647.42.

2. Le montant provenant des honoraires de licences de mariage varie d'année en année avec le nombre des mariages sous licence. La moyenne, pour les quatre dernières années, des sommes portées au crédit du fonds de l'éducation supérieure provenant des honoraires de licence est \$3,985.28. L'intérêt sur le fonds des licences de mariage est \$1400 annuellement.

3. \$2,075.00. Ceci est à l'exclusion des \$500 payées pour subvenir aux dépenses du bureau de l'association ès-arts.

4. \$1,125.00.

5. Les honoraires de licences de mariage constituent 20 pour cent du fonds de l'éducation supérieure chez les protestants, à même lequel est payé le montant donné à McGill, et l'intérêt sur le fonds des licences de mariage constitue 8 pour cent. Il y a de légères variations pour les raisons déjà mentionnées, mais la moyenne totale pour les quatre dernières années est de 28 à 29 pour cent.

Par M. Giard.—Pour quel montant le comté de Compton a-t-il contribué au département des terres, mines et pêcheries de cette province, durant l'exercice financier terminé le 30 juin 1905, pour toutes les sources du revenu.

Réponse par l'honorable M. Turgeon : La branche des terres et celle des mines ont rapporté \$3,563.86. Le montant perçu par la branche des bois et forêts dans l'agence Saint-François qui comprend le comté de Compton et partie des comtés de Beauce et de Wolfe, est de \$12,103.84.

Par M. Perrault.—1. A quelles dates respectives remontent les diverses avances représentées par le montant de \$130,473.29, à l'actif de l'état financier G. au 30 juin 1905 ?

2. Quelle est la valeur de la réclamation de la Province pour ces diverses avances, séparément?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

1. 12 oct. 1870. Compagnie de chemins à barrière de la rive nord..... \$ 15,000 00
Pour réparer le Pont Dorchester, en vertu de 33 Victoria, chapitre 48 et O. C. No 228 du 27 septembre 1870.

2.

1. 5 sept. 1881. Pères Trappistes, en vertu d'une résolution de la Chambre, 30 juin 1881..... 10,000 00
O. C. No 107, du 30 mars 1895, recommande que demande soit faite à la Législature d'accorder la remise des \$10,000.00 et de l'intérêt, pour les raisons qui y sont données.

2.

1. Balance de prêts de graines de semence prêtées sous l'autorité de la loi 36 Victoria, chapitre 2, (1872) aux municipalités des comtés de Chicoutimi et de Charlevoix, mai 1872..... 25,646 40

2.

1. Avance re tempête de vent et de pluie du 13 juin 1892..... 48,030 89
Avance faite entre le 24 août 1892, et le 30 juin 1893, sous l'autorité de la loi 55-56 Victoria, chapitre 38.

2.

1. 19 juin 1891. Avance à la compagnie de chemins à barrière de Lévis..... 8,760 00
En vertu de l'O. C. No 356 du 17 juin 1891, macadamisage du chemin de Beaumont.

2.

1. Avance aux Sœurs de la Charité, Québec..... 23,000 00
Ce montant est la balance due par les Sœurs de la Charité, Québec, pour avances faites pour réparations à l'asile des aliénés de Beauport, savoir :

12 avril 1894..... \$19,395 60
1 mars 1895..... 25,000 00
\$ 44,395 60

En vertu de la loi 3 Edouard VII, chap. 4, ratifiant le contrat en date du 23 février 1903, fait avec les Sœurs de la Charité, un règlement de cette réclamation a été fait pour \$25,000, remboursables en 100 paiements trimestriels de \$250 chacun, dont huit ont été faits. \$ 130,437 29

2. Le gouvernement est d'opinion qu'il n'est pas dans l'intérêt public de fixer une valeur à aucune des réclamations ci-dessus moindre que celle qu'elles comportent à leur face même.

Par M. Perrault.—1. A quelle date remonte la réclamation *in re* feu l'honorable Thomas McGreevy, au montant de \$100,000.00, tel qu'il appert à l'actif de l'état financier G des états financiers, au 30 juin 1905 ?

2. Quelle est la valeur de cette réclamation ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Au 25 juin 1887.

2. Le gouvernement est d'opinion qu'il n'est pas dans l'intérêt public d'évaluer aucune des réclamations ci-dessus.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre, dans le canton Winslow, comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre actuellement sous licence de coupe de bois, dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : 1. 73,000 acres, plus ou moins.

2. 26,600 acres.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Etat donnant le montant total approximatif dépensé par la Province depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay (Lac-St-Jean) et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents relatifs à la réclamation de M. A.-B. Dupuis, contre le gouvernement de la province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs LeBlanc, et de certains lots du canton Hamilton, dans le comté de Bonaventure.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (146) amendant l'article 2098 du Code civil.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (136) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (150) amendant le Code de procédure civile en y ajoutant l'article 135a.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Neault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 147) relative au maintien d'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lemieux,—et la motion étant soumise,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative. Le bill est, en conséquence lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (126) amendant l'article 246 du Code municipal.

M. Mousseau, appuyé par M. Jobin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, Mr. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (131) amendant les articles 535, 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morrisset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné.—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du bill (124) amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du Code civil, ainsi que l'article 30 du Code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits donnés en dehors de la Province.

M. Décarie, appuyé par M. Godbout, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les voitures automobiles.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, demain, la Chambre se formera en comité général pour considérer certains résolutions concernant les compagnies de fidéicommiss.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (23) amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des "Homesteads."

L'honorable M. Prévost appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général,

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Décarie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (18) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

L'honorable M. Prévost, appuyé par l'honorable M. Turgeon, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (103) amendant la loi électorale de Québec, 1903.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. McCorkill, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill, et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (27) relatif aux séances de la cour de circuit dans le district de Chicoutimi.

L'honorable M. Gouin appuyé par l'honorable M. McCorkill propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.—

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (20), amendant la loi de l'Instruction publique.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Kelly fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quatre mille quatre cent huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$13,350.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières St-François et Yamaska, balance du premier paiement et deuxième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association laitière de la province de Québec, S. R. Q. Article 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs. S. R. Q., Art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Poultry Association ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

30. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

31. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

32. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

33. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

34. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

35. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

36. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

37. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

38. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

39. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

40. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

41. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

42. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

43. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux

piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

48. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Ste Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

49. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's Hebrew Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

50. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

51. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

52. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

53. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

54. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

55. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

56. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au

“ Women’s Hospital,” Montréal, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

57. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au “ Hervey Institute,” Montréal, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

58. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l’Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

59. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

60. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l’Association des Dames Charitables de l’orphelinat catholique et de l’Asile Nazareth, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

61. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

62. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l’Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

63. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au “ Ladies Protestant Home,” Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

64. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au “ Male Orphan Asylum,” Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

65. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l’Asile Finlay, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

66. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au “ Protestant Female Orphan Asylum,” Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

67. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l’Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

68. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

69. *Résolu.*—Qu’une somme n’excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l’année financière finissant le 30 juin 1907.

70. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

71. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

72. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

73. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

74. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

75. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

76. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordés à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association, " Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

77. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

78. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

79. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

80. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

81. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

82. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

83. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

84. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

85. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

86. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

87. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Anne, de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se formera de nouveau en comité des subsides, à la prochaine séance.

M. Lacombe rapporte alors du comité des subsides plusieurs résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-quatre mille quatre cent huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$13,350.00 pour la compagnie du chemin de fer de la Rive Sud (pour la construction de ponts sur les rivières St-François et Yamaska, balance du premier paiement et deuxième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2,500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'Horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'association laitière de la province de Québec, S.

R. Q. Article 1749 et O. C. No 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle école d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs. S. R. Q., Art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la Province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à " The Poultry Association ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Mérite Agricole de la Province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'Association agricole des cantons de l'Est, (Exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile St-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity," pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum," (Bon-Pasteur), Montreal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Montreal Ladies Benevolent Society, " Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Protestant Infants Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au " Church Home ", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

43. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

44. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

45. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

46. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Ladies Hebrew Benevolent Society ", pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

47. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Miséri-

corde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

48. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Sœurs de la Providence, coin des rues Ste Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

49. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young men's Hebrew Benevolent Society," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

50. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

51. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

52. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

53. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

54. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites-Sœurs des Pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

55. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

56. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

57. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute," Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

58. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

59. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

60. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'orphelinat catholique et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

61. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

62. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

63. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies Protestant Home," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

64. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Male Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

65. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

66. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum," Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

67. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

68. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

69. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

70. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

71. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

72. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

73. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

74. *Résolu.*—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

75. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

76. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Women's Christian Association, " Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

77. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, aux soins des Dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

78. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

79. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

80. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., Asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

81. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hôpital de la Maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

82. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

83. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

84. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

85. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

86. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

87. *Résolu*.—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

88. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

89. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

90. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

91. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

92. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Anne, de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

93. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

94. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Fraserville, Fraserville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

95. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

96. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

97. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année finissant le 30 juin 1907.

98. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

99. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

100. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mardi, 27 février 1906

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 74.—Loi constituant en corporation “The North Eastern Railway Company,” et l’a adopté avec plusieurs amendements.”

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill suivant et l’a adopté sans amendement :

Bill 124.—Loi amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du Code civil ainsi que l'article 30 du Code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits reçus hors de la Province.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l’a adopté avec plusieurs amendements :

Bill 15.—Loi amendant les articles 61, 639, 717 et 1041 du Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et le rapporte à votre honorable Chambre pour étude ultérieure :

Bill 139.—Loi amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du Code civil.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a rejetés :

Bill 120. —Loi amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec ;

Et bill 121.—Loi amendant les articles 89 et 686 du Code civil.”

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill 79.—Loi érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, et a fait certains amendements au dit bill qu’il soumet à la considération de votre honorable Chambre ”.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné, mercredi, le 7 février dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie, 1. De tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique, exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires.

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond.

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker.

4. Etat comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent.

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50,000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du Statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école Normale McGill et comment il a été employé.

Et le débat se continuant,—

M. Jobin propose, appuyé par M. Mousseau, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1906, pour la production de la liste des banques faisant affaires dans la province, avec le chiffre du capital versé de chacune d'elles, et le montant de la taxe payée annuellement par chacune d'elles, en vertu de l'article 1145 des Statuts refondus et des lois qui l'amendent mais sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires.

(Document de la session No 46.)

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 33) amendant la charte de la ville de Lévis, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (44) amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (86) amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre, de la paroisse de la Longue-Pointe, et les dits amendements sont lus de nouveau et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Langlois.—Quelle est la moyenne du montant dépensé par le gouvernement pour chaque école primaire dans la province de Québec, en 1904-05?

Réponse par l'honorable M. Roy : \$51.13.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : —Copie d'ordres en conseil, documents, correspondance échangées entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance, la compagnie " Montreal Light, Heat & Power " ou toute personne, au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre : —Copie d'ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la dernière vente de limites à bois.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :
—Copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la classification des terres de la Couronne, suivant la loi 4 Ed. VII, chap. 13.

Ordonné,—Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—

Copie des documents établissant la valeur de la réclamation de la Province, *in re* feu l'honorable Thomas McGreevy, placée à l'actif, dans l'état financier G, au 30 juin 1905.

Proposé par M. Lemieux, appuyé par M. Langlois, et—

Ordonné—Que l'honoraire payé pour le bill No 99.—Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill est dans l'intérêt de l'instruction publique.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 28 février 1906

M. Taschereau, du comité des bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill 88.—Loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.

Bill 89.—Loi amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Et bill 118.—Loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill 76.—Loi amendant la charte de la cité de Montréal.

Bill 69.—Loi constituant en corporation “ The Quebec Paper Box Company.”

Bill 70.—Loi constituant en corporation “ The Dominion Corset Company.”

Bill 77.—Loi concernant la “ Sherbrooke Lumber Company.”

Et bill 87.—Loi concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Le promoteur du bill 84.—Loi constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'Ile de Montréal—ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de le retirer.”

Ordonné,—Que ce rapport soit adopté.

M. Carter propose, appuyé par M. Walker et il est—

Ordonné,—Que le Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, soit réimprimé.

M. Champagne, du comité de législation, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (128) amendant le code de procédure civile et le rapporte à votre honorable Chambre pour étude ultérieure.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (82) amendant la charte de la ville d'Outremont.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative.

Bill (38) amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.

Bill (78) amendant la charte de l'"Imperial Trust Company."

Bill (80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (38) amendant la charte de la ville de St-Germain de Rimouski, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (78) amendant la charte de l'"Imperial Trust Company." et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la "Royal Trust Company," en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

Ordonné,—Que M. Lafontaine (Maskinongé) ait la permission de présenter un Bill (117) amendant la loi concernant les établissements industriels.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (110) amendant le Code de procédure civile concernant la juridiction des cours.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (19) concernant les syndicats coopératifs.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Blanchard ait la permission de présenter un Bill (158) amendant l'article 426 du Code municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et renvoyé au comité du Code municipal.

Ordonné,—Que M. Delâge ait la permission de présenter un Bill (152) amendant les articles 878, 879 et 880 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Langlois.—Le gouvernement a-t-il l'intention, pour rendre complètes ses statistiques sur l'instruction publique, de rechercher s'il existe ou non, dans la province de Québec, 188 maisons d'éducation qui ne font aucun rapport officiel au surintendant ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—Le gouvernement se propose de prendre les moyens de connaître, aussi approximativement que possible, le nombre des maisons d'éducation indépendantes dans la province.

Par M. Langlois.—1 Le gouvernement a-t-il reçu un mémoire de la Chambre de Commerce du district de Montréal au sujet de l'établissement d'une école professionnelle dans cette ville ?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement entend-il donner suite à ce mémoire.

Réponse par l'honorable M. Roy.—1. Le gouvernement a reçu un rapport de la Chambre de Commerce du district de Montréal, au sujet de la création, à Montréal, d'une école supérieure de coupe et de couture, et nous n'avons reçu aucun autre mémoire.

2. A l'étude.

Par M. Langlois.—1. De combien de volumes se compose la bibliothèque du département de l'Instruction publique ?

2. Existe-t-il un catalogue pour les livres de cette bibliothèque ?

3. Dans la négative, est-ce l'intention du gouvernement de laisser plus longtemps cette bibliothèque sans catalogue ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1 et 2. Comme il n'existe pas de catalogue de la bibliothèque du département de l'Instruction publique, il est impossible de donner le nombre des volumes qui composent cette bibliothèque.

3. Sous considération.

Par M. Langlois.—1. De quelle façon est fait le recensement de la population scolaire, détaillée aux pages 230 et 232 du rapport du Surintendant de l'Instruction publique ?

2. La population scolaire, constatée aux pages 230 et 232 du dit rapport, comprend-elle tous les enfants de 5 à 16 ans, inscrits ou non sur les registres d'écoles dans la province de Québec ?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre les moyens de faire recenser annuellement la population scolaire de la province de Québec.

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. De la façon indiquée à l'article 274 de la loi de l'Instruction publique, excepté dans les municipalités de Montréal et de Québec, où les secrétaires-trésoriers ne font pas le recensement.

Celui publié pour ces deux cités, dans le rapport du surintendant de l'Instruction publique a été obtenu en appliquant à ces deux cités la proportion trouvée en comparant la population scolaire des autres municipalités de la Province avec leur population totale.

2 et 3. Oui.

Par M. Tellier.—1. Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, dans le comté de Joliette, à même les deniers votés pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1905 ?

2. Quel est le détail de ce montant ?

Réponse par l'honorable M. Prévost. \$1,310.79.

2. Entretien du chemin Brassard, l'hiver 1904-05.....	\$ 70 00
Réparation du chemin Brassard.....	330 25
Construction du pont de la rivière L'Assomption, à Saint-Côme.....	307 88
Ouverture d'un chemin dans le canton Gouin.....	602 66

M. Girard propose, appuyé par M. D'Auteuil,—et la motion est soumise par M. l'Orateur,—Qu'il soit mis devant la Chambre : une liste des noms des conférenciers agricoles, nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter.

Un débat s'élève.

Sept heures et demie p. m.

En vertu de la 19^{ème} règle, la Chambre passe à la considération des bills privés inscrits sur l'ordre du jour.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de ces amendements soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de St-Michel-Archange de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mousseau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre continue le débat ajourné sur la motion de M. Girard, proposée aujourd'hui, à l'effet qu'il soit voté un ordre de la Chambre donnant les noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter,—

Et la motion étant soumise à la Chambre,—elle est adoptée.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (92) autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la Longue-Pointe, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une œuvre de charité.

M. Tellier propose, appuyé par M. d'Auteuil, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (66) autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette, dans la restauration de la cathédrale de Joliette, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet des fins religieuses.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (119) amendant la loi des élections contestées de Québec.

M. Mousseau propose, appuyé par M. Jobin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Qu'à partir de lundi prochain, inclusivement, il y ait deux séances par jour ; la première, de trois heures à six heures de l'après-midi ; la seconde de huit heures du soir jusqu'à l'ajournement.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant Leurs Honneurs de se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la commission chargée de reviser et de refondre les Statuts d'un caractère général et permanent de la province et de faire rapport, et informant Leurs Honneurs que cette Chambre a nommé l'honorable M. Gouin et messieurs Champagne, Tellier, Taschereau, d'Auteuil, Mackenzie, Morin et Carter pour agir de la part de cette Chambre comme membres du dit comité conjoint.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Edouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les " High Schools " de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation au " High Schools " dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal,

sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Champagne rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure ; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le Secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publiés dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique de Montréal, en vertu de la loi 57 Vict., chap. 23, art. 17, telle qu'amendée par l'art. 4 de 3 Édouard VII, chap. 17.

\$4,000 de cette somme seront payées à l'Université-Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'école Normale, et la somme de \$2,000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les " High Schools " de Québec et de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux " High Schools " dont \$2,000 pour la faculté de droit de l'Université Laval, de Montréal, et \$2,000 pour l'école de médecine et chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques : cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*, — Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des Sœurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du Surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'Université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en Conseil en vertu de 2 Edouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Jeudi, 1^{er} mars 1906

M. Gillies, du comité des chemins de fer, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

Votre comité recommande que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit étendu jusqu'au deuxième jour de mars courant.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Caron (l'Islet), du comité du Code municipal, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le Bill (130) loi relative aux corporations municipales et l'a rejeté.”

M. Dupuis, du comité des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill (39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux ;

Et Bill (72) amendant la charte de la “ North Shore Power Company.”

Quant au Bill (B) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée, et lui accordant de nouveaux pouvoirs, votre comité trouve que le préambule n'a pas été prouvé.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au deuxième jour de mars courant.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

Il est proposé par M. Chauret, appuyé par M. Dupuis, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que toutes les règles de cette Chambre se rapportant aux pétitions pour bills privés et aux bills privés, sauf le paragraphe 2 de l'article 58 de ces règles, relatif aux frais d'impression et aux dépôts, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la compagnie générale du port de Chicoutimi, ainsi qu'un bill basé sur cette pétition pour autoriser la

vente des pouvoirs, droits et franchises de la dite compagnie et pour mieux définir certains de ces pouvoirs.

La pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

Ordonné,—Que M. Chauret ait la permission de présenter un Bill (154) amendant la charte de la compagnie générale du port de Chicoutimi.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé en comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (No 112) amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissances.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (155) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que M. Roy (Montmagny) ait la permission de présenter un Bill (162) amendant l'article 1066 du Code de procédure civile.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. LeBlanc ait la permission de présenter un Bill (163) amendant la loi électorale de Québec.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—Quel est le coût total annuel des primes d'assurance sur le feu payées par la province pour les palais de justice et prisons ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—\$15,975.48 par trois ans. Ceci comprend l'annexe du palais de justice de Montréal et le palais de justice de Sherbrooke.

Par M. Bernard.—1. L'entreprise de la construction de l'école d'industrie laitière, à Saint-Hyacinthe, a-t-elle été donnée par contrat ?

2. Dans l'affirmative, quels sont, d'après tel contrat :

(a) Le nom des contracteurs ;

(b) Le coût de l'entreprise ;

(c) La date du contrat ;

(d) Les délais donnés pour l'exécution du contrat ?

3. A combien se montent les sommes dépensées jusqu'aujourd'hui pour l'exécution du contrat ?

4. Y a-t-il eu des réclamations et charges extras produites par le ou les contracteurs ?

5. Dans l'affirmative, quel en est le montant ?

6. Combien le gouvernement a-t-il payé sur ces réclamations ?

Réponse par l'honorable M. Gouin :—1. Oui.

2. Le contrat a été accordé à MM. Dussault & Pageau pour la somme de \$47,939.35 ; ce contrat est du 17 avril 1905 ; les travaux devaient être terminés pour le 30 juillet 1905.

3. \$47,939.35.

4. Oui.

5. \$870.96.

6. Il les a toutes payées.

Par M. Bernard.—1. Existe-t-il des correspondances entre le gouvernement et les inspecteurs de syndicats de beurreries et fromageries pour l'augmentation de leur salaire ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire droit à leur demande et d'augmenter leur indemnité ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Oui.

2. A l'étude.

Par M. Lacombe.—Quel est, actuellement, dans la province de Québec, le nombre des membres faisant partie des sociétés de secours mutuel ?

2. Quelle est la moyenne des sommes versées mensuellement par les membres de ces sociétés ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. 73,426 d'après le dernier rapport de l'inspecteur des sociétés de secours mutuel.

2. \$101,583.95½.

Par M. Tellier.— La société d'agriculture No 2 du comté de Joliette a-t-elle eu un octroi du gouvernement pour l'exercice financier finissant le 30 juin 1905 ?

2. Dans l'affirmative, à quelle date ?

3. Si elle n'en a pas eu, pourquoi en a-t-elle été privée ?

Réponse par l'honorable M. Tessier : 1. Non.

2.

3. Parce qu'elle ne s'est pas conformée à la loi.

Par M. Tellier.—Quelle est l'autorité qui fait la repartition ou la distribution des deniers votés pour l'instruction élémentaire dans cette province, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, telle qu'amendée par le statut 5 Edouard VII, chapitre 3 ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Suivant la loi, le revenu du fonds créé par l'acte 60 Victoria, ch 3, est employé sous la direction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, par le Surintendant de l'Instruction publique.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (89) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Perrault fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation en cette Province quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romaines de la cité de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que la question d'ordre suivante a été soulevée en comité général :

L'honorable député de Jacques-Cartier a proposé l'amendement qui suit :

“Que dans le bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal—le paragraphe 1 de l'article 353*b* de la charte de la cité de Montréal, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 34, soit retranché et remplacé par le suivant :

“ 1. La cité de Montréal devra, d'ici au premier juillet 1906, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles ou d'abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours.

“ Aussi longtemps qu'elle ne se sera pas conformée au dit article, après le premier juillet 1906, la cité ne pourra plus percevoir les argents qu'elle impose comme droits de marché.”

Objection ayant été faite que cet amendement n'était pas couvert par les avis donnés par la corporation de la cité de Montréal, M. le Président ajoute, qu'après avoir examiné les avis publiés dans la *Gazette Officielle*, il a considéré que ces avis couvraient la motion de l'honorable député de Jacques-Cartier. Cependant il a été décidé de soumettre le point à M. l'Orateur, pour sa décision.

M. l'Orateur décide comme suit : “ Après avoir lu avec soin les avis “ publiés dans la *Gazette Officielle*, ainsi que l'amendement du bill pro-

“ posé par l'honorable député de Jacques-Cartier, je conclus que le dit amendement n'est réellement pas couvert par les avis et conséquemment hors d'ordre.”

La considération du Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal est reprise en comité général.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant faite : Quand ce bill sera-t-il lu la troisième fois ? Il est—

Ordonné,—Que la motion pour la troisième lecture soit faite maintenant.

Et la motion étant soumise : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Lacombe propose, en amendement, appuyé par M. Perrault : “ Que le bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, ne soit pas lu maintenant, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général pour l'amender en retranchant l'article 48 de la dite charte,”—

Et l'amendement étant soumis, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative,—

Et la motion principale étant, de nouveau, soumise,—

M. Lacombe propose, en amendement, appuyé par M. Perrault :

“ Que le bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l'amender en remplaçant la clause 8 de ce bill par la clause suivante :

“ 8. L'article 48 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 3, est de nouveau remplacé par le suivant :

“ 48. Nulle personne ayant qualité pour voter comme locataire ou occupant ne peut être inscrite sur la liste des électeurs pour aucun des quartiers de la cité, si le premier décembre précédant la confection de la liste, elle doit à la cité quelque taxe ou taxe d'eau.

“ Tout électeur qui le ou avant le jour de la nomination, produit un certificat du trésorier établissant qu'il a payé ses taxes a le droit d'obtenir du greffier de la cité un certificat l'autorisant à voter, et ce dernier conserve une copie des certificats qu'il a délivrés, laquelle peut être examinée par tout électeur qui en fait la demande.

“ Le trésorier de la cité est tenu de fournir à tout contribuable qui offre de payer et qui de fait paye ses redevances municipales quelconques, un certificat à cet effet, qui fait preuve *prima facie* que tel contribuable ne doit plus rien à la cité, sans préjudice du droit de la cité de recouvrer le montant d'un compte qui aurait été oublié.”

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit :

POUR :

Messieurs

*Bernard,
Blanchard,
D'Auteuil,
Girard,*

*Lacombe,
Lafontaine (Maskinongé),
Perrault.—7.*

CONTRE :

Messieurs

*Bergevin,
Bissonnette (Montcalm),
Bissonnette (Stánstead),
Caron (l'Islet),
Carter,
Champagne,
Chauret,
Côté,
Décarie,
Delâge.
Dorris,
Duhamel,
Dupuis,
Fiset,
Giard,
Gillies,
Godbout,
Gosselin,
Gouin,
Jobin,
Kaine,
Kelly,
Laferté,
Langlois,*

*Lemay,
Lemieux,
Mackenzie,
Marchildon,
McCorkill,
Morin,
Mousseau,
Neault,
Panet,
Pelletier,
Pilon,
Prévost,
Robitaille,
Roy (Kamouraska),
Roy (Montmagny),
Smith,
Stephens,
Tanguay (Lac-St-Jean),
Taschereau,
Tellier,
Tessier (Rimouski),
Tessier (Trois-Rivières),
Turgeon,
Walker.—48.*

Ainsi, l'amendement est rejeté.]

La motion principale étant, de nouveau, soumise,—

M. Chauret propose, en amendement, appuyé par M. Dupuis :

“ Que le dit bill ne soit pas lu la troisième fois maintenant, mais qu’il soit de nouveau renvoyé au comité général de la Chambre pour l’amender en retranchant le paragraphe 1 de l’article 353*b* de la charte de la cité de Montréal, tel qu’édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 35, et de le remplacer par le suivant :

“ 1. La cité de Montréal devra, d’ici au premier juillet 1906, fournir un espace suffisant et pourvoir à la construction de halles ou d’abris convenables et nécessaires pour accommoder les cultivateurs et les jardiniers qui apportent leurs produits au marché Bonsecours..

“ Aussi longtemps qu’elle ne se sera pas conformée au dit article, après le premier juillet 1906, la cité ne pourra plus percevoir les argents qu’elle impose comme droits de marché.”

M. l’Orateur décide que l’amendement n’est pas dans l’ordre, parcequ’il n’est pas couvert par les avis.

Alors, la motion principale étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l’affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L’ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (69) constituant en corporation “ The Quebec Paper Box Company.”

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil et M. Delâge fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L’ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (70) constituant en corporation “ The Dominion Corset Company ”.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil et M. Godbout fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L’ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (77) concernant la “ Sherbrooke Lumber Company ”.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le bill (87) concernant la compagnie d'assurance mutuelle " La Foncière."

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Walker fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois, maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant faite : Ce bill passera-t-il maintenant ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

En conséquence, le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre procède de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (38) amendant la charte de la ville de St-Germain de Rinouski, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (78) amendant la charte de l' " Imperial Trust Company," et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (80) ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la " Royal Trust Company," en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Emberton dans le comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licences de coupe de bois dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon.—1. 18,400 acres.

2. 9,280 acres.

Proposé par l'honorable M. LeBlanc, secondé par M. Tellier, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville.

Proposé par M. Tellier, secondé par M. D'Auteuil, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de toutes les instructions générales ou particulières adressées par le ministre des terres de la Couronne ou son département, relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province.

Proposé par M. Décarie, appuyé par M. Godbout, et—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (73) constituant en corporation " The Southern Atlantic Company ", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que ce bill a été rejeté.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (124) amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du Code civil ainsi que l'article 30 du Code de procédure civile concernant les écrits faits et les affidavits reçus hors de la province.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu.—Que le bill passe.

Ordonné.—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu.—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

La Chambre ayant siégé jusqu'à six heures moins dix minutes p. m., s'ajourne à ce soir.

Huit heures, p. m.

Ordonné.—Que M. Taschereau ait la permission de présenter un bill (153) amendant le Code de procédure civile relativement à la cession de biens.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (156) concernant le recouvrement des amendes.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (157) amendant la loi concernant la Cour Supérieure.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

Ordonné.—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un bill (159) amendant la loi du Barreau.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à demain pour la seconde lecture.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Lafontaine (Maskinongé).—1. Quelles sont les personnes ou compagnies qui ont payé au gouvernement des droits de coupe pour bois de pulpe exporté des Trois-Rivières, durant les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905 ?

2. Quel est le montant payé par chacune de ces personnes ou compagnies, pour chacune des années susdites, et aussi, pour combien de cordes de bois de pulpe ces montants ainsi payés acquittaient-ils les droits de coupe supplémentaires ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1.	"St. Maurice Lumber Co., Albrecht Pagenstecker et Union Bag & Paper Co."	
2.	1900-1901.	"St. Maurice Lumber Co." \$ 9,330.10 sur 14,354 cordes.
	"	Albrecht Pagenstecker . . . 8,323.25 sur 12,805 "
	1901-1902.	"St. Maurice Lumber Co." 12,879.75 sur 19,815 "
	"	"Albrecht Pagenstecker " 6,324.50 sur 9,730 "
	"	"Union Bag & Paper Co." 1,977.95 sur 3,043 "
	1902-1903.	"St. Maurice Lumber Co." 10,175.10 sur 15,654 "
	"	"Albrecht Pagenstecker " 1,833.65 sur 2,821 "
	"	"Union Bag & Paper Co." 4,143.65 sur 6,361 "
	1903-1904.	"St. Maurice Lumber Co." 17,763.20 sur 27,328 "
	"	"Albrecht Pagenstecker " 6,533.95 sur 10,083 "
	"	"Union Bag & Paper Co." 8,041.15 sur 12,371 "

Par M. Langlois.—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter la taxe sur les cirques ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

Oui.

Par M. Perrault.—1. La province a-t-elle payé la réclamation de l'honorable Thomas McGreevy, telle que reconnue par la décision des arbitres Walter Shanly, Chas Odell et Sandford Fleming, le 14 juin 1882, et confirmée par un jugement de la Cour Suprême du Canada, en date du 22 juin 1901 ?

2. Dans l'affirmative, la province a-t-elle réglé cette réclamation par compensation, créance antérieure ou argent comptant ?

3. A quelle date ce règlement a-t-il été fait, et pour quel montant définitif ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. La province a payé la réclamation de l'honorable Thomas McGreevy telle que reconnue par la décision des arbitres Walter Shanley, Chas Odell et Sandford Fleming, le 14 juin 1882.

2. Par paiement de réclamation contre l'honorable Thomas McGreevy.

3. Il n'y a pas eu de règlement, mais le montant déterminé par la décision a été entièrement payé.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (154) concernant la Compagnie du port de Chicoutimi.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dupuis fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (39) érigeant en corporation le village de St-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Chauret fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Jobin propose, appuyé par M. Mousseau,—et la motion est soumise,—Qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et aux prix à être accordés à certaines municipalités scolaires.

Un débat s'élève.

L'honorable M. Roy propose, appuyé par l'honorable M. Prévost, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (15) amendant les articles 61, 639, 717 et 1041 du Code de procédure civile

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagnie fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (25) amendant la loi de la pêche de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1907, à 3% par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mackenzie fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Mackenzie rapporte, alors du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907,

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuel, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le Conseil d'hygiène provincial, (1 Ed. VII, c. 19), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le vaccin (y compris \$500 pour l'inspection), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative dû 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du Barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte Nord du Saint-Laurent (O. C. No 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer un an d'intérêt au 30 juin 1907, à 3% par année, sur \$25,000, prix d'achat de la cour à bois, achetée à Québec, pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill, et il est—

Résolu,—Que lorsque la Chambre s'ajournera, vendredi prochain, elle s'ajourne à samedi prochain, à onze heures de l'avant-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 2 Mars 1906

M. Langlois, du comité des bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (55),—“ Loi amendant la charte du Crédit Municipal Canadien,” auquel il a fait certains amendements qu’il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.”

M. Pelletier, du comité du Code municipal, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité qui se lit comme suit :

“ Votre comité a examiné le bill (132)—Loi amendant le Code municipal en y ajoutant l’article 476*b*—et l’a adopté sans amendement.”

L’honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre, la réponse à une adresse, en date du 27 février 1906, demandant copie d’ordres en conseil, documents, correspondance entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance, la compagnie “ Montreal Light, Heat & Power ” ou toute personne, au sujet de la reconstruction du pont Yule, entre les comtés de Rouville et Chambly.

(Document de la session No 47).

M. l’Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l’Assemblée législative qu’il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (50) constituant en corporation la compagnie T. P. Pelletier.

Bill (58) concernant le village du Boulevard Saint-Paul.

Bill (83) concernant l’université McGill.

Bill (85) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Bill (94) concernant les fidéicommissaires de la succession de James O’Brien.

Bill (95) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits.

Bill (97) amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.

Bill (102) amendant le Code municipal concernant la cour de circuit et le bureau d'enregistrement de comté.

Bill (127) amendant la loi des cités et villes, 1903.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

* Bill (52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company."

Bill (57) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, tel qu'amendé par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation, en celui de la "Financial and Trust Corporation."

Bill (98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company."

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (35) amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (52) augmentant les pouvoirs de la "Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (57) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de la "Financial and Trust Corporation," et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbinière Lumber Company", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Ordonné,—Que toutes les entrées dans le Journal de la Chambre du 1er mars courant, relatives au Bill (25) amendant la loi de la pêche de Québec, soient rescindées.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,—et la motion est soumise à la Chambre,—Que le Bill (25) amendant la loi de la pêche de Québec, soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la pêche dans la province de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général ; —et la motion étant soumise—elle est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Prévost informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se forme, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que toute personne non domiciliée dans la province qui désire y faire la pêche, devra payer, pour un permis spécial à cet effet, un honoraire qui sera fixé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, mais qui ne devra jamais excéder vingt-cinq piastres.

Résolu, 2.—Que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries pourra nommer des inspecteurs des pêcheries, dont les devoirs et les attributions seront définies dans la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits sous son empire et dont le traitement devra, s'il y a lieu, être fixé par le ministre par commission ou autrement, et, dans l'un et l'autre cas, être payé à même les revenus provenant de l'opération de la dite loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Bergevin rapporte alors les dites résolutions qui sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que toute personne non domiciliée dans la province qui désire y faire la pêche, devra payer, pour un permis spécial à cet effet, un honoraire qui sera fixé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, mais qui ne devra jamais excéder vingt-cinq piastres.

Résolu, 2.—Que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries pourra nommer des inspecteurs des pêcheries, dont les devoirs et les attributions seront définies dans la loi qui sera basée sur ces résolutions ou par les règlements faits sous son empire et dont le traitement devra, s'il y a lieu, être fixé par le ministre par commission ou autrement, et, dans l'un et l'autre cas, être payé à même les revenus provenant de l'opération de la dite loi.

Les dites résolutions ayant été lues deux fois sont adoptées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'examen du Bill (25) amendant la loi de la pêche de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle de nouveau la Chambre à considérer en comité général le Bill (25) amendant la loi de la pêche de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite par M. l'Orateur : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

Et la motion étant soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois, et la motion étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,— Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,— Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général certaines résolutions concernant la chasse dans la province de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon,— Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion étant soumise, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Prévost informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—1. Qu'aucune personne ne peut chasser l'orignal, le caribou ni le chevreuil sans être munie d'une licence spéciale délivrée par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, ou par toute personne autorisée par ce dernier ; et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif d'honoraires pour ces licences.

Résolu,—2. Qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne doit excéder deux cent milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas subdivisées en lots ou soient impropres à la culture ; que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins de trois piastres par mille carré, convenu entre lui et le ou les locataires et payable d'avance sous peine de forfaiture du bail, et que le ministre peut insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

Résolu,—3. Que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut payer, à même les revenus provenant de l'exécution des lois concernant

la chasse, une somme de quinze piastres, à toute personne habitant la province de Québec, qui lui transmet un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire constatant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête du loup avec la peau et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer ce certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a passé trois résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duhamel rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues comme suit :

Résolu,—1. Qu'aucune personne ne peut chasser l'orignal, le caribou ni le chevreuil sans être munie d'une licence spéciale délivrée par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, ou par toute personne autorisée par ce dernier ; et que le lieutenant gouverneur en conseil peut établir un tarif d'honoraires pour ces licences.

Résolu,—2. Qu'à même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne doit excéder deux cent milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas subdivisées en lots ou soient impropres à la culture ; que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas moins de trois piastres par mille carré, convenu entre lui et le ou les locataires et payable d'avance sous peine de forfaiture du bail, et que le ministre peut insérer dans tout tel bail les clauses et stipulations jugées nécessaires dans l'intérêt public.

Résolu,—3. Que le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries peut payer, à même les revenus provenant de l'exécution des lois concernant la chasse, une somme de quinze piastres, à toute personne habitant la province de Québec, qui lui transmet un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire constatant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête du loup avec la peau et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer ce certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup.

Et la question étant faite : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la première fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence lues la première fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues la deuxième fois maintenant ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles agréées par la Chambre ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'examiner le Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec. Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (17) loi amendant la loi relative à la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Roy, que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger au cours de la séance.

L'ordre du jour appelle la considération en comité général de la Chambre de certaines résolutions concernant l'Association de l'industrie laitière de la province de Québec.

L'honorable M. Tessier propose, appuyé par l'honorable M. Roy,—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Tessier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le ministre de l'agriculture soit autorisé à accorder à chaque inspecteur de syndicat une prime d'encouragement variant de vingt-cinq piastres à cent piastres.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la société d'industrie laitière de la province de Québec la somme nécessaire à la direction et à la surveillance générale des syndicats comprenant le traitement des inspecteurs généraux et de leurs assistants, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau d'examineurs nommés par la société, dans le but de faire l'examen des candidats à la charge d'inspecteur pour surveiller la production et l'approvisionnement du lait, et la fabrication du beurre et du fromage, dans les établissements organisés par les propriétaires de beurrieres et de fromageries, pourvu que la société et les inspecteurs se soient conformés aux conditions imposées par le lieutenant-gouverneur et aux règlements faits à ce sujet, et pourvu aussi que le montant accordé à la société ne dépasse pas la somme de huit mille piastres annuellement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a adopté deux résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Morin rapporte en conséquence, les résolutions qui sont lus comme suit :

Résolu, 1.—Que le ministre de l'agriculture soit autorisé à accorder à chaque inspecteur de syndicat une prime d'encouragement variant de vingt-cinq piastres à cent piastres.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à la société d'industrie laitière de la province de Québec, la somme nécessaire à la direction et à la surveillance générale des syndicats comprenant le traitement des inspecteurs généraux et de leurs assistants, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau d'examineurs nommés par la société, dans le but de faire l'examen des candidats à la charge d'inspecteur

pour surveiller la production et l'approvisionnement du lait, et la fabrication du beurre et du fromage, dans les établissements organisés par les propriétaires de beurreries et de fromageries, pourvu que la société et les inspecteurs se soient conformés aux conditions imposées par le lieutenant-gouverneur et aux règlements faits à ce sujet, et pourvu aussi que le montant accordé à la société ne dépasse pas la somme de huit mille piastres annuellement.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont adoptées.

Ordonné,—Que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'examen du Bill (17) concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer de nouveau en comité général le Bill (17) concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (105) amendant la section 2 du chapitre 3, du titre XI des Status refondus.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 12) amendant la loi concernant les terres publiques.

L'hon. M. Turgeon, appuyé par l'honorable M. Prévost, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre pour la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Mackenzie—1. L'“Educational Record of the Province of Quebec” est-il subventionné par la Province?

2. Dans l'affirmative, quel montant reçoit-il?

3. Le montant de la subvention a-t-il été augmenté depuis dix ans?

4. Dans l'affirmative, de combien?

5. Qui a suggéré ou autorisé cette augmentation?

6. A qui le “magazine” est-il distribué?

7. M. W. Peterson, qui a publié un article sous son nom dans le numéro de janvier du dit “magazine”, est-il membre du comité protestant du conseil de l'instruction publique et le principal de l'Université McGill?

8. Le gouvernement sait-il que le dit article contient des avancées comme celui-ci : “Au comité protestant, par exemple, le membre résidant dans une ville est “suspect” aux yeux de la petite clique bruyante qui aime tant à établir ses idées dans la presse de la province de Québec”, ce qui peut-être fort désagréable pour plusieurs électeurs de cette Province?

9. Le gouvernement sait-il que le dit article contient plusieurs énoncés grossièrement erronés?

10. Le gouvernement assume-t-il quelque responsabilité du dit article ou de sa publication?

11. Le gouvernement a-t-il l'intention de cesser de payer une subvention au dit “magazine”?

12. Le gouvernement assume-t-il quelque responsabilité des entrevues au sujet des questions d'éducation dans cette province accordées, par le Dr Peterson, membre du comité protestant du conseil de l'instruction publique, au “Star”, lesquelles entrevues ont été publiées dans ce journal les 9 et 10 de février courant?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1. Oui.

2. \$1,494.00.

3. Oui.

4. \$744.00.

5. Le Secrétaire de la province.

6. En considération du subside, le magazine est distribué gratuitement à toutes les écoles élémentaires, écoles modèles et académiques protestantes, à tous les secrétaires trésoriers, les commissions scolaires protestantes, aux membres du comité protestant, aux inspecteurs d'écoles protestantes, aux membres de l'Assemblée législative, et à différentes institutions d'éducation.

7. Oui.

8, 9, 10, 11 et 12. Non.

Par l'honorable M. LeBlanc.—1. Existe-t-il de la correspondance entre le gouvernement et les intéressés à propos des frais occasionnés par le fait que

dans les villes de cette province les terrains vendus pour taxes municipales, le sont par le shérif du district au lieu de l'être par le greffier de la municipalité?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender la loi concernant l'incorporation des cités et villes pour remédier à cet état de choses?

Réponse par l'honorable M. Gouin : 1. Non.

2. A l'étude.

Par M. Bernard.—1. Quelles sont les personnes dont les noms figurent sur la liste de paye du shérif de Québec?

2. Quelle est la nature de leur emploi respectif?

3. Quel est leur salaire respectif?

Réponse par l'honorable M. Gouin : l'honorable Charles Langelier, shérif, \$3,000 ; J.-Bte Amyot, assistant-shérif et greffier réviser de la liste des jurés, \$1,900.00 ; J. J. Dunlop, comptable, \$1,400.00 ; Edouard Bégin, assistant-shérif, \$1,200.00 ; Lomer Hamel, commis, \$1,000.00 ; Edgar Auger, commis, \$730.00 et Albert Delâge, commis, \$600.00.

Par M. Tellier.—1. Quelle quantité de limites à bois le gouvernement a-t-il vendu dans le cours de l'exercice financier finissant le 30 juin 1905?

2. Quelle montant cette vente a-t-elle produit et quel est le prix moyen obtenu par mille?

3. Quelle quantité de limites à bois le gouvernement avait-il annoncé en vente?

4. Comment le gouvernement avait-il annoncé cette vente, et quel est le délai qui s'est écoulé entre la première publication de l'avis de vente et la vente?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. 236½ milles carrés.

2. \$389,720.83, et la moyenne par mille, \$165.04.

3. 6,149 milles carrés.

4. Cette vente a été annoncée dans la *Gazette Officielle* et autres journaux, et il s'est écoulé 40 jours entre la première publication de l'avis de la vente et la vente.

Par M. Giard.—Dans le cas du meurtrier Fouquet, mentionné à la page 38 des rapports de la Chambre et procès-verbaux de cette session, a-t-il été tenu des enquêtes de coroner?

2. Dans l'affirmative, combien?

3. Quel est le coût de ces enquêtes respectives?

4. Quel est le coût des examens médicaux?

5. Quel est le montant payé pour la taxation des témoins à l'enquête?

6. Quels sont les noms des témoins qui ont été taxés, et quel montant chacun d'eux a-t-il reçu?

Réponse par l'honorable M. Gouin :

1. Une.
2. Une.
3. \$33, 35.
4. \$5.00.
5. Aucun
6. Aucun.

Par M. Giard.—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Chesham dans le comté de Compton ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même canton ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :

1. 50,800 acres.
 2. 34,800 acres.
-

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (No 71) amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec & Baie James.

Bill (No 99) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (No 48) amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue

Et bill (No 56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (48) amendant la charte de la ville de Ste-Anne de Bellevue, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

M. Langlois propose, appuyé par M. Lemieux, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (46) constituant en corporation l'Ecole de Pharmacie Laval de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'éducation.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (36) constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint Sacrement, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction vu que ce bill se rapporte à une institution religieuse.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (68) constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint Rédempteur, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (97) amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Ed. VII, chap. 91 et interprétant certaines dispositions du Statut 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'éducation.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (80) ratifiant un acte de donation d'une propriété, faite par Sir Georges A. Drummond, en faveur de la "Royal Trust Company", en qualité de fidéicommissaires, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, attendu que ce bill concerne une institution de charité.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (95) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'hôpital des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs et ratifiant les placements déjà faits, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (47) définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (83) concernant l'Université McGill, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une maison d'éducation.

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (84) incorporant la Compagnie des Boulevards de l'île de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

A six heures, p. m., M. l'Orateur ajourne la Chambre à huit heures ce soir.

Huit heures p. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (55) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergeron fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant posée : ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (35) amendant la charte de la cité de St-Hyacinthe, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (57) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la "Financial Corporation" en celui de "The Financial and Trust Corporation", et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (98) ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbiniere Lumber Company", et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (48) amendant la charte de la ville de Ste-Anne de Bellevue, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (56) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (112) amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissance.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gillies fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (12) amendant la loi concernant les terres publiques.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (157) amendant la loi concernant la Cour supérieure.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu maintenant la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (159) amendant la loi du Barreau.

Ce Bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Taschereau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill ainsi modifié en comité général soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (105) amendant la section 2 du chapitre 3, du titre XI des Statuts refondus.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Delage fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (156) concernant le recouvrement des amendes.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tanguay (Lac-Saint-Jean) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Perrault.—Quelle est la raison de la différence entre le taux de change à \$4.86 $\frac{3}{4}$ le louis sterling pour les obligations en rapport avec les emprunts de 1874 et 1876, et le taux de change à \$5.00 le louis sterling pour les obligations en rapport avec l'emprunt de 1878 ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill.—Il fut disposé à New-York de l'emprunt de 1878 et le gouvernement reçut cinq dollars au louis sterling pour les bons-obligations, lesquels sont remboursables à New-York ou à Londres au choix du détenteur. S'ils sont présentés à New-York pour remboursement, ces bons-obligations sont remboursables au même taux de cinq dollars le louis sterling, tel que mentionné au dos de chaque bon-obligation.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, en comité général, une certaine résolution concernant les compagnies de fidéicomis.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur a pris connaissance de la dite résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue, alors, en comité général.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Qu'afin de défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicomis, une somme n'excédant pas trois mille piastres soit annuellement payée au trésorier de la province par les compagnies de fidéicomis faisant affaires dans la province ; que cette somme soit imposée au *pro-rata* du capital payé de chaque compagnie, et que le certificat du trésorier de la province soit décisif quant au montant que chaque ou toute compagnie doit payer en vertu de cette résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morisset fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Morisset, en conséquence, rapporte la dite résolution qui est lue comme suit :

Résolu,—Qu'afin de défrayer les dépenses du bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommiss, une somme n'excédant pas trois mille piastres soit annuellement payée au trésorier de la province par les compagnies de fidéicommiss faisant affaires dans la province ; que cette somme soit imposée au *pro-rata* du capital payé de chaque compagnie, et que le certificat du trésorier de la province soit décisif quant au montant que chaque ou toute compagnie doit payer en vertu de cette résolution.

Et la question étant posée : Cette résolution sera-t-elle lue la première fois, maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est lue la première fois.

Et la question étant posée : cette résolution sera-t-elle lue la deuxième fois maintenant ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est lue la deuxième fois.

Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle cette résolution ?—

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No 106) concernant les compagnies de fidéicommiss.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et

d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme gratification aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille cinq cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'entretien, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes d'eau des édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille six cent sept piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un édifice, à Montréal, pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de casiers en acier et l'ameublement des bureaux des registrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un pont en fer à Notre-Dame

de Lourdes, comté de Mégantic, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide à la construction et pour le mobilier du palais de justice du district de St-François, cité de Sherbrooke, 2 Ed. VII, ch. 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe : mobilier, machines et achèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une annexe et d'une voûte au palais de justice et à la prison de Sweetsburg, district de Bedford, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des édifices publics et "Loi des Etablissements industriels" 57 Vict., chap. 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, 1 Ed. VII, chap. 31, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la ligne frontière entre Québec et Ontario, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'exploration du Labrador, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection et de classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'immigration ; bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's National Immigration Society ", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la " Women's Protective Immigration Society ", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Ordonné,—Que cette Chambre se constituera, de nouveau, en comité, à sa prochaine séance.

M. Girard rapporte alors les résolutions qui sont lues comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à être donnés en prix et pour fournitures scolaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le Secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme gratification aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille cinq cent soixante et quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'entretien, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

7. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

8. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes d'eau des édifices publics, en général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

9. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les inspections et les explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

10. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'inspection des chemins de fer, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

11. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-six mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les réparations aux palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

12. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les assurances des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

13. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize centins soit accordée à Sa Majesté pour loyers des palais de justice et prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

14. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille six cent sept piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un édifice, à Montréal, pour l'usage des bureaux d'enregistrement et autres bureaux publics de la cité, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

15. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de casiers en acier et l'ameublement des bureaux des régistrateurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

16. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'un pont en fer à Notre-Dame de Lourdes, comté de Mégantic, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

17. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme aide à la construction et pour le mobilier du palais de justice du district de St-François, cité de Sherbrooke, 2 Ed. VII, ch. 6, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

18. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à St-Hyacinthe : mobilier, machines et achèvement de la bâtisse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

19. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer la construction d'une annexe et d'une voûte au palais de justice et à la prison de Sweetsburg, district de Bedford, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

20. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des édifices publics et "Loi des Etablissements industriels" 57 Vict., chap. 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

21. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, 1 Ed. VII, chap. 31, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

22. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

23. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

24. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

25. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

26. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

27. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

28. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

29. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la ligne frontière entre Québec et Ontario, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

30. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'exploration du Labrador, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

31. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection et de classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

32. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'immigration ; bureaux de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

33. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's National Immigration Society", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

34. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

35. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

36. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

37. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit

accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

38. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes en suspens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

39. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

40. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des asiles, d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

41. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme subvention à la Retraite Belmont, Institut MacKay, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

42. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour subvenir aux dépenses des écoles de réforme et d'industrie y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions ayant été lues la deuxième fois sont agréées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (43) amendant la charte du chemin de fer Québec Central.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (No 43) amendant la charte du chemin de fer Québec Central, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Samedi, 3 mars 1906.

Onze heures a. m.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (72) amendant la charte de la " North Shore Power Co ":

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Jobin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Stephens propose, appuyé par M. Gillies et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (41) constituant en corporation l'Eglise du Messie (*Unitarian*), de Montréal, et ratifiant un acte de vente et transport fait par la dite église, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Giard.—1. Le gouvernement a-t-il vendu la ferme modèle de Compton?

2. Dans l'affirmative, cette vente a-t-elle été faite à l'encan ou par vente privée?

3. Si elle a été faite à l'encan, quels sont les noms des enchérisseurs et le montant offert par chacun d'eux?

4. Si elle a été faite par vente privée, quels sont ceux qui ont fait des offres au gouvernement pour la dite ferme, et quel est le montant offert par chacun d'eux?

5. Quels sont les noms des acquéreurs de cette ferme?

6. Combien a rapporté le roulant de cette ferme?

7. Combien a rapporté le fonds, y compris les bâtisses?

8. Combien y avait-il de chevaux pour le service, lorsque la vente a été effectuée, et quel montant a rapporté la vente de chacun de ces chevaux?

9. Combien y avait-il de vaches laitières sur cette ferme, à l'époque de la vente?

10. Quel a été le prix de vente de chacune d'elles, séparément?

11. Reste-t-il quelque chose non vendue sur cette ferme?

Réponse par l'honorable M. Tessier :—1. Oui.

2. Après demande de soumissions par voie des journaux.

4. Les soumissionnaires étaient les suivants :

Dominique Bolduc.....	\$11,250
John M. LeMoine.....	11,000
E. Bjorkeland.....	11,500

ce dernier avec conditions de paiement non acceptables.

5. Dominique Bolduc.

6 et 7. Le tout a été vendu en block pour \$12,095.

8. 8 chevaux.

9. 25 vaches.

10 et 11. Non.

Par M. Giard.—Quel est le nom de l'officier du ministère de l'agriculture, mentionné à la page 227, No 25 des procès-verbaux de cette Chambre, 1906, comme ayant distribué les montants accordés pour indemniser les colons du comté de Compton des pertes subies par la grêle depuis 1904.

Réponse par l'honorable M. Tessier : Olivier Bresse.

Par M. Mousseau :—I. Le gouvernement a-t-il l'intention de faire dresser une carte des concessions forestières actuellement sous licence de coupe ?

2. Dans l'affirmative, cette carte indiquera-t-elle les concessions qui sont exploitées et celles qui ne le sont pas, ainsi que la date à laquelle ces dernières ont cessé de l'être ?

3. Le gouvernement a-t-il aussi l'intention de faire une carte des concessions hydrauliques, indiquant le nombre de ces concessions qui sont exploitées ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon : A l'étude.

Par M. Delâge.—1. L'honorable Secrétaire de la Province a-t-il reçu la demande d'un octroi destiné à l'ouverture et au maintien d'une école polytechnique en la cité de Québec ?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cet octroi ?

Réponse par l'honorable M. Roy : Non.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin et il est—

Résolu,—Que, lundi prochain, à la première séance, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la Province.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à lundi prochain.

Lundi, 5 mars 1906

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Kelly et, du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que M. Mackenzie ait la permission de présenter un Bill (165) amendant le Code municipal pour pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (164) amendant l'article 2036 du Code civil.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'honorable M. McCorkill, trésorier de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le vingt-troisième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurance de la Province de Québec, pour l'année 1905. *(Document de la session No 48.)*

L'honorable M. Gouin dépose sur le bureau de la Chambre, un état relatif au Palais de Justice de Montréal, annexe, etc., qui se lit comme suit :

Palais de Justice, annexe, au 1er mars 1906.....	\$170,285.60
Palais de Justice, Sherbrooke, au 1er mars 1906.....	159,061.81
dont \$30,000.00 payées par la cité de Sherbrooke (\$15,000	
de débentures, \$15,000 par chèque remis au gouvernement	
sur échange de terrain), \$45,000.00 en débentures par les	
comtés de Sherbrooke, Stanstead, Compton, Wolfe et Rich-	
mond, plus \$1,050 prime sur icelles débentures.	
Ecole de Laiterie Saint-Hyacinthe, payé au 1er mars 1906.....	62,837.85

(Document de la session No 49.)

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE

Par M. Perrault.—1. La balance de l'item de \$5,391.11, intitulé : “Prêt pour la construction de la nouvelle école normale Jacques-Cartier,” a-t-elle été remboursée sur le produit de la vente de propriétés à Montréal, tel qu'il appert à l'état No 4 des comptes publics de 1904-1905 ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les propriétés en question ?
3. A quelle date ce remboursement a-t-il été fait ?

Réponse par l'honorable M. McCorkill : 1. Le montant de l'emprunt par le gouvernement pour la construction de l'Ecole Normale Jacques-Cartier était de \$138,348.02. Il a été reçu des produits de la vente de propriétés la somme de \$102,145.33, de laquelle somme il a été payé pour les dépenses de la vente \$5,742.45, laissant \$96,402.92 pour être appliqué au remboursement de l'emprunt. Le montant de \$5,391.11 étant la balance des produits de la vente, est encore dû.

2. La propriété du Château Ramezay, Montréal.

3. Les montants reçus ont été comme suit :

30 juin 1894.....	\$ 1,805 05
12 mars 1895.....	\$ 94,985 59
4 avril 1896.....	5,354 69
	<hr/>
	100,340 28
	<hr/>
	\$102,145 33、

Voyez comptes publics, 1893-4, page 8, et 1894-5 page 8.

Proposé par M. Girard, secondé par M. Morin, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Une liste des noms des diverses sociétés de colonisation en cette province avec une copie de leur constitution.

Proposé par M. Mackenzie, secondé par M. Kelly et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant :

1. Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 2 ;
2. Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, et les dates de ce paiement ;
3. Le montant encore dû à la province par les compagnies de chemins de fer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1.

M. Godbout propose, appuyé par M. Décarie, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 32) constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill se rapporte à une institution religieuse.

M. Roy (Montmagny) propose, appuyé par M. Côté, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (No 62) amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 132) amendant le Code Municipal en y ajoutant l'article 476b.

M. Mackenzie propose, appuyé par M. Kelly : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise et la Chambre se divise. La proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et l'amendement étant lu la première fois, il est—

Ordonné,—Que la seconde lecture de cet amendement soit renvoyée à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 117) amendant la loi concernant les établissements industriels.

M. Lafontaine (Maskinongé), appuyé par M. Lemay, propose : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise et la Chambre se divise. La proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 151) contre l'usure.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Perrault : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise et la Chambre se divise. La proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 152) amendant les articles 878, 879 et 880 du Code de procédure civile.

M. Delâge propose, appuyé par M. Champagne : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise et la Chambre se divise. La proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill et il est—

Résolu,—Que le deuxième et le troisième paragraphes de la 58ième règle de cette Chambre soient remplacés par les suivants :

“ 2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

“ 3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemins de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.”

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 106) concernant les compagnies de fidéicomis.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.

La motion est soumise et la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ?—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour examiner certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que M. l'Orateur quitte le fauteuil maintenant. La motion est soumise et la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morrisset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre qui se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Peltier fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue, de nouveau, en comité général pour étudier certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, soit frappée des droits suivants, calculés sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

1. En ligne directe ascendante ou descendante ; entre époux ; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille :

 Dans les successions dont la valeur, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

- a. N'excède pas la somme de cinq mille piastres, nulle taxe n'est exigible.
- b. Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix milles piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 1%
- c. Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 1½%

- | | |
|--|-----|
| d. Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas soixante-quinze mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... | 1½% |
| e. Excède soixante-quinze mille piastres mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... | 2% |
| f. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... | 3% |
| g. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... | 4% |
| h. Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... | 5% |

Pour les fins des alinéas *a, b, c, d, e, f, g* et *h*, la somme de cinq mille piastres y mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.

Pourvu que lorsque la valeur d'une succession telle que décrite au paragraphe 1 de cette résolution excède cent mille piastres, et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne mentionnée au paragraphe 1 de cette résolution excède le montant ci-après mentionnée, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus des taux mentionnés dans les clauses, *a, b, c, d, e, f, g* et *h*, de cette résolution, comme suit :

- | | |
|---|-----|
| a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres... | 1% |
| b. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres..... | 1½% |
| c. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas six cent mille piastres..... | 2% |
| d. Excède six cent mille piastres, mais n'excède pas huit cent mille piastres..... | 2½% |
| e. Excède huit cent mille piastres..... | 3% |

2. En ligne collatérale :

- a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :

Si la succession n'excède pas dix mille piastres.....	5%
Si elle excède dix mille piastres.....	5½%

- b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur du père ou de la mère du défunt :

Si elle n'excède pas dix mille piastres.....	6%
Si elle excède dix mille piastres.....	6½%

- c. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt :

Si elle n'excède pas dix mille piastres.....	7%
Si elle excède dix mille piastres.....	7½%

- d. Succession entre tous autres collatéraux :

Si elle n'excède pas dix mille piastres.....	8%
Si elle n'excède dix mille piastres.....	9%
3. Si le successeur n'est pas un parent.....	10%

Pourvu que lorsque la valeur de tous biens imposables excède cinquante mille piastres et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne en ligne collatérale ou à tout étranger, excède le montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus du droit mentionné dans les clauses *a*, *b*, *c* et *d* de ce paragraphe :

<i>a</i> . Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres.	1%
<i>b</i> . Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres.....	1½%
<i>c</i> . Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres.....	2%
<i>d</i> . Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent cinquante mille piastres.....	2½%
<i>e</i> . Excède deux cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres.....	3%
<i>f</i> . Excède trois cent mille piastres, mais n'excède trois cent cinquante mille piastres.....	3½%
<i>g</i> . Excède trois cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres.....	4%
<i>h</i> . Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille piastres.....	4½%
<i>i</i> . Excède quatre cent cinquante mille piastres.....	5%

Le mot " bien ", dans le sens de la présente résolution, comprend tout bien, meuble ou immeuble réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province, ou hors de ses limites ; et tous les biens meubles, quel que soit l'endroit où ils sont situés appartenant à des personnes ayant leur domicile (ou résidence) dans la province de Québec, à la date de leur décès.

Résolu, 2—Que les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées en vertu des dispositions de l'article 5581 des Statuts refondus seront sujettes aux droits susdits de la même manière que tout autre bien mobilier.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Delâge fait rapport que le comité a passé deux résolutions, lesquelles sont lues, la première fois, comme suit :

Résolu, 1.—Que toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la province, soit

frappée des droits suivants, calculés sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

1. En ligne directe ascendante ou descendante ; entre époux ; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille :

Dans les successions dont la valeur, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

- a. N'excède pas la somme de cinq mille piastres, nulle taxe n'est exigible.
- b. Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres 1%
- c. Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 1½%
- d. Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas soixante-quinze mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres 1½%
- e. Excède soixante-quinze mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 2%
- f. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 3%
- g. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 4%
- h. Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres, en valeur au-dessus de cinq mille piastres..... 5%

Pour les fins des alinéas *a, b, c, d, e, f, g* et *h*, la somme de cinq mille piastres y mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.

Pourvu que lorsque la valeur d'une succession telle que décrite au paragraphe 1 de cette résolution excède cent mille piastres, et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne mentionnée au paragraphe 1 de cette résolution excède le montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus des taux mentionnés dans les clauses *a, b, c, d, e, f, g* et *h*, de cette résolution, comme suit :

- a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres.. 1%
- b. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres..... 1½%

-
- | | |
|--|-----|
| c. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas six cent mille piastres..... | 2% |
| d. Excède six cent mille piastres, mais n'excède pas huit cent mille piastres..... | 2½% |
| e. Excède huit cent mille piastres..... | 3% |
2. En ligne collatérale :
- | | |
|--|-----|
| a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt : | |
| Si la succession n'excède pas dix mille piastres..... | 5% |
| Si elle excède dix mille piastres..... | 5½% |
| b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur du père ou de la mère du défunt : | |
| Si elle n'excède pas dix mille piastres..... | 6% |
| Si elle excède dix mille piastres..... | 6½% |
| c. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt : | |
| Si elle n'excède pas dix mille piastres..... | 7% |
| Si elle excède dix mille piastres..... | 7½% |
| d. Succession entre tous autres collatéraux : | |
| Si elle n'excède pas dix mille piastres..... | 8% |
| Si elle excède dix mille piastres..... | 9% |
3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10%
- Pourvu que lorsque la valeur de tous biens imposables excède cinquante mille piastres et que le montant transmis de la manière susdite à toute personne en ligne collatérale ou à tout étranger, excède le montant ci-après mentionné, un droit additionnel soit payé sur le montant ainsi transmis, en sus du droit mentionné dans les clauses *a*, *b*, *c* et *d* de ce paragraphe :
- | | |
|---|-----|
| a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres. | 1% |
| b. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres..... | 1½% |
| c. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres..... | 2% |
| d. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent cinquante mille piastres..... | 2½% |
| e. Excède deux cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres..... | 3% |
| f. Excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent cinquante mille piastres..... | 3½% |
| g. Excède trois cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres..... | 4% |

- h. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille piastres..... $4\frac{1}{2}\%$
 i. Excède quatre cent cinquante mille piastres..... 5%

Le mot “ bien ”, dans le sens de la présente résolution, comprend tout bien, meuble ou immeuble réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites ; et tous les biens meubles, quel que soit l'endroit où ils sont situés appartenant à des personnes ayant leur domicile (ou résidence) dans la province de Québec à la date de leur décès.

Résolu, 2.—Que les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées en vertu des dispositions de l'article 5581 des Statuts refondus seront sujettes aux droits susdits de la même manière que tout autre bien mobilier.

Et la question étant posée par M. l'Orateur ; ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée ; la Chambre donnera-t-elle maintenant son agrément à ces résolutions ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No. 109) concernant les droits sur les successions.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour examiner certaines résolutions concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

L'honorable M. McCorkill informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

La Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera à propos, afin de sauvegarder les intérêts de la province et de lui éviter une perte d'argent, d'autoriser le trésorier de la province à retenir sur tout dépôt fait au département du trésor, en vertu d'un statut ou autre-

ment, le montant de toute créance qui peut être due à la couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de telle réclamation.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemay fait rapport que le comité a passé une résolution, laquelle est lue, la première fois, comme suit :

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera à propos, afin de sauvegarder les intérêts de la province et de lui éviter une perte d'argent, d'autoriser le trésorier de la province à retenir sur tout dépôt fait au département du trésor, en vertu d'un statut ou autrement, le montant de toute créance qui peut être due à la Couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de telle réclamation.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : cette résolution sera-elle maintenant lue la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La résolution est, en conséquence, lue la deuxième fois.

Et la question étant posée ; la Chambre donnera-t-elle maintenant son agrément à cette résolution ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la résolution est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No 161), concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant faite ; Ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis à la prochaine séance pour sa troisième lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

L'honorable M. McCorkill informe la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que pour subvenir aux besoins du service public il soit prélevé une taxe sur toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession faite ou mise à effet dans la province, d'actions de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations émises par toute corporation ou compagnie.

Résolu, 2.—Que cette taxe soit prélevée en argent ou au moyen de timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions des Statuts refondus concernant les timbres, et suivant tout arrêté en Conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet.

Résolu, 3.—Que le montant d'argent qui sera payé, ou des timbres qui seront apposés soit de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair de ces actions, obligations, actions-obligations ou bons vendus, transférés ou cédés.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Girard fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, la première fois, comme suit :

Résolu, 1.—Que pour subvenir aux besoins du service public il soit prélevé une taxe sur toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession faite ou mise à effet dans la province, d'actions, de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations émises par toute corporation ou compagnie.

Résolu, 2.—Que cette taxe soit prélevée en argent ou au moyen de timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions des Statuts refondus concernant les timbres, et suivant tout arrêté en Conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet.

Résolu, 3.—Que le montant d'argent qui sera payé, ou des timbres qui seront apposés soit de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair de ces actions, obligations, actions-obligations ou bons vendus, transférés ou cédés.

Et la question étant posée par M. l'Orateur ; ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée ; la Chambre donnera-t-elle maintenant son agrément à ces résolutions ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquences, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un bill No (108) concernant la taxe sur les transferts d'action de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la Province.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que M. l'Orateur quitte, maintenant, le fauteuil. La motion est soumise à la Chambre et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu que, par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental a été affecté comme suit, au paiement de certains emprunts de la province non payés à cette époque, savoir :

A l'emprunt en vertu de 41 Victoria, chapitre 1, (1878)....	\$ 3,000,000 00
A l'emprunt en vertu de 39 Victoria, chapitre 4, (1876)....	4,059,773 33
A l'emprunt en vertu de 37 Victoria, chapitre 2, (1874)....	540,226 57

Attendu que, par la loi de Québec, 49 Victoria, chapitre 2, la somme de \$2,394,000.00, accordée en vertu de la loi du Dominion, 47 Victoria, chapitre 8, par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, pour avoir construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, devrait servir à éteindre d'autant l'emprunt fait en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 2, laquelle somme de \$2,394,000.00, est encore entre les mains du gouvernement du Dominion, sur laquelle il paie l'intérêt semi-annuellement, le capital étant sujet à être demandé par la province de Québec ;

Attendu que certaines obligations des trois emprunts ci-dessus mentionnés ont été converties en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2, et que les balances non payées de ces emprunts sont actuellement comme suit, savoir :

L'emprunt de 1874 dont l'échéance fixée au 1er mai 1904 a été retardée au 1er mai 1906.....	\$ 2,723,873 33
Emprunt de 1876, dû le 1er mai 1906.....	3,111,746 67
Emprunt de 1878, dû le 1er novembre 1908.....	2,698,000 00

Attendu que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique a payé le 1er mars 1906, les sept millions de piastres qu'elle devait, comme balance du prix de vente du dit chemin de fer ;.

Attendu qu'il est de l'intérêt public que la balance non payée de l'emprunt de 1874, due le 1er mai 1906, soit payée à même le prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, payé le 1er mars 1906, et d'obvier ainsi à la nécessité de garder deux millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille piastres, montant non payé de l'emprunt de 1878, en dépôt, à un taux peu élevé d'intérêt :

Et attendu qu'un crédit pour le paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908, égal au montant total de cet emprunt, doit être maintenu ; qu'il soit en conséquence :

Résolu. 1.—Que la somme de \$2,723,873.33 sur la somme de \$3,000,000.00, partie du prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, affectée par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, section 3, soit transférée et affectée au paiement des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec 37 Victoria, chapitre 2.

Résolu. 2.—Que les \$2,394,000.00 ci-dessus mentionnées, accordées par le gouvernement de la Puissance au gouvernement de Québec, et affectées par la loi de Québec 49 Victoria, chapitre 2, au paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec, 37 Victoria, chapitre 2, soient transférées et affectées au paiement d'un montant équivalent d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec, 41 Victoria, chapitre 1, et que la somme de \$304,000.00 sur les \$7,600,000.00, prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étant partie de la balance du prix de vente du dit chemin de fer restant après paiement des obligations en cours des emprunts faits en vertu des lois 37 Victoria, chapitre 2, et 39 Victoria, chapitre 4, restera affectée au paiement d'une partie équivalente des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, ce montant avec les \$2,394,000.00 ci-dessus affectées, équivalant aux \$2,698,000.00 d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908.

Résolu. 3.—Que l'intérêt sur la somme de \$2,394,000.00 qui se trouve entre les mains du gouvernement de la Puissance, et sur la somme de \$304,000.00, partie du prix placé du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit employé au paiement de l'intérêt sur l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1.

Résolu. 4.—Que la balance des \$7,600,000.00, prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, après déduction faite des \$2,723,873.33, affectées par la présente loi au paiement des obligations restant dues de l'emprunt de 1874, et des \$304,000.00 affectées par la présente loi au paiement de partie de l'emprunt de 1878, et des \$3,111,746.67, affectées par la loi 45 Victoria, chapitre 21, au paiement de l'emprunt de 1876, savoir : \$1,460,380.00, soit affectée au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 fait par la Province le 30 juin 1897, et au paiement du fonds d'amortissement des actions inscrites trois pour cent émises en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2.

Résolu 5 — Que nonobstant les résolutions précédentes, tout porteur des obligations restant dues et l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, puisse, le premier jour de mai ou le premier jour de novembre de toute année précédant l'échéance de cet emprunt, le premier de novembre 1908, présenter ses obligations à la Banque de Montréal, à Londres, ou à l'agence de la Banque de Montréal, à New-York, pour paiement, en donnant trois mois d'avis à cet effet au trésorier de la province, à Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues, la première fois, comme suit :

Attendu que, par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, le prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental a été affecté comme suit, au paiement de certains emprunts de la province, non payés à cette époque, savoir :

A l'emprunt en vertu de 41 Victoria, chapitre 1, (1878).....	\$ 3,000,000 00
A l'emprunt en vertu de 39 Victoria, chapitre 4, (1876).....	4,059,773 33
A l'emprunt en vertu de 37 Victoria, chapitre 2, (1874).....	540,226 67

Attendu que, par la loi de Québec 49 Victoria, chapitre 2, la somme de \$2,394,000.00, accordée en vertu de la loi du Dominion, 47 Victoria, chapitre 8, par le gouvernement de la Puissance du Canada au gouvernement de la province de Québec, pour avoir construit le chemin de fer de Québec à Ottawa, devait servir à éteindre d'autant l'emprunt fait en vertu de la loi 37 Victoria, chapitre 2, laquelle somme de \$2,394,000.00, est encore entre les mains du gouvernement du Dominion, sur laquelle il paie l'intérêt semi-annuellement, le capital étant sujet à être demandé par la province de Québec ;

Attendu que certaines obligations des trois emprunts ci-dessus mentionnés ont été converties en vertu de la loi 60 Victoria chapitre 2 et que les balances non payées de ces emprunts sont actuellement comme suit, savoir :

L'emprunt de 1874 dont l'échéance fixée au 1er mai 1904 a été retardée au 1er mai 1906.....	\$ 2,723,873 33
Emprunt de 1876, dû le 1er mai 1906.....	3,111,746 67
Emprunt de 1878, dû le 1er novembre 1908.....	2,698,000 00

Attendu que la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique a payé le 1er mars 1906, les sept millions de piastres qu'elle devait, comme balance du prix de vente du dit chemin de fer ;

Attendu qu'il est de l'intérêt public que la balance non payée de l'emprunt de 1874, due le 1er mai 1906, soit payée à même le prix du chemin de

fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, payé le 1er mars 1906, et d'obvier ainsi à la nécessité de garder deux millions six cent quatre-vingt-dix-huit mille piastres, montant non payé de l'emprunt de 1878, en dépôt, à un taux peu élevé d'intérêt ;

Et attendu qu'un crédit pour le paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908, égal au montant total de cet emprunt, doit-être maintenu ; qu'il soit en conséquence :

Résolu. 1.—Que la somme de \$2,723,873.33 sur la somme de \$3,000,000.00, partie du prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal Ottawa et Occidental, affectée par la loi de Québec, 45 Victoria, chapitre 21, section 3, soit transférée et affectée au paiement des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec 37 Victoria, chapitre 2.

Résolu. 2.—Que les \$2,394,000.00 ci-dessus mentionnées, accordées par le gouvernement de la Puissance au gouvernement de Québec, et affectées par la loi de Québec 49 Victoria, chapitre 2, au paiement de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec 37 Victoria chapitre 2, soient transférées et affectées au paiement d'un montant équivalent d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi de Québec, 41 Victoria, chapitre 1, et que la somme de \$304,000.00 sur les \$7,600,000.00, prix de vente du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étant partie de la balance du prix de vente du dit chemin de fer restant après paiement des obligations en cours des emprunts faits en vertu des lois 37 Victoria, chapitre 2, et 39 Victoria, chapitre 4, restera affectée au paiement d'une partie équivalente des obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, ce montant avec les \$2,394,000.00 ci-dessus affectées, équivalant aux \$2,698,000.00 d'obligations en cours de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, devenant dû le 1er novembre 1908.

Résolu. 3.—Que l'intérêt sur la somme de \$2,394,000.00 qui se trouve entre les mains du gouvernement de la Puissance, et sur la somme de \$304,000.00, partie du prix placé du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soit employé au paiement de l'intérêt sur l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1.

Résolu. 4.—Que la balance des \$7,600,000.00, prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, après déduction faite des \$2,723,873.33, affectées par la présente loi au paiement des obligations restant dues de l'emprunt de 1874, et des \$304,000.00 affectées par la présente loi au paiement de partie de l'emprunt de 1878, et des \$3,111,746.67 affectées par la loi 45 Victoria, chapitre 21, au paiement de l'emprunt de 1876, savoir : \$1,460,380.00, soit affectée au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 fait par la Province le 30 juin 1897, et au paiement du fonds d'amortissement des actions inscrites trois pour cent émises en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 2.

Résolu, 5.—Que nonobstant les résolutions précédentes, tout porteur des obligations restant dues de l'emprunt fait en vertu de la loi 41 Victoria, chapitre 1, puisse, le premier jour de mai ou le premier jour de novembre de toute année précédant l'échéance de cet emprunt, le premier de novembre 1908, présenter ses obligations à la Banque de Montréal, à Londres, ou à l'agence de la Banque de Montréal, à New-York, pour paiement, en donnant trois mois d'avis à cet effet au trésorier de la province, à Québec.

Et la question étant posée par M. l'Orateur : ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : la Chambre donnera-t-elle maintenant son agrément à ces résolutions ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill, ait la permission de présenter un Bill (111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la Province.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Il est six heures p. m., et M. l'Orateur ajourne la Chambre à 8 heures p. m., suivant l'ordre.

8 heures p. m.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (161) concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ;—la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (109) concernant les droits sur les successions.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,— Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la Province.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le bill (24) amendant l'article 1149 du Code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morisset fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné.—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (19) concernant les syndicats coopératifs.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Proposé par M. Caron (L'Islet), secondé par M. Dion et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Copie de tous documents relatifs à la vente des limites à bois dans cette province.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (No 155) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Fiset fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (134) amendant la loi corporative des compagnies à fonds social, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, les amendements faits en comité général au Bill (132) amendant le Code municipal en y ajoutant l'article 476*b*, et ces amendements sont lus la deuxième fois et adoptés.

Et la motion étant faite : Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois,—

M. Gillies propose, en amendement, appuyé par M. Walker : Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants : "Ce bill soit renvoyé au comité général pour le reconsidérer."

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, le 1er mars dernier, à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et aux prix à être payés à certaines municipalités scolaires ;—

Et le débat se continuant,—

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par l'honorable M. Cardin, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

Et la Chambre continue à siéger jusqu'après minuit.

Mardi, 6 mars 1906.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (129) — amendant les dispositions spéciales concernant les écoles publiques de la cité de Montréal en ce qui regarde les écoles placées sous le contrôle du bureau des commissaires d'écoles protestantes.

M. Carter propose, appuyé par M. Walker : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin, et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (No 104) amendant l'article 566 du Code Municipal.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

La Chambre, ayant siégé jusqu'à minuit et demi, s'ajourne à 3 heures, cet après-midi.

Mardi, 6 mars 1906*Trois heures p. m.*

L'honorable M. Gouin présente le premier rapport du comité des impressions qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu président l'honorable M. Gouin.

Votre comité recommande que le document suivant soit imprimé :

No 34—Rareté des instituteurs.”

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accède à sa demande de former un comité mixte des deux Chambres pour examiner les rapports faits par la commission pour reviser les Statuts d'une nature générale et permanente et qu'il a nommé les honorables MM. Allard, Archambeault, Chapais et Mathieu pour agir de la part de cette Chambre, comme membres de tel comité mixte.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill, et il est—

Résolu,—Que, demain, à la première séance, la Chambre se formera en comité général pour considérer des résolutions concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemins de fer.

Résolu,—Que, demain, à la première séance, la Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant des amendements à être faits à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité, les résolutions concernant les licences.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est soumise à la Chambre et résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'il soit payé dans la cité de Montréal, sur chaque transfert d'une licence fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pendant plus d'un an, deux cents piastres. Que, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il soit payé une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; que, lorsqu'il est accordé par suite d'une cession volontaire ou judiciaire dans un cas d'insolvabilité *bona fide*, il soit payé une somme de soixante-quinze piastres au percepteur du revenu de la province, au moment où le transfert est accordé, et que dans le cas de compagnies à fonds social prenant leurs licences au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, lors de l'octroi du transfert, soit aussi de vingt-cinq piastres.

2. *Résolu*,—Que dans la cité de Québec, il soit payé pour le transfert d'une licence, quand il est accordé par suite d'une cession judiciaire ou volontaire dans un cas d'insolvabilité *bona fide*, une somme de cinquante piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé.

3. *Résolu*,—Que dans tout endroit de la province, excepté dans les cités de Québec et Montréal, la taxe sur le transfert d'une licence par une personne munie de licence qui quitte sa maison, ou par les représentants d'une personne munie de licence, dans le cas de décès de cette dernière, soit payable au percepteur du revenu de la province, comme suit :

- a. Dans toute cité, cinquante piastres.
- b. Dans toute ville, quarante piastres.
- c. Dans toute autre municipalité, vingt-cinq piastres.

4. *Résolu*,—Qu'à mesure que le nombre de magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement dans la cité de Montréal, le droit sur ces licences soit proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre de licences.

5. *Résolu*,—Que les ventes par encan de liqueurs enivrantes soient sujettes à un droit de cinq pour cent sur le prix, droits payés, des liqueurs vendues, qu'elles soient vendues en douane ou autrement.

5a. *Résolu*,—Que dans la cité de Québec, le nombre des licences de tavernes d'hôtel et de restaurants sont réduits à cent vingt-cinq, à partir du premier mai 1907, et que les honoraires et droits pour ces licences soient, vû cette diminution, augmentés proportionnellement, de manière que le revenu qui en découle, reste le même qu'avant cette réduction.

6. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province et préalablement à l'octroi de chaque licence, les droits suivants soient payables :

1. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros :

- a. Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, quatre cent cinquante piastres ;
- c. Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres ;
- d. Dans toute ville, deux cent cinquante piastres ;
- e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

2. Pour chaque licence autorisant la vente à l'encan de liqueurs enivrantes par un encanteur licencié comme tel, en vertu des dispositions des articles 231 à 248 de la loi des licences de Québec :

Pour chaque jour de vente de ces liqueurs :

- a. Dans la cité de Montréal, trente piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, vingt-cinq piastres ;
- c. Dans toute autre cité ou ville, vingt piastres ;
- d. Dans toute municipalité, dix piastres.

3. Pour chaque véhicule servant à un colporteur, dix piastres.

4. Pour les tables de billard, autres que celles dans un club :

Dans les villes :

- 1. Pour la première table, quarante piastres ;
- 2. Pour chaque table en sus de la première, vingt piastres.

5. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages :

- a. Dans les cités de Montréal et de Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition ; et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), trente piastres pour chaque jour ;
- b. Dans les autres parties de la province, deux cent cinquante piastres pour chaque jour ;—et chaque exhibition adjointe (*side show*), quinze piastres pour chaque jour.

7. *Résolu*,—Que l'honoraire pour l'enregistrement de toute personne résidant dans la province, qui n'est pas membre d'une Bourse quelconque et qui y fait des opérations de bourse de toute nature et description, doit être de trois piastres, dont deux piastres appartiendront au fonds du revenu consolidé et une piastre au percepteur.

8. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de chaque licence, sur chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant pas de siège d'affaires en Canada, les sommes suivantes soient payables :

Vendant aux marchands de gros seulement, cinquante piastres ; aux marchands de détail, cent piastres ; vendant aux consommateurs, deux cents piastres.

Cependant, tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour fabriques, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer cinquante piastres pour cette licence.

9. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par toute personne ne résidant pas dans les limites de cette province, qui vient dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre personne ne résidant pas dans la province, pour une licence à cet effet avant de commencer à faire affaires, une somme de cinq cents piastres, et que cette licence soit accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre (selon le cas) postérieur à son émission.

10. *Résolu*,—Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par tout courtier, société de courtiers, ou personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors des limites de la province, désirant y faire affaires par un agent ou un représentant en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, bons, obligations, actions-obligations, d'ici, dans cette province, avec tout courtier ou société de courtiers ou personne en dehors de la dite province pour une licence en faveur de tel agent ou tel représentant dans un bureau ou une place d'affaires fixes, la somme de deux mille piastres annuellement, avant de commencer à faire telles affaires.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Duhamel fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Duhamel rapporte alors les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'il soit payé dans la cité de Montréal, sur chaque transfert d'une licence fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pendant plus d'un an, deux cents piastres. Que, lorsque les transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il soit payé une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; que, lorsqu'il est accordé par suite d'une cession volontaire ou judiciaire dans un cas d'insol-

validité *bona fide*, il soit payé une somme de soixante-quinze piastres au percepteur du revenu de la province, au moment où le transfert est accordé et que dans le cas de compagnies à fonds social prenant leurs licences au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, lors de l'octroi du transfert, soit aussi de vingt-cinq piastres.

2. *Résolu*,—Que dans la cité de Québec, il soit payé pour le transfert d'une licence, quand il est accordé par suite d'une cession judiciaire ou volontaire dans un cas d'insolvabilité *bona fide*, une somme de cinquante piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transport est accordé.

3. *Résolu*,—Que dans tout endroit de la province, excepté dans les cités de Québec et Montréal, la taxe sur le transfert d'une licence par une personne munie de licence qui quitte sa maison, ou par les représentants d'une personne munie de licence, dans le cas de décès de cette dernière, soit payable au percepteur du revenu de la province, comme suit :

- a. Dans toute cité, cinquante piastres.
- b. Dans toute ville, quarante piastres.
- c. Dans toute autre municipalité, vingt-cinq piastres.

4. *Résolu*,—Qu'à mesure que le nombre de magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement dans la cité de Montréal, le droit sur ces licences soit proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre de licences.

5. *Résolu*,—Que les ventes par encan de liqueurs enivrantes soient sujettes à un droit de cinq pour cent sur le prix, droits payés, des liqueurs vendues, qu'elles soient vendues en douane ou autrement.

5a. *Résolu*,—Que dans la cité de Québec, le nombre des licences de tavernes d'hôtel et de restaurants sont réduits à cent vingt-cinq, à partir du premier mai 1907, et que les honoraires et droits pour ces licences soient, vû cette diminution, augmentés proportionnellement, de manière que le revenu qui en découle, reste le même qu'avant cette réduction.

6. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province et préalablement à l'octroi de chaque licence, les droits suivants soient payables :

1. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de gros :
 - a. Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, quatre cent cinquante piastres ;
 - c. Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres ;
 - d. Dans toute ville, deux cent cinquante piastres ;
 - e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.
2. Pour chaque licence autorisant la vente à l'encan de liqueurs enivrantes par un encanteur licencié comme tel, en vertu des dispositions des articles 231 à 248 de la loi des licences de Québec :

Pour chaque jour de vente de ces liqueurs :

- a. Dans la cité de Montréal, trente piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, vingt-cinq piastres ;
- c. Dans toute autre cité ou ville, vingt piastres ;
- d. Dans toute municipalité, dix piastres.

3. Pour chaque véhicule servant à un colporteur, dix piastres.

4. Pour les tables de billard, autres que celles dans un club :

Dans les villes :

- 1. Pour la première table, quarante piastres ;
- 2. Pour chaque table en sus de la première, vingt piastres.

5. Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages :

- a. Dans les cités de Montréal et de Québec, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition ;—et pour chaque exhibition adjointe (*side show*), trente piastres pour chaque jour ;
- b. Dans les autres parties de la province, deux cent cinquante piastres pour chaque jour ;—et chaque exhibition adjointe (*side show*), quinze piastres pour chaque jour.

7. *Résolu*,—Que l'honoraire pour l'enregistrement de toute personne résidant dans la province, qui n'est pas membre d'une Bourse quelconque et qui y fait des opérations de bourse de toute nature et description, doit être de trois piastres, dont deux piastres appartiendront au fonds du revenu consolidé et une piastre au percepteur.

8. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province préalablement à l'octroi de chaque licence, sur chaque licence semi-annuelle pour une personne ne résidant pas dans la province, pour agir comme voyageur de commerce, en sollicitant ou en prenant des commandes pour, ou en vendant, ou en annonçant ou en offrant en vente des effets, produits ou marchandises, autres que des boissons enivrantes, sur échantillon, catalogue ou liste de prix, pour une personne, une société ou une corporation n'ayant pas de siège d'affaires en Canada, les sommes suivantes soient payables :

Vendant aux marchands de gros seulement, cinquante piastres ; aux marchands de détail, cent piastres ; vendant aux consommateurs, deux cents piastres.

Cependant, tout voyageur de commerce prenant des commandes pour des machines, matériel, outils et fournitures pour fabriques, lorsque ces articles ne peuvent être obtenus dans cette province, quoique vendant au consommateur, doit payer cinquante piastres pour cette licence.

9. *Résolu*,—Qu'en outre des honoraires payables au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par toute personne ne résidant pas dans les limites de cette province, qui vient dans cette province pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations, ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute

société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province ou de tout autre courtier ou autre personne ne résidant pas dans la province, pour une licence à cet effet avant de commencer à faire affaires, une somme de cinq cents piastres, et que cette licence soit accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre (selon le cas) postérieur à son émission.

10. *Résolu*,—Qu'en outre de l'honoraire payable au percepteur du revenu de la province, préalablement à l'octroi de chaque licence, il soit payé par tout courtier, société de courtiers, ou personne, dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors des limites de la province, désirant y faire affaires par un agent ou un représentant en faisant le commerce ou en prenant des commandes pour le commerce d'actions, bons, obligations, actions-obligations, d'ici, dans cette province, avec tout courtier ou société de courtiers ou personnes en dehors de la dite province pour une licence en faveur de tel agent ou tel représentant dans un bureau ou une place d'affaires fixes, la somme de deux mille piastres, annuellement, avant de commencer à faire telles affaires.

Et la question étant posée par M. l'Orateur: Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, ces résolutions sont lues la deuxième fois.

Et la question étant posée par M. l'Orateur: La Chambre adoptera-t-elle maintenant ces résolutions? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un bill (21) concernant les licences.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (109) concernant les droits sur les successions.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Daignault fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en

vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la question étant faite par M. l'Orateur : Ce bill sera-t-il maintenant lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (108) concernant les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à la considération de ce bill.

Et les amendements étant lus la première et la deuxième fois, il est—

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (164) amendant l'article 2036 du Code civil.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise à la Chambre par M. l'Orateur. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemay fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Et la motion étant faite que ce bill soit, maintenant, lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les voitures automobiles.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.—Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*,—Que l'expression "véhicule-moteur" dans les présentes résolutions comprendra tous véhicules mus par tout pouvoir autre que la force musculaire, à l'exception des chars de chemin de fer et de tramway, et des véhicules-moteurs ne circulant que sur des rails ou voies ferrées, ainsi que des machines routières, et des locomotives de traction ; et que le mot "chauffeur" signifiera une personne habile à conduire des véhicules-moteurs, et qui gagne habituellement sa vie à conduire ces véhicules.

2. *Résolu*,—Que toute personne qui fera l'acquisition d'un véhicule-moteur devra, pour chaque tel véhicule qu'elle possèdera, produire au bureau du trésorier de la province une déclaration indiquant son nom et son adresse, ainsi qu'une description sommaire du véhicule-moteur qui devra être enregistré, de même que le nom du manufacturier, le numéro de fabrique, le genre du véhicule, le pouvoir moteur et sa force, sur un blanc fourni à cette fin par le trésorier de la province, et qu'elle devra payer un honoraire d'enregistrement de cinq piastres, honoraire qui devra être envoyé en même temps que sa demande.

3 *Résolu*,—Que sur réception de cette déclaration, le trésorier de la province, devra immédiatement enregistrer ce véhicule-moteur dans un livre tenu à cette fin, dans le département, et lui assigner un numéro distinct.

4 *Résolu*,—Que le trésorier de la province devra, après cet enregistrement, délivrer au propriétaire du véhicule-moteur, un certificat signé par lui, et portant la date de son émission, contenant les détails indiqués dans la déclaration produite à son bureau, avec le numéro assigné à ce véhicule, ainsi qu'une plaque ou sceau en métal ou en cuir de deux pouces de largeur sur trois pouces de longueur sur lequel seront estampés en lettres et en chiffres lisibles les mots : "automobile enregistrée No.... (ou selon le cas) Province de Québec," le numéro enregistré y étant inscrit ; que ce sceau devra être placé dans un endroit en vue du véhicule, et le numéro ainsi délivré devra être peint en lettre de quatre pouces de hauteur et d'un pouce de largeur et d'une couleur distincte et voyante, et tenu propre et libre de poussière ou de boue,

sur l'avant et l'arrière du véhicule s'il s'agit d'automobiles, et à l'arrière, s'il s'agit de cycles-moteurs, de manière à être facilement distingué avec le mot " Québec " au-dessous, en lettres de mêmes dimensions, sous la pénalité édictée par la loi basée sur ces résolutions ; et que le certificat d'enregistrement devra être placé dans un endroit facilement accessible du véhicule-moteur, qui y est décrit.

5. *Résolu*,—Que le propriétaire d'un véhicule-moteur qui réside dans une autre province du Canada, n'est pas tenu, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, d'enregistrer ce véhicule avant d'en faire usage dans cette province, pourvu que ce véhicule porte un numéro indiquant qu'il a été enregistré ailleurs, et que tel propriétaire ait donné au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité dans ou à travers laquelle il fait usage de son véhicule-moteur, un avis par écrit indiquant son nom, sa résidence, le numéro et la date de l'enregistrement du véhicule-moteur, ainsi que le nom de la province où le dit véhicule-moteur est enregistré, sous la pénalité ci-après édictée.

6. *Résolu*,—Que le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule-moteur, qui ne réside pas en Canada, tombera sous l'effet de la deuxième des présentes résolutions, et devra fournir au trésorier de la province un cautionnement de la manière et suivant la formule que ce dernier peut déterminer, pour un montant de cinq cents piastres comme garantie de tout dommage qu'il pourra causer en conduisant son véhicule dans la province de Québec.

Que le trésorier de la province pourra, cependant, à sa discrétion, faire telles exceptions individuelles aux dispositions de la présente section qu'il jugera convenables, quand des garanties suffisantes sont données que tout dommage causé sera dûment payé.

7. *Résolu*,—Que tout manufacturier ou marchand de véhicules-moteurs pourra, au lieu d'enregistrer chaque véhicule-moteur possédé ou contrôlé par lui, demander un numéro ou une marque générale et distinctive, et le trésorier de la province, s'il est convaincu des faits exposés dans la dite demande, pourra y faire droit, et émettre en faveur du requérant un certificat d'enregistrement contenant le nom, la place d'affaires et l'adresse du requérant et le numéro ou la marque générale distinctive qui lui aura été assignée, le dit certificat étant fait suivant telle formule et contenant tels détails additionnels et dispositions que le trésorier de la province pourra déterminer ; et que tous les véhicules-moteurs fabriqués ou possédés par ce fabricant ou marchand devront jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou donnés à louage ou prêtés, pour une période de plus de cinq jours consécutifs, être regardés comme étant suffisamment enregistrés sous tel numéro ou marque générale distinctive. Que l'honoraire pour le certificat d'un manufacturier ou d'un commerçant sera de dix piastres. Que rien de ce qui est contenu dans la présente résolution ne devra être interprété comme s'appliquant à un véhicule-moteur employé par un fabricant ou un commerçant pour son usage personnel ou le louage.

8. *Résolu*,—Que toute personne désirant conduire un véhicule-moteur autrement qu'en qualité de chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de conducteur, valide pour un an, qu'il demandera au trésorier de la province, et laquelle sera émise en sa faveur, de la manière et suivant la formule que le dit trésorier de la province pourra déterminer, et qu'avant qu'une licence de

conducteur soit accordée, le requérant devra fournir, en ce qui regarde son habileté, telle preuve que peut exiger le trésorier de la province.

9. *Résolu*.—Que toute personne qui désire faire fonctionner un véhicule-moteur comme chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de chauffeur ; qu'à cette fin, elle devra produire au département du trésorier, sur une formule en blanc qui lui sera fournie par le dit département, une déclaration qui contiendra son nom et son adresse, et la marque de commerce, les nom et pouvoir moteur du véhicule qu'elle est capable de faire fonctionner. Cette déclaration sera produite et conservée dans le département, et un numéro sera assigné à ce chauffeur.

10. *Résolu*.—Que le trésorier de la province accorde alors au requérant une licence de chauffeur et lui délivre un insigne de métal de telles grandeur et dimensions qu'il choisira, avec les mots : "Chauffeur enregistré No Québec," estampés ou imprimés sur cet insigne, et que ce chauffeur devra constamment porter cet insigne quand il fera fonctionner un véhicule-moteur sur les chemins publics, sous peine de l'amende édictée par la loi basée sur ces résolutions ; et qu'aucune telle licence de chauffeur ne sera accordée avant que le requérant ait donné la preuve de son habileté à cette fin, qui peut être requise par le trésorier de la province.

11. *Résolu*.—Que chaque licence de conducteur et de chauffeur expirera le premier jour d'avril de chaque année et sera renouvelable à cette date ; que l'honoraire pour chaque telle licence et son renouvellement sera de cinq piastres, et que le montant du dit honoraire devra être envoyé en même temps que la demande ; que chaque porteur d'une licence en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devra porter sa licence sur lui quand il conduira un véhicule moteur, et que le trésorier de la province pourra en tout temps suspendre ou annuler toute licence pour toute violation de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou quelqu'un des règlements faits à ce propos.

12. *Résolu*.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire un tarif des honoraires que le trésorier de la province pourra exiger, pour l'émission du certificat et du sceau mentionnés dans les présentes résolutions, en changeant les sommes y mentionnées, et aussi tous tels règlements nouveaux qu'il jugera nécessaires pour l'exécution efficace de la loi qui sera basée sur ces résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Jobin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné.—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Jobin rapporte, alors, les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

1. *Résolu*.—Que l'expression "véhicule-moteur" dans les présentes résolutions comprendra tous véhicules mus par tout pouvoir autre que la force musculaire, à l'exception des chars de chemin de fer et de tramway, et des véhicules-moteurs ne circulant que sur des rails ou voies ferrées, ainsi que des machines routières, et des locomotives de traction ; et que le mot "chauffeur"

signifiera une personne habile à conduire des véhicules-moteurs, et qui gagne habituellement sa vie à conduire ces véhicules.

2. *Résolu*,—Que toute personne qui fera l'acquisition d'un véhicule-moteur devra, pour chaque tel véhicule qu'elle possèdera, produire au bureau du trésorier de la province une déclaration indiquant son nom et son adresse, ainsi qu'une description sommaire du véhicule-moteur qui devra être enregistré, de même que le nom du manufacturier, le numéro de fabrique, le genre du véhicule, le pouvoir moteur et sa force, sur un blanc fourni à cette fin par le trésorier de la province, et qu'elle devra payer un honoraire d'enregistrement de cinq piastres, honoraire qui devra être envoyé en même temps que sa demande.

3 *Résolu*,—Que sur réception de cette déclaration, le trésorier de la province, devra immédiatement enregistrer ce véhicule-moteur dans un livre tenu à cette fin, dans le département, et lui assigner un numéro distinct.

4 *Résolu*,—Que le trésorier de la province devra, après cet enregistrement, délivrer au propriétaire du véhicule-moteur, un certificat, signé par lui, et portant la date de son émission, contenant les détails indiqués dans la déclaration produite à son bureau, avec le numéro assigné à ce véhicule, ainsi qu'une plaque ou sceau en métal ou en cuir de deux pouces de largeur sur trois pouces de longueur sur lequel seront estampés en lettres et en chiffres lisibles les mots : " automobile enregistrée No. . . . (ou selon le cas) Province de Québec ", le numéro enregistré y étant inscrit ; que ce sceau devra être placé dans un endroit en vue du véhicule, et le numéro ainsi délivré devra être peint en lettres de quatre pouces de hauteur et d'un pouce de largeur et d'une couleur distincte et voyante, et tenu propre et libre de poussière ou de boue, sur l'avant et l'arrière du véhicule, s'il s'agit d'automobiles, et à l'arrière, s'il s'agit de cycles moteurs, de manière à être facilement distingué avec le mot " Québec " au-dessous, en lettres de mêmes dimensions, sous la pénalité édictée par la loi basée sur ces résolutions ; et que le certificat d'enregistrement devra être placé dans un endroit facilement accessible du véhicule-moteur, qui y est décrit.

5. *Résolu*,—Que le propriétaire d'un véhicule-moteur qui réside dans une autre province du Canada, n'est pas tenu, en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, d'enregistrer ce véhicule avant d'en faire usage dans cette province, pourvu que ce véhicule porte un numéro indiquant qu'il a été enregistré ailleurs, et que tel propriétaire ait donné au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité dans ou à travers laquelle il fait usage de son véhicule-moteur, un avis par écrit indiquant son nom, sa résidence, le numéro et la date de l'enregistrement du véhicule-moteur, ainsi que le nom de la province où le dit véhicule-moteur est enregistré, sous la pénalité ci-après édictée.

6. *Résolu*,—Que le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule-moteur, qui ne réside pas en Canada, tombera sous l'effet de la deuxième des présentes résolutions, et devra fournir au trésorier de la province un cautionnement de la manière et suivant la formule que ce dernier peut déterminer, pour un montant de cinq cents piastres comme garantie de tout dommage qu'il pourra causer en conduisant son véhicule dans la province de Québec.

Que le trésorier de la province pourra, cependant, à sa discrétion, faire telles exceptions individuelles aux dispositions de la présente section qu'il

jugera convenables, quand des garanties suffisantes sont données que tout dommage causé sera dûment payé.

7. *Résolu*,—Que tout manufacturier ou marchand de véhicules-moteurs pourra, au lieu d'enregistrer chaque véhicule-moteur possédé ou contrôlé par lui, demander un numéro ou une marque générale et distinctive, et le trésorier de la province, s'il est convaincu des faits exposés dans la dite demande, pourra y faire droit, et émettre en faveur du requérant un certificat d'enregistrement contenant le nom, la place d'affaires et l'adresse du requérant et le numéro ou la marque générale distinctive qui lui aura été assignée, le dit certificat étant fait suivant telle formule et contenant tels détails additionnels et dispositions que le trésorier de la province pourra déterminer.; et que tous les véhicules-moteurs fabriqués ou possédés par ce fabricant ou marchand devront jusqu'à ce qu'ils soient vendus ou donnés à louage ou prêtés, pour une période de plus de cinq jours consécutifs, être regardés comme étant suffisamment enregistrés sous tel numéro ou marque générale distinctive. Que l'honoraire pour le certificat d'un manufacturier ou d'un commerçant sera de dix piastres. Que rien de ce qui est contenu dans la présente résolution ne devra être interprété comme s'appliquant à un véhicule-moteur employé par un fabricant ou un commerçant pour son usage personnel ou le louage.

8. *Résolu*,—Que toute personne désirant conduire un véhicule-moteur autrement qu'en qualité de chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de conducteur, valide pour un an, qu'il demandera au trésorier de la province, et laquelle sera émise en sa faveur, de la manière et suivant la formule que le dit trésorier de la province pourra déterminer, et qu'avant qu'une licence de conducteur soit accordée, le requérant devra fournir, en ce qui regarde son habileté, telle preuve que peut exiger le trésorier de la province.

9. *Résolu*,—Que toute personne qui désire faire fonctionner un véhicule-moteur comme chauffeur, devra préalablement obtenir une licence de chauffeur; qu'à cette fin, elle devra produire au département du trésorier, sur une formule en blanc qui lui sera fournie par le dit département, une déclaration qui contiendra son nom et son adresse, et la marque de commerce, les nom et pouvoir moteur du véhicule qu'elle est capable de faire fonctionner. Cette déclaration sera produite et conservée dans le département, et un numéro sera assigné à ce chauffeur.

10. *Résolu*,—Que le trésorier de la province accorde alors au requérant une licence de chauffeur et lui délivre un insigne de métal de telles grandeur et dimensions qu'il choisira, avec les mots: "Chauffeur enregistré No.... Québec," estampés ou imprimés sur cet insigne, et que ce chauffeur devra constamment porter cet insigne quand il fera fonctionner un véhicule-moteur sur les chemins publics, sous peine de l'amende édictée par la loi basée sur ces résolutions; et qu'aucune telle licence de chauffeur ne sera accordée avant que le requérant ait donné la preuve de son habileté à cette fin, qui peut être requise par le trésorier de la province.

11. *Résolu*,—Que chaque licence de conducteur et de chauffeur expirera le premier jour d'avril de chaque année et sera renouvelable à cette date ; que l'honoraire pour chaque telle licence et son renouvellement sera de cinq piastres, et que le montant du dit honoraire devra être envoyé en même temps que la demande ; que chaque porteur d'une licence en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devra porter sa licence sur lui quand il conduira un véhicule moteur, et que le trésorier de la province pourra en tout temps suspendre ou annuler toute licence pour toute violation de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ou quelque'un des règlements faits à ce propos.

12. *Résolu*,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire un tarif des honoraires que le trésorier de la province pourra exiger, pour l'émission du certificat et du sceau mentionnés dans les présentes résolutions, en changeant les sommes y mentionnées, et aussi tous tels règlements nouveaux qu'il jugera nécessaires pour l'exécution efficace de la loi qui sera basée sur ces résolutions.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois,—

Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle ces résolutions ? La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont agréées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (30) concernant les voitures automobiles.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

L'honorable M. Robitaille propose, appuyé par M. Cardin, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques de la cité de Québec, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'instruction publique.

M. Lacombe propose, appuyé par M. Perrault, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire et l'amende payés pour le Bill (89) amendant la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une société de bienfaisance et d'éducation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant pour lequel il demande le concours de cette Chambre :

Bill (E) amendant la loi concernant les chemins de fer.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill et il est—

Ordonné,—Que le Bill (E du Conseil législatif) amendant la loi concernant les chemins de fer soit maintenant lu la première fois.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance pour la seconde lecture.

Proposé par M. Delâge, secondé par M. Blouin et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état indiquant :
1. Combien il y a d'inspecteurs d'écoles dans cette province. 2. Leurs noms.
3. Leur âge. 4. Le district assigné à chacun d'eux. 5. La date de leur commission.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Delâge.—1. Est-il à la connaissance de l'honorable Secrétaire de la Province que des inspecteurs des écoles exercent un autre emploi que celui d'inspecteurs des écoles ?

2. Si la réponse est affirmative, est-ce l'intention de l'honorable Secrétaire de la Province de prendre des moyens pour qu'à l'avenir ils consacrent tout leur temps à l'exercice de la fonction importante qui leur a été confiée ?

Réponse par l'honorable M. Roy.—1 et 2. Il est probable que quelques inspecteurs exercent un autre emploi que celui d'inspecteur d'école ; mais le département de l'instruction publique et le gouvernement n'en ont pas été informés officiellement.

Par M. Delâge.—1. Est-ce l'intention du gouvernement de fixer une limite d'âge pour l'exercice de la fonction d'inspecteurs des écoles dans cette Province ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un surintendant aux inspecteurs des écoles dans cette Province ?

Réponse par l'honorable M. Roy :—A l'étude.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (52) augmentant les pouvoirs de la

“ Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company,” et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1906, pour la production d'un état détaillé des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le 30 juin 1905 jusqu'à date.

(Document de la session No 50.)

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 6 mars 1906, demandant: Combien il y a d'inspecteurs d'écoles dans cette province ? 2. Quels sont leurs noms ? 3. Quel est leur âge ? 4. Quel est le district assigné à chacun d'eux ? 5. Quel est la date de leur commission.

(Document de la session No 51.)

Et les rapports municipaux pour l'année finissant le 31 décembre 1904.

(Document de la session No 52.)

A six heures, p. m. la Chambre s'ajourne à huit heures ce soir.

Huit heures p. m.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon et il est—

Résolu,—Qu'à partir de mercredi prochain, inclusivement, il y ait trois séances par jour, la première, de 11 heures a. m. à 1 heure p. m., la deuxième, de 3 heures à six heures p. m, la troisième de 8 heures p. m. jusqu'à l'ajournement.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (108) concernant les taxes sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant posée : La motion pour la troisième lecture de ce bill sera-t-elle faite, maintenant ? La Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (109) concernant les droits sur les successions.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Marchildon fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée ; ce bill serait-il maintenant lu la troisième fois ? La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (30) concernant les taxes sur les voitures automobiles.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin : Que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois. La motion est soumise par M. l'Orateur. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Girard fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée ; Ce bill serait-il maintenant lu la troisième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (155) amendant l'article 599 du Code de procédure civile.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Stephens fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (135) ajoutant l'article 753a au Code municipal.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (133) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

M. Langlois, appuyé par M. Lemieux, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, pour la prochaine séance.

Proposé par M. Taschereau, secondé par M. Tanguay (Lac St-Jean), et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (115) amendant l'article 307 de la loi de l'Instruction publique.

M. Langlois, appuyé par M. Lemieux, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné mercredi, le 7 février dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre, copie des documents concernant :

1. Tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires.

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond.

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique, demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker.

4. Etat comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent.

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50,000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école Normale McGill, et comment il a été employé.

Et le débat se continue. —

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (18) amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.

Bill (20) amendant la loi de l'Instruction publique.

Bill (23) amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*.

Bill (27) relatif aux termes et séances de la Cour de circuit dans le district de Chicoutimi.

Bill (103) amendant la loi électorale de Québec, 1903.

Bill (119) amendant la loi des élections contestées de Québec.

Bill (136) abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.

Et Bill (154) amendant la charte de la compagnie générale du port de Chicoutimi.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec.

Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Bill (74) constituant en corporation " The North Eastern Railway Company ".

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (74) constituant en corporation " The North Eastern Railway Company " ; et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Mercredi, 7 mars 1906.

Onze heures a. m.

L'honorable M. Gouin présente le premier rapport du comité spécial conjoint nommé pour étudier les rapports de la commission de la refonte des Statuts de Québec, qui se lit comme suit :

“ Votre comité a élu l'honorable M. Archambeault son président et il demande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il recommande que les membres qui le composent étudient pendant la vacance parlementaire, séparément, le premier rapport de la Commission de manière à pouvoir, lorsqu'ils seront constitués de nouveau en comité, à la prochaine session, faire les observations qu'ils croiront à propos relativement au travail de la Commission, et suggérer les modifications, additions et omissions qu'ils croiront nécessaires.

Il recommande aussi qu'une copie du rapport de la Commission soit transmise à chacun des juges de la Cour du Banc du Roi et de la Cour Supérieure, aux magistrats de district, au secrétaire général du Barreau, aux secrétaires des diverses sections du barreau et au secrétaire de la Chambre des notaires.

Il recommande, enfin, que la description de divers comtés contenue dans le rapport soit transmise aux registrateurs, aux greffiers et secrétaires-trésoriers des différentes municipalités, ainsi qu'aux secrétaires des associations de bibliothèques de la Province, avec prière d'adresser à la Commission les suggestions qu'ils croiront requises pour assurer l'exactitude du rapport de la Commission ”.

Résolu,—Que ce rapport soit adopté.

M. Cherrier propose, appuyé par M. Dupuis et il est—

Ordonné,—Que la réduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149 des Statuts refondus de la province de Québec, ne soit pas faite pour douze jours, dans les cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer en comité général le Bill (135) ajoutant l'article 753a au Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bissonnette (Montcalm), fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (165) amendant le Code municipal pour pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité général.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Bergevin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Morisset propose, appuyé par M. Marchildon et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (75) détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire", soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu les ressources très limitées de cette municipalité.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre copie des documents, correspondance, etc., depuis le 1er juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, ou toute personne, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province, y compris les valeurs immobilières à son actif, en vue d'un nouvel emprunt, ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique.

INTEPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de Marston, dans le comté de Compton.

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. 70,700 acres.

2. 31,680 acres.

Par M. Giard.—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Brome ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. 300,455 acres.

2. Aucun.

Par M. Giard.—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Stanstead ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. 260,600 acres.

2. Aucun.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Sherbrooke ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. 140,300 acres.

2. Aucun.

Par M. Giard.—1. Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de Chambly ?

2. Combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois dans le même comté ?

Réponse par l'honorable M. Turgeon :—1. 101,529 acres.

2. Aucun.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture du Bill (21) concernant les licences.

L'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise— et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, à la prochaine séance.

A une heure p. m., la Chambre s'ajourne à trois heures, cet après-midi.

Trois heures, p. m.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (118) amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (74) constituant en corporation "The North Eastern Railway Company," et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général le Bill (21) concernant les licences.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant posée : La motion pour troisième lecture de ce bill sera-t-elle faite, maintenant ?—la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (104) amendant l'article 566 du Code municipal.

L'honorable M. McCorkill, appuyé par l'honorable M. Gouin, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois.—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Trois-Rivières) fait rapport que le comité a fait quelques progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que ce comité ait la permission de siéger, de nouveau, au cours de la séance.

Proposé par M. Mousseau, secondé par M. Langlois, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre :—Un état des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières procédures effectuées pour en arriver à une solution.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, le 1er mars dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre les documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et à certaines municipalités scolaires.

Et le débat se continuant—

M. Girard propose, appuyé par M. D'Auteuil, et il est—

Ordonné,—Que ce débat soit, de nouveau, ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (100) constituānt en corporation "The Canadian Eastern Railway Company".

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Co.", et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (91) constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une association scientifique.

M. Chauret propose, appuyé par M. Dupuis, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (51) ratifiant et validant les conventions intervenues entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier et la communauté des Sœurs de Sainte-Anne, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une maison d'éducation et de charité.

M. Walsh propose, appuyé par M. Kelly, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le Bill (79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse et d'éducation.

A six heures p. m., la Chambre s'ajourne à huit heures p. m.

Huit heures p. m.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Perrault.—1. Le gouvernement a-t-il l'intention d'introduire un projet de loi, pendant la présente session, à l'effet de confirmer aucun ordre en conseil passé depuis 1882, et changeant la nature des obligations de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien vis-à-vis de la Province, quant au taux d'intérêt à être payé sur la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, en vertu des lois 45 Victoria, chapitres 19 et 20 ?

2. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des procédures judiciaires contre cette compagnie pour recouvrer la somme de

\$560,000.00, accumulée depuis 1895 jusqu'à 1905, et produite par les différences annuelles, entre les 4½ pour cent d'intérêt mentionnés aux comptes publics et les 5 pour cent stipulés dans les lois 45 Victoria, chapitre 19 et 20, sur la balance des \$7,000,000.00 encore due par la dite compagnie?

Réponse par l'honorable M. McCorkill :

1. Non. . Le gouvernement ne l'a pas jugé nécessaire.

2. Non. Le gouvernement n'a pas considéré avoir une réclamation contre la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour la différence annuelle depuis le 6 août 1895, entre le taux d'intérêt payé et le taux de 5 pour cent. A la demande du gouvernement du jour et sous l'autorité d'un ordre en conseil du 11 décembre 1883, il fut donné une extension de dix ans de cette date au 1er mars 1894, pour le paiement des \$7,000,000. En juin 1894, la compagnie notifia le gouvernement, qu'après six mois, suivant les prévisions des Actes 45 Victoria, chapitre 19 et 20, elle paierait les \$7,000,000, mais à la demande du gouvernement cet avis fut retiré. Le 4 février 1895, la compagnie, de nouveau, notifia le gouvernement qu'elle paierait les \$7,000,000, le 6 août suivant, mais après négociation avec le gouvernement, la compagnie consentit à différer le paiement de \$3,500,000 jusqu'au 1er mars 1904 et la balance de \$3,500,000 jusqu'au 1er mars 1906, le but du gouvernement en retardant le paiement des \$7,000,000, était d'éviter une perte sérieuse qu'aurait soufferte la province par l'impossibilité d'obtenir le taux d'intérêt que la compagnie consentait à payer sur les \$7,000,000, lesquels s'ils avaient été payés, auraient dû être investis ou déposés à tel taux qu'il était possible d'obtenir, jusqu'à paiement des emprunts pour lesquels le montant fut approprié.

M. Bergevin propose, appuyé par M. Blouin, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (61) constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (E) du Conseil législatif amendant la loi concernant les chemins de fer.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre.

Résolu,—Que cette Chambre se constitue immédiatement en comité.

La Chambre, en conséquence, se constitue en comité général.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté le bill sans amendement.

La Chambre procède, de nouveau, à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (100) constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Co", et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la Chambre à considérer, de nouveau, en comité général, le Bill (104) amendant l'article 566 du Code municipal.

Le comité ayant siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gosselin fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

L'honorable M. McCorkill propose, appuyé par l'honorable M. Gouin,—et la motion est soumise,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. McCorkill informe, alors, la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

La Chambre se constitue alors en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé et prélevé sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, associations

commerciales, et leurs agents ci-après mentionnés, les taxes annuelles ci-après spécifiées :

I.—SUR LES COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION

a. Un huitième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et cinquante piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier dans tout autre endroit.

c. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporation, visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province ou, lorsque leur principal bureau étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une partie de leur capital versé, et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des limites de la province ; mais la taxe exigée ne doit jamais être de moins de cinquante piastres.

II.—BANQUES

a. Cent piastres pour chaque cent mille piastres du capital versé jusqu'à un million inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé, au-dessus d'un million de piastres.

b. Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents piastres ; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune des dites cités, cent cinquante piastres ; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente piastres.

III.—COMPAGNIES D'ASSURANCE

a. Sauf les dispositions au sujet des primes reçues sous le système des billets de primes et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe de un et trois quarts pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance une taxe d'un pour cent ; la dite taxe à être calculée, dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporations en vertu de toute loi de cette province, la dite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance ; mais pour les

compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe soit calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province par la compagnie pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements d'après le système des primes au comptant; pourvu toujours que lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, état ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporations dans telle province, état ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite.

b. Les sommes minima fixées dans le paragraphe immédiatement précédent sont respectivement le montant du premier paiement de la taxe qui peut être exigée de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province.

c. Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province, ou sur des polices contre le feu ou autres polices concernant une propriété située dans cette province, doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime.

d. Dans le cas d'assurance maritime sur toute personne, société ou compagnie faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante piastres pour tel commerce.

e. Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance comme située dans quelque partie de la dite province, dans toute compagnie, étrangère à la province, qui ne s'est pas conformée aux exigences de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34, doit immédiatement, et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie assureur, qui devra toujours avoir la priorité quant au temps, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province énonçant : a. Le montant de cette assurance ; b. Le montant de la prime qui aurait pu être exigé pour cette assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34. Et telle personne, société ou corporation doit sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à cet effet, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur qu'il appartient du revenu de la province le montant que la province recevrait d'une compagnie dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand telle assurance est effectuée directement par le déten-

teur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui ; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

f. Toute personne, société ou corporation, officier, agent ou employé contrevenant au paragraphe immédiatement précédent sera, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe ; le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant faire remise de cette amende pourvu que le tribunal devant lequel la conviction a été obtenue recommande cette remise.

IV.—SUR LES COMPAGNIES DE PRÊTS

a. Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la compagnie, au-delà d'un million de piastres.

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille, trois cents piastres ; s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille, deux cent cinquante piastres ; s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille, deux cents piastres ; s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, cent cinquante piastres ; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital ;

b. Sur une compagnie sans capital social fixe, cent piastres ;

c. Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille piastres ; lorsque le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit.

V.—SUR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

a. Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans chacune des cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans tout autre endroit.

VI.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public, mille piastres, pourvu que cette taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil avant le premier juillet 1906.

VII.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres ou moins ; trois cents piastres, si le capital versé excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres ; cinq cents piastres, s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres ; mille piastres, s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres, et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que deux mille piastres ni plus que trois mille piastres, s'il excède trois cent mille piastres.

VIII.—SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

a. Sur toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres ;

b. Une somme fixe de huit cents piastres sera le montant du premier paiement de la taxe exigible de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province ;

c. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit ;

d. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la Puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'un cinquième d'un pour cent sur son capital libéré.

IX.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY

Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent piastres pour chaque mille à voie double en opération.

X.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

a. Sur les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule de cette résolution et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, dix piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération ;

b. Sur toutes autres compagnies de chemins de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin en opération.

XI.—SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

a. Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fractions de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit ;

c. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommiss visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province, mais la taxe ne doit pas être de moins de cent piastres.

CÉDULE

Compagnies de chemins de fer dont il est fait mention dans la résolution précédente, et pour la construction desquels chemins des deniers publics ont été dépensés et appropriés par cette province ou par l'ancienne province du Canada.

La compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour la partie, dans cette province, de son chemin s'étendant de Montréal à Saint-Jérôme, Aylmer et la cité d'Ottawa, y compris les embranchements de Saint-Lin et Saint-Eustache ;

“ de colonisation de Montréal et des Laurentides ;

“ de jonction de Pontiac au Pacifique, pour cette partie de son chemin dans la province ;

“ de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent ;

“ de la vallée de Missisquoi ;

“ de Montréal, Portland et Boston ;

“ de Québec Central ;

“ de Québec et du Lac-Saint-Jean ;

“ de Waterloo et Magog ;

“ du Grand-Tronc du Canada pour la partie de son chemin qui se trouve dans la province ;

“ du Nord ;

“ du Sud-Est ;

“ International.”

Resolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Morin, fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Morin rapporte alors les résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

Résolu,—Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé et prélevé sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, associations commerciales, et leurs agents ci-après mentionnés, les taxes annuelles ci-après spécifiées :

I.—SUR LES COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION

a. Un huitième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et cinquante piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier dans tout autre endroit.

c. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporation, visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province ou, lorsque leur principal bureau étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une partie de leur capital versé, et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des limites de la province ; mais la taxe exigée ne doit jamais être de moins de cinquante piastres.

II.—BANQUES

a. Cent piastres pour chaque cent mille piastres du capital versé jusqu'à un million inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé, au-dessus d'un million de piastres.

b. Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents piastres ; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune des dites cités, cent cinquante piastres ; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente piastres.

III.—COMPAGNIES D'ASSURANCE

a. Sauf les dispositions au sujet des primes reçues sous le système des billets de primes et le cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compagnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe de un et trois quarts pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance une taxe d'un pour cent ; la dite taxe à être calculée, dans les deux cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporations en vertu de toute loi de cette province, la dite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance ; mais pour les

compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe soit calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province par la compagnie pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements d'après le système des primes au comptant; pourvu toujours que lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, état ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporations dans telle province, état ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite.

b. Les sommes minima fixées dans le paragraphe immédiatement précédent sont respectivement le montant du premier paiement de la taxe qui peut être exigée de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province.

c. Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province, ou sur des polices contre le feu ou autres polices concernant une propriété située dans cette province, doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale doit payer la taxe sur le montant total de la prime.

d. Dans le cas d'assurance maritime sur toute personne, société ou compagnie faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante piastres pour tel commerce.

e. Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance comme située dans quelque partie de la dite province, dans toute compagnie, étrangère à la province, qui ne s'est pas conformée aux exigences de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34, doit immédiatement, et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie assureur, qui devra toujours avoir la priorité quant au temps, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province énonçant : a. Le montant de cette assurance; b. Le montant de la prime qui aurait pu être exigé pour cette assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34. Et telle personne, société ou corporation

doit sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à cet effet, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur qu'il appartient du revenu de la province le montant que la province recevrait d'une compagnie dûment enregistrée et licenciée en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 34, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand telle assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui ; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

f. Toute personne, société ou corporation, officier, agent ou employé contrevenant au paragraphe immédiatement précédent sera, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe ; le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant faire remise de cette amende pourvu que le tribunal devant lequel la conviction a été obtenue recommande cette remise.

IV.—SUR LES COMPAGNIES DE PRÊTS

a. Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la compagnie, au-delà d'un million de piastres.

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille, trois cents piastres ; s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille, deux cent cinquante piastres ; s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille, deux cents piastres ; s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille, cent cinquante piastres ; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital ;

b. Sur une compagnie sans capital social fixe, cent piastres ;

c. Une taxe additionnelle de cent piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille piastres ; lorsque le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit.

V.—SUR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

a. Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans chacune des cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur le bureau principal ou la plus importante place d'affaires dans tout autre endroit.

VI.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public, mille piastres, pourvu que cette taxe ne soit pas exigée des compagnies de télégraphie sans fil avant le premier juillet 1906.

VII.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres ou moins ; trois cents piastres, si le capital versé excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres ; cinq cents piastres, s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres ; mille piastres, s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres, et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que deux mille piastres ni plus que trois mille piastres, s'il excède trois cent mille piastres.

VIII.—SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

a. Sur toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres ;

b. Une somme fixe de huit cents piastres sera le montant du premier paiement de la taxe exigible de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province ;

c. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit ;

d. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la Puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport, exclusivement, une taxe additionnelle d'un cinquième d'un pour cent sur son capital libéré.

IX.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY.

Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent piastres pour chaque mille à voie double en opération.

X.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

a. Sur les compagnies de chemins de fer mentionnées dans la cédule de cette résolution et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, dix piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération ;

b. Sur toutes autres compagnies de chemins de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin en opération.

XI.—SUR LES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

a. Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Québec et de Montréal, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit ;

c. Il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommis visées par ce paragraphe, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croira juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province ; mais la taxe ne doit pas être de moins de cent piastres.

CÉDULE

Compagnies de chemins de fer dont il est fait mention dans la résolution précédente, et pour la construction desquels chemins des deniers publics ont été dépensés et appropriés par cette province ou par l'ancienne province du Canada.

La compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour la partie, dans cette province, de son chemin s'étendant de Montréal à Saint-Jérôme, Aylmer et la cité d'Ottawa, y compris les embranchements de Saint-Lin et Saint-Eustache ;
“ de colonisation de Montréal et des Laurentides ;
“ de jonction de Pontiac au Pacifique, pour cette partie de son chemin dans la province ;
“ de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent ;
“ de la vallée de Missisquoi ;
“ de Montréal, Portland et Boston ;
“ de Québec Central ;
“ de Québec et du Lac-Saint-Jean ;
“ de Waterloo et Magog ;

La compagnie du Grand-Tronc du Canada pour la partie de son chemin qui se trouve dans la province ;

“ du Nord ;

“ du Sud-Est ;

“ International.”

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles maintenant lues la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont lues la deuxième fois.

Et la question étant posée : La Chambre adoptera-t-elle maintenant ces résolutions ?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont adoptées.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (107) concernant les taxes sur les compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes et associations commerciales.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois ?—La Chambre se divise,—et la question est résolue dans l'affirmative ?

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité général de la Chambre, au cours de la présente séance.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la Province, dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1906, pour la production de tous documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres.

(*Document de la session* N^o 53).

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi, 1^{er} mars dernier, sur la motion à l'effet qu'il soit mis devant cette Chambre : Copie des documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et à certaines municipalités scolaires.

Et la motion principale étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—elle est adoptée.

Conformément à l'ordre du jour la Chambre se constitue en comité général pour examiner le Bill (107) concernant les taxes sur les compagnies commerciales, les sociétés, les associations, les maisons d'affaires et les personnes.

La Chambre siège jusqu'après minuit.

Jeudi, 8 mars 1906.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Les amendements sont lus la première fois.

Et la question étant posée : Ces amendements seront-ils maintenant lus la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois et adoptés.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il lu la troisième fois maintenant ?—

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se constituer en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemins de fer.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. McCorkill : Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. La proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. Gouin informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de ses résolutions et qu'il les recommande à la considération de l'Assemblée législative.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

- (a) A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du Bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapscal, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe a ;

A la même compagnie pour l'aider à construire 100 milles de chemin allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant aussi près que possible le

littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *a* ;

- (b) A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de Saint-Octave de Métis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *b* ;
- (c) A la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 2 milles de chemin de fer sur l'embranchement de La Tuque, à partir du 38e mille jusqu'à La Tuque, sur la rivière Saint-Maurice ;
- (d) A la même compagnie pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au Lac-Saint-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent, ou lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *i*.
- (e) A la même compagnie pour l'aider à compléter 3.8 milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- (f) A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 4½ milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station Valcartier, allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe (e) seront accordées à condition que la compagnie établisse un passage gratuit de sept pieds et six pouces de largeur de chaque côté du pont du chemin de fer sur la rivière Jacques-Cartier et des chemins à chaque extrémité du pont pour les piétons, voitures et animaux, suivant les plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;
- (g) A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 12 milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionné au paragraphe (f), jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de 3½ milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel ouest ;
- (h) A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis Saint-François jusqu'à Saint-Georges de Beauce, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (e), et à condition que le chemin soit construit et complété dans le

- délai de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions ;
- (i) A la compagnie dite : *The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company*, pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette allant dans la direction du lac Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (f) ;
 - (j) A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la Baie James pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, à partir du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gorden Creek jusqu'à Ville-Marie, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (g) ;
 - (k) A la compagnie du chemin de fer Pontiac et Interprovincial pour l'aider à construire une voie ferrée de 20 milles, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,00 acres de terre par milles, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (h) ;
 - (l) A la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord, pour l'aider à prolonger la construction de 32 milles de chemin de fer, depuis Nominigue jusqu'au Rapide de l'Orignal, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
 - (m) A la compagnie dite : *The Saint Maurice Valley Railway Company*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, partant d'un endroit dans la cité de Trois-Rivières et allant dans une direction nord-ouest, sur la rive ouest de la rivière Saint-Maurice, jusqu'à un endroit situé entre Grey's Falls et la Pointe Chevalier ; de là passant à la rive est de la rivière Saint-Maurice et allant dans une direction septentrionale jusqu'à un endroit où traversant la rivière Saint-Maurice, la ligne pénètre dans la ville de Shawinigan Falls ; de là traversant la ville de Shawinigan Falls et suivant la vallée de la rivière Saint-Maurice dans la direction du nord et du nord-est jusqu'à un endroit situé en ou près la ville de Grand-Mère et de là, dans une direction nord et nord-ouest jusqu'à un point de jonction sur le National Transcontinental ;
 - (n) A la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 85 milles de chemin de fer, depuis un point à ou près de la cité de Québec jusqu'à un point de jonction sur le chemin de fer le Grand-Nord à ou près de la jonction Garneau ou Grand'Mère ;
 - (o) A la compagnie de chemin de fer Lotbinière & Mégantic, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent,

pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer depuis la station de Lyster, dans le canton Nelson, comté de Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe ;

- (p) A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac-Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (j) ;
- (q) A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la Baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (k) ;
- (r) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières dans la direction de la Baie des Ha ! Ha !, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (l) ;
- (s) A la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 18 milles de chemin de fer, depuis Saint-Sauveur jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne ;
- (t) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 5 milles de voie ferrée, depuis Eastman, dans le canton de Stukely, comté de Shefford, jusqu'au lac Bonallie, dans le canton d'Orford, comté de Sherbrooke ;
- (u) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, comme aide à la construction de 10.84 milles de sa ligne depuis Kingsbury, allant dans la direction de Windsor Mills, une subvention de \$4,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité \$43,375.50. Cette subvention devant lui tenir lieu de la balance non périmée de celles qui lui ont été accordées par les lois 52 Victoria, chapitre 86, section 3, 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe cc, 62 Victoria, chapitre 4, section 4, 2 Edouard VII, chapitre 2, section 2, et 4 Edouard VII, chapitre 2, section 9. Paiement sera fait à la compagnie de cette subvention par section de 10 milles de chemin de fer complétée à la satisfaction de l'ingénieur des chemins de fer du département des travaux publics et du travail.

2. *Résolu*,—Que les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se trouver dans les terres octroyées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, seront réservées en faveur de la Couronne.

3. *Résolu*,—Que les subventions en terre visées par les résolutions précédentes seront exigibles comme suit :

- (a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;
- (b) Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

4. *Résolu*,—Que le choix des terres à être ainsi données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; que les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licence lors de l'octroi, et que, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

5. *Résolu*,—Que la concession des subventions en terre en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

- (a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;
- (b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des travaux publics et du travail, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;
- (c) Le ministre des travaux publics et du travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;
- (d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péage à prélever et à imposer par la compagnie sur son chemin ;
- (e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;
- (f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des travaux publics et du travail.

6. *Résolu*,—Que les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions devront être commencés—à moins qu'ils ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1906, et parachevés dans

un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de la dite date, sauf quant aux 9 milles mentionnés dans le paragraphe (h) de la résolution 1, et que, à défaut du commencement et du parachèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

7. *Résolu*,—Qu'avant le commencement ou la reprise de ses travaux la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des travaux publics et du travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et que toute telle compagnie avant de réclamer aucune partie des subventions visées par les résolutions précédentes, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'elle a des moyens satisfaisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

8. *Résolu*,—Que la compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, devra donner avis au ministre des travaux publics et du travail chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département, et qu'elle requiert, en conséquence, cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

9. *Résolu*,—Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Orford doivent être complétés pour la partie mentionnée dans le paragraphe (u) de la résolution 1, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Cardin fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

M. Cardin rapporte alors les dites résolutions lesquelles sont lues, la première fois, comme suit :

Résolu, 1.—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des chemins de fer ci-après énumérés :

- (a) A la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, pour l'aider à construire 50 milles de son chemin, à partir d'un point à ou près du Bassin de Gaspé, allant dans la direction de Causapsca, sur le chemin de fer Intercolonial, en passant à travers l'intérieur de la péninsule de Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terres, par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe a ;

- A la même compagnie pour l'aider à construire 100 milles de chemin, allant de Paspébiac à Gaspé, en suivant aussi près que possible le littoral, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *a* ;
- (b) A la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de son chemin, depuis un point à ou près de Saint-Octave de Métis, sur le chemin de fer Intercolonial, jusqu'à Matane, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *b* ;
- (c) A la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 2 milles de chemin de fer sur l'embranchement de La-Tuque, à partir du 38e mille jusqu'à La-Tuque, sur la rivière Saint-Maurice ;
- (d) A la même compagnie pour l'aider à construire un mille de voie ferrée, allant de Roberval jusqu'au quai du gouvernement, au Lac-Saint-Jean, une subvention de 4,000 acres de terre, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe *i* ;
- (e) A la même compagnie pour l'aider à compléter 3.8 milles de sa ligne de Valcartier à Sainte-Catherine, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- (f) A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire $4\frac{1}{2}$ milles d'une ligne d'embranchement de chemin de fer, depuis la station Valcartier, allant dans la direction du canton de Gosford. Cette subvention et celle mentionnée dans le paragraphe (e) seront accordées à condition que la compagnie établisse un passage gratuit de sept pieds et six pouces de largeur de chaque côté du pont du chemin de fer sur la rivière Jacques-Cartier et des chemins à chaque extrémité du pont pour les piétons, voitures et animaux, suivant les plans qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ;
- (g) A la même compagnie, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de douze milles de voie ferrée, pour le prolongement de l'embranchement de Valcartier mentionné au paragraphe (f), jusqu'au canton de Gosford, y compris un embranchement de $3\frac{1}{2}$ milles à un point sur la rivière aux Pins, dans la paroisse de Saint-Gabriel ouest ;
- (h) A la compagnie du chemin de fer Québec Central, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, sur un parcours de 9 milles, pour l'extension de son chemin depuis Saint-François jusqu'à Saint-Georges de Beauce, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe

- (e), et à condition que le chemin soit construit et complété dans le délai de deux ans, à partir de l'entrée en vigueur de la loi à être basée sur les présentes résolutions ;
- (i) A la compagnie dite : *The Joliette and Lake Manuan Colonization Railway Company*, pour l'aider à construire 60 milles de son chemin depuis Joliette allant dans la direction du lac Manuan, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (f) ;
- (j) A la compagnie du chemin de fer Interprovincial et de la Baie James pour une ligne de chemin de fer de 50 milles, à partir du terminus actuel de la ligne du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Gorden Creek jusqu'à Ville-Marie, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (g) ;
- (k) A la compagnie du chemin de fer Pontiac et Interprovincial pour l'aider à construire une voie ferrée de 20 milles, de la station de Waltham jusqu'à Ferguson's Point, dans le comté de Pontiac, une subvention de 4,00 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (h) ;
- (l) A la compagnie du chemin de fer de Colonisation du Nord, pour l'aider à prolonger la construction de 32 milles de chemin de fer, depuis Nominigue jusqu'au Rapide de l'Orignal, une subvention de 3,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent ;
- (m) A la compagnie dite : *The Saint Maurice Valley Railway Company*, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, partant d'un endroit dans la cité de Trois-Rivières et allant dans une direction nord-ouest, sur la rive ouest de la rivière Saint-Maurice, jusqu'à un endroit situé entre Grey's Falls et la Pointe Chevalier ; de là passant à la rive est de la rivière Saint-Maurice et allant dans une direction septentrionale jusqu'à un endroit où traversant la rivière Saint-Maurice, la ligne pénètre dans la ville de Shawinigan Falls ; de là traversant la ville de Shawinigan Falls et suivant la vallée de la rivière Saint-Maurice dans la direction du nord et du nord-est jusqu'à un endroit situé en ou près la ville de Grand-Mère et de là, dans une direction nord et nord-ouest jusqu'à un point de jonction sur le National Transcontinental ;
- (n) A la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 85 milles de chemin de fer, depuis un point à ou près de la cité de Québec jusqu'à un point de jonction sur le chemin de fer le Grand-Nord à ou près de la jonction Garneau ou Grand'Mère ;

-
- (o) A la compagnie de chemin de fer Lotbinière & Mégantic, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer depuis la station de Lyster, dans le canton Nelson, comté de Mégantic, allant dans la direction de Lime Ridge, comté de Wolfe ;
 - (p) A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 10 milles de chemin de fer à partir d'un point dans le village de Hébertville, comté du Lac-Saint-Jean, dans la direction de Saint-Joseph d'Alma, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (j) ;
 - (q) A une compagnie de chemin de fer pour l'aider à construire 30 milles de chemin de fer, de Roberval allant à l'ouest dans la direction de la Baie James, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (k) ;
 - (r) A une compagnie de chemin de fer, pour l'aider à construire 20 milles de chemin de fer allant de Jonquières dans la direction de la Baie des Ha ! Ha !, une subvention de 4,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, au lieu de la subvention accordée par la loi 4 Edouard VII, chapitre 2, section 1, paragraphe (l) ;
 - (s) A la compagnie du chemin de fer le Grand-Nord du Canada, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 18 milles de chemin de fer, depuis Saint-Sauveur jusqu'à Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne ;
 - (t) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, une subvention de 2,000 acres de terre par mille, non convertibles en argent, pour l'aider dans la construction de 5 milles de voie ferrée, depuis Eastman, dans le canton de Stukely, comté de Shefford, jusqu'au lac Bonallie, dans le canton d'Orford, comté de Sherbrooke ;
 - (u) A la compagnie du chemin de fer de la Montagne d'Orford, comme aide à la construction de 10.84 milles de sa ligne depuis Kingsbury, allant dans la direction de Windsor Mills, une subvention de \$4,000 par mille, mais n'excédant pas en totalité \$43,375.50. Cette subvention devant lui tenir lieu de la balance non périmée de celles qui lui ont été accordées par les lois 52 Victoria, chapitre 86, section 3, 54 Victoria, chapitre 88, section 1, paragraphe cc, 62 Victoria, chapitre 4, section 4, 2 Edouard VII, chapitre 2, section 2, et 4 Edouard VII, chapitre 2, section 9. Paiement sera fait à la compagnie de cette subvention par section de 10 milles de chemin de fer complétée à la satisfaction de l'ingénieur des chemins de fer du département des travaux publics et du travail.

2. *Résolu*,—Que les mines et minerais, tels que définis dans la loi des mines de Québec, et comprenant le charbon et le pétrole, qui pourront se

trouver dans les terres octroyées en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, seront réservées en faveur de la Couronne.

3. *Résolu*,—Que les subventions en terre visées par les résolutions précédentes seront exigibles comme suit :

- (a) Lors de l'achèvement de la partie du chemin pour laquelle la subvention a été accordée, si telle partie a une longueur de moins de 10 milles ;
- (b) Lors de l'achèvement de chaque section de 10 milles, proportionnellement à la valeur de la section ainsi achevée comparée à celle de l'ensemble de la partie subventionnée du chemin.

4. *Résolu*,—Que le choix des terres à être ainsi données comme subventions est laissé entièrement au lieutenant-gouverneur en conseil ; que les terres choisies ne devront pas être comprises dans des limites à bois sous licence lors de l'octroi, et que, autant que possible, elles devront être localisées le long ou dans le voisinage de chaque chemin de fer pour lequel elles sont accordées.

5. *Résolu*,—Que la concession des subventions en terre en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions et l'acceptation d'icelles par chaque compagnie, seront subordonnées aux conditions suivantes :

- (a) Les frais d'inspection et d'arpentage des terres octroyées devront être payés par la compagnie à laquelle elles seront accordées ;
- (b) La compagnie sera tenue de vendre, dans le délai qui sera de temps à autre fixé par le ministre des travaux publics et du travail, aux colons de bonne foi qui en feront la demande, des lots à même les terres accordées comme subventions, à un prix n'excédant pas \$2.50 l'acre ;
- (c) Le ministre des travaux publics et du travail pourra, pour l'avancement de la colonisation et la commodité des colons, désigner les endroits où la compagnie sera tenue d'ériger des gares sur sa ligne, et ces gares devront être érigées en conséquence ;
- (d) Le lieutenant-gouverneur en conseil aura en tout temps le contrôle absolu des tarifs de péage à prélever et à imposer par la compagnie sur son chemin ;
- (e) La compagnie devra construire sa voie avec des rails fabriqués et achetés au Canada et devra équiper sa ligne avec des matériaux qui y auront été également fabriqués et achetés au Canada à un prix aussi bas et à des conditions aussi faciles qu'à l'étranger, et que telle compagnie ne soit, dans ce cas, préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à se procurer ses rails et matériaux hors du Canada ;
- (f) Le chemin sera construit suivant les tracés, plans, profils, livres de renvoi, devis, estimés et conditions qui seront approuvés par le lieu-

tenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des travaux publics et du travail.

6. *Résolu*,—Que les travaux de construction des chemins de fer pour lesquels des subventions en terre seront accordées en vertu de la loi qui sera basée sur ces résolutions devront être commencés—à moins qu'ils ne le soient déjà—dans les deux ans qui suivront le 1er juillet 1906, et parachevés dans un délai raisonnable à être déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne devant pas dépasser quatre ans à compter de la dite date, sauf quant aux 9 milles mentionnés dans le paragraphe (h) de la résolution 1, et que, à défaut du commencement et du parachèvement des travaux dans les délais prescrits, la subvention deviendra caduque pour la partie du chemin qui restera alors inachevée.

7. *Résolu*,—Qu'avant le commencement ou la reprise de ses travaux la compagnie à laquelle des subventions en terre seront accordées devra passer, avec le département des travaux publics et du travail, un contrat écrit, déterminant les conditions et la nature des travaux à être exécutés sur le chemin et la partie de subventions qui sera attribuée à chaque section de dix milles d'un chemin continu et non interrompu, en proportion des frais de construction de toute l'entreprise ou de la partie qui sera subventionnée, tels qu'évalués par l'ingénieur des chemins de fer du département; et que toute telle compagnie avant de réclamer aucune partie des subventions visées par les résolutions précédentes, devra établir, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil qu'elle a des moyens satisfaisants pour compléter son chemin et pour le maintenir en bon état d'exploitation.

8. *Résolu*,—Que la compagnie à laquelle une subvention sera accordée en vertu de la loi à être basée sur ces résolutions, devra donner avis au ministre des travaux publics et du travail chaque fois qu'une section de son chemin sera en état d'être inspectée par l'ingénieur des chemins de fer du département, et qu'elle requiert, en conséquence, cette inspection et le rapport de l'ingénieur.

9. *Résolu*,—Que le délai dans lequel les travaux sur le chemin de fer de la Montagne d'Orford doivent être complétés pour la partie mentionnée dans le paragraphe (u) de la résolution 1, sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1907.

Et la question étant posée : Ces résolutions seront-elles lues maintenant la deuxième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les résolutions sont lues la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces résolutions.

Ordonné,—Que l'honorable M. Gouin ait la permission de présenter un Bill (166) concernant les subsides à être accordés à certaines compagnies de chemin de fer.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu et lu la première fois.

Et la question étant posée : Ce bill sera-t-il maintenant lu la deuxième fois?—La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, le bill est lu la deuxième fois.

Et la question étant faite : Ce bill sera-t-il lu maintenant la troisième fois?

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour appelle la seconde lecture des amendements du Conseil législatif au Bill (22) amendant la loi de la chasse de Québec.

L'honorable M. Prévost propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon : Que ces amendements soient maintenant lus la deuxième fois. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, les amendements sont lus la deuxième fois.

Résolu,—Que cette Chambre adopte ces amendements.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre ayant siégé jusqu'à une heure moins quinze minutes, a. m., s'ajourne à onze heures ce matin.

Jeudi, 8 mars 1906

Onze heures, a. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (12) amendant la loi concernant les terres publiques.

Bill (15) amendant les articles 61, 639, 717, 1029, 1041, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile.

Bill (17) amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la Province de Québec.

Bill (25) amendant la loi de pêche de Québec.

Bill (46) constituant en corporation l'Ecole de pharmacie Laval à Montréal.

Bill (55) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Bill (69) constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company".

Bill (70) constituant en corporation "The Dominion Corset Company".

Bill (79) érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal.

Bill (89) amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Bill (96) ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.

Bill (112) amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissance.

Bill (156) concernant le recouvrement des amendes.

Bill (157) amendant la loi concernant la Cour Supérieure.

Bill (159) amendant la loi du Barreau.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill (39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.

Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce.

Bill (54) concernant la succession de feu Simon Lacombe.

Bill (65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.

Bill (101) constituant en corporation l'association des hôteliers de la province de Québec.

Bill (105) amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus et l'article 4697 des dits Statuts.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (39) érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (54) concernant la succession de feu Simon Lacombe, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (101) constituant en corporation l'association des hôteliers de la province de Québec, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (105) amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus et l'article 4697 des dits Statuts, et ces amendements sont lus la première fois.

Ordonné,—Que la considération ultérieure de ces amendements soit remise à la prochaine séance.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES

Par M. Caron (L'Islet).—1. A quelle date le bail du lac Sainte-Anne et celui du territoire de chasse qui l'entoure, ont-ils été renouvelés en faveur du club Sainte-Anne ?

2. Quelle est la durée du bail dans chaque cas ?

3. A quelle date les anciens baux devaient-ils expirer ?

4. Les colons avaient-ils le droit de pêcher en vertu de l'ancien bail de pêche ?

5. Ce droit leur a-t-il été enlevé en vertu du nouveau bail et, si oui, pourquoi ?

6. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de rendre aux colons le droit de pêche qu'on leur a enlevé ?

7. Quel est le prix du loyer du lac ?

8. Quelle est la grandeur du territoire de chasse, et quel est le prix du loyer ?

9. A-t-il été fait des plaintes par le dit club contre la conduite des colons dans l'exercice de leur droit de pêche sous l'ancien bail ?

10. Dans l'affirmative, les colons ont-ils été informés de ces plaintes, et une enquête a-t-elle été tenue ?

11. Dans la négative, le gouvernement se propose-t-il de tenir cette enquête ?

Réponse par l'honorable M. Prévost : 1. Le 6 mars 1905.

2. 10 années pour le bail de chasse ; 9 années pour celui de pêche.

3. 31 décembre 1910 pour le bail de chasse ; 31 décembre 1909 pour celui de pêche.

4. Oui, en vertu des dispositions d'une clause qui avait été ajoutée au bail, et qui se lit comme suit :

“ Les colons de bonne foi, résidant dans les cantons Chapais et Lafontaine, pourront pêcher dans les dits lacs pour leur subsistance et celle de leur famille dans le temps permis en vertu de la loi.”

5. L'ancienne clause conférant le privilège de pêche aux colons n'a pas été ajoutée au nouveau bail, attendu qu'il a été considéré qu'elle portait préjudice aux droits du club Ste-Anne.

6. A moins de raisons valables, le ministre ne peut annuler les baux existants.

7. \$35.00 par année.

8. Environ 38 milles. Le loyer annuel est de \$57.00.

9. Oui, il a été fait des plaintes verbales.

10. Non.

11. Oui.

Par M. Lemieux.—Combien d'enfants au-dessous de cinq ans sont morts, annuellement, dans la province de Québec, depuis dix ans ?

2. La mortalité infantile est-elle anormale dans la Province de Québec ?

3. Quelles démarches, mesures ou réformes a effectuées le Bureau d'hygiène provincial pour améliorer l'hygiène publique dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Roy :

1. Décès d'enfants au-dessous de 5 ans :

En 1895	15,237
En 1896	14,272
En 1897 (a).....	.....
En 1898	15,199
En 1899	14,490
En 1900	14,490
En 1901	13,335
En 1902	10,894
En 1903	11,799
En 1904	10,546

(a) Nous avons omis la statistique pour 1897, comme étant très-incomplète, une intermission étant survenue dans le service de statistiques par le décès du chef de ce département.

2. Sur 1,000 naissances, il en est mort dans la première année, abstraction faites des naissances prématurées et des enfants ayant vécu moins de 24 heures :

	Total des morts de 0 à 1 an	Total des naissances	Soit par 1,000 naissances
En 1895....	10,017	58,650	170 décès
En 1896....	9,632	59,642	161 “
En 1897 (a).. <td>.....</td> <td>.....</td> <td>.... “</td> “
En 1898....	10,468	60,345	170 “
En 1899....	8,832	56,760	155 “
En 1900....	10,108	53,815	187 “
En 1901....	9,149	55,398	165 “
En 1902....	7,339	53,134	138 “
En 1903....	7,597	60,417	125 “
En 1904....	6,610	59,817	110 “
Grand total pour les 9 années...	69,759	517,978	134 moyenne pour une année.

(a) Nous avons omis la statistique pour 1897, comme étant très incomplète, une intermission étant survenue dans le service des statistiques par le décès du chef de ce département.

Nous avons réduit cette deuxième question à la mortalité de 0 à 1 an, qui est de beaucoup la plus élevée, pour nous permettre de la comparer avec la natalité.

A peu près toutes les années ont des taux de mortalité très alarmants, si nous partons de ce principe, établi dans tous les pays, qu'il semble que la perte inévitable ne soit que de 1 p. 10.

C'est pratiquement la conclusion à laquelle est arrivé le Dr Bertillon, une autorité en la matière, dans une communication faite à un Congrès International d'hygiène où il dit :

" Dans une collectivité, en un pays salubre, à climat froid et tempéré, toute dîme mortuaire de la première année qui dépasse 90 à 95 décès annuels pour 1000 naissances vivantes, est due à des causes contingentes de mort que peuvent supprimer ou atténuer les mesures d'hygiène publique ou privée actuellement en notre pouvoir. Il est clair que cette limite, provisoirement minimum de la mortalité des collectivités naturelles, doit descendre encore vers une dîme de 75 à 70 ou au-dessous, pour les groupes sociaux artificiels, tels ceux des hautes classes qui emploient toutes les ressources de la science et de la fortune à la conservation de leurs enfants."

3. Le Conseil d'Hygiène de la Province de Québec surveille l'organisation des bureaux d'hygiène municipaux, les guide (par correspondances, par des imprimés et, aussi souvent que son subside le rend possible, par la visite d'inspecteurs), dans l'exécution des mesures prescrites par la loi ou par règlements faits sous son empire, soit pour prévenir ou combattre les maladies contagieuses, soit pour autrement assainir leur territoire.

Le conseil a obtenu de la législature, en 1901, que tous les plans d'aque-duc et de drainage soient soumis à l'approbation du conseil avant d'être

exécutés, mesure d'une importance capitale pour l'assainissement des municipalités et la protection des cours d'eau.

Depuis 1895, les emplacements de cimetières projetés sont soumis à l'approbation du conseil d'hygiène.

Quant aux autres mesures ou réformes, le conseil a, en vertu de la loi d'hygiène publique, élaboré à leur sujet trois séries de règlements, la première relative aux municipalités de la province, la deuxième relative aux territoires non organisés, la troisième relative aux établissements industriels.

Les règlements relatifs aux municipalités organisées visent : 1^o La déclaration, l'isolement, la désinfection, dans les cas de maladies contagieuses, telles que variole, diphtérie, scarlatine, typhoïde, tuberculose ouverte ; 2^o l'isolement des cas de maladies contagieuses des animaux, transmissibles à l'homme ; 3^o la protection de l'eau d'alimentation et des denrées alimentaires ; 4^o les nuisances qui peuvent surgir des matières de vidanges, lieux d'aisances, et aussi des établissements nuisibles ; 5^o la construction hygiénique des habitations publiques et privées, y compris la construction des bâtiments scolaires, et, enfin, 6^o, les conditions dans lesquelles doivent se faire le commerce du lait, une des principales mesures pour diminuer la mortalité infantile, question soulevée dans la présente interpellation.

Les règlements relatifs aux établissements industriels pourvoient à l'approvisionnement en eau, à l'éclairage, à l'espace cubique, à l'aération et à la ventilation ou nettoyage, à prévenir les dégagements des poussières, gaz, vapeurs et détritux, au drainage et à la température des usines.

Outre la surveillance constante de l'exécution des mesures indiquées ci-dessus, le Conseil s'occupe de vulgariser par tous les moyens possibles, les notions d'hygiène et, dans ce but, à part de nombreux pamphlets et feuilles d'instructions, il publie mensuellement un "Bulletin Sanitaire" dont il distribue gratuitement 4000 exemplaires.

Pour mieux poursuivre ses études des questions d'hygiène, le Conseil maintient un laboratoire, qu'il met aussi à la disposition des municipalités pour les analyses d'eau, etc., ainsi que des médecins de la province pour l'examen de spécimens dans les cas de maladies contagieuses à diagnostic difficile, etc.

Le Conseil d'hygiène dresse chaque année depuis 1893 la statistique vitale et mortuaire de la province.

Le Conseil d'hygiène cherche en ce moment à obtenir ; 1. l'enseignement de l'hygiène dans les écoles ; 2. l'inspection médicale des écoles ; 3. la création de cours spéciaux d'hygiène pratique dans toutes les universités, pour qualifier les médecins qui veulent faire une carrière de l'hygiène publique ; 4. l'organisation de cours d'hygiène pour qualifier les employés subalternes des bureaux municipaux d'hygiène ; 5. enfin l'organisation de conférences annuelles d'hygiène à l'instar des conférences pédagogiques que nous avons déjà dans la province.

Il n'est pas sans à propos de signaler les progrès que la province a accomplis en matière de législation sanitaire. La loi édictée en 1886 était notoirement insuffisante pour amener un service d'hygiène efficace. Après divers amendements ou révisions, en 1888, 1890 et en 1894, la Législature a édicté, en 1901, une loi préparée par le Conseil d'hygiène, loi dont l'excellence a été plus d'une fois commentée à l'étranger. Pour n'en citer qu'un exemple, qu'il me suffise de dire que récemment un expert a recommandé fortement aux autorités de la nouvelle province d'Alberta d'édictier pour son territoire une loi en tout similaire.

Par M. Langlois.—1. Sur quelle base ou données se fait la distribution des fonds destinés à l'éducation supérieure en cette Province, entre les diverses institutions de cette catégorie ?

2. Cette distribution est-elle faite entre ces diverses institutions à tant par tête d'élèves qui les fréquentent, ou simplement basée sur la valeur reconnue ou accordée à ces institutions ?

3. Quelle partie de la somme affectée aux frais de l'éducation supérieure de l'Éducation est octroyée aux institutions tout à fait indépendantes et qui ne reconnaissent aucun contrôle, et quel est le chiffre moyen de cet octroi accordé à chaque élève fréquentant ces diverses institutions ?

4. Quelle allocation est accordée aux institutions de la même catégorie placée sous le contrôle des autorités scolaires ? Quel est le chiffre moyen de cette allocation par chaque élève fréquentant ces diverses institutions ?

5. Le gouvernement ou le département de l'Instruction publique sait-il que certaines de ces institutions d'éducation supérieure indépendante, avec un nombre d'élèves à peine égal au quart ou au tiers de celui d'autres de ces institutions de la même catégorie, mais sous contrôle, reçoivent une part de cette subvention triple et quadruple de celle accordée aux dernières ? Quelle est la raison qui motive ce fait ?

Réponse par l'honorable M. Roy : 1 et 2. La distribution du fonds de l'éducation supérieure n'est établie sur aucune base définie. Elle se fait, chaque année, conformément aux dispositions de l'article 445 de la loi de l'Instruction publique, suivant les besoins des institutions qui y participent et les conditions particulières où ces institutions peuvent se trouver.

Pour avoir droit à une allocation, les institutions d'éducation supérieure sont astreintes à certaines conditions, comme le font voir les articles 446 et 448 de la loi de l'Instruction publique. Celles sous le contrôle du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique doivent, en outre, être en règle avec les prescriptions des articles 69 et 70 des règlements de ce comité.

3. (a) \$20,321.47 aux institutions tout à fait indépendantes, y compris les collèges classiques : moyenne par élève \$1.42.

(b) \$9,582.46 aux institutions en partie sous contrôle et en partie indépendantes ; moyenne par élève \$0.31.

4. \$14,903.67 aux institutions sous contrôle ; moyenne par élève \$0.26.

5. Oui, pour les raisons données aux paragraphes 1 et 2.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (110) amendant le Code de procédure civile concernant la juridiction des cours.

L'honorable M. Gouin, appuyé par l'honorable M. McCorkill, propose que ce bill soit maintenant lu la deuxième fois,—

Et la motion étant soumise à la Chambre par M. l'Orateur,—la Chambre se divise,—et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de législation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par M. Tellier,—et la motion étant soumise à la Chambre :—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la proposition est résolue dans l'affirmative.

En conséquence, la Chambre se constitue en comité général.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il a été tenu, dans la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, une conférence des représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, à laquelle les résolutions reproduites dans les cédules ci-annexées ont été adoptées :

Attendu que les représentants des provinces d'Ontario et de la Colombie Anglaise ont subséquemment donné leur adhésion à ces résolutions ;

Attendu que, le 27 janvier 1903, les représentants de toutes les provinces du Canada, réunis, à la capitale de la Confédération, ont présenté ces résolutions au gouvernement du Canada ;

Et, attendu que le 14 avril 1903, l'Assemblée législative de cette province a concouru dans les dites résolutions et qu'il est opportun, pour cette Chambre, de réaffirmer son dit concours,—qu'il soit, en conséquence—

Résolu, 1.—Que cette Chambre adopte les dites résolutions.

Résolu, 2.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada, priant Son Excellence de prendre en considération la réclamation contenue dans les dites résolutions, et qu'il soit pris des mesures pour rendre justice aux provinces de la Confédération.

Résolu, 3.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette province, le priant de remettre l'adresse ci-haut à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada.

Résolu, 4.—Qu'un message soit adressé aux honorables membres du Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général et à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet de ce qui précède, et les priant de vouloir bien y donner leur concours.

CÉDULE A

Attendu que lorsque l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (1867) et les lois subséquentes qui l'amendent ont été passés, il était impossible de prévoir le développement du Dominion, et de s'entendre sur un mode de distribution des revenus, précis et invariable, qui permit de pourvoir d'une manière suffisante au gouvernement central, tout en laissant aux diverses provinces les moyens d'administrer convenablement leurs affaires locales ;

Attendu que c'était l'intention bien évidente des auteurs de l'Acte d'Union, telle qu'exprimée dans les résolutions de Québec, 1864, et au cours des débats à la conférence à laquelle ces résolutions ont été adoptées, de pourvoir financièrement, d'une manière suffisante, à l'administration des affaires du gouvernement central et de celles des diverses provinces ;

Attendu que les ressources financières de plusieurs provinces, telles que limitées par les diverses dispositions de l'Acte d'Union et des autres statuts à ce sujet, ne suffisent plus aux dépenses qu'il est nécessaire d'encourir pour gérer les affaires publiques des provinces et pour activer d'une manière efficace leur développement et leur progrès ;

Attendu qu'en vertu des diverses lois qui régissent actuellement les arrangements financiers convenus entre les diverses provinces et le Dominion, un subside spécial est payable à chaque province comme suit :

Ontario.....	\$ 80,000 00
Québec.....	70,000 00
Nouvelle-Ecosse	60,000 00
Nouveau-Brunswick.....	50,000 00
Manitoba.....	50,000 00
Colombie-Britannique.....	35,000 00
Ile-du-Prince-Edouard	30,000 00

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces pour le maintien de leurs Législatures, mais qu'il est tout à fait insuffisant pour rencontrer les dites fins, et que si l'on veut atteindre les fins pour lesquelles il a été accordé, il est nécessaire de l'augmenter et de le distribuer entre les diverses provinces, comme il est ci-dessous prévu ;

Attendu, qu'outre le subside spécial ci-dessus mentionné, l'Acte d'Union et les lois subséquentes accordent aux diverses provinces une allocation

annuelle de quatre-vingts centins par tête de la population, telle qu'établie, pour les provinces d'Ontario et de Québec, par le recensement de 1861, et pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie-Anglaise et de l'Ile-du-Prince-Edouard, par le dernier recensement décennal ;

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces comme compensation pour leurs droits de douane et d'accise qu'elles ont cédés au gouvernement central ;

Attendu que le revenu du gouvernement fédéral a été, en 1868, de \$13,687,928.00, dont une somme \$11,580,968.25 provenait des droits de douane et d'accise, et que le revenu, en 1900, a été de \$51,029,994.00, dont une somme de \$38,245,223.00 provenait des droits de douane et d'accise ;

Attendu que dans les deux provinces pour lesquelles le recensement de 1861 sert de base au chiffre du subside *per capita*, la population a augmenté comme suit :

PROVINCES.	Recensement de 1861.	Recensement de 1901.	Augmentation.
Ontario	1,396,091	2,182,947	786,756
Québec	1,111,566	1,648,898	537,332

Attendu que cette augmentation de population a fait encourir aux dites provinces de plus lourdes charges dans les dépenses aussi augmentées de l'administration de la justice, de la législation, de l'éducation, de l'entretien des prisons et des asiles, de l'agriculture, des travaux publics, des institutions de charité, etc., ainsi que pour rencontrer les autres besoins urgents que les conditions actuelles leur imposent ;

Attendu qu'il n'a pas été fait d'augmentation correspondante du subside, en dépit de l'accroissement du revenu du gouvernement fédéral ;

Attendu qu'il n'est que juste, si l'on veut mettre les provinces en état de rencontrer les dépenses ainsi augmentées, que le subside annuel *per capita* soit calculé d'après la population des diverses provinces, telle que constatée au recensement décennal précédent, et que sur cette base les subsides à accorder seraient comme suit :

PROVINCES.	Population recensement 1861.	Subside.	Population recensement 1901.	Subside.	Augmenta- tion.
		\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
Ontario	1,396,091	1,116,872 80	2,182,947	1,746,357 60	629,484 80
Québec	1,111,566	889,252 80	1,648,898	1,319,118 40	429,865 60
Nouvelle-Ecosse		320,000 00	459,574	367,659 20	47,659 20
Nouveau-Brunswick.....		257,010 40	331,120	264,896 00	7,885 60
Manitoba		122,004 80	254,947	203,957 60	81,952 80
Colombie-Britannique		78,538 40	175,657	140,525 60	61,987 20
Ile-du-Prince-Edouard.		87,262 40	103,259	82,607 20	.....
Total.....					1,258,835 20

Attendu que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de la taxe ou autrement, au surcroît des dépenses nécessaires, et que l'on ne s'attendait pas à ce qu'elles seraient appelées à payer, pour fins locales, plus qu'une quote-part de ces dépenses ;

Et attendu que le subside additionnel que donnera le gouvernement du Canada lui sera plus que remboursé par l'augmentation des droits de douane et d'accise perçus, au profit du trésor du Dominion, sur le surcroît de population attiré dans le pays :

En conséquence, il est—

Résolu : 1.—Que cette conférence est d'avis que l'on pourrait trouver, dans la proposition suivante, la base équitable d'une répartition des montants payables annuellement par le Dominion aux diverses provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au lieu de l'allocation de quatre-vingts centins, par tête, payée jusqu'à présent, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement payés, les sommes désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être comme suit :

(a) Quand la population est moindre que	
150,000.....	\$100,000
(b) Quand la population est	
de 150,000, mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est	
de 200,000, mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est	
de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est	
de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population ex-	
cède 1,500,000.....	240,000

(B) Au lieu de la somme annuelle par tête actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au même taux de quatre-vingts centins par tête, mais d'après la population de chaque province, telle que constatée périodiquement par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2,500,000 ; et au taux de soixante centins par tête pour l'excédent de cette population au delà de 2,500,000 ;

(C) Le chiffre de la population, tel qu'établi par le dernier recensement décennal, sera adopté, excepté pour la Colombie-Anglaise et Manitoba ; et, pour ces deux provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la Puissance à ces provinces respectives, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable, et alors ces paiements annuels devront être régis par le chiffre de la population ainsi établi ;

(D) Ces montants devront être ainsi payés et accordés par le Canada aux provinces, semi-annuellement et d'avance.

CÉDULE B

Attendu que cette conférence est d'avis qu'il est juste que le coût de l'administration de la justice criminelle au Canada soit défrayé par le gouvernement fédéral ;—en conséquence, il est—

Résolu, 1.—Qu'en outre de la résolution précédente, le gouvernement du Canada soit prié de prendre en considération la question des frais de l'administration de la justice criminelle ensemble, avec les autres questions qui lui sont soumises, et qu'en sus des montants qui pourront être accordés aux provinces, d'après les réclamations ci-dessus formulées, chacune d'elles reçoive à cette fin une somme proportionnée aux dépenses qu'elle sera obligée de faire de ce chef ; et que cette conférence recommande de plus que toute répartition de ce montant soit basée sur la population de chaque province, telle que constatée à chaque recensement décennal, et n'excède pas vingt centins par tête. ”

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Blanchard fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

En conséquence, M. Blanchard rapporte les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

Attendu qu'il a été tenu, dans la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, une conférence des représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, à laquelle les résolutions reproduites dans les cédules ci-annexées ont été adoptées :

Attendu que les représentants des provinces d'Ontario et de la Colombie Anglaise ont subséquemment donné leur adhésion à ces résolutions ;

Attendu que, le 27 janvier 1903, les représentants de toutes les provinces du Canada, réunis, à la capitale de la Confédération, ont présenté ces résolutions au gouvernement du Canada ;

Et, attendu que le 14 avril 1903, l'Assemblée législative de cette province a concouru dans les dites résolutions et qu'il est opportun, pour cette Chambre, de réaffirmer son dit concours,—qu'il soit, en conséquence—

Résolu, 1.—Que cette Chambre adopte les dites résolutions.

Résolu, 2.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada, priant Son Excellence de prendre en consi-

dération la réclamation contenue dans les dites résolutions, et qu'il soit pris des mesures pour rendre justice aux provinces de la Confédération.

Résolu, 3.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de cette province, le priant de remettre l'adresse ci-haut à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada.

Résolu, 4.—Qu'un message soit adressé aux honorables membres du Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général et à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet de ce qui précède, et les priant de vouloir bien y donner leur concours.

CÉDULE A

Attendu que lorsque l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (1867) et les lois subséquentes qui l'amendent ont été passés, il était impossible de prévoir le développement du Dominion, et de s'entendre sur un mode de distribution des revenus, précis et invariable, qui permit de pourvoir d'une manière suffisante au gouvernement central, tout en laissant aux diverses provinces les moyens d'administrer convenablement leurs affaires locales ;

Attendu que c'était l'intention bien évidente des auteurs de l'Acte d'Union, telle qu'exprimée dans les résolutions de Québec, 1864, et au cours des débats à la conférence à laquelle ces résolutions ont été adoptées, de pourvoir financièrement, d'une manière suffisante, à l'administration des affaires du gouvernement central et de celles des diverses provinces ;

Attendu que les ressources financières de plusieurs provinces, telles que limitées par les diverses dispositions de l'Acte d'Union et des autres statuts à ce sujet, ne suffisent plus aux dépenses qu'il est nécessaire d'encourir pour gérer les affaires publiques des provinces et pour activer d'une manière efficace leur développement et leur progrès ;

Attendu qu'en vertu des diverses lois qui régissent actuellement les arrangements financiers convenus entre les diverses provinces et le Dominion, un subside spécial est payable à chaque province comme suit :

Ontario.....	\$ 80,000 00
Québec.....	70,000 00
Nouvelle-Ecosse.....	60,000 00
Nouveau-Brunswick.....	50,000 00
Manitoba.....	50,000 00
Colombie-Britannique.....	35,000 00
Ile-du-Prince-Edouard.....	30,000 00

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces pour le maintien de leurs Législatures, mais qu'il est tout à fait insuffisant pour rencontrer les dites fins, et que si l'on veut atteindre les fins pour lesquelles il a été accordé, il sera nécessaire de l'augmenter et de le distribuer entre les diverses provinces, comme il est ci-dessous prévu ;

Attendu, qu'outre le subside spécial ci-dessus mentionné, l'Acte d'Union et les lois subséquentes accordent aux diverses provinces une allocation annuelle de quatre-vingts centins par tête de la population, telle qu'établie, pour les provinces d'Ontario et de Québec, par le recensement de 1861, et pour les provinces de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Manitoba, de la Colombie-Anglaise et de l'Île-du-Prince-Edouard, par le dernier recensement décennal ;

Attendu que ce subside a été accordé aux provinces comme compensation pour leurs droits de douane et d'accise qu'elles ont cédés au gouvernement central ;

Attendu que le revenu du gouvernement fédéral a été, en 1868, de \$13,687,928.00, dont une somme de \$11,580,968.25 provenait des droits de douane et d'accise, et que le revenu, en 1900, a été de \$51,029,994.00, dont une somme de \$38,245,223.00 provenait des droits de douane et d'accise ;

Attendu que dans les deux provinces pour lesquelles le recensement de 1861 sert de base au chiffre du subside *per capita*, la population a augmenté comme suit :

PROVINCES.	Recensement de 1861.	Recensement de 1901.	Augmentation.
Ontario	1,396,091	2,182,947	786,756
Québec	1,111,566	1,648,898	537,332

Attendu que cette augmentation de population a fait encourir aux dites provinces de plus lourdes charges dans les dépenses aussi augmentées de l'administration de la justice, de la législation, de l'éducation, de l'entretien des prisons et des asiles, de l'agriculture, des travaux publics, des institutions de charité, etc., ainsi que pour rencontrer les autres besoins urgents que les conditions actuelles leur imposent ;

Attendu qu'il n'a pas été fait d'augmentation correspondante du subside, en dépit de l'accroissement du revenu du gouvernement fédéral ;

Attendu qu'il n'est que juste, si l'on veut mettre les provinces en état de rencontrer les dépenses ainsi augmentées, que le subside annuel *per capita* soit recalculé d'après la population des diverses provinces, telle que constatée au recensement décennal précédent, et que sur cette base les subsides à accorder seraient comme suit :

PROVINCES.	Population recensement 1861.	Subside.	Population recensement 1901.	Subside.	Augmenta- tion.
		\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.
Ontario	1,396,091	1,116,872 80	2,182,947	1,746,357 60	629,484 80
Québec	1,111,566	889,252 80	1,648,898	1,319,118 40	429,865 60
Nouvelle-Ecosse		320,000 00	459,574	367,659 20	47,659 20
Nouveau-Brunswick		257,010 40	331,120	264,896 00	7,885 60
Manitoba		122,004 80	254,947	203,957 60	81,952 80
Colombie-Britannique		78,538 40	175,657	140,525 60	61,987 20
Ile-du-Prince-Edouard		87,262 40	103,259	82,607 20	.....
Total					1,258,835 20

Attendu que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de la taxe ou autrement, au surcroît des dépenses nécessaires, et que l'on ne s'attendait pas à ce qu'elles seraient appelées à payer, pour fins locales, plus qu'une quote-part de ces dépenses ;

Et attendu que le subsidé additionnel que donnera le gouvernement du Canada lui sera plus que remboursé par l'augmentation des droits de douane et d'accise perçus, au profit du trésor du Dominion, sur le surcroît de population attiré dans le pays :

En conséquence, il est—

Résolu : 1.—Que cette conférence est d'avis que l'on pourrait trouver, dans la proposition suivante, la base équitable d'une répartition des montants payables annuellement par le Dominion aux diverses provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, au lieu de l'allocation de quatre-vingts centins, par tête, payée jusqu'à présent, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement payés, les sommes désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces, pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être comme suit :

(a) Quand la population est moindre que 150,000.....	\$100,000
(b) Quand la population est de 150,000, mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est de 200,000, mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population ex- cède 1,500,000.....	240,000

(B) Au lieu de la somme annuelle par tête actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au même taux de quatre-vingts centins par tête, mais d'après la population de chaque province, telle que constatée périodiquement par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2,500,000 ; et au taux de soixante centins par tête pour l'excédent de cette population au delà de 2,500,000 ;

(C) Le chiffre de la population, tel qu'établi par le dernier recensement décennal, sera adopté, excepté pour la Colombie-Anglaise et Manitoba ; et, pour ces deux provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la Puissance à ces provinces respectives, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable, et alors ces paiements annuels devront être régis par le chiffre de la population ainsi établi ;

(D) Ces montants devront être ainsi payés et accordés par le Canada aux provinces, semi-annuellement et d'avance.

CÉDULE B

Attendu que cette conférence est d'avis qu'il est juste que le coût de l'administration de la justice criminelle au Canada soit défrayé par le gouvernement fédéral ;—en conséquence, il est—

Résolu, 1.—Qu'en outre de la résolution précédente, le gouvernement du Canada soit prié de prendre en considération la question des frais de l'administration de la justice criminelle ensemble avec les autres questions qui lui sont soumises, et qu'en sus des montants qui pourront être accordés aux provinces, d'après les réclamations ci-dessus formulées, chacune d'elles reçoive à cette fin une somme proportionnée aux dépenses qu'elle sera obligée de faire de ce chef ; et que cette conférence recommande de plus que toute répartition de ce montant soit basée sur la population de chaque province, telle que constatée à chaque recensement décennal, et n'excède pas vingt centins par tête. ”

Les dites résolutions, ayant été lues la deuxième fois, sont adoptées.

L'honorable M. Gouin propose ensuite, appuyé par M. Tellier, et il est—

Résolu.—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur-général du Canada, ainsi qu'il suit :

A Son Excellence le

Gouverneur-Général du Canada,

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, assemblés en Parlement, demandons humblement qu'il plaise à Votre Excellence de prendre en considération les réclamations formulées dans les résolutions ci-annexées, passées à une conférence tenue en la cité de Québec les 18,

19, et 20 décembre 1902, par les représentants des provinces de Québec, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de l'Ile-du-Prince-Edouard et du Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, résolutions approuvées par les deux Chambres de cette Législature, le huitième jour de mars courant, et de vouloir bien faire adopter à ce sujet telles mesures qui rendront pleine et entière justice aux différentes provinces de la Confédération.

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ainsi qu'il suit :

A Son Honneur,

SIR LOUIS-A. JETTÉ, K. C. M. G.,

Lieutenant-Gouverneur

de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de la province de Québec, assemblés en Parlement, demandons humblement qu'il plaise à Votre Honneur de transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général du Canada l'adresse adoptée par les deux Chambres de cette Législature priant Son Excellence de daigner prendre en considération les réclamations présentées dans les résolutions passées à une conférence tenue en la cité de Québec, les 18, 19 et 20 décembre 1902, par les représentants des provinces de Québec, Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile-du-Prince-Edouard et Manitoba, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, résolutions approuvées par les deux Chambres de cette Législature le 8 mars courant, et de vouloir bien faire adopter à ce sujet telle mesure qui rendra pleine et entière justice aux différentes provinces de la Confédération.

Ordonné,—Que la dite adresse soit grossoyée et signée par l'honorable Orateur de cette Chambre.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, informant Leurs Honneurs que cette Chambre a voté les adresses ci-dessus et demandant leur concours.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du service civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante-six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand concétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la succession Sauriol, en règlement définitif d'une nouvelle réclamation *re* droit de passage substitué. Montant périmé voté de nouveau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacombe fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Lacombe rapporte, alors du comité des subsides, les dites résolutions qui sont lues, la première fois, comme suit :

1. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du service civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

2. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

3. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la Justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

4. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand concétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

5. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

6. *Résolu*,—Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf piastres et soixante et un centins soit accordée à Sa Majesté pour payer la succession Sauriol, en règlement définitif d'une nouvelle réclamation *re droit* de passage substitué. Montant périmé voté de nouveau, pour l'année financière finissant le 30 juin 1907.

Les dites résolutions, ayant été lues la deuxième fois, sont agréées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se constitue en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—Que, dans le but de payer les subsides accordées à Sa Majesté, la somme de \$2,547,822.40 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin, mil neuf cent sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pelletier fait rapport que le comité a passé une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ordonné,—Que le rapport soit reçu maintenant.

Résolu,—Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera, de nouveau, en comité des subsides.

M. Pelletier rapporte, alors, la dite résolution qui est lue, la première fois, comme suit :

Résolu,—Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,547,824.20 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin, mil neuf cent sept, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

La dite résolution, ayant été lue la deuxième fois est agréée.

Ordonné,—Que l'honorable M. McCorkill ait la permission de présenter un Bill (6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public.

En conséquence, il présente ce bill qui est reçu, lu la première fois et remis à la prochaine séance, pour la seconde lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (G) intitulé : " Loi amendant l'article 2590 du Code civil ", pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

A une heure, M. l'Orateur ajourne la Chambre à 3 heures, cet après-midi.

Trois heures, p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement :

Bill (164) amendant l'article 2036 du Code civil.

Proposé par M. Perrault, secondé par M. Lacombe, et—

Résolu,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres du conseil, documents, correspondance, etc., indiquant la nature de la quittance donnée par le gouvernement ou aucun de ses membres à la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, pour le paiement des \$7,000,000, ou toute autre balance de compte en rapport avec la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, suivant les lois 45 Vic., chap. 19 et 20.

Ordonné,—Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

Proposé par M. Kelly, secondé par M. Gillies, et—

Ordonné,—Qu'il soit mis devant cette Chambre un état des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant ; 1. Les noms des propriétaires primitifs. 2. La date de la vente ; 3. Le prix payé par mille carré ; 4. Et le nombre de milles vendus.

2. Les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels, en autant que cela est mentionné aux transports enregistrés au département des terres de la Couronne.

3. Les noms des possesseurs de limites, qui exploitent actuellement leurs limites, et aussi depuis quand ces limites sont exploitées.

4. La moyenne générale du montant de droits de coupe reçus annuellement par le gouvernement, par mille carré, de toutes les limites qui sont exploitées.

5. La moyenne du montant de droits de coupe reçus annuellement, au mille carré de chaque possesseur de limites séparément (prenant en considération le nombre de milles carrés dans sa limite.)

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du Bill (6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public.

Ce bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et remis au cours de la présente séance pour sa troisième lecture.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (19) concernant les syndicats coopératifs.

Bill (24) amendant l'article 1149 du Code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.

Bill (106) concernant les compagnies de fidéicommiss.

Bill (107) imposant des taxes sur les corporations, les sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.

Bill (108) imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons d'obligations ou d'actions-obligations.

Bill (111) concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province.

Bill (161) concernant le paiement des réclamations du gouvernement.

Bill (166) concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il a passé le Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, avec certains amendements pour lesquels il demande son concours.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, et ces amendements sont lus la première fois.

Et la question étant posée : Ces amendements seront-ils lus maintenant la deuxième fois ?—La Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Les amendements sont, en conséquence, lus la deuxième fois.

Et la motion étant faite : Que cette Chambre adopte ces amendements,—

M. Langlois propose, en amendement, appuyé par M. Dupuis : Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants : Un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre ne peut adopter les amendements faits par le Conseil législatif :

1. (a) En abrogeant la section 14 du bill relative à l'imposition d'une taxe sur les recettes brutes provenant des franchises, droits et privilèges, dans ou sur les rues, ruelles ou places publiques de la cité, exercés par des personnes ou corporations qui ne paient aucun pourcentage à la cité ;

2. En modifiant la section 42 concernant la construction de conduits souterrains, pour l'enlèvement des poteaux, fils et câbles de transmission électrique et concernant l'enfouissement des dits fils et câbles dans des conduits souterrains ;

3. En modifiant la section 43 concernant l'acquisition par voie d'expropriation, des propriétés, affaires et privilèges de la compagnie du Gaz de Montréal et en obligeant la cité à les exproprier comme un tout complet (*as a going concern*) ;

Parce que la cité, par son conseil, n'a pas demandé ni suggéré ces amendements et que ces amendements sont contraires aux intérêts de la cité.

Et l'amendement étant soumis à la Chambre, il est résolu dans l'affirmative.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs des raisons qui empêchent l'Assemblée législative de donner son concours aux amendements faits au dit bill.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du Bill (6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu,—Que le bill passe.

Ordonné,—Que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'honorable M. Turgeon dépose sur le bureau de la Chambre la circulaire suivante :

Québec, 20 janvier 1906.

(CIRCULAIRE)

Monsieur,

L'expérience des années passées nous porte à croire que les demandes d'achats de terres se feront, de nouveau, très nombreuses dans les mois de février, mars et avril prochains.

En conséquence, le Ministre des Terres et Forêts désire que vous soyez très circonspect dans la vente des terres durant ces trois mois, dans les endroits où les terres ne sont pas classifiées, et que vous en référiez au département dans tous les cas douteux, afin de prendre son avis avant de conclure ces ventes.

Le Ministre désire aussi que vous informiez les propriétaires de concessions forestières dès qu'une demande d'achat vous sera faite,

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

(Signé) E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.

(Document de la session No 58.)

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants :

La réponse à un ordre de la Chambre, en date du 12 février 1906, pour la production d'un état indiquant par comté :

1. Le taux de la taxe scolaire payée, dans chaque municipalité, par les contribuables protestants, en l'année 1904-1905.

2. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes dans chaque comté, dont les termes en 1904-1905, ont duré un mois, deux mois, et ainsi de suite, jusqu'à dix mois.

3. Le nombre d'écoles élémentaires protestantes où il n'y a pas eu de termes scolaires en 1904-1905. *(Document de la session No 54).*

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1906, pour la production de documents établissant la valeur de la réclamation de la Province *in re* feu l'honorable Thomas McGreevy, placée à l'actif, dans l'état financier G, au 30 juin 1905. *(Document de la session No 55)*

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1906, demandant la production d'une copie des ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la dernière vente de limites à bois.

(Document de la session No 56)

Et réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1906, pour copie des documents concernant :

1. Tout règlement du comité protestant de l'Instruction publique, exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'école normale McGill, pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires.

2. Copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond.

3. Copie des motions ou résolutions faites au comité protestant de l'Instruction publique, demandant l'annulation de ces règlements, et spécialement de la motion de M. Gavin Walker.

4. Etat comprenant le nombre d'instituteurs des écoles protestantes ayant enseigné sans diplôme, chaque année, depuis 1898 jusqu'à présent.

5. Copie des résolutions du comité protestant demandant l'octroi de quelque partie de la somme de \$50,000 accordée aux écoles élémentaires, en vertu du statut 60 Victoria, chapitre 3, à l'école Normale McGill, et comment il a été employé.

(Document de la session No 57.)

A six heures, suivant l'ordre, la Chambre s'ajourne à huit heures p. m.

Huit heures, p. m.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il insiste sur ses amendements au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative, qu'il donne son concours aux adresses de l'Assemblée législative à Son Excellence le Gouverneur Général du Canada et à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, au sujet des amendements proposés à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, en remplissant les blancs qui s'y trouvent par les mots; "le Conseil législatif et—"

M. Langlois propose, appuyé par M. Dupuis, et il est—

Résolu,—I. Que cette Chambre adopte les amendements du Conseil législatif au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, sauf les amendements :

1. Abrogeant la section 14 du bill relative à l'imposition d'une taxe sur les recettes brutes provenant des franchises, droits et privilèges dans ou sur les rues, ruelles ou places publiques de la cité, exercés par des personnes ou corporations qui ne paient aucun pourcentage à la cité ;

2. Modifiant la section 42 concernant la construction de conduits souterrains, pour l'enlèvement des poteaux, fils et câbles de transmission électrique concernant l'enfouissement des dits fils et câbles dans des conduits souterrains ;

3. Modifiant la section 43 concernant l'acquisition, par voie d'expropriation, des propriétés, affaires et privilèges de la compagnie du gaz de Montréal, et obligeant la cité à les exproprier comme un tout complet (*as a going concern*).

II. Que les raisons pour lesquelles cette Chambre n'adopte pas les amendement aux sections 14, 42 et 43 sont, entre autres, les suivantes :

1. Parce que les dits amendements n'ont été ni demandés, ni suggérés par le conseil de ville de la cité de Montréal ;

2. Parce que ces amendements sont contraires aux intérêts bien entendus de la cité.

III. Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif demandant une conférence libre pour discuter avec les délégués du Conseil législatif les raisons pour lesquelles cette Chambre ne croit pas devoir adopter les susdits amendements, et que l'honorable M. Gouin et MM. Tellier, Lacombe, Roy (Saint-Jean), Dupuis, Chauret, Bergevin et Langlois, soient nommés les délégués de cette Chambre à cette conférence.

Ordonné,—Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (39) érigeant en corporation le village de St-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (40) constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (54) concernant la succession de feu Simon Lacombe, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (65) constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (101) constituant en corporation l'association des hôteliers de la province de Québec, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède de nouveau à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (105) amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus et l'article 4697 des dits Statuts, et les dits amendements sont lus et adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (150) amendant le Code de procédure civile.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à tenir une conférence avec l'Assemblée législative, au sujet des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal—et que les honorables Messieurs Allard, Pérodeau, Chapais, Rolland, Gilman et Lanctôt sont les délégués de cette Chambre et rencontrent les délégués de l'Assemblée législative à 9.30 p. m., ce 8 mars 1906, dans la salle du comité des Bills privés du Conseil législatif.

L'honorable M. Gouin, au nom des membres nommés par cette Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil législatif au sujet des amendements faits par Leurs Honneurs au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal—fait rapport que, conformément aux instructions qui leur ont été données, ils ont rencontré les délégués du Conseil législatif avec lesquels ils ont délibéré, et que le Conseil enverra sa réponse par un message.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (150) amendant le Code de procédure civile, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'après avoir pris en considération le rapport des délégués nommés par le Conseil législatif, au sujet des trois amendements faits par celui-ci au Bill (76) amendant la charte de la cité de Montréal, et que l'Assemblée législative n'a pas agréés, le Conseil législatif persiste dans ses amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (30) concernant les véhicules-moteurs.

Bill (72) amendant la charte de la "North Shore Power Company."

Bill (77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company."

Bill (87) concernant la "Foncière" compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Bill (88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (30) concernant les voitures automobiles, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (72) amendant la charte de la "North Shore Power Company," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (77) concernant la "Sherbrooke Lumber Company," et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (87) concernant la "Foncière", compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (88) expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et, alors, la Chambre s'ajourne à demain.

Vendredi, 9 mars 1906

Onze heures, a. m.

L'honorable M. Gouin présente à la Chambre le deuxième rapport du comité des impressions qui se lit comme suit :

“ Votre comité recommande que les documents suivants soient imprimés : numéros 49, 53, 54, 56, 57, 58 et 59 (la partie qui n'est pas déjà imprimée). ”

Résolu,— Que ce rapport soit adopté.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement :

Bill (21) amendant la loi des licences de Québec.

Bill (104) amendant l'article 566 du Code municipal.

Bill (109) amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le Bill (6) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill (149) amendant le Code municipal, concernant l'érection des municipalités.

La Chambre procède à la considération des amendements faits par le Conseil législatif au Bill (149) amendant le Code municipal concernant l'érection des municipalités, et les dits amendements sont lus la première et la deuxième fois et sont adoptés.

Ordonné,—Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Roy, secrétaire de la province, dépose sur le bureau de la Chambre : Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8

mars 1906, pour la production d'une copie des ordres du conseil, documents, correspondance, etc., indiquant la nature de la quittance donnée par le gouvernement ou aucun de ses membres, à la compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien, pour le paiement des \$7,000,000, ou toute autre balance de compte en rapport avec la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental, suivant les lois 45 Vict., chap. 19 et 20.

(Document de la session No 60).

L'honorable M. Gouin propose, appuyé par l'honorable M. Turgeon, et il est—

Résolu,—Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à neuf heures, ce soir.

Résolu,—Que cette Chambre s'ajourne, maintenant.

Et, la Chambre, ayant siégé jusqu'à midi moins quinze minutes, s'ajourne à ce soir.

Neuf heures, p. m.

M. Décarie propose, appuyé par M. Godbout, et il est—

Ordonné,—Que l'honoraire payé pour le bill (42) abrogeant la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglais, 18 Victoria, chapitre 228, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de Arthur St. Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier de la Verge Noire, qui s'exprime comme suit :

M. l'ORATEUR,

“ Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne, alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

E Loi amendant la loi concernant les chemins de fer.

2 Loi concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des

enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

- 3 Loi abolissant la mort civile.
- 7 Loi concernant les syndicats d'élevage.
- 8 Loi établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie.
- 9 Loi amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides.
- 12 Loi amendant la loi concernant les terres publiques.
- 13 Loi amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.
- 14 Loi amendant la loi des cités et villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province.
- 15 Loi amendant les articles 61, 639, 717, 1029, 1041, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile.
- 16 Loi concernant la Cour suprême du Canada et la Cour d'Echiquier du Canada.
- 17 Loi amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec.
- 18 Loi amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier.
- 19 Loi concernant les syndicats coopératifs.
- 20 Loi amendant la loi de l'Instruction publique.
- 21 Loi amendant la loi des licences de Québec.
- 22 Loi amendant la loi de la chasse de Québec.
- 23 Loi amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des " Homesteads."
- 24 Loi amendant l'article 1149 du Code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire.
- 25 Loi amendant la loi de la pêche de Québec.
- 27 Loi relative aux termes et séances de la Cour de circuit dans le district de Chicoutimi.
- 30 Loi concernant les véhicules-moteurs.
- 31 Loi autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec.
- 32 Loi constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise.
- 33 Loi refondant et revisant la charte de la ville de Lévis.
- 35 Loi amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.
- 36 Loi constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint-Sacrement.

-
- 37 Loi concernant le Club Montefiore.
 - 38 Loi amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski.
 - 39 Loi érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux.
 - 40 Loi constituant en corporation la ville de Notre-Dame-de-Grâce.
 - 41 Loi constituant en corporation l'Eglise du Messie (Unitaire), de Montréal, et ratifiant un certain acte de vente et transport fait par la dite Eglise.
 - 42 Loi pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228.
 - 43 Loi amendant la charte du chemin de fer Québec Central.
 - 44 Loi amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.
 - 45 Loi ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique.
 - 46 Loi constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal.
 - 47 Loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs.
 - 48 Loi amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue.
 - 49 Loi ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père, et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils.
 - 50 Loi constituant en corporation la " Compagnie T.-P. Pelletier."
 - 51 Loi ratifiant et validant les conventions passées entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des sœurs de Sainte-Anne.
 - 52 Loi augmentant les pouvoirs de la " Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Insurance Company".
 - 53 Loi amendant les lois concernant la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.
 - 54 Loi concernant la succession de feu Simon Lacombe.
 - 55 Loi amendant la charte du Crédit municipal canadien.
 - 56 Loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf.

-
- 57 Loi amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la " Financial Corporation " en celui de " The Dominion of Canada Trust Corporation."
 - 58 Loi concernant le village du Boulevard Saint-Paul.
 - 59 Loi constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.
 - 60 Loi constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale.
 - 61 Loi constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield.
 - 63 Loi constituant en corporation " The Sovereign Fire Insurance Company."
 - 64 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean, et les lois qui l'amendent.
 - 65 Loi constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis.
 - 66 Loi autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette.
 - 67 Loi amendant la charte de la " Royal Trust Company ".
 - 68 Loi constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur.
 - 69 Loi constituant en corporation " The Quebec Paper Box Company ".
 - 70 Loi constituant en corporation " The Dominion Corset Company ".
 - 71 Loi amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec et Baie James.
 - 72 Loi amendant la charte de la " North Shore Power Company ".
 - 74 Loi constituant en corporation " The North Eastern Railway Company ".
 - 75 Loi détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de " Municipalité de la paroisse de Sainte-Nazaire ".
 - 77 Loi concernant la " Sherbrooke Lumber Company ".
 - 78 Loi amendant la charte de " l'Imperial Trust Company ".
 - 79 Loi érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange, de Montréal.
 - 80 Loi ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la " Royal Trust Company ", en qualité de fidéicommissaire, pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards ".
 - 81 Loi ratifiant la vente faite par les enfants de feu dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson.
 - 82 Loi amendant la charte de la ville d'Outremont.

-
- 83 Loi concernant l'université McGill.
 - 85 Loi amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.
 - 86 Loi amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer Matane et Gaspé.
 - 87 Loi concernant la "Foncière" compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.
 - 88 Loi expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.
 - 89 Loi amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal.
 - 90 Loi constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company."
 - 91 Loi constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec.
 - 92 Loi autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue-Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe.
 - 93 Loi constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec.
 - 94 Loi concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien.
 - 95 Loi définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital protestant pour les aliénés, augmentant l'étendue de ses pouvoirs, et ratifiant les placements déjà faits.
 - 96 Loi ratifiant un acte de partage passé entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie.
 - 97 Loi amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal.
 - 98 Loi ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à "The Lotbiniere Lumber Company."
 - 99 Loi concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité.
 - 100 Loi constituant en corporation "The Canadian Eastern Railway Company."
 - 101 Loi constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec.
 - 102 Loi amendant le Code municipal concernant la Cour de circuit et les bureaux d'enregistrement de comté.
 - 103 Loi amendant la loi électorale de Québec, 1903.
 - 104 Loi amendant l'article 566 du Code municipal.
 - 105 Loi amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus.

-
- 106 Loi concernant les compagnies de fidéicommiss.
 - 107 Loi imposant des taxes sur les corporations, les sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales.
 - 108 Loi imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.
 - 109 Loi amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions.
 - 111 Loi concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la provinces.
 - 112 Loi amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissance.
 - 118 Loi amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.
 - 119 Loi amendant la loi des élections contestées de Québec.
 - 127 Loi amendant la loi des cités et villes, 1903.
 - 134 Loi amendant la loi corporative des compagnies à fonds social.
 - 136-Loi abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus.
 - 137 Loi amendant les articles 5279 et 5284 des Statuts refondus.
 - 149 Loi amendant le Code municipal.
 - 150 Loi amendant le Code de procédure civile.
 - 154 Loi amendant la charte de la Compagnie générale du port de Chicoutimi.
 - 156 Loi concernant le recouvrement des amendes.
 - 157 Loi amendant la loi concernant la Cour supérieure.
 - 159 Loi amendant la loi du Barreau.
 - 161 Loi concernant le paiement des réclamations du gouvernement.
 - 164 Loi amendant l'article 2036 du Code civil.
 - 166 Loi concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative, s'adressant à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction :

Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Il a plu, ensuite, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de clore la deuxième session du onzième parlement de la Législature de la province de Québec, par le discours suivant :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je suis heureux, en vous relevant de vos travaux parlementaires, de vous féliciter de la diligence que vous avez apportée à l'accomplissement de vos devoirs publics et de la courtoisie qui a présidé à toutes vos délibérations.

J'ai confiance que les mesures que vous avez adoptées donneront une nouvelle impulsion aux diverses entreprises de notre Province et en assureront le progrès continu.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie pour les crédits que vous avez votés pour l'administration des affaires publiques. Mon gouvernement veillera à ce qu'ils soient dépensés avec économie et suivant la destination que vous leur avez assignée.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je fais des vœux, en prorogeant cette législature au nom de Sa Majesté, pour le bonheur de chacun de vous et de vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature soit prorogée jusqu'au jeudi, le douzième jour d'avril prochain, pour y être ici tenue ; cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée au jeudi, le 12 d'avril prochain.

INDEX

DU

QUARANTIEME VOLUME

5-6 Edouard VII, 1906

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, 1867 :—Comité général pour examiner certaines résolutions concernant des amendements proposés à l'—, 311 ; la Chambre en comité, 369 ; résolutions rapportées, 373 ; Adresses à Son Excellence le Gouverneur-Général et à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, 377.

Adresses :

1. Au Gouverneur-Général :—Le priant de transmettre les résolutions au sujet de certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 377.

Au Lieutenant-Gouverneur :—1. En réponse au discours du Trône, à l'ouverture de la session, 14. Réponse, 29.

2. Le priant de transmettre certaines résolutions au sujet de certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 377. Concours du Conseil, 385.

AGRICULTURE :—Rapport du Ministre de l'agriculture de la province de Québec pour 1905, 14.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité de l'—. Voir *Comités*.

ALIMENTS :—Bill amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments. Voir *Bills*, 116.

ALLARD, HON. L. J. A.—: —. Election de—. 2, 4.

AMENDES :—Bill concernant le recouvrement des amendes. Voir *Bills*, 156.

Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à la barre du Conseil, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 391.
2. S'ajourne à une date ultérieure comme marque de respect à la mémoire de feu l'honorable R. Préfontaine, 28.
3. La Chambre siège après minuit, 137.
4. Devant siéger le samedi, 260.
5. Devant avoir deux séances par jour, 239 ; trois, 326.

ASSOCIATION ATHLÉTIQUE D'AMATEURS :—Bill constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale. Voir *Bills*, 60.

ASSURANCE MONT-ROYAL :—Voir *Documents*, item 3.

ASSURANCES, CIES D'— : —. Voir *Documents*, item 2.

ASSURANCES MUTUELLES :—23ème rapport de l'inspecteur des—. Voir *Documents*, item 4.

ATLANTIQUE, QUÉBEC ET OCCIDENTAL :—Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental. Voir *Bills*, 44.

BANQUES :—Voir *Documents*, item 5.

BARREAU :—Bill amendant la loi du Barreau. Voir *Bills*, 159.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport du—pour 1905-1906, 13.

BIBLIOTHÈQUE :—Comité conjoint de la—de la Législature, Voir *Comités*.

BILLARDS :—Association des propriétaires de— :—Bill constituant en corporation l'association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec. Voir *Bills*, 93.

Bills :

B. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi constituant en corporation la Compagnie Paquet, limitée, et leur accordant de nouveaux pouvoirs. Pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 168 ; renvoyé au comité des bills privés, 178 ; rapporté ; Préambule non prouvé, 245. Pétition adverse, 157.

E. Bill (du Conseil législatif) amendant la loi concernant les chemins de fer.—1ère lecture, 325 ; 2ème lecture, référé, considéré, rapporté et passé, 337. Sanctionné, 391 (6 Ed. VII, ch. 32).

G. Bill (du Conseil législatif) amendant l'article 2590 du Code civil, 381.

1. Bill concernant la prestation des serments d'office. (L'hon. M. Gouin). 1ère lecture, 7.

2. Bill concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay. (L'hon. M. Roy).—1ère, 2èm et 3ème lecture, passé, 73 ; passé par le Conseil législatif, sans amendement, 114. Sanctionné, 391. (6 Ed. VII, ch. 5.)

3. Bill abolissant la mort civile. (L'hon. M. Gouin).—1ère lecture, 22 ; 2ème lecture, renvoyé en comité général, rapport de progrès, 57 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, et rapporté ; amendements lus deux fois et adoptés, 113 ; 3ème lecture, passé, 113 ; passé par le Conseil législatif, 148. Sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 38).

6. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907, et pour d'autres fins du service public. (L'hon. M. McCorkill). — 1ère lecture, 380 ; 2ème lecture, 382 ; 3ème lecture, passé, 383 ; passé par le Conseil, 390. Sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 1).

7. Bill concernant les syndicats d'élevage. (L'Hon. M. Tessier).—Première lecture, 44 ; deuxième lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, troisième lecture, passé, 73 ; passé par le Conseil législatif, 114 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 20.)

8. Bill établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie. (Hon. M. Turgeon).—Première, deuxième et troisième lecture, passé, 92 ; par le Conseil législatif avec amendements, 133 ; amendements adoptés, 144 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 17.)

9. Bill amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides. (L'Hon. M. Turgeon).—Première lecture, 22 ; deuxième lecture, renvoyé

BILLS :—*Suite.*

au comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture, et passé, 58 : passé par le Conseil législatif, 114 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 16.)

12. Bill amendant la loi concernant les terres publiques. (L'Hon. M. Turgeon). 1ère lecture, 92 ; 2ème lecture sur division, 269 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 275 ; par le Conseil législatif, 362 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 15.)

13. Bill amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 22 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture, passé, 35 ; passé par le Conseil législatif, 108 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 35.)

14. Bill amendant la loi des cités et villes 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province. (L'Hon. M. Gouin), 1ère lecture, 22 ; 2ème lecture, renvoyé au comité général, considéré, rapporté, 3ème lecture, passé 35 ; passé par le Conseil législatif, 108 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 28.)

15. Bill amendant l'article 639, du Code de procédure civile (Hon. M. Gouin). 1ère lecture, 22 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 177 ; rapporté avec amendements, 230 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 257 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 42.)

16. Bill concernant la Cour Suprême et la Cour de l'Echiquier du Canada. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture, 135 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 152 ; passé par le Conseil législatif, 180 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 6.)

17. Bill amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec. (L'Hon. M. Tessier).—1ère lecture, 122 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapport de progrès, 267 ; de nouveau considéré, rapporté, 3ème lecture, passé, 369 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 22.)

18. Bill amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier. (L'Hon. M. Prévost).—1ère lecture, 174 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 212 ; passé par le Conseil législatif, 329. (6 Ed. VII, ch. 36.)

19. Bill concernant les syndicats coopératifs. (L'Hon. M. Gouin).—1ère lecture 236 ; 2ème lecture, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 307 ; passé par le Conseil, 382 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 33.)

20. Bill amendant la loi de l'Instruction publique, (L'Hon. M. Roy).—1ère lecture, 180 ; 2ème lecture, sur division, considéré en comité général,

BILLS :—*Suite.*

rapporté, passé, 214 ; passé par le Conseil législatif, 329 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 23.)

21. Bill amendant la loi des licences de Québec. (L'hon. M. McCorkill).—1ère lecture, 317 ; 2ème lecture sur division, considéré, progrès, 333 ; considéré de nouveau, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 334 ; par le Conseil, 390 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 9).

22. Bill amendant la loi de la chasse de Québec. (L'hon. M. Prévost).—1ère lecture, 174 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapport de progrès, 265 ; de nouveau en comité général, amendé, rapporté ; 3ème lecture sur division, passé, 276 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 329 ; 1ère lecture de ces amendements, 329 ; 2ème lecture, sur division, 361 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 19).

23. Bill amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*. (L'hon. M. Prévost).—1ère lecture, 151 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté ; 3ème lecture, passé, 212 ; passé par le Conseil législatif, 329 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 21).

24. Bill amendant l'article 1149 du Code civil en ce qui regarde les jugements dans les actions pour intérêt usuraire. (L'hon. M. Gouin).—1ère lecture, 157 ; 2e lecture, considéré en comité général, rapport de progrès, 177 ; de nouveau en comité général, rapporté, 3e lecture, passé, 307 ; par le Conseil, 382 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 40).

25. Bill amendant la loi de la pêche de Québec. (L'hon. M. Prévost).—1ère lecture, 174 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 257 ; ordre de la Chambre rescindé ; 2ème lecture du bill sur division, comité général, rapport du progrès, 263 ; de nouveau en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 264 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 392, (6 Ed. VII, ch. 18).

27. Bill relatif aux termes et séances de la Cour de Circuit dans le district de Chicoutimi. (L'hon. M. Gouin).—1ère lecture, 174 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 213 ; passé par le Conseil législatif, 329 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 25).

30. Bill concernant les véhicules-moteurs. (L'hon. M. McCorkill).—1ère lecture, 324 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 327 ; par le Conseil, amendé, 388 ; sanctionné, 392 (6 Ed. VII, ch. 13).

31. Bill autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec. (M. Walker).—Pétition, 31, 37. 1ère lecture, 37 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 47 ; rap-

BILLS :—*Suite.*

porté, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 106 ; passé par le Conseil législatif, 148 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 114).

32. Bill constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise. (M. Godbout).—Pétition, 16, 28 ; 1ère lecture, 28 ; renvoyé au comité, 32 ; rapporté, 59 ; considéré, rapporté, passé, 77 ; par le Conseil, 148 ; honoraire remis, 291 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 101).

33. Bill refondant et revisant la charte de la ville de Lévis. (M. Blouin).—Pétition, 41, 49. 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 108 ; rapporté avec amendements, 134 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, 153 ; Conseil législatif avec amendements, 190 ; 1ère lecture des amendements, 191 ; amendements adoptés, 231 ; sanctionné, 392. (6. Ed. VII, ch. 49).

35. Bill amendant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe. (M. Morin).—Pétition, 17, 101. 1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 127 ; rapporté avec amendements, 179 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 199 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 262 ; 1ère lecture des amendements, 262 ; agréés, 274 ; sanctionné, 392. (6 Ed. VII, ch. 48).

36. Bill constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint Sacrement. (M. Petit).—1ère lecture, 43 ; renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 148 ; 1ère lecture des amendements, 149 ; amendements adoptés, 155 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 392. (6. Ed. VII, ch. 100).

37. Bill concernant le Club Montefiore. (M. Carter).—Pétition, 30, 37. 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 47 ; rapporté, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 180 ; 1ère lecture des amendements, 181 ; adoptés, 199 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 103).

38. Bill amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski. (M. Caron, L'Islet).—1ère lecture, 44 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 109 ; considéré en comité général, rapporté, amendements, débat ajourné, 132 ; reprise du débat, amendement adopté après vote, 137 ; de nouveau considéré en comité général, amendé, rapporté, 138 ; amendements lus deux fois sur division, adoptés, 3ème lecture, passé sur division, 144 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 235 ; amendements agréés, 253 ; sanctionné, 393. (6 Ed, VII, ch. 51).

39. Bill érigeant en corporation le village Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux. (M. Décarie).—Pétition,

BILLS :—*Suite.*

140 ; 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture renvoie au comité des bills privés, 159 ; rapporté avec amendements, 245 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 257 ; par le Conseil, amendé, 1ère lecture, 363 ; amendements adoptés, 386 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 56).

40. Bill constituant en corporation la ville de Notre-Dame de Grâce. (M. Décarie).—Pétition, 27 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture et renvoyé au comité des bills privés, 148 ; rapporté avec amendements, 195 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 204 ; par le Conseil, amendé, 363, 386 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 53).

41. Bill constituant en corporation l'Eglise du Messie (Unitaire) de de Montréal, et ratifiant un acte de vente et transport fait par la dite Eglise. (M. Stephens).—Pétition, 17, 37 ; 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 77 ; rapporté, 129 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 145 ; passé par le Conseil législatif, 190 ; honoraire remis, 287 ; sanctionné, 393. (5 Ed. VII, ch. 91).

42. Bill pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228. (M. Jobin).—Pétition 31, 37 ; 1ère lecture, 37 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 47 ; rapporté, 101 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 114 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 180 ; 1ère lecture de ces amendements, 181 ; 2ème lecture de ces amendements, adoptés, 199 ; honoraire remis, 391 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 97).

43. Bill amendant la charte du chemin de fer Québec Central. (M. Godbout), pétition, 41, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 148 ; rapporté avec amendements, 166 ; considéré en comité général, rapporté, passé, 178 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 286 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 58).

44. Bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental. (M. Lemieux), pétition, 59, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 108 ; rapporté avec amendements, 128 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 145 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 203 ; 2ème lecture de ces amendements, adoptée, 231 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 60).

45. Bill ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique. (M. Carter), pétition, 30, 109 ; 1ère lecture, 110 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 120 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, rapporté,

BILLS :—*Suite.*

3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif, 202 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 47).

46. Bill loi constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal. (M. Langlois), pétition, 36, 150. 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 159 ; rapporté avec amendements, 195 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 273 ; honoraire remis, 273 ; passé par le Conseil, 362 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 88.)

47. Bill définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs. (M. Carter), pétition, 30, 37 ; 1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 47 ; rapporté, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif, 180 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 83.)

48. Bill amendant la charte de la ville de Sainte-Anne de Bellevue. (M. Chauret), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 76 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, progrès, 159 ; de nouveau en comité général, rapporté, passé, 170 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 272 ; 2e lecture des amendements, adoptés, 275 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 54.)

49. Bill ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils. (M. Chauret), pétition, 30, 37 ; 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 117 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 126 ; passé par le Conseil législatif, 180 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 109.)

50. Bill constituant en corporation la compagnie T.-P. Pelletier. (M. Dion). —1ère lecture, 28 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 32 ; rapporté avec amendements, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 190 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 81.)

51. Bill ratifiant et validant les conventions intervenues entre " Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques Cartier et la communauté des sœurs de Sainte-Anne." (M. Chauret), pétition, 30, 42. 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté, 117 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 126 ; par le Conseil, 180 ; honoraire remis, 336 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 96.)

BILLS :—*Suite.*

52. Bill augmentant les pouvoirs de la " Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company." (M. Mackenzie), pétition, 31, 37. 1ère lecture, 37 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 47 ; rapporté avec amendements, 141 ; considéré en comité général, 3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 262 ; agréés, 325 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 70.)

53. Bill amendant les lois concernant la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal. (M. Carter), pétition, 30, 37. 1ère lecture 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 47 ; rapporté avec amendement, 109 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 122 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 181 ; amendements adoptés, 200 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 67.)

54. Bill concernant la succession de feu Simon Lacombe. (M. Décarie), pétition, 31, 128. 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté, 195 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 204 ; par le Conseil, avec amendements, 363, 386 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 112.)

55. Bill amendant la charte du Crédit municipal canadien, (M. Décarie), pétition, 31, 37. 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 261 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 274 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 76.)

56. Bill constituant en corporation la compagnie de chemin de fer du comté de Portneuf (M. Panet), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 76 ; rapporté avec amendements, 150 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 158 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 272 ; 2ème lecture des amendements, adoptés, 275 ; sanctionné, 393. (6 Ed. VII, ch. 62).

57. Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71, et changeant le nom de la " Financial Corporation " en celui de " The Financial & Trust Corporation ", (M. Stephens), pétition, 42, 49 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté avec amendements, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 146 ; passé par le Conseil Législatif avec amendements, 262 ; 1ère lecture des amendements, 263 ; amendements agréés, 274 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 75).

58. Bill concernant le village du Boulevard Saint-Paul, (M. Décarie), pétition, 31, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 188 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 55).

BILLS :—*Suite.*

59. Bill constituant en corporation le Club Viger, de Montréal, (M. Décarie), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 148 ; 1ère lecture des amendements, 149 ; 2ème lecture des amendements, 155 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 102).

60. Bill constituant en corporation l'Association athlétique d'amateurs nationale (M. Décarie), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 109 ; considéré en comité général, 3ème lecture, passé, 119 ; passé par le Conseil législatif, 148 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 104).

61. Bill constituant en corporation Les Pauvres Clarisses de Valleyfield, (M. Bergevin), pétition, 48, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté avec amendements, 129 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 145 ; passé par le Conseil législatif, amendé, 190 ; 1ère lecture des amendements, 191 ; amendements adoptés, 200 ; honoraire remis, 337 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 99.)

62. Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relatif à l'entretien de certains ponts, (M. Roy, Montmagny), pétition, 48 ; 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 120 ; préambule non prouvé, 129 ; honoraire remis, 291.

63. Bill constituant en corporation "The Sovereign Fire Insurance Company", (M. Roy, Montmagny), pétition, 31, 93 ; 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 108 ; considéré en comité général, progrès rapporté, 154 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé avec le titre suivant : "The Sterling Fire Insurance Company", 155 ; passé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 72).

64. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, et les lois qui l'amendent, (M. Tanguay, Lac St-Jean), pétition, 17, 93 ; 1ère lecture, 93 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 116 ; rapporté avec amendements, 134 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 146 ; passé par le Conseil législatif, 203 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 59).

65. Bill constituant en corporatton le chemin de fer du comté de Lévis, (M. Blouin), pétition, 49 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 78 ; rapporté avec amendements, 195 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 238 ; par le Conseil législatif amendé, 363 ; amendements lus, 364, 387 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 68).

BILLS :—*Suite.*

66. Bill autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette, à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette, (M. Tellier), pétition, 27, 37 ; 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 110 ; considéré en comité général, progrès rapporté, 119 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 126 ; par le Conseil, 180 ; honoraire remis, 239 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 94).

67. Bill amendant la charte de la "Royal Trust Company", (M. Taschereau), pétition, 31, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 154 ; passé par le Conseil législatif, 190 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 73).

68. Bill constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur, (M. Taschereau), pétition, 31, 37 ; 1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 58 ; rapporté avec amendements, 93 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 107 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 181 ; amendements adoptés, 200 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 98).

69. Bill constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company," (M. Taschereau), pétition, 48, 93 ; 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté avec amendements, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 252 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 77).

70. Bill constituant en corporation "The Dominion Corset Company", (M. Taschereau), pétition, 48, 93 ; 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté avec amendements, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 252 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 78).

71. Bill amendant la charte de la compagnie du chemin de fer Québec et Baie James, (M. Tanguay, Lac St-Jean), pétition, 31, 134 ; 1ère lecture, 135 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 148 ; rapporté, 179 ; considéré en comité général, rapporté, 3e lecture, passé, 199 ; passé, par le Conseil législatif, 272 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 63).

72. Bill amendant la charte de la "North Shore Power Company", (M. Tessier, Trois-Rivières), pétition, 42, 128 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté avec amendements, 245 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 287 ; par le Conseil, amendé, 388 ; amendements agréés, 389 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 69).

BILLS :—Suite.

73. Bill constituant en corporation "The Southern Electric Company," (M. Décarie), pétition, 36, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, 179.

74. Bill constituant en corporation "The North Eastern Railway Company," (M. Langlois,) pétition 48, 167 ; 1ère lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 178 ; rapporté avec amendements, 230 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 238 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 329 ; 1ère lecture de ces amendements, 330 ; agréés, 334 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 64).

75. Bill détachant des municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire," (M. Morissette), pétition, 17, 49 ; 1ère lecture, 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 191 ; amendements adoptés, 200 ; honoraire remis, 332 ; sanctionné, 394. (6 Ed VII, ch. 57).

76. Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (M. Carter), pétition, 23, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 122 ; rapporté avec amendements, 234 ; considéré en comité général, amendement, question renvoyée par le président du comité, référée à l'Orateur qui maintient la question d'ordre, 249 ; de nouveau en comité général, bill amendé, rapporté, amendements lus 2 fois, adoptés, motion pour la 3ème lecture, amendement, amendement mis aux vote, rejeté, 251 ; 2ème amendement renvoyé par l'Orateur, 3ème lecture, passé, 252 ; par le Conseil amendé, 382 ; amendements lus, amendements, message au Conseil, 383 ; le Conseil insiste sur ses amendements, 385 ; amendements agréés par la Chambre, message demandant une conférence, 386 ; Conseil accepte la conférence, 387 ; délégués se réunissent, 388 ; le Conseil insiste sur ses amendements, 388.

77. Bill concernant la "Sherbrooke Lumber Company", (M. Roy, Montmagny), pétition, 27, 150 ; 1ère lecture, 150 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 159 ; considéré en comité général, rapporté, 234 ; 3ème lecture, passé, 252 ; par le Conseil, amendé, 388 ; amendements adoptés, 389 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 79).

78. Bill amendant la charte de l' "Imperial Trust Company", (M. Bergevin), pétition, 48, 93 ; 1ère lecture, 95 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 108 ; rapporté, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 235 ; amendements agréés, 253 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 74).

BILLS :—Suite.

79. Bill érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel-Archange de Montréal, (M. Walsh), pétition, 36, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité des bills privés, 158 ; rapporté, 230 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 238 ; par le Conseil, 362 ; honoraire remis, 336 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 86).

80. Bill ratifiant un acte de donation d'une propriété faite par Sir George A. Drummond en faveur de la " Royal Trust Company ", en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards, (M. Carter), pétition, 30, 37 ; 1ère lecture, 38 ; 2e lecture, renvoyé au comité des bills privés, 100 ; rapporté, 129 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 145 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 235 ; amendements adoptés, 253 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 92).

81. Bill ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe, à James Robinson. (M. Carter), pétition, 30, 37 ; 1ère lecture, 38 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté, 101 ; considéré en comité général, 3ème lecture, passé, 115 ; passé par le Conseil législatif, 181 ; 1ère lecture de ces amendements, 182 ; amendements adoptés, 200 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 113).

82. Bill amendant la charte de ville d'Outremont, (M. Décarie), pétition, 41, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 108 ; rapporté, 150 ; considéré en comité général, progrès rapporté, 158 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 170 ; passé par le Conseil législatif, 235 ; sanctionné, 394. (6 Ed. VII, ch. 52).

83. Bill concernant l'université McGill, (M. Carter), pétition, 30, 134 ; 1ère lecture, 135 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 148 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, 3ème lecture, passé, 189 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; honoraire remis, 274 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 82).

84. Bill constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'île de Montréal, (M. Décarie), pétition, 30, 128 ; 1ère lecture, 130 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; bill retiré, 234 ; honoraire remis, 274.

85. Bill amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903, (M. Dion), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture 50 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 127 ; rapporté avec amendements, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 189 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 50).

BILLS :—*Suite.*

86. Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Matane et Gaspé, (M. Caron, L'Islet), pétition, 27, 37 ; 1ère lecture, 43 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 58 ; rapporté, 101 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 115 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 203 ; amendements adopté, 232 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 61).

87. Bill concernant La Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, (M. Décarie), pétition, 27, 140 ; 1ère lecture, 141 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté avec amendements, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 253 ; par le Conseil, amendé, 388 ; amendements agréés, 389 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 71).

88. Bill expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause, (M. Décarie), pétition 41, 167 ; 1ère lecture, 168 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 178 ; rapporté, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 248 ; par le Conseil, amendé, 388, 389 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 111).

89. Bill amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, (M. Lacombe), pétition, 36, 150 ; 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 159 ; rapporté, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 248 ; honoraire remis, 324 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 93).

90. Bill constituant en corporation la " Quebec Northern Railway Company," (M. Delâge), pétition, 16, 28 ; 1ère lecture, 28 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 32 ; rapporté, 59 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 77 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 181 ; 1ère lecture de ces amendements, 182 ; amendements adoptés, 200 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 65).

91. Bill constituant en corporation l'Association des Opticiens de la province de Québec, (M. Décarie), pétition, 41, 49 ; 1ère lecture, 49 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 75 ; rapporté avec amendements, 102 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 115 ; passé, par le Conseil législatif avec amendements, amendements lus une 1ère fois, 152 ; amendements lus une deuxième fois, 158 ; honoraire remis, 336 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 89).

92. Bill autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue Pointe, (M. Décarie), pétition, 16, 60 ; 1ère lecture 60 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé,

BILLS :—*Suite.*

147 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 203 ; amendements adoptés, 232 ; honoraire remis, 239 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 95).

93. Bill constituant en corporation l'Association mutuelle des propriétaires de billards et de jeux de quilles de la province de Québec, (M. Lacombe), pétition, 59, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2ème lecture, renvoyé en comité des bills privés, 108 ; rapporté avec amendements, 135 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 146 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 191 ; amendements adoptés. 201 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 105.)

94. Bill concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien, (M. Décarie), pétition, 48, 109 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 133 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 190 ; passé par le Conseil législatif, 261 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 108).

95. Bill définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs, et ratifiant les placements déjà faits, (M. Carter), pétition, 59, 129 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 188 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 395, (6 Ed. VII, ch. 90).

96. Bill ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie, (M. Décarie), pétition, 30, 140 ; 1ère lecture, 141 ; 2ème lecture renvoyé au comité des bills privés, 155 ; rapporté, 196 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 204 ; par le Conseil 362 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 110.)

97. Bill amendant les lois 4 Edouard VII, chapitre 50, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal, (M. Stephens), pétition, 42, 60 ; 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 78 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 188 ; passé par le Conseil législatif, 262 ; honoraire remis, 273 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII. ch. 85).

98. Bill ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea, à " The Lotbinière Lumber Company," (M. Mackenzie), pétition, 41, 128 ; 1ère lecture, 131 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 138 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté,

BILLS :—*Suite.*

3ème lecture, passé, 188 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 262 ; 1ère lecture des amendements, 263 ; amendements agréés, 275 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 107).

99. Bill concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité, (M. Lemieux), pétition, 77, 129 ; 1ère lecture, 129 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 139 ; rapporté, 179 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 198 ; honoraire remis, 233 ; passé par le Conseil législatif, 272 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 84).

100. Bill constituant en corporation " The Canadian Eastern Railway Company, (M. Décarie), pétition, 77, 109 ; 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des chemins de fer, 133 ; rapporté, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 187 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture des amendements, 336 ; amendements adoptés, 338 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 66).

101. Bill constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec, (M. Godbout), pétition, 77, 93 ; 1ère lecture, 94 ; 2me lecture, renvoyé au comité des bills privés, 133 ; rapporté avec amendements, 173 ; considéré en comité général, rapporté, 3me lecture, passé, 189 ; par le Conseil, amendé, 363 ; amendements lus, 364, 387 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 106).

102. Bill amendant le Code municipal concernant la cour de circuit et le bureau d'enregistrement de comté, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 141 ; 2me lecture, 177 ; considéré en comité général, rapporté, 3me lecture, passé, 192 ; par le Conseil législatif, 262 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 45).

103. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1903, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 174 ; 2me lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, 3me lecture, passé, 213 ; passé par le Conseil législatif, 329 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 7).

104. Bill amendant l'article 566 du Code municipal, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 310 ; 2me lecture sur division, considéré en comité général, rapport progrès, 335 ; de nouveau considéré en comité général, amendé, rapporté, passé, 338 ; 3me lecture, passé, 338 ; par le Conseil, 390 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII, ch. 46).

105. Bill amendant la section deuxième du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, (l'hon. M. Roy), 1ère lecture, 202 ; 2me lecture, considéré en comité général, rapport progrès, 269 ; considéré de nouveau en comité général, amendé, rapporté, 3me lecture, passé, 277 ; par le Conseil, amendé, 363 ; amendements lus, 364, 387 ; sanctionné, 395. (6 Ed. VII ch. 30.)

BILLS :—*Suite*.

106. Bill concernant les compagnies de fidéicommiss, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 279 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 293 ; par le Conseil, 382 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 14).

107. Bill imposant des taxes sur les corporations, sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture sur division, 2ème lecture sur division, 349 ; considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture, sur division, passé, 349, par le Conseil, 382 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 10).

108. Bill imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 302 ; 2me lecture sur division, considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, amendements agréés, 318 ; 3ème lecture, passé, 326 ; par le Conseil' 382 ; sanctionné, 396. (6. Ed. VII, ch. 12).

109. Bill amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 299 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapport progrès, 306 ; considéré de nouveau en comité général, rapport progrès, 317 ; de nouveau considéré en comité général, amendé, rapporté, amendements lus deux fois, agréés, 3ème lecture sur division, passé, 326 ; par le Conseil, 390 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 11).

110. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction des cours, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 236 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité général, 369.

111. Bill concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec, en vertu de la loi fédérale 47 Victoria. chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province, (l'hon. M. McCorkill), 1ère lecture, 2ème lecture sur division, 307 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 317 ; par le Conseil, 382 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 2).

112. Bill amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissance, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 246 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 275 ; par le Conséil, 362 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 39).

113. Bill amendant l'article 4905 des Statuts refondus, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 196.

114. Bill amendant de nouveau la loi concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, (M. Lafontaine, Maskinongé), 1ère lecture, 196.

BILLS :—*Suite.*

115. Bill amendant l'article 302 de la loi de l'Instruction publique. (M. Langlois), 1ère lecture, 202 ; motion pour 2ème lecture rejetée, 238.

116. Bill amendant l'article 166 du Code civil concernant les aliments. (L'hon. M. Leblanc), 1ère lecture, 179.

117. Bill amendant la loi concernant les établissements industriels, (M. Lafontaine, Maskinongé), 1ère lecture, 235 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 292.

118. Bill amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, (L'hon. M. Robitaille), pétition, 157, 166 ; 1ère lecture, 167 ; 2ème lecture, renvoyé au comité des bills privés, 201 ; rapporté, 234 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 249 ; honoraire remis, 324 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 1ère lecture de ces amendements, 329 ; amendements adopté, 334 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 87.)

119. Bill amendant la loi des élections contestées de Québec. (M. Mousseau), 1ère lecture, 167 ; 2ème lecture, sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 239 ; passé par le Conseil législatif, 329 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 8).

120. Bill amendant la loi relative au médecins et chirurgiens de la province de Québec, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 157 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 197 ; rejeté, 230.

121. Bill amendant les articles 89 et 686 du Code civil. (M. Chauret), 1ère lecture, 168 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 187 ; rejeté, 230.

124. Bill amendant les articles 1220, 2143 et 2144 du Code civil ainsi que l'article 30 du Code de procédure civile, concernant les écrits faits et les affidavits reçus hors de la province, (M. Décarie), 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 210 ; rapporté, 230 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 254.

125. Bill amendant le Code municipal en ajoutant l'article 960a, (M. Cardin), 1ère lecture et renvoyé au comité du Code municipal, 135.

126. Bill amendant l'article 246 du Code municipal, (M. Mousseau) ; 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 167, rapporté 195 ; 2ème lecture sur division, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 210.

BILLS :—*Suite.*

127. Bill amendant la loi des cités et villes, 1903, (M. Daigneault) ; 1ère lecture, 151 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 168 ; rapporté 179 ; considéré, passé, 196 ; par le Conseil, 262 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 27).

128. Bill amendant le Code de procédure civile, (M. Chauret), 1ère lecture, 141 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 187 ; rapporté pour étude ultérieure, 234.

129. Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal en tant que les écoles sous le contrôle des commissaires d'écoles protestants sont concernés, (M. Carter), 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité, 310.

130. Bill relatif aux corporations municipales, (M. Chauret), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 122 ; rapporté, rejeté, 245.

131. Bill amendant les articles 535, 544, 546, 773, 802, 892 et 893 du Code municipal, (M. Morin), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 117 ; rapporté, 195 ; 2ème lecture, renvoyé, amendé, rapporté, passé, 211.

132. Bill amendant le Code municipal en y ajoutant l'article 476*b*, (M. Mackenzie), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 122 ; rapporté, 261 ; 2ème lecture sur division, référé, considéré, amendé, rapporté, amendé, 292 ; agréés, motion pour renvoi de nouveau au comité proposé à la 3ème lecture, agréée, bill étudié de nouveau, amendé, rapporté, passé, 309.

133. Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal, (M. Langlois), 1ère lecture, 110 ; 2ème lecture, sur division, référé, 328.

134. Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social, (M. Stephens), 1ère lecture, 110 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 125, rapporté avec amendements, 166 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 175 ; par le Conseil, amendé, 308 ; amendements lus, 309 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 31).

135. Bill ajoutant l'article 753*a* au Code municipal (M. Blanchard), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 110 ; rapporté, 195 ; 2ème lecture, référé, 327 ; considéré, rapporté, passé, 331.

136. Bill abrogeant la loi amendant l'article 4691 des Statuts refondus, (M. Blouin), 1ère lecture, 102 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 131 ; rapporté avec amendements, 166 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 209 ; par le Conseil, 329 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 29).

BILLS :—*Suite.*

137. Bill amendant les articles 5279 et 5284 des Status refondus, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 102 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 117 ; rapporté, 128 ; considéré en comité général, progrès, rapporté, 136 ; considéré de nouveau en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 144 ; passé par le Conseil législatif avec amendements, 181 ; 1ère lecture de ces amendements, 182 ; 2ème lecture des amendements, 196 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 34).

138. Bill amendant l'article 291 du Code municipal, (M. Blanchard), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 121 ; rapporté sans opinion exprimée sur le mérite du bill, 140 ; 2ème lecture, progrès, 175.

139. Bill amendant les articles 1025, 1472 et 1785 du Code civil, (M. Lacombe), 1ère lecture, 60 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 136 ; rapport pour étude ultérieure, 230.

140. Bill amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville, (M. Chaurest), 1ère lecture, 121 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 144 ; rapporté, rejeté, 166.

141. Bill amendant l'article 32 du Code municipal (M. Dion), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code Municipal, 77.

142. Bill amendant la loi électorale de Québec, 1903, (M. Caron, l'Islet), 1ère lecture, 31 ; 2ème lecture sur division, renvoyé au comité de législation, 113 ; bill rejeté, 128.

145. Bill amendant l'article 291 du Code municipal (M. Chauret), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal 39 ; rapporté sans opinion exprimé sur le mérite du bill, 140 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport progrès, 165 ; considéré de nouveau en comité général, rapport progrès, 168 ; considéré de nouveau en comité général, rapport progrès, 175.

146. Bill amendant l'article 2098 du Code civil, (M. Chauret), 1ère lecture, 39 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 73 ; rapporté avec amendements, 166 ; considéré en comité, rapport de progrès, 209.

147. Bill relatif au maintien de l'autonomie des municipalités en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques, (M. Langlois), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 39 ; rapporté sans opinion exprimée sur le mérite du bill, 140 ; 2ème lecture, sur division, renvoyé au comité de législation, 210.

148. Bill amendant l'article 1064 du Code municipal, (M. Tessier, Trois-Rivières), 1ère lecture, renvoyé au comité du Code municipal, 31 ; rapporté, 140 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapport, 3ème lecture, passé, 164.

BILLS :—*Suite.*

149. Bill amendant l'article 33 du Code municipal, (M. Caron, L'Islet), 1ère lecture, 28 ; ordre pour 2ème lecture rescindé, renvoyé au comité du Code municipal, 34 ; rapporté, 140 ; 2ème lecture, considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 164 ; par le Conseil, amendé, agréés, 390 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 44).

150. Bill amendant le Code de procédure civile en y ajoutant l'article 135a, (M. MacKenzie), 1ère lecture, 22 ; 2ème lecture, renvoyé au comité de législation, 73 ; rapporté, 179 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 210 ; par le Conseil, amendé, 387 ; agréés, 388 ; sanctionné, 396 ; (6 Ed. VII, ch. 43).

151. Bill contre l'usure, (M. Lacombe), 1ère lecture, 202 ; 2ème lecture sur division, référé, 292.

152. Bill amendant les articles 878, 879 et 880 du Code de procédure civile, (M. Delâge), 1ère lecture, 236 ; 2ème lecture sur division, référé, 292.

153. Bill amendant le Code de procédure relativement à la cession de biens, (M. Taschereau), 1ère lecture, 255.

154. Bill amendant la charte de la Compagnie générale du port de Chicoutimi, (M. Petit), les règles de la Chambre suspendues, 245 ; 1ère lecture et 2ème lecture, considéré en comité général, rapport progrès, 246 ; considéré en comité général, rapporté, 3ème lecture, passé, 256 ; par le Conseil, 329 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 80).

155. Bill amendant l'article 599 du Code de procédure civile, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 246 ; 2ème lecture, référé, considéré, progrès, 308 ; considéré de nouveau, progrès, 327.

156. Bill concernant le recouvrement des amendes, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture sur division, référé, considéré, amendé, rapporté, 3ème lecture et passé, 277 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 37).

157. Bill amendant la loi concernant la cour supérieure, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture sur division, référé, considéré, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 276 ; par le Conseil, 362 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 24).

158. Bill amendant l'article 426 du Code civil, (M. Blanchard), 1ère lecture, 236.

159. Bill amendant la loi du Barreau, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 255 ; 2ème lecture, référé, rapporté, passé, 276 ; par le Conseil, 363 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 26).

BILLS :—*Suite.*

161. Loi concernant le paiement des réclamations du gouvernement, (l'hon. M. McCorkill), 1ère et 2ème lecture ou division, 300 ; 3ème lecture sur division, passé, 306 ; par le Conseil, 382 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 3).

162. Bill amendant l'article 1066 du Code de procédure civile, (M. Roy, Montmagny), 1ère lecture, 246.

163. Bill amendant la loi des élections de Québec, (l'hon. M. LeBlanc), 1ère lecture, 246.

164. Bill amendant l'article 2036 du Code civil, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 290 ; 2ème lecture sur division, référé, considéré, rapporté, 3ème lecture sur division, passé, 318 ; par le Conseil, 381 ; sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 41).

165. Bill amendant le Code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales, (M. Mackenzie), 1ère lecture, 290 : 2ème lecture, référé, considéré, rapporté, passé, 332.

166. Bill concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer, (l'hon. M. Gouin), 1ère lecture, 2ème et 3ème lecture sur division, passé, 360 ; par le Conseil, 382 : sanctionné, 396. (6 Ed. VII, ch. 4).

Bills :—DIVERSES PROCÉDURES :

1. Bill présenté et lu *pro forma* avant la considération du discours du Trône, 7.
2. Passé sans être considéré par un comité, 92.
3. Bill retiré, 234.
4. Suspension de la règle 58, sec. 3.
5. Conférence avec le Conseil au sujet d'un bill, 386.
6. Bills reçoivent la sanction royale, 391.

Bills privés :—

1. Comité des bills privés. Voir *Comités*.
2. Honoraires remis, 287.
3. Que le délai pour la présentation soit prolongé, 109, 110.

BOIS, LIMITES à :—Voir *Documents, item*, 52.

BORDEAUX :—Bill érigeant en corporation le village de Saint-Joseph de Bordeaux et changeant son nom en celui de village de Bordeaux. Voir *Bills*, 39.

BOULEVARDS DE L'ÎLE DE MONTRÉAL :—Bill constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'île de Montréal, Voir *Bills*, 84.

BOULEVARD ST-PAUL :—Bill concernant le village du Boulevard Saint-Paul, Voir *Bills*, 58.

BRAYER :—Bill ratifiant un acte passé entre Magloire Brayer dit St-Pierre, père et son épouse, et Magloire Brayer dit St-Pierre, fils. Voir *Bills*, 49.

BUDGET :—Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 6. *Documents*, item 7.

CANADIAN EASTERN RAILWAY CO. :—Bill constituant en corporation *The Canadian Eastern Railway Company*. Voir *Bills*, 100.

CENTRALISATION SCOLAIRE :—Documents concernant la centralisation scolaire.

CHASSE :—Bill amendant la loi de la chasse de Québec. Voir *Bills*, 22.

CHASSE ET PÊCHE, CONGRÈS DE :—Voir *Documents*, item 9.

CHEMINS DE FER :—Comité des—. Voir *Comités*.

CHEMINS DE FER :—Bill concernant des subventions à certaines compagnies de chemins de fer. Voir *Bills*, 166.

CHEMINS DE FER :—Voir *Documents*, item 10.

CHEMIN DE FER DE LA RIVE NORD :—Voir *Documents*, item 11.

CHEMINS DE FER, STATISTIQUES :—Voir *Documents*, item 12.

CHEMINS DE FER SUBVENTIONNÉS :—Voir *Documents*, item 13.

CHEMINS, RUES ET PLACES PUBLIQUES :—Bill relatif au maintien de l'autonomie des municipalités, en ce qui concerne les chemins, les rues et les places publiques. Voir *Bills*, 147.

CHICOUTIMI :—Bill relatif aux termes et séances de la Cour de circuit dans le district de Chicoutimi. Voir *Bills*, 27.

CHICOUTIMI. CIE DU PORT DE :—Bill amendant la charte de la Compagnie générale du port de Chicoutimi. Voir *Bills*, 154.

CIRCUIT. COUR DE—:—Voir *Bills*, 102.

CITÉS ET VILLES :—Bill amendant la loi des cités et villes, 1903, concernant les états transmis au secrétaire de la province. Voir *Bills*, 14.

CITÉS ET VILLES —Bill amendant la loi des cités et villes, 1903. Voir *Bills*, 127.

CLUBS :—Bill amendant les Statuts refondus concernant la constitution en corporation des clubs.—Voir *Bills*, 13.

CLUB MONTEFIORE :—Bill concernant le Club Montefiore.—Voir *Bills*, 37.

CLUB VIGER :—Bill constituant en corporation le Club Viger, de Montréal.—Voir *Bills*, 59.

CODE CIVIL :—Bills à l'effet d'amender le Code civil.—Voir *Bills* G, 24, 112, 116, 121, 124, 139, 146, 164.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—Bills à l'effet d'amender le Code de procédure civile.—Voir *Bills*, 15, 110, 124, 128, 150, 152, 153, 155, 162.

CODE MUNICIPAL :—Bills à l'effet d'amender le Code municipal.—Voir *Bills*, 102, 104, 125, 126, 131, 132, 135, 138, 141, 145, 148, 149, 158, 165.

COLONISATION, CONGRÈS DE—:—Voir *Documents*, item 15.

COLONISATION ET TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du commissaire de la—, pour 1905, 14.

COLONISATION, SOCIÉTÉS DE—:—. Voir *Documents*, item 17.

COLONS :—Bill amendant la loi concernant la protection des colons et l'établissement des *Homesteads*. Voir *Bills*, 23.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session. Comité spécial pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 15. Rapport, 17. Voir *Agriculture*, *Bills privés*, *Chemins de fer*, *Comptes publics*, *Industries*, *Législation*, *Ordres permanents*, *Privilèges et Election*, *Bibliothèque et Impressions*.
2. Comités conjoints. Voir *Bibliothèque*, *Impressions*.
3. Comités spéciaux. Voir *Code municipal*, *Statuts*.
4. Liste des membres devant composer les divers comités permanents spéciaux, 17.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTS COMITÉS PERMANENTS :

1. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 24.
2. *Bills privés* :—Premier rapport, 24 ; deuxième, 59 ; troisième, 93 ; quatrième, 101 ; cinquième, 109 ; sixième, 117, septième, 129 ; huitième, 134 ; neuvième, 141 ; dixième, 150 ; onzième, 173 ; douzième, 179 ; treizième, 195 ; quatorzième, 230, etc.
3. *Chemins de fer et canaux* :—Premier rapport, 24 ; autres rapports, 59, 101, 109, 128, 134, 150, 166, 173, 179, 195, 230, 245.
4. *Comptes publics* :—Premier rapport, 25.
5. *Industries* :—Premier rapport, 24.
6. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 24 ; autres rapports, 128, 166, 179, 230.
7. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 24 ; autres rapports, 27, 36, 42, 49, 60, 93, 101, 109, 128, 134, 140, 150, 166.
8. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 25.

COMITÉS CONJOINTS :

9. *Bibliothèque* :—Membres nommés par le Conseil, 41 ; par l'Assemblée législative, 42.
10. *Impressions* :—Membres nommés par l'Assemblée législative, 43. Premier rapport, 311, deuxième, 390.

COMITÉS SPÉCIAUX :

11. *Code municipal* :— Formation, 31. Premier rapport, 42 ; autres rapports : 195, 245, 261.
12. Comité conjoint nommé pour l'étude des rapports faits par la commission chargée de la révision et de la refonte des statuts généraux. Membres nommés par l'Assemblée, 240 ; par le Conseil, 311. Premier rapport, 331.
13. Comité recommande la suspension de certaines règles en ce qui concerne un bill, 31, 37, 166.
14. Comité rejète un bill, 166.
15. Comité rapporte que le préambule d'un bill n'a pas été prouvé, 129, 179.
16. Comité recommande le retrait d'un bill, 234.
17. Rapporte un bill sans donner d'opinion sur son mérite, 140.

COMITÉ PROTESTANT DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, item 18.

COMMISSION D'ÉCONOMIE INTÉRIEURE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Voir *Documents*, *item* 19.

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill amendant la loi corporative des compagnies à fonds social. Voir *Bills*, 134.

COMPTES PUBLICS :—Voir *Comités* et *Documents*, *item* 10.

CONFÉRENCIERS AGRICOLES :—Voir *Documents*, *item* 21.

CONGRÈS DE COLONISATION ET DE CHASSE ET DE PÊCHE :—Voir *Documents*, *item* 22.

Conseil législatif :

Messages au Conseil :—

1. Nommant les membres de l'Assemblée législative devant faire partie des comités conjoints de la bibliothèque, 42; des impressions, 43.
2. Demandant au Conseil de nommer des membres pour faire partie d'un comité conjoint pour l'examen des rapports faits par la Commission chargée de la refonte des Statuts, 240.
3. Demandant l'agrément du Conseil aux résolutions demandant l'augmentation du subside fédéral, 377.

Messages du Conseil :—

4. Nommant les membres du comité de la Bibliothèque.
5. Acceptant les bills de l'Assemblée avec ou sans amendement : 108, 114, 133, 148, 152, 190, 202, 235, 261, 272, 286, 308, 329, etc.
6. Communiquant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 168, 325, 381.
7. Donnant son agrément aux résolutions concernant certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 385.
8. Nommant les membres du comité pour la codification des Statuts, 311.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Etat des permis accordés en vertu de la loi concernant les—. Voir *Documents*, *item* 23.

CORPORATIONS MUNICIPALES :—Bill relatif aux corporations municipales. Voir *Bills*, 130. *Documents*, *item* 24.

COTÉ, CHS. EUG.—. Election de Monsieur—. 36.

COUR D'ECHIQUIER :—Voir *Bills*, 16.

COUR DE CIRCUIT :—Bill amendant le Code municipal concernant la Cour de circuit et le bureau d'enregistrement de comté. Voir *Bills*, 102.

COURS. JURIDICTION DES—:—Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction des cours. Voir *Bills*, 110.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill amendant la loi concernant la Cour supérieure. Voir *Bills*, 157.

COUR SUPRÊME :—Bill concernant la Cour suprême du Canada et la Cour d'échiquier du Canada. Voir *Bills*, 16.

CRÉANCES DU GOUVERNEMENT :—Voir *Documents*, item 25.

CRÉDIT MUNICIPAL CANADIEN :—Bill amendant la charte du Crédit municipal canadien. Voir *Bills*, 55.

DÉCARIE. FÉLIX—:—Bill ratifiant un acte de partage intervenu entre les héritiers de la succession de feu Félix Décarie. Voir *Bills*, 96.

DÉPUTÉS :—

1. Certificats d'élection de—, 4, 5, 6.
2. Prêtent serment et prennent leur siège, 7.
3. Nommés membres du Conseil Exécutif, 16.

DÉTOURNEMENTS :—Voir *Documents*, item 26.

DETTE PUBLIQUE :—Voir *Documents*, items 27, 28.

DION, JOSEPH—:—Bill expliquant une clause de donation dans un contrat de mariage entre Joseph Dion et Marguerite Filion, et pourvoyant à une application pratique de la dite clause.—Voir *Bills*, 88.

- Documents par ordre alphabétique :	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
- MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
REMARQUE —Le chiffre à gauche du document n'est pas le numéro de ce document, mais est mis comme numéro de référence.		
1. <i>Agriculture</i> :—Rapport du Commissaire de l'—, pour 1905... (<i>Document No 5</i> .)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	14
2. <i>Assurance, Cies d'</i> —: Documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'Etat.	Par ordre 112	
3. <i>Assurance Mont-Royal</i> :—Ordre en Conseil du 17 mars 1903, au sujet du dépôt de \$25,000 de l'assurance Mont-Royal. (<i>Document No 23</i>).	Par adresse 56	92
4. <i>Assurances Mutuelles</i> :— Vingt-troisième rapport de l'inspecteur des compagnies d'assurances de la Province de Québec, pour l'année 1905. (<i>Document de la session No 48</i> .)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	290
5. <i>Banques</i> :— Liste des banques faisant affaires dans la province, avec le chiffre du capital versé de chacune d'elles, et le montant de la taxe payée annuellement par chacune d'elles, en vertu de l'article 1145 des Statuts refondus et des lois qui l'amendent, mais sans tenir compte de la charge additionnelle pour chaque bureau d'affaires. (<i>Document No 46</i> .)	Par ordre 198	231
6. <i>Bibliothèque</i> :—Rapport du bibliothécaire de la Législature pour 1905-06.	111ème règle	13
7. <i>Budget</i> :—Budget des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1907. (<i>Document No 1</i>).	Par message	46
8. <i>Cascapédia, Petite</i> :—Documents et correspondance se rapportant aux droits de pêche sur la rivière Petite Cascapédia. (<i>Document No 18</i>)	Par ordre de la dernière session	12

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
9. <i>Chasse et Pêche, Congrès de</i> :—Correspondance et résolution en rapport avec le congrès de chasse et de pêche à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905).	Par ordre 187	
10. <i>Chemins de fer</i> :—Etat indiquant quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 2; quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, et les dates de ce paiement; le montant encore dû à la Province par les compagnies de chemin de fer.	Par ordre 291	
11. <i>Chemins de fer de la rive Nord</i> :—Documents en rapport avec le placement de \$133,200, en à-compte sur la vente du chemin de fer de la rive nord et du Pacifique Canadien, en bons du palais de justice de Québec. (<i>Document No 42</i>).	Par adresse 74	182
12. <i>Chemin de fer, Statistiques</i> :—Rapport et statistiques de certaines compagnies de chemins de fer au 30 juin 1905, conformément à l'article 5176 des S. R. P. Q. et suivants. (<i>Document No 28</i>).	Statut	110
13. <i>Chemins de fer subventionnés</i> :—Rapports pour l'année expirant le 30 juin 1905, indiquant les recettes et frais d'exploitation des chemins de fer qui ont été subventionnés par la Législature de Québec, conformément aux dispositions de l'acte de la Législature de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 2. (<i>Document No 29</i>).	Par ordre du Lieut.-Gouv.	110
14. <i>Club de la Garnison</i> :—Etat des affaires du—pour 1905. (<i>Document No 19</i>).	Par statut	16

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
15. <i>Colonisation, Congrès de</i> :—Correspondance échangée avec le gouvernement relativement au Congrès de la Colonisation, tenu à St-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre 1905, ainsi qu'une copie des résolutions passées à ce congrès.	Par adresse 136	
16. <i>Colonisation et travaux publics</i> :—Rapport du Commissaire de la,—de la province de Québec, pour 1905. (<i>Document No 7.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	14
17. <i>Colonisation. Société de</i> :—Liste des noms des diverses sociétés de colonisation en cette province et la production d'une copie de leur constitution.	Par ordre 291	
18. <i>Comité protestant du Conseil de l'instruction publique</i> :—Rapport du sous-comité dont M. Kneeland était le président, fait en 1903 ou 1904, au sujet de la rareté des instituteurs et institutrices. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 34.</i>)	Par ordre 125	136
19. <i>Commission d'Economie Intérieure de l'Assemblée Législative</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant cette Commission.....(<i>Document No 12.</i>)	Par message	11
20. <i>Comptes publics</i> :—Etat des,—de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1905. (<i>Document No 2.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	10
21. <i>Conférenciers agricoles</i> :—Noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter.	Par ordre 239	

DOCUMENTS :—*Suite*,

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
22. <i>Congrès</i> :—Documents autorisant le Congrès de colonisation à St-Jérôme, les 21, 23 et 23 novembre 1905, et le Congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les 12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la Province pour la convocation et la tenue de ces deux Congrès.	Par adresse 99	
23. <i>Corporations commerciales</i> :—Etat indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Ed. VII, ch. 34) dans le cours de l'année fiscale 1904-1905, et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis. (<i>Document No 16.</i>)	Par ordre du Lt.-Gouverneur.	12
24. <i>Corporations municipales</i> : — Etat tabulaire, conformément à l'article 4619 des Statuts refondus de la Province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales, au Secrétaire de la Province, en vertu de l'article 4618, S. R. P. Q. (<i>Document de la session No 17.</i>)	Statut	12
25. <i>Créances du gouvernement</i> :—Etat détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant, 1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier. 2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait.	Par ordre 132	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
26. <i>Déboursments</i> :—Documents expliquant la nature de la défalcation ou détournement au montant de \$39,388.23 depuis le 30 juin 1886 et l'origine des billets ou effets non échus au montant de \$44,625.80. (<i>Documents No 39.</i>)	Par ordre 99	157
27. <i>Dette publique</i> :—Documents, correspondances, etc., échangés depuis le 1er juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province en vue d'un nouvel emprunt ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique.	Par ordre 332	
28. <i>Dette publique</i> :—Documents et correspondance échangés avec toute personne en rapport avec la consolidation de la dette fondée et des emprunts temporaires, ainsi que le rachat d'aucune partie de la dette consolidée, depuis le 30 juin 1904. (<i>Document No 30.</i>)	Par ordre 99	130
29. <i>Douze enfants</i> :—Documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation.	Par ordre 170	
30. <i>Dupuis, A. B.</i> :—Documents relatifs à la réclamation de M. A. B. Dupuis, contre le gouvernement de la province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs LeBlanc, et de certains lots du canton Hamilton, dans le comté de Bonaventure.	Par ordre 209	
31. <i>Ecoles</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le département de l'instruction publique, concernant les vices de construction, au point de vue		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
hygiénique, de certaines maisons d'écoles situées dans le district d'inspection de M. l'inspecteur Curot. (<i>Document No 44.</i>)	Par ordre 187	202
32. <i>Ecoles protestantes</i> :—Etat indiquant par comté le taux de la taxe scolaire payée, dans chaque municipalité, par les contribuables protestants, en l'année 1904-1905 ; le nombre d'écoles élémentaire protestantes dans chaque comté, dont les termes en 1904-1905, ont duré un mois, deux mois, et ainsi de suite jusqu'à dix mois et le nombre d'écoles élémentaires protestantes où il n'y a pas eu de termes scolaires en 1904-1905. <i>Imprimé</i> , 390. (<i>Document No 54.</i>)	Par ordre 125	384
33. <i>Ecoles publiques</i> :—Etat donnant, comté par comté, le montant des contributions municipales aux écoles publiques, durant les années 1897-98 et 1904-05, et le montant contribué par le gouvernement pour ce même objet. (<i>Document No 37.</i>)	Par ordre 125	142
34. <i>Emprunt de 1874</i> :—Ordre-en-conseil autorisant la continuation ou le renouvellement temporaire, à 4½ pour cent, de l'emprunt de 1874, dû le premier mai 1904, au montant de \$2,723,873.33. (<i>Document No 32.</i>)	Par adresse 113	131
35. <i>Emprunt temporaire</i> :—Ordre en conseil, autorisant le changement de taux d'intérêt de 3½ à 4½ % sur les \$700,000 d'emprunt temporaire. (<i>Document No 24.</i>)	Par adresse 57	92
36. <i>Fonds des municipalités</i> :—Etat démontrant quels comtés, ont droit à la somme de \$1,200 chacun, à même le fonds		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
municipal du Bas-Canada (devenu le fonds des municipalités de la province de Québec), avec la date à laquelle ceux qui ont reçu l'octroi et les intérêts ont été payés et de qui ont droit à la somme de \$600 chacun, à même le fonds ci-dessus, etc. (<i>Document de la session No 20</i>).	Ordre de la dernière session	40
37. <i>Forestière, Convention</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement de la Puissance et celui de la province au sujet de la convention forestière fédérale, tenue les 10, 11 et 12 janvier 1906. (<i>Document No 40</i>).	Par ordre 99	157
38. <i>Gendron, L.</i> :—Documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres. <i>Imp:imé.</i> (<i>Document No 53</i>).	Par ordre 328	349
39. <i>Hygiène, Bureau Provincial d'</i> :—Détail des items sur lesquels porte l'allocation de \$12,000, pour le Bureau provincial d'hygiène, avec le nom et le salaire de chaque officier.. (<i>Document No 41</i>).	Par ordre 153	174
40. <i>Imprimeur du Roi</i> :—Rapport de l'—. (<i>Document No 11</i>).	Message.	11
41. <i>Industrie laitière. Société d'</i> :— Vingt-troisième rapport de la—:pour 1904.	Par statut	35
42. <i>Inspecteurs d'écoles</i> :—Listes des—avec leur âge, leur district et la date de leur commission. (<i>Document No 51</i>).	Par ordre 325	326
43. <i>Institutions littéraires, de bienfaisance, hôpitaux, etc., etc.</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions mis devant la Chambre. (<i>Document No 19.</i>)	Statut	16, 29, 134, 166

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
44. <i>Institutrices</i> :—Documents se rapportant aux nouvelles primes annuelles à être payées aux institutrices et aux prix à être accordés à certaines municipalités scolaires.	Par ordre 349	
45. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du Surintendant de l'—pour l'année 1904-1905. (<i>Document No 8.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	142
— <i>Etat financier du Surintendant de l'—</i> , pour 1905 (<i>Document No 9.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	178
46. <i>Instruction publique</i> ;—Procès-verbal de la réunion du comité protestant ou Conseil de l'Instruction publique, le 30 janvier 1906 (<i>Document No 26.</i>)	Par ordre 80	102
47. <i>Intérêt sur avances</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement de la province et la Banque de Montréal au sujet de l'item "intérêt sur avances." (<i>Document No 21.</i>)	Par ordre de la dernière session	40
48. <i>Intérêt sur avances</i> ;—Pièce justificative comme preuve que les montants d'emprunts temporaires, représentés par l'item "intérêt sur avances" ont été remis à la Banque de Montréal, le ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905.	Par ordre 57	
49. <i>Justice : administration de la justice</i> :—Documents et correspondance échangés entre le gouvernement de la province et celui de la Puissance au sujet du remaniement de l'administration de la justice de manière à diminuer les obligations imposées à la province par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867.		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
50. <i>Limites forestières</i> :— Etat des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant les noms des propriétaires primitifs ; la date de la vente ; le prix payé par mille carré ; le nombre de milles vendus ; les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels ; les noms des possesseurs de limites, qui les exploitent actuellement ; la moyenne générale du montant de droit de coupe reçus annuellement, etc.	Par ordre 381	
51. <i>Limites forestières</i> :—Documents relatifs à la vente des limites à bois dans cette province.	Par ordre 308	
52. <i>Limites forestières</i> :—Correspondance et documents se rapportant à la dernière vente de limites à bois. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 56.</i>)	Par adresse 232	384
53. <i>Mandats spéciaux</i> :—Etats des mandats spéciaux. (Art. 785 S. R. Q.) préparés par l'auditeur.	Statut	18
54. <i>McGill. Ecole Normale</i> :—Copie de tout règlement du comité protestant de l'instruction publique exigeant comme condition première d'avoir suivi les cours de l'Ecole Normale McGill pour l'obtention du diplôme d'enseignement dans les écoles élémentaires ; copie des requêtes faites contre tel règlement et adressées au comité protestant, spécialement les requêtes venant du comté de Richmond, etc., etc. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 57.</i>)	Par ordre 328	385
55. <i>McGreevy, Hon. Thos</i> :—Documents établissant la valeur de la réclamation de		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
la Province <i>in re</i> feu l'honorable Thomas McGreevy, placée à l'actif dans l'état financier G, au 30 juin 1905. (<i>Document No 55</i>).	Par ordre 233	384
56. <i>Mines</i> :—Correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des mines.	Par ordre 153	
57. <i>Officiers publics</i> :—Etat des cautionnements donnés par les—, depuis le 10 mars 1903 jusqu'au 31 mars 1904, inclusivement. (Art. 633. S. R. Q.) (<i>Document No 25</i>).	Statut	80
58. <i>Pacifique Canadien</i> :—Documents indiquant la nature de la quittance donnée par le Gouvernement à la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, pour le paiement des \$7,000,000. (<i>Document No 60</i>).	Par adresse 381	391
59. <i>Pacifique Canadian</i> :—Documents et correspondance échangés avec la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, la Banque de Montréal, au sujet de la balance de \$1,164,380.00 restant au crédit de la Province, sur les \$7,000,000.00 que la Compagnie du Pacifique doit remettre, après que les emprunts de 1874 et 1876 auront été remboursés, au montant de \$5,835,620.00. (<i>Document No 31</i>).	Par adresse. 113	131
60. <i>Palais de justice de Québec</i> :—Etat de l'emprunt effectué par la province suivant 45 Vic., chap. 26 et 48 Vic., ch. 16, et des sommes dépensées sur cet emprunt pour le palais de justice de Québec, ainsi que des revenus depuis		

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
1882, provenant de la taxe imposée en vertu des mêmes statuts, et état du fonds d'amortissement, provenant de la même taxe, du capital qu'il a dû former depuis 1882, avec le nom de l'institution dépositaire de ce capital. (<i>Document No 43.</i>)	Par ordre. 75	182
61. <i>Palais de justice de Québec. Bons du :—</i> —Document en rapport avec le placement de \$133,200, en à-compte sur la vente du chemin de fer de la rive nord et du Pacifique Canadien, en bons du palais de justice de Québec, ainsi qu'en rapport avec l'item "fonds en fidéicommiss" au montant de \$10,505.64, au sujet du placement de ces mêmes à-comptes. (<i>Document No 42.</i>)	Par adresse. 74	182
62. <i>Palais de justice et école de laiterie de St-Hyacinthe :—</i> Etat relatif aux palais de justice, annexe, de Montréal, au palais de justice de Sherbrooke et à l'école de laiterie de St-Hyacinthe. <i>Imprimé.</i> (<i>Document No 49.</i>)		290
63. <i>Palais de justice et prisons :—</i> Etat donnant le montant total approximatif dépensé par la Province depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons.	Par ordre. 209	
64. <i>Pomologie et culture fruitière :—</i> Rapport annuel de la société de—de la province de Québec, pour 1904.	Par statut.	35
65. <i>Pont de Québec :—</i> Documents et correspondance échangés entre le gouvernement de la puissance ou la commission fédéral du chemin de fer "le Transcontinental" et le gouvernement de la province de Québec, au sujet de toute somme à être remboursée, en rapport		

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
avec les subventions votées par la législature de Québec, comme aide à la construction du pont de Québec. (<i>Document No 33</i>).	Par ordre 99	136
66. <i>Pont Yule</i> :— Documents et correspondance échangés entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance, la compagnie " Montreal Light, Heat & Power " au sujet de la reconstruction du pont Yule. (<i>Document No 47</i>).	Par adresse 232	261
— Documents et correspondance échangés entre le gouvernement et les intéressés, en rapport avec la reconstruction du Pont Yule, depuis 1904. (<i>Document No 15</i>).	Adresse de la dernière session.	12
67. <i>Prisons et Asiles</i> :— Trente-deuxième rapport des inspecteurs des—de la province de Québec pour 1904. (<i>Document No 4</i>).	Statut	10
68. <i>Québec</i> :— Requêtes ou correspondance relatives à certains amendements à être faits à la charte de la cité de Québec, à la demande du Dr Jobin, député de Québec-est, ou autres personnes.		
69. <i>Recettes et paiements</i> :—Etat détaillé des recettes et des paiements de la province de Québec, depuis le 30 juin 1905. (<i>Document No 50</i>).	Par ordre 198	326
70. <i>Réclamations</i> :—Etat détaillé, par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905, et qui n'ont pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant dans chaque cas.	Par ordre 132	

DOCUMENTS :—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
71. <i>Réclamations pendantes</i> :—Etat des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la Puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières procédures effectuées pour en arriver à une solution.	Par ordre 335	
72. <i>Rivière St-Jean et Magpie</i> :—Correspondance avec J. J. Hill concernant les— (<i>Document No 14</i>).	Par ordre de la dernière session	12
73. “ <i>Royal Trust Company</i> ” :—Etat des affaires de la— (<i>Document No 45</i>).	Par statut	202
74. <i>St-Jean de Dieu, Asile</i> :—Noms des médecins employés à l'asile St-Jean-de-Dieu de la Longue Pointe, la date de la nomination et le salaire de chacun de ces médecins, par année. (<i>Document No 27</i>).	Par ordre 98	102
75. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du—pour l'exercice finissant le 30 juin 1905. (<i>Document No 6</i>).	Statut	10
76. <i>Service civil</i> :—Copie des rapports du Conseil Exécutif concernant des nominations dans le— (<i>Document No 13</i>).	Message	11
77. <i>Statistiques municipales</i> :—Statistiques et rapports municipaux pour 1904. (<i>Document No 52</i>).	Statut	326
78. <i>Statuts</i> :—Rapport du Conseil Exécutif concernant la distribution des— (<i>Document No 11</i>).	Message	11
79. <i>Statuts généraux de la Province de Québec</i> :—Rapport de la Commission relativement à la revision et la refonte des— (<i>Document No 38</i>).	Par statut	156

DOCUMENTS :— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
80. <i>Terres de la Couronne</i> :—Documents se rapportant à la classification des terres de la Couronne, suivant la loi 4 Ed. VII, chap. 13.	Par adresse 233	
81. <i>Terres de la Couronne</i> :—Instructions générales ou particulières adressées par le ministre des Terres de la Couronne ou son département, relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province.	Par ordre 254	
82. <i>Terres de la Couronne</i> : Documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains, et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904.	Par adresse 124	
83. <i>Terres de la Couronne</i> :—Circulaire du Ministre au sujet de la vente des.— <i>Imprimé.</i> 390. (<i>Document No 58.</i>)		384
84. <i>Terres, Mines et Pêcheries</i> :—Rapport du Ministre des—de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1905 (<i>Document No 3.</i>)	Statut	10
85. <i>Travaux publics</i> :—Rapport général du ministre des—de la province de Québec pour 1905 (<i>Document No 7.</i>)	Statut	14
86. <i>Ventes de terrains</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville.	Par ordre. 254	

“ DOMINION CORSET CO. ” :—Bill constituant en corporation *The Dominion Corset Company*.—Voir *Bills*, 70.

DORRIS, CYPRIEN :—Election de M.—. 4, 6.

DOUZE ENFANTS :—Documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants, et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation.—Voir *Documents*, item 29.

DRUMMOND, SIR GEO. A. :—Bill ratifiant un acte de donation d'une propriété, faite par Sir George A. Drummond, en faveur de la *Royal Trust Company*, en qualité de fidéicommissaire pour l'établissement d'un hospice à l'usage des incurables, des infirmes, des malades et des vieillards.—Voir *Bills*, 80.

DUPUIS A. B. :—Voir *Documents*, item 30.

ECLAIRAGE :—Bill amendant le Code municipal de manière à pourvoir à l'éclairage dans les municipalités rurales. Voir *Bills*, 165.

ECOLES :—Voir *Documents*, item 31.

ECOLE DE RÉFORME DE LA POINTE-AUX-ESQUIMAUX :—Concernant le contrat passé entre le gouvernement et la Congrégation des Filles de Jésus, relativement à l'entretien et à l'éducation des enfants des deux sexes appartenant à la côte nord du golfe Saint-Laurent (Labrador), envoyés à leurs écoles de réforme et d'industrie de la Pointe-aux-Esquimaux, dans le comté de Saguenay. Voir *Bills*, 2.

ECOLES CATHOLIQUES :—Bill amendant la loi concernant l'éducation en cette province, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec. Voir *Bills*, 118.

ECOLES PROTESTANTES :—Voir *Documents*, item 32.

ECOLES PROTESTANTES DES COMMISSAIRES D' :—Bill amendant les lois, 5 Edouard VII, chapitre 91, et interprétant certaines dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 53, concernant l'émission de bons ou d'obligations par le Bureau des Commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 97.

ECOLES PROTESTANTES DE MONTRÉAL :—Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal en tant que les écoles sous le contrôle du Bureau des commissaires d'écoles protestants sont concernés. Voir *Bills*, 129.

ECOLES PUBLIQUES :—. Voir *Documents*, item 33.

ÉCOLES PUBLIQUES DE MONTRÉAL :—Bill amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal. Voir *Bills*, 133.

ELECTIONS CONTESTÉES :—Bill amendant la loi des élections contestées de Québec. Voir *Bills*, 119.

ELECTORALE, LOI— :—Bill ajoutant l'article 35a à la loi électorale de Québec, 1903. Voir *Bills*, 142.

ELECTORALE, LOI— :—Bill amendant la loi électorale de Québec, 1903. Voir *Bills*, 103.

EMPRUNT DE 1874 :—Voir *Documents*, item 34.

EMPRUNT TEMPORAIRE :—Voir *Documents*, item 35.

ENREGISTREMENT, BUREAUX D'— :—Voir *Bills*, 102.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS :—Bill amendant la loi concernant les établissements industriels. Voir *Bills*, 117.

FIDÉICOMMIS. COMPAGNIE DE — :— Bill concernant les compagnies de fidéicommis. Voir *Bills*, 106.

“ FINANCIAL AND TRUST CORPORATION ” :—Bill amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 102, telle qu'amendée par la loi 5 Edouard VII, chapitre 71 et changeant le nom de la *Financial Corporation* en celui de *The Financial and Trust Corporation*. Voir *Bills*, 57.

FONCIÈRE, LA — :—Bill concernant la Foncière, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu. Voir *Bills*, 87.

FONDS DES MUNICIPALITÉS :—Voir *Documents*, item 36.

FORESTIÈRE, CONVENTION— :—Voir *Documents*, item 37.

FORTUNE, JAMES— :—Bill autorisant James Fortune à exercer la profession de chimiste et de pharmacien dans la province de Québec. Voir *Bills*, 31.

FRASERVILLE :—Bill amendant la charte de la ville de Fraserville. Voir *Bills*, 85.

GASPÉSIE :—Bill établissant une réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie. Voir *Bills*, 8.

GENDRON, L.—Documents relatifs à une enquête tenue récemment sur certaines accusations portées contre M. L. Gendron, agent des terres. Voir *Documents*, item 38.

HÔPITAL DES ALIÉNÉS PROTESTANTS :—Bill définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Hôpital des aliénés protestants, augmentant l'étendue de ses pouvoirs, et ratifiant les placements déjà faits. Voir *Bills*, 95.

HOTELIERS, ASSOCIATION DES :—Bill constituant en corporation l'Association des hôteliers de la province de Québec. Voir *Bills*, 101.

HYGIÈNE. BUREAU PROVINCIAL D'—, Voir *Documents*, item 39.

"IMPERIAL TRUST CO." :—Bill amendant la charte de l'*Imperial Trust Company*. Voir *Bills*, 78.

IMPRESSIONS :—Voir *Comités*.

IMPRIMEUR DU ROI :—Voir *Documents*, item 40.

INDUSTRIES :—Voir *Comités*.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE BIENFAISANCE, HÔPITAUX, ETC., ETC. :—Voir *Documents*, item 43.

INSTITUTRICES :—Voir *Documents*, item 44.

INSTITUT TRAFALGAR :—Bill définissant les placements qui pourront être faits des fonds de l'Institut Trafalgar, et pour augmenter l'étendue de ses pouvoirs. Voir *Bills*, 47.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill amendant la loi de l'Instruction publique. Voir *Bills*, 20.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Bill amendant l'article 307 de la loi de l'Instruction publique. Voir *Bills*, 115.

INSTRUCTION PUBLIQUE :—Voir *Documents*, items, 44, 45, 46.

INTÉRÊT SUR AVANCES :—Voir *Documents*, items 47, 48.

Interpellations au ministère :—

Agriculture, Ecoles d'— :—Quel a été le montant dépensé pour les depuis 1896 ? 33.

Associés-ès-arts :—Est-il affecté un montant aux examens des— ? 194,

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Assurance Mont-Royal :—Pourquoi le gouvernement a-t-il cessé de faire paraître, dans les comptes publics, en 1905, le dépôt de \$25,000 de— ? 54

Assurances :—Quelles sont les compagnies d'—qui n'ont pas fait de rapport ou fait de dépôt de garantie ? 78.

Avances :—A quelles dates remontent les—représentées à l'actif de l'état financier G, au 30 juin 1905 ? 207.

Banques :—Quel est le montant total du capital versé des—sur lequel est basé la taxe et quel est le montant de cette taxe ? 197

Banque de Montréal :—Sur quel montant de capital de la—est calculée la taxe provinciale, quel est le montant qu'elle paie à la province, etc. ? 142.

Bibliothèque du département de l'Instruction publique :—De combien de volumes se compose la—et existe-t-il un catalogue pour les livres de cette bibliothèque ? 237.

Bibliothèque du département de l'Instruction publique :—Le gouvernement a-t-il fait cataloguer les livres de la—et par qui ? 186.

Bois de pulpe :—Combien de cordes de—ont été exportées de Trois-Rivières et par qui ? 143.

Bois de pulpe :—Quelles sont ceux qui ont payé des droits de coupe pour bois de pulpe exporté des Trois-Rivières, durant les années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905, etc. ? 255.

Brome :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de—et combien d'acres de terre sous licence de coupe de bois ? 333.

" Bucket Shops " :—Le gouvernement doit-il imposé une taxe sur les— ? 192.

Bureau central des examinateurs catholiques :—En quelle année le—a-t-il été établi, etc. ? 44.

Bureau des examinateurs :—Quel a été le montant versé, depuis 1898, par les aspirants aux examens du—et quel emploi a-t-il été fait de ces deniers ? 163.

Bureaux d'examineurs catholiques :—Combien de diplômes ont été accordés, de 1887 à 1897, par les différents— ? 45.

Chambly :—Combien y a-t-il d'acres de terres dans le comté de—et combien d'acres de terre sous licence de coupe de bois ? 333.

Chemins de fer :—Le gouvernement a-t-il encore en mains aucun bons émis depuis 1874 par des compagnies de— ? 111.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Chemins de fer :—Est-ce l'intention du gouvernement de payer des subventions aux compagnies de—qui ne veulent pas se soumettre aux lois 54 Vict., ch. 88, 58 Vict., ch. 6 et 1 Éd. VII, ch. 2 ? 78.

Chemins de fer :—Quelles sont les compagnies de—qui doivent au fonds de remboursement de subventions ? 54.

Chemins de fer :—Quelles sont les compagnies de—qui se sont soumises à la taxe sur les subventions ? 32.

Chesham :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de— ? 272.

Cirques :—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter la taxe sur les cirques ? 256

Comité protestant du Conseil de l'Instruction publique :—La motion de M. G. J. Walker a-t-elle été présentée et l'amendement de M. Sutherland a-t-il été pris en considération à la réunion du 31 janvier du— ? 96.

—Où résident les membres du—etc., etc. ? 97.

Compagnies commerciales :—Le gouvernement doit-il amender la loi de façon à rendre uniforme la taxe sur les— ? 197.

Comptes publics :—Est-ce l'intention du gouvernement d'adopter le système employé par le gouvernement de la Puissance pour la reddition des— ? 168.

Compton :—Quel est le nom de l'officier qui a distribué les montants accordés pour indemniser les colons du comté de—des pertes subies par la grêle depuis 1904 ? 288.

Compton :—Quel montant le comté de—a-t-il contribué au département des terres, pour l'année 1905 ? 207.

Compton :—Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder une subvention au village de—pour la construction d'un chemin de fer ? 185.

Concessions forestières :—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire dresser une carte des—actuellement sous licence de coupe ? 288.

Conférence des trésoriers des provinces :—A-t-elle eu lieu ? 79.

Cotisation scolaire :—Quel est le pourcentage de la—, par comté, dans la Province ? 169.

Dépenses payées et impayées en 1905 :—Quel est le montant des— ? 192.

Dépôt à la Caisse d'Economie :—Quel est le taux d'intérêt payé par la—sur le dépôt de \$11,200 ? 54.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Dépôt à la Banque de Montréal :—Le gouvernement collecte-t-il l'intérêt sur le— de \$34,991.25 ? 53.

Dépôt à la Banque Provinciale :—A quelle date le département du Trésor a-t-il fait un dépôt additionnel de \$60,000 à la— ? 53.

Dépôt à la Banque de Québec :—A quelle date le— de \$89,000 a-t-il été réduit à \$64,000, etc. ? 53.

Dette consolidée :—Quelles étaient les balances nettes de la—au 1er juillet des années 1901 à 1904 ? 153.

Dette publique :—Est-ce l'intention d'annuler l'ordre-en-conseil du 22 juin 1899, au sujet de la conversion de la— ? 56.

Dion, J. S. :—Quel travail fait-il et quel est sa juridiction ? 164.

Ditton :—Combien y a-t-il d'acres de terres dans le canton de—, etc. ? 163.

Documents de la Chambre :—Quel est le montant payé en 1904-1905 pour l'impression des rapports et des— ? 34.

Douze enfants :—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer les noms des pères et mères de— ? 143.

Ecoles :—Quel est le nombre des municipalités scolaires qui ont soumis au secrétaire de la province les plans des maisons d'écoles qu'elles ont construites ? Quel est la valeur des dites maisons d'écoles ? 44.

Ecoles :—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire réviser les règlements concernant la construction des maisons d'écoles ? 143.

Ecoles :—Combien y a-t-il de maisons d'—dans le district d'inspection de M. Curot ? 186.

Ecole d'industrie laitière :—L'entreprise de la construction a-t-elle été donnée par contrat ? 247.

Ecole Normale Jacques-Cartier :—La balance du prêt pour la construction de la nouvelle école normale Jacques-Cartier, a-t-elle été remboursée sur le produit de la vente de propriétés, à Montréal ? 290.

Ecole Normale McGill :—Quelles gratifications sont accordées aux étudiants de l'—, etc. ? 159.

Ecole polytechnique à Québec :—Le gouvernement a-t-il reçu la demande d'un octroi destiné à l'ouverture et au maintien d'un— ? 288.

Ecoles primaires :—Quel a été le montant de l'octroi aux—dans la province de Québec, en 1884-1885 et 1904-1905, respectivement ? 117

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Ecoles primaires :—Quelle est la moyenne du montant dépensé pour les—, en 1904-5 ? 232.

Ecole professionnelle à Montréal :—Le gouvernement a-t-il reçu un mémoire de la Chambre de Commerce au sujet de l'établissement d'une— ? 236.

Ecoles protestantes :— Quel est le nombre d'instituteurs à qui l'école McGill a accordé des certificats, etc., etc. ? 103.

Ecoles :—Combien y a-t-il d'—Combien d'enfants les fréquentent, etc. ? 95.

" *Educational Record* " : L'— est-il subventionné par la Province, etc. ? 270.

Education supérieure :—Quel montant est annuellement affecté à l'— ? 207.

Education supérieure :—Sur quelle base ou données se fait la distribution des fonds destinés à l'—en cette Province, entre les diverses institutions de cette catégorie, etc. ? 368.

Emberton :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de—et combien y a-t-il d'acres de terre sous licence de coupe de bois ? 254.

Empièrrements des routes ;—Doit-on accorder un octroi spécial pour l'— ? 79 ?

Employés du Palais de justice :—Doit bientôt augmenter les salaires des —et de la prison de Montréal ? 142.

Employés du Palais de Justice de Québec :—Quelles sont les personnes dont les noms figurent sur la liste de paye du shérif de Québec ? 276.

Employés permanents du service civil :—Le gouvernement doit-il continuer le système de paiement d'allocations spéciales aux— ? 33.

Emprunts :—Le gouvernement a-t-il l'intention de racheter les—de 1874 et 1876, etc. ? 55.

Emprunt de 1874 :—En vertu de quelle loi le gouvernement a-t-il renouvelé à 4½ pour cent, l'— ? 143.

Emprunts de 1874 et 1878 :—Quelle est la raison de la différence entre le taux de change à 4.86½ le louis sterling pour les obligations en rapport avec les emprunts de 1874 et 1876, et le taux de change à \$5.00 le louis sterling pour les obligations en rapport avec l'emprunt de 1878 ? 278.

Emprunts temporaires :—Le gouvernement a-t-il remis aucun montant d'emprunts temporaires ? 55.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Emprunts temporaires :—Quel est le montant d'—faits depuis le 1er juillet 1904 au 30 juin 1905, et le taux d'intérêt ? 55.

Emprunts temporaires :—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer à payer l'intérêt au taux de $4\frac{1}{2}\%$ sur les— ? 56.

Ferme modèle de Compton :—Le gouvernement a-t-il vendu la—, etc.— ? 287.

Fonds d'amortissement :—Le gouvernement a-t-il l'intention de corriger les états établissant le—, etc. ? 55.

Fouquet :—Quel a été le montant des dépenses encourues en rapport avec le procès de— ? 123.

Fouquet :—Dans le cas du meurtrier—a-t-il été tenu des enquêtes de coroner ? 271.

Grèle :—Quels sont les comté où le gouvernement a accordé des montants pour indemniser les cultivateurs des pertes subies par la—, depuis 1904, etc. ? 205.

Hampden :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de— ? 186.

“Honneur à la Province de Québec” :—Combien d'exemplaires de cet ouvrage le gouvernement a-t-il achetés, etc ? 25.

Opérations de Bourse :—Quel est le montant de la recette et des frais de la taxe spéciale sur les— ? 32.

Intérêts :—Les treize dépôts spéciaux et les quinze comptes courants mentionnés aux pages 2 et 3 des comptes publics, rapportent-ils— ? 52.

Intérêt sur dépôt à la Banque de Montréal :—Quel est le taux d'intérêt payé sur le placement de \$29,791.25 ? 53.

Intérêt sur dépôt à la banque de Québec :—Quel est le taux d'— ? 53.

Inspecteurs de beurreries et fromagerie :—Existe-t-il des correspondances entre le gouvernement et les—au sujet de l'augmentation de leur salaire ? 247.

Inspecteurs d'écoles :—Est-il à la connaissance de l'honorable Secrétaire de la Province que des—exercent un autre emploi que celui d'inspecteurs des écoles ? 325.

Inspecteurs d'écoles :—Est-ce l'intention du gouvernement de fixer une limite d'âge pour l'exercice de la fonction et de nommer un surintendant ? 325.

Instituteurs et institutrices :—Quel est le nombre des—qui enseignent dans les écoles de la province ? 50.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Institutrices :—Une partie des \$100,000 votées en vertu de la loi 60 Vict., a-t-elle été affectée au paiement de primes aux—? 119.

Institutrices non brevetées :—Quel est le nombre de celles qui enseignent dans les écoles et la moyenne de leur traitement par mois? 33.

Instruction élémentaire :—Quel est l'autorité qui fait la distribution des deniers votés pour l'—? 248.

Instruction publique :—Le gouvernement a-t-il l'intention de rechercher s'il existe 188 maisons d'éducation qui ne font aucun rapport au surintendant? 236.

Instruction publique :—Y a-t-il un tableau de l'emploi du temps en usage dans les écoles, etc.? 206.

Instruction publique :—Quel a été en 1877-1878 et en 1904-1905, la dépense *per capita* des écoliers, etc.? 183.

Instruction publique :—La province de Québec a-t-elle, depuis 20 ans, figuré aux expositions universelles et avec quels résultats? 161.

Instruction publique :—Y a-t-il 116 couvents et 72 écoles des Frères qui ne communiquent aucun renseignement au département de l'instruction publique? 33.

Joliette :—La société d'agriculture No 2 du comté de—a-t-elle eu un octroi du gouvernement? 248.

Joliette :—Quel montant le gouvernement a-t-il dépensé, dans le comté de—pour chemins de colonisation, depuis le 1er juillet 1905? 237.

Jurés du Coroner?—Doit-on accorder une indemnité aux—? 142.

Justice : Quel est l'item des comptes publics de 1905 qui se trouve affecté par le déficit de \$42,704.18, etc.? 52.

Justice :—Quel a été le montant total dépensé en 1884-1885 et en 1904-1905, respectivement pour l'administration de la—? 112.

"*L'Enseignement Primaire*".—Quel montant a été payé aux collaborateurs de—et quel est leur nom? 163.

"*L'Enseignement Primaire*" :—A qui cette publication est-elle adressée, etc? 124.

Licences :—Quel est le montant perçu, depuis le 30 juin 1905, en vertu de la loi des—? 32.

Licences :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'amender l'article 3 de la loi des—? 32.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Limites forestières :—Quelle quantité de—le gouvernement a-t-il vendu dans le cours de l'exercice financier le 30 juin 1905 ? 271.

Limites forestières :—Le gouvernement doit-il vendre des—à quelle date, où sont-elles situées, etc. ? 198.

Limites forestières :—Combien de—ont été vendues depuis 10 ans et quel a été le montant réalisé ? 51.

Limites forestières :—Combien de—la province a-t-elle encore à vendre ? 51.

Livres du Trésor :—Les—sont-ils audités par d'autres personnes que les officiers recevant un revenu annuel, etc. ? 52.

McGill & Bishop's Collèges :—Les—reçoivent-ils une partie des sommes provenant des licences pour la célébration des mariages par les ministres protestants, etc. ? 174.

McGreevy, L'hon. Thos :—La province a-t-elle payé la réclamation de — ? 256.

McGreevy :—À quelle date remonte la réclamation *in re* :— ? 209.

Magnan, C. J. :—Quels montants a-t-il été payés pour diverses publications à M— ? 118.

Marston :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le canton de—et combien d'acres de terre sous licence de coupe de bois ?—333.

"Mon Premier Livre" :—Est-il encore distribué et le gouvernement doit-il en publier une nouvelle édition ? 186.

"Montreal, Light Heat & Power Co." :—Quand a été concédé à la—le lit de la rivière Richelieu, en amont de Chambly, et à quel prix ? 153.

Mortalité infantile :—Combien d'enfants au-dessous de cinq ans sont morts, annuellement, dans la province de Québec, depuis dix ans. La mortalité infantile est-elle anormale et quelles mesures ou réformes a effectuées le Bureau d'hygiène provincial pour améliorer l'hygiène publique dans la province de Québec ? 365.

Musée scolaire :—De quelle façon a été dépensé annuellement le crédit de \$600 pour le— ? 112.

Northfield, Ecoles de :—Y a-t-il 9 écoles élémentaires de la municipalité de—qui n'ont aucun système de ventilation ? 163.

Pacifique Canadien :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'introduire un projet de loi à l'effet de confirmer aucun ordre en conseil changeant la nature des obligations de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien vis-

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

à-vis de la Province quant au taux d'intérêt à être payé sur la vente du chemin de fer Montréal, Québec, Ottawa et Occidental ? 336.

Pacifique Canadien :—Le gouvernement a-t-il collecté les arrérages d'intérêt dûs par le—? 56.

Pacifique Canadien, Chemin de fer du :—A quelles fins le gouvernement destine-t-il la somme de \$1,164,380 payée par le—, après le remboursement des emprunts de 1874 et 1876, etc. ? 206.

Palais de Justice de Québec :—Quel taux d'intérêt sur le montant reçu, \$5,304.64, est-il censé représenter sur les obligations du—? 54.

Palais de justice et prisons :—Quel est le coût total annuel des primes d'assurances sur le feu payées pour les— ? 247 ?

Paquet, Wilfrid :—S'est-il absenté de son bureau pour s'occuper d'élection de Maisonneuve ? 185.

Parc des Laurentides :—Quel est la superficie du—et quelle est sa valeur en bois de construction ? 51.

Placements :—Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre au compte de profits et pertes les—qui ne rapportent pas d'intérêt ? 54.

Pont Yule :—La décision judiciaire est-elle rendue dans la cause de la Province contre la compagnie " Montreal Light Heat & Power ", au sujet de la reconstruction du— ? 111.

Population scolaire :—De quelle façon est fait le recensement de la population scolaire, etc. ? 237.

Prison à Montréal :—Doit-on de construire une nouvelle— ? 142.

Publications :—Quel a été le montant payé, en 1904-1905, pour abonnement aux journaux et— ? 40.

Pulpe de Bois :—Quel montant a-t-il été réalisé, en 1905, par l'exportation de la— ? 51.

Revenu :—Le gouvernement a-t-il mis à l'étude la question de réaliser une augmentation du— ? 80.

Routes rurales :—Quel a été le montant dépensé, en 1904-1905, pour l'amélioration des— ? 39.

Sainte-Anne, Club et Lac :—A quelle date le bail du lac Sainte-Anne et celui du territoire de chasse qui l'entoure, ont-ils été renouvelés en faveur du club Sainte-Anne, quelle est la durée du bail, etc., etc. ? 364.

 INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

St-Michel Archangé :—Le village de—a-t-il construit une maison d'école et les plans et devis de cette école ont-ils été approuvés, etc. ? 123.

Secours mutuel. Sociétés de — :—Quel est le nombre des membres faisant partie des—et la moyenne des sommes versées mensuellement par les membres de ces sociétés ? 247.

Sherbrooke :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de—et combien d'acres de terre sous licence de coupe de bois ? 333.

Shérifs :—Quel est l'item dans la colonne des dépenses des comptes publics de 1905, qui correspond à l'item de \$10,975.29, dans la colonne des recettes, reçues et déboursées par les— ? 52.

Stanstead :—Combien y a-t-il d'acres de terre dans le comté de—et combien d'acres de terre sous licence de coupe de bois ? 333.

Statuts révisés :—Quels sont les—par la commission spéciale ? 79.

Subventions aux chemins de fer :—Est-ce l'intention du gouvernement de continuer les—en argent et en terres ? 79.

Taxe spéciale :—A quel montant s'élevait le 1er juillet 1905, le total de la —imposée sur le district judiciaire de Québec, comme fonds d'amortissement pour payer l'emprunt effectué en vertu du 45 Vict., ch. 26, etc. ? 197.

Taxes municipales :—Existe-t-il de la correspondance à propos des frais occasionnés par le fait que dans les villes les terrains vendus pour—, sont faites par le shérif au lieu de l'être par le greffier de la municipalité ? 270.

Terres de la Couronne :—En quelle année a été fixé l'échelle du prix actuellement chargée pour la coupe des bois sur les—, combien de pieds de bois et de pulpe ont été coupés l'an dernier ? 118.

Transports d'actions :—Le gouvernement a-t-il l'intention de changer ou d'abroger la loi concernant les— ? 33.

Veilleux, Adolphe — : —. Quel travail fait-il et quel est sa juridiction ? 164.

Vente des Terres :—Le gouvernement peut-il placer la date de la vente des terres au commencement de l'année fiscale ? 79.

Voyageurs de commerce :—La loi 5 Ed. VII, chap- 14, art. 3 impose-t-elle \$300 de licence aux—pour chaque personne ou société qu'ils représentent ? 111.

Whitton —Combien y a-t-il d'acres de terres, et combien sous licence dans le canton de— ? 119.

Winslow :—Combien y a-t-il d'acres de terres dans le canton de—, etc. ? 209.

JOLIETTE :—Bill autorisant les habitants catholiques romains de la paroisse de Saint-Charles-Borromée de Joliette, à venir en aide à la corporation épiscopale catholique romaine de Joliette dans la restauration de la cathédrale de Joliette. Voir *Bills*, 66.—

JUSTICE. ADMINISTRATION DE LA :—Voir *Documents*, item 49.

LACOMBE SIMON :—Bill concernant la succession de feu Simon Lacombe. Voir *Bills*, 54.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Voir *Comités*.

LÉVIS :—Bill refondant et revisant la charte de la ville de Lévis. Voir *Bills*, 33.

LÉVIS. CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE :—Bill constituant en corporation le chemin de fer du comté de Lévis. Voir *Bills*, 65.

LICENCES :—Bill amendant la loi des licences de Québec. Voir *Bills*, 21.

Lieutenant-Gouverneur :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 7 ; Adresse à Son Honneur en réponse, 14. Voir *Adresse*.
2. Son discours à la la clôture de la session, 397.

Messages de Son Honneur :

3. Invitant la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1 ; à la clôture de la session, 391.
4. Accusant réception de l'adresse en réponse au discours du Trône, 29.
5. Transmettant des documents à la Chambre, 11, 42, 46.

LIMITES FORESTIÈRES :—Voir *Documents*, items 50, 51, 52.

" LOTBINIÈRE LUMBER Co " :—Bill ratifiant et confirmant un acte de vente par Edmund William Tobin et Frank N. McCrea à The—. Voir *Bills*, 98.

M. ANDATS SPÉCIAUX :—. Voir *Documents*, item 52.

MATANE ET GASPÉ :—Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Matane et Gaspé.—Voir *Bills*, 86.

McGILL :—Bill concernant l'université McGill.—Voir *Bills*, 83 et *Documents*, item 54.

MCGREEVY, HON. THOS.—Voir *Documents*, item 55.

MÉDECINS ET CHIRURGIENS :—Bill amendant la loi relative aux médecins et chirurgiens de la province de Québec.—Voir *Bills*, 120.

MESSIE, EGLISE DU :—Bill constituant en corporation l'Eglise du Messie (Unitaire) de Montréal, et ratifiant un certain acte de vente et transport fait par la dite Eglise. Voir *Bills*, 41.

MINES :—. Voir *Documents*, item 56.

MONTREAL :—Bill amendant la charte de la cité de Montréal.—Voir *Bills*, 76.

MONTREAL :—Voir *Bills*, 45.

MONTREAL, DIVISION No 4 :—Vacance survenue dans le comté de—. 2, 5.

MORT CIVILE :—Bill abolissant la mort civile.—Voir *Bills*, 3.

NAISSANCES :—Bill amendant l'article 53a du Code civil et l'article 1313 du Code de procédure civile concernant les registres de naissances. Voir *Bills*, 112.

NAPIERVILLE :—Vacance survenue dans le comté de—. 4, 6.

"NORTH EASTERN RAILWAY CO. :—Bill constituant en corporation *The North Eastern Railway Company*. Voir *Bills*, 74.

"NORTH SHORE POWER CO. " :—Bill amendant la charte de la *North Shore Power Company*. Voir *Bills*, 72.

NOTRE-DAME DE GRACES :—Bill constituant en corporation la ville de Notre-Dame de Grâces. Voir *Bills*, 40.

O'BRIEN, JAMES :—Bill concernant les fidéicommissaires de la succession de James O'Brien. Voir *Bills*, 94.

OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, item 57.

OPTICIENS ASSOCIATION DES :—Bill constituant en corporation l'Association des opticiens de la province de Québec. Voir *Bills*, 91.

ORATEUR :

1. Se rend avec la Chambre auprès du Lieutenant-Gouverneur, 1.
2. A la clôture de la session, 391.
3. Informe la Chambre qu'il a reçu avis que des vacances sont survenues dans les districts électoraux de Yamaska, Montréal No 4, Terrebonne, St-Sauveur et Napierville, 1. Qu'il a été émis des mandats pour de nouvelles élections, 1.

4. Présente le bill des subsides, 396.

5. Informe la Chambre qu'il a reçu les certificats d'élections pour les districts électoraux de Yamaska, Montréal No 4, Terrebonne, St-Sauveur et Napierville, 4, 5, 6.

ORDRES DU JOUR :—

Ordres rescindés, 34, 263.

ORDRES PERMANENTS :—Voir *Comités*.

ORDRES SESSIONNELS :—

Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre, Voir *Documents*.

OUTREMONT :—Bill amendant la charte de la ville d'Outremont. Voir *Bills*, 82.

PACIFIQUE CANADIEN. CHEMIN DE FER DU—:—Bill ratifiant une convention faite entre la cité de Montréal et la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique. Voir *Bills*, 45.

PACIFIQUE CANADIEN :—. Voir *Documents*, items 58, 59.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—. Voir *Documents*, item 60.

PARC NATIONAL :—Bill amendant la loi établissant le Parc National des Laurentides. Voir *Bills*, 9.

PAUVRES CLARISSE :—Bill constituant en corporation les Pauvres Clarisses de Valleyfield. Voir *Bills*, 61.

PÊCHE :—Bill amendant la loi de la pêche de Québec. Voir *Bills*, 24.

PELLETIER, CIE T. P. :—Bill constituant en corporation la compagnie T. P. Pelletier. Voir *Bills*, 50.

PÉTITIONS :—31, 36, 167, 48, 77, 121. Rejetée, 167. Règles suspendues, 245.

PHARMACIE. ECOLE DE—:—Bill constituant en corporation l'Ecole de pharmacie de Montréal. Voir *Bills*, 46.

POISSON ET GIBIER :—Bill amendant la loi concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier. Voir *Bills*, 18.

POMOLOGIE ET CULTURE FRUITIÈRE :—Voir *Documents*, item 64.

PONTS :—Bill amendant la loi 56 Victoria, chapitre 22, relative à l'entretien de certains ponts. Voir *Bills*, 62.

PONT DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 65.

PONT YULE :—Voir *Documents*, item 66.

PORTNEUF. CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE—:—Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du comté de Portneuf. Voir *Bills*, 56.

PRÉVOST. L'HON. J.-B.—:—. Election de—. 3, 5.

PRISONS ET ASILES :—Voir *Documents*, item 67.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Voir *Comités*.

PROCLAMATIONS :—Prorogeant et convoquant la Législature, V à XI.

QUÉBEC :—Voir *Documents*, item 68.

QUÉBEC CENTRAL :—Bill amendant la charte du chemin de fer Québec Central. Voir *Bills*, 43.

QUÉBEC ET BAIE JAMES :—Bill amendant la charte de la compagnie de chemin de fer Québec et Baie James. Voir *Bills*, 71.

QUÉBEC ET LAC SAINT-JEAN :—Bill amendant la loi constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et les lois qui l'amendent. Voir *Bills*, 64.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA & OCCIDENTAL :—Bill concernant l'emploi du prix du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et du subside au gouvernement de la province de Québec en vertu de la loi fédérale 47 Victoria, chapitre 8, au paiement de la dette consolidée de la province. Voir *Bills*, 111.

"QUEBEC NORTHERN RAILWAY Co." :—Bill constituant en corporation "The Quebec Northern Railway Company". Voir *Bills*, 90.

"QUEBEC PAPER BOX Co." :—Bill constituant en corporation "The Quebec Paper Box Company". Voir *Bills*, 69.

QUESTIONS D'ORDRE :—

M. l'Orateur décide, avant d'appeler une interpellation, qu'il est irrégulier, de demander l'opinion du gouvernement sur une matière d'ordre politique ou d'administration et que le paragraphe en question doit être retranché si l'on veut faire l'interpellation, 96.

—Objection est faite, en comité général, qu'un amendement proposé n'est pas couvert par les avis donnés dans la "Gazette Officielle." La question étant soumise à M. l'Orateur qui décide, qu'en effet, cet amendement n'est pas couvert par les avis, 249.

—A la motion pour troisième lecture d'un bill, objection est faite qu'un amendement proposé n'est pas couvert par les avis. M. l'Orateur maintient l'objection, 252.

RECETTES ET PAIEMENTS :—Voir *Documents*, *item* 69.

RÉCLAMATIONS :—Voir *Documents*, *items* 70, 71.

RÉCLAMATIONS DU GOUVERNEMENT :—Bill concernant le paiement des réclamations du gouvernement. Voir *Bills*, 161.

RÈGLES DE LA CHAMBRE :—

1. Règle 51 suspendue, 166.
2. Règle 58, sec. 3, suspendue pour ce qui concerne la présentation des bills privés, 31, 57, 245.
3. Paragraphes 2 et 3 de la règle 58 amendés, 293.

“ RICHMOND, DRUMMOND AND YAMASKA INSURANCE Co.” :—Bill augmentant les pouvoirs de la *Richmond, Drummond and Yamaska Mutual Fire Insurance Company*. Voir *Bills*, 52.

RIMOUSKI :—Bill amendant la charte de la ville de Saint-Germain de Rimouski. Voir *Bills*, 38.

RIVIÈRES SAINT-JEAN ET MAGPIE :—Voir *Documents*, *item* 72.

ROBINSON JAMES :—Bill ratifiant la vente faite par les enfants de feu Dame Margaret J. Morris, épouse de feu William B. Lambe à James Robinson, Voir *Bills*, 81.

“ ROYAL TRUST Co ” :—Bill amendant la charte de la “ Royal Trust Company.” Voir *Bills*, 67.

STE-ANNE DE BELLEVUE :—Bill amendant charte de la ville de Ste-Anne de Bellevue. Voir *Bills*, 48.

STE-BRIGITTE :—Bill pour abroger la loi 23 Victoria, chapitre 145, ainsi que ses amendements, constituant en corporation l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec, et aussi pour amender de nouveau la loi constituant en corporation la Congrégation des catholiques de Québec, parlant la langue anglaise, 18 Victoria, chapitre 228. Voir *Bills*, 42.

ST-FRANÇOIS D'ASSISE :—Bill autorisant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe à vendre la terre No 42 du cadastre de la paroisse de la Longue Pointe. Voir *Bills*, 92.

SAINTE-GENEVIÈVE :—Bill ratifiant et validant les conventions intervenues entre les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Sainte-Geneviève, les commissaires d'école pour la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève No 1, dans le comté de Jacques-Cartier, et la communauté des sœurs de Sainte-Anne. Voir *Bills* 51.

SAINT-HYACINTHE :—Bill amendant la charte de Saint-Hyacinthe. Voir *Bills*, 35 et *Documents*, item 62.

SAINT-JEAN-BAPTISTE. ASSOCIATION :—Bill amendant la charte de l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Voir *Bills*, 89.

SAINT-JEAN DE DIEU. ASILE :—Voir *Documents*, item 74.

SAINT-MICHEL ARCHANGE :—Bill érigeant en municipalité scolaire distincte la paroisse de Saint-Michel Archange, de Montréal. Voir *Bills*, 79.

SAINT-NAZAIRE :—Bill détachant les municipalités de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie certains lots du canton de Buckland et les constituant en municipalité distincte sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire." Voir *Bills*. 75.

SAINT-SAUVEUR :—Vacance survenue dans le comté de—. 3, 6.

SCOLAIRES. TAXES :—Bill concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et les obligations scolaires de la dite cité. Voir *Bills*, 99.

SECRÉTAIRE ET RÉGISTRARE DE LA PROVINCE :—Rapport du—pour 1905, 10.

SERVANTES DU TRÈS SAINT-SACREMENT :—Bill constituant en corporation la Congrégation des Servantes du Très-Saint Sacrement. Voir *Bills*, 36.

"SHERBROOKE LUMBER Co" :—Bill concernant la "Sherbrooke Lumber Company". Voir *Bills*, 77.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Bill amendant la loi relative à la société d'industrie laitière de la province de Québec. Voir *Bills*, 17.

SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE :—Voir *Documents*, item 41.

SŒURS SAINT-FRANÇOIS D'ASSISE :—Bill constituant en corporation les Sœurs de Saint-François d'Assise. Voir *Bills*, 32.

"SOVEREIGN FIRE INSURANCE Co." :—Bill constituant en corporation *The Sovereign Fire Insurance Company*. Voir *Bills*, 63.

"SOUTHERN ELECTRIC Co." :—Bill constituant en corporation *The Southern Electric Company*. Voir *Bills*, 73.

STATUTS REFONDUS :—Bills à l'effet d'amender les Statuts refondus de la province de Québec. Voir *Bills* 13, 105, 113, 136, 137, 140. *Documents*, items 78, 79.

STEPHENS, G. W.—.— Election de M.—. 2, 5.

Subsides :

1. Estimations pour l'année finissant le 30 juin 1907, renvoyés au comité des subsides, 46. (*Document No 1*).

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 15.
3. La Chambre en comité, 46, 170, 176, 214, 240, 258, 279, 378.
4. Résolutions rapportées, 47, 171, 179, 222, 242, etc.
5. Considération de certaines résolutions remises à plus tard, 177.
6. Voies et moyens, 15. La Chambre en comité, 380, résolutions rapportées, 380 ; adoptées, 380.
7. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1907 et pour d'autres fins du service public. Voir *Bills*, 6. (5 Ed. VII, ch. 1).

SUCCESSIONS : Bill amendant et refondant la loi relative aux droits sur les successions. Voir *Bills*, 109.

SYNDICATS COOPÉRATIFS :—Bill concernant les syndicats coopératifs. Voir *Bills*, 19.

SYNDICATS D'ÉLEVAGE :—Bill concernant les syndicats d'élevage. Voir *Bills*, 7.

TAXES :—Bill imposant des taxes sur les corporations, les sociétés, personnes, raisons sociales et associations commerciales. Voir *Bills*, 107.

TAXES :—Bill imposant une taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations. Voir *Bills*, 108.

TERREBONNE :—Vacance survenue dans le comté de—. 3, 5.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents, items*, 80, 81, 82, 83.

TERRES, MINES ET PÊCHERIES :—Rapport du Ministre des—pour 1905, 10.

TERRES PUBLIQUES :—Bill amendant la loi concernant les terres publiques. Voir *Bills*, 12.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Ministre des—pour 1905, 14.

TRÈS-SAINT-RÉDEMPTEUR. ORDRE DU :—Bill constituant en corporation l'Ordre du Très-Saint-Rédempteur. Voir *Bills*, 68.

URBAIN. CIE DE CHEMIN DE FER :—Bill amendant les lois concernant la compagnie de chemin de fer urbain de Montréal. Voir *Bills*, 53.

VÉHICULES-MOTEURS:—Bill concernant les véhicules-moteurs. Voir *Bills*, 30.

VENTES DE TERRAINS :—Voir *Documents*, *item* 86.

VILLES :—Bill amendant les Statuts refondus concernant les corporations de ville. Voir *Bills*, 140.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*.

AMASKA—:—Vacance survenue dans le comté de—. 2, 4.